

15 NOUVEAUX MONSTRES ET VIEUX DÉMONS : DÉCONSTRUIRE L'EXTRÊME DROITE

- 16 **Sylvain Pattieu** L'illusion immunitaire, ou le fascisme est-il soluble dans la démocratie libérale?
- 25 DÉFINITIONS ET DÉLIMITATIONS
- 25 **Annie Collovald** Le populisme: la catégorie de toutes les illusions mal fondées
- 34 **René Monzat** Les courants de l'extrême droite. Les deux racines idéologiques de l'extrême droite française
- 42 **Philippe Corcuff** Clivage national-racial contre question sociale. Un cadre d'analyse socio-politique pour interpréter les progrès de l'extrême droite en France
- 51 FRAGMENTS D'HISTOIRE
- 51 **Caroline Baudinière** L'extrême droite française de 1944 à 1951: quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique
- 60 **Jean-Paul Gautier** Les héritiers de l'Action française
- 68 **Stéphane Hélière** D'« Occident » à Démocratie libérale: la trajectoire politique d'Alain Madelin
- 77 MILITANTISME D'EXTRÊME DROITE
- 77 **Violaine Roussel** Les logiques plurielles de l'engagement au Front national
- 86 **Lilian Mathieu** L'extrême droite mouvementiste: le cas d'Unité radicale
- 95 QUELLE STRATÉGIE POUR L'ANTIFASCISME ?
- 95 **Nonna Mayer** Lepénisme et antilepénisme en 2002
- 104 **Philippe Mesnard** Sous la mémoire, le ressentiment
- 112 **Anne Tristan** Ras L'Front
- 117 UNE INTERNATIONALE BRUNE ?
- 117 **Jean-Yves Camus** Extrême droite européenne: la rupture de la filiation fasciste?
- 123 **Jim Wolfreys** Sur les pas du Front national, le British National Party

135 LU D'AILLEURS

- 136 **Sous-commandant Marcos** Sept considérations de mai 2003
- 151 **Emmanuel Valat** Un autre Marx, après les marxismes de J.-M. Vincent

159 RÉPLIQUES ET CONTROVERSES

- 160 **John Holloway** Conduis ton char et ta charrue par-dessus les ossements des morts
- 170 **Daniel Bensaïd** Cris et crachats
- 174 **Olivier Le Cour Grandmaison** F. Engels et K. Marx: le colonialisme au service de « l'Histoire » universelle
- 175 **Sebastian Budgen** Notes critiques sur l'article d'Olivier Le Cour Grandmaison



9 782845 970953

ISBN : 2-84597-095-1

ISSN : 1633-597X

Numéro huit
septembre 2003
18,30 €

CONTRETEMPS

CONTRETEMPS

Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite

Caroline Baudinière
Daniel Bensaïd
Sebastian Budgen
Jean-Yves Camus
Annie Collovald
Philippe Corcuff
Jean-Paul Gautier
Stéphane Hélière
John Holloway
Olivier Le Cour Grandmaison
Sous-commandant Marcos
Lilian Mathieu
Nonna Mayer
Philippe Mesnard
René Monzat
Sylvain Pattieu
Violaine Roussel
Anne Tristan
Emmanuel Valat
Jim Wolfreys

textuel

textuel

CONTR^TEMPS

numéro huit, septembre 2003

**Nouveaux monstres et vieux démons :
déconstruire l'extrême droite**



CONTRTEMPS

numéro un, mai 2001

Le retour de la critique sociale
Marx et les nouvelles sociologies

numéro deux, septembre 2001

Seattle, Porto Alegre, Gênes
Mondialisation capitaliste et dominations impériales

numéro trois, février 2002

Logiques de guerre
Dossier: Émancipation sociale et démocratie

numéro quatre, mai 2002

Critique de l'écologie politique
Dossier: Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement

numéro cinq, septembre 2002

Propriétés et pouvoirs
Dossier: Le 11 septembre, un an après

numéro six, février 2003

Changer le monde sans prendre le pouvoir ?
Nouveaux libertaires, nouveaux communistes

numéro sept, mai 2003

Genre, classes, ethnies :
identités, différences, égalités

numéro huit, septembre 2003

Nouveaux monstres et vieux démons :
Déconstruire l'extrême droite

© Les éditions Textuel, 2003

48, rue Vivienne

75002 Paris

ISBN : 2-84597-095-1

ISSN : 1633-597X

Dépôt légal : septembre 2003

CONTR^TEMPS

numéro huit, septembre 2003

Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre.

textuel
T

Directeur de publication:

Daniel Bensaïd

Comité de rédaction:

Gilbert Achcar; Christophe Aguiton; Antoine Artous; Daniel Bensaïd; Sophie Bérout;
Sébastien Chauvin; Karine Clément; Philippe Corcuff; Léon Crémieux; Jacques Fortin;
Janette Habel; Michel Husson; Bruno Jetin; Samuel Johsua; Razmig Keucheyan; Thierry Labica;
Ivan Lemaître; Claire Le Strat; Michaël Löwy; Lilian Mathieu; Sylvain Pattieu; Willy Pelletier;
Marie Pontet; Isabelle Richet; Michel Rovère; Catherine Samary; Patrick Simon; Francis Sitel;
Josette Trat; Enzo Traverso; Emmanuel Valat.

- 7 notes éditoriales : de la guerre impériale à la guerre sociale
- 15 NOUVEAUX MONSTRES ET VIEUX DÉMONS : DÉCONSTRUIRE L'EXTRÊME DROITE
- 16 **Sylvain Pattieu** L'illusion immunitaire, ou le fascisme est-il soluble dans la démocratie libérale?
- 25 DÉFINITIONS ET DÉLIMITATIONS
- 25 **Annie Collovald** Le populisme: la catégorie de toutes les illusions mal fondées
- 34 **René Monzat** Les courants de l'extrême droite. Les deux racines idéologiques de l'extrême droite française
- 42 **Philippe Corcuff** Clivage national-racial contre question sociale. Un cadre d'analyse socio-politique pour interpréter les progrès de l'extrême droite en France
- 51 FRAGMENTS D'HISTOIRE
- 51 **Caroline Baudinière** L'extrême droite française de 1944 à 1951: quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique
- 60 **Jean-Paul Gautier** Les héritiers de l'Action française
- 68 **Stéphane Hélière** D'« Occident » à Démocratie libérale: la trajectoire politique d'Alain Madelin
- 77 MILITANTISME D'EXTRÊME DROITE
- 77 **Violaine Roussel** Les logiques plurielles de l'engagement au Front national
- 86 **Lilian Mathieu** L'extrême droite mouvementiste: le cas d'Unité radicale
- 95 QUELLE STRATÉGIE POUR L'ANTIFASCISME ?
- 95 **Nonna Mayer** Lepénisme et antilepénisme en 2002
- 104 **Philippe Mesnard** Sous la mémoire, le ressentiment
- 112 **Anne Tristan** Ras L'Front
- 117 UNE INTERNATIONALE BRUNE ?
- 117 **Jean-Yves Camus** Extrême droite européenne: la rupture de la filiation fasciste?
- 123 **Jim Wolfreys** Sur les pas du Front national, le British National Party
- 135 LU D'AILLEURS
- 136 **Sous-commandant Marcos** Sept considérations de mai 2003
- 151 **Emmanuel Valat** Un autre Marx, après les marxismes de J.-M. Vincent
- 159 RÉPLIQUES ET CONTROVERSES
- 160 **John Holloway** Conduis ton char et ta charrue par-dessus les ossements des morts
- 170 **Daniel Bensaïd** Cris et crachats
- 174 **Olivier Le Cour Grandmaison** F. Engels et K. Marx: le colonialisme au service de « l'Histoire » universelle
- 175 **Sebastian Budgen** Notes critiques sur l'article d'O. Le Cour Grandmaison

Notes éditoriales

De la guerre impériale à la guerre sociale



Au printemps 2003, la coalition américano-britannique a remporté la bataille de Bagdad.

La guerre, elle, n'est pas finie. Ancien directeur de la CIA, aujourd'hui retraité encore actif dans l'entourage du président étasunien, James Woolsey l'a annoncé sans détours : « Nous sommes entrés dans la quatrième guerre mondiale. Plus que d'une guerre contre le terrorisme, l'enjeu est d'étendre la démocratie aux parties du monde arabe et musulman qui menacent la civilisation libérale [...] J'espère que sa durée n'atteindra pas les quarante ans et plus que la troisième guerre mondiale, mais il faudra probablement envisager plusieurs décennies. » (*Le Monde*, 9 avril 2003).

À en juger par les difficultés rencontrées dans l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, ce sera long, en effet. L'enjeu n'est autre qu'un nouveau partage du monde, des territoires, des sources et des routes de l'énergie, des alliances et des zones d'influence. Ce n'est donc qu'un début.

•••

On cherchait les mots pour dire le nouvel ordre humanitaire. Impérialisme semblait dépassé, désuet, démodé. Pourtant, l'Empire contre-attaque, sans complexes. Même si les États-Unis se présentent comme un « empire du déni », qui « n'ose pas dire son nom », affirme l'historien britannique Niall Ferguson.

Il l'ose pourtant de plus en plus. Dans une conférence de novembre 2000, intitulée « L'Amérique impériale », Richard Haass, ancien assistant spécial de la présidence à l'époque de Georges Bush senior, déclarait que « la question fondamentale est de savoir quoi faire avec un surplus de puissance et avec les avantages nombreux et considérables que ce surplus assure pour les États-Unis ». Dans un dernier chapitre, intitulé « L'impérialisme commence chez soi », il concluait : « Le plus grand risque auquel les États-Unis doivent faire face en ce moment, est qu'ils dilapident leur chance de faire advenir un monde favorable à leurs intérêts fondamentaux en en faisant trop peu. Entre un empire sous-étendu et un empire sur-étendu, le premier apparaît comme le plus grand danger. » (Richard N. Haass, www.brook.edu). Depuis, l'administration américaine s'est mise au *stretching* intensif.

Conseiller de Tony Blair, Robert Cooper distingue désormais l'impérialisme classique de « l'empire coopératif » postmoderne, dont l'Union européenne serait le meilleur exemple. Cet « impérialisme multilatéral » ne serait expansionniste que dans la mesure nécessaire à la stabilité dans son voisinage. À l'ère de la mondialisation marchande et de la guerre sans frontières, cette notion de voisinage devient fort extensible.

•••

La guerre impériale a sa logique. Un certain major Ralph Peters, cerveau fertile des écoles de guerre, dont le cynisme glacial ferait pâlir le major Sylvestre des *Guignols de l'info*, l'annonçait dès 1997 : « Ceux qui n'ont rien vont haïr ceux qui ont tout,

et s'en prendre à eux. Nous, aux États-Unis, nous continuerons à être perçus comme ceux qui ont tout. Nous devons intervenir pour défendre nos intérêts, nos citoyens, nos alliés, ou nos clients [...] Le rôle des forces armées étasuniennes sera de maintenir un monde sûr pour notre économie et ouvert à notre offensive culturelle. Nous devons pour cela tuer pas mal de gens [do a fair amount of killing!] » (« Constant conflict », *Parameters*, vol. XXV II, n° 2, 1997) Cette guerre préventive s'affranchit des contraintes du droit international. Elle est « asymétrique », non seulement par la disproportion des armes en présence, mais par le décompte des victimes : en unités du côté des troupes impériales, par milliers ou dizaines de milliers du côté des dominés (quand on prend encore la peine de les compter). À défaut de pouvoir invoquer le droit, elle revendique un impératif éthique ou humanitaire pour se muer en guerre sainte.

•••

Certains se sont étonnés des prodiges de la « feuille de route » de G.W. Bush et de la soudaine métamorphose d'Ariel Sharon en douce colombe. Les États-Unis ont certainement intérêt à ne pas ferrailer sur tous les fronts à la fois. Ils peuvent faire valoir aux alliés israéliens que le déploiement des bases impériales dans toute la région arabe suffit désormais à garantir leur sécurité extérieure.

Saluée par les médias comme un plan de paix prometteur, la feuille de route cherche à tirer parti des nouveaux rapports de forces dans la région pour officialiser l'inversion de la preuve. Les Palestiniens sont sommés de désarmer l'Intifada (qui est une résistance à une occupation militaire), au lieu d'exiger dans l'ordre le respect des résolutions de l'ONU, le retrait inconditionnel des territoires occupés en 1967 et le démantèlement des colonies.

Dans ces conditions, l'acquiescement du gouvernement Sharon permet aux dirigeants israéliens, après avoir répété qu'Arafat aurait pu désarmer les organisations palestiniennes mais ne le voulait pas, de prétendre qu'Abou Mazen le veut peut-être, mais ne le peut pas. Cette double impasse justifierait alors de pousser un peu plus la frontière pour l'aligner sur le nouveau mur de la honte, d'envisager sérieusement de nouvelles expulsions d'Arabes israéliens, de traiter avec des pouvoirs locaux après avoir humilié la représentation palestinienne officielle et poussé à la guerre civile entre Palestiniens, de nier la revendication nationale palestinienne en privilégiant la guerre de religion avec le Hamas.

•••

La guerre d'Irak a révélé les fractures d'un « camp occidental » qui n'est plus soudé, comme au temps de la guerre froide, par le fantasme d'un péril soviétique. Les questions des relations entre les États-Unis et l'Union européenne, comme celle de l'architecture même de cette Europe incertaine, sont désormais posées. Plaidant, dans un texte d'union sacrée entre républicains et démocrates, pour « un renouveau du partenariat transatlantique », Madeleine Albright et James

Schlesinger mettent en évidence le *double bind* dans lequel sont enfermés les dirigeants européens. Qu'ils veuillent se faire respecter comme partenaires ou comme concurrents, ils doivent prouver qu'ils en ont les moyens, militaires notamment, car « les fossés qui ne cessent de se creuser entre les capacités militaires américaines et européennes rendent plus difficiles les coopérations et l'interopérabilité en matière de défense transatlantiques » (*Le Monde*, 15 mai). L'Union européenne est donc mise au défi d'augmenter ses budgets de défense. Ce qui impliquerait de nouvelles coupes drastiques dans les budgets sociaux, ou bien de nouveaux déficits budgétaires bien au-delà des seuils fixés par le pacte de stabilité.

•••

La signature le 27 mai à Bonn du contrat d'achat de 180 avions de transport militaire Airbus A-400 a été médiatiquement présentée comme « un virage stratégique majeur » et comme la preuve de la volonté de l'Union européenne de se doter de moyens à la hauteur des ambitions d'une défense commune. Ces moyens de transport sont en effet la condition du déploiement rapide (en 60 jours) de 60 000 hommes (objectif fixé en 1999 lors du sommet d'Helsinki).

Or, l'actuelle Union européenne consacre environ 160 milliards d'euros annuels à sa défense (contre 476 milliards d'euros pour les États-Unis). Déjà, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie et l'Allemagne ont décidé l'achat de l'avion de combat américain F-35 au détriment du Rafale et de l'Eu rofighter. Dans ces conditions, même un modeste rattrapage budgétaire crèverait le plafond des déficits fixé par le pacte de stabilité. C'est pourquoi, prenant les devants, la France, l'Allemagne et l'Italie, proposent que les dépenses militaires d'investissement et de recherche soient désormais décomptés du calcul du déficit public ! Alors qu'on serre la vis aux dépenses d'éducation et de santé, les dépenses militaires auraient ainsi carte blanche.

•••

La lettre ouverte Albright-Schlesinger aux Européens, a suscité diverses réactions. Un texte (signé notamment par Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, Giuliano Amato, Hans Dietrich Genscher), partant du constat que « l'unité du monde occidental est à présent ouvertement mise en question », affirme partager l'opinion selon laquelle « même après la fin de la guerre froide l'Alliance atlantique renouvelée demeure le principal pilier du partenariat entre l'Europe et l'Amérique » (*Le Monde*, 15 juin). Un document parallèle du groupe de recherche « Notre Europe », se réclamant de l'héritage de Jacques Delors, réaffirme que la sécurité et la prospérité de l'Europe sont indissociables de celles des États-Unis et « salue l'engagement renouvelé de nos interlocuteurs en faveur d'une Europe unie », tout en s'inquiétant des retards de l'aggiornamento stratégique en matière de défense. (*Le Monde*, 29 mai).

La construction européenne, déjà en difficulté sur la question de l'élargissement, a pourtant été mise à rude épreuve par la crise irakienne. La Grande-Bretagne, l'Espagne, mais aussi la Pologne et autres pays de l'Est privilégient l'alliance transatlantique, le grand marché occidental, et préfèrent un espace commercial européen gélatineux aux mirages de « l'Europe-puissance ».

La Convention présidée par Giscard est certes parvenue à une proposition minimaliste de Constitution européenne, mais les craintes sont déjà vives de voir ce modeste projet remis en cause et enterré par la conférence intergouvernementale. Un processus constituant européen, pourquoi pas ? Avec deux préalables : l'adoption dans le préambule d'une charte sociale harmonisant à la hausse les droits sociaux et d'une décision de démantèlement de l'OTAN. Ce serait le premier pas pour remettre à l'endroit une construction européenne, décidément bien mal partie.

•••

Le débat pipé entre partisans de l'unilatéralisme et ceux du multilatéralisme, comme principe directeur des relations internationales n'en finit pas. L'architecture politique mondiale restera cependant durablement hybride, tout comme l'ordre juridique, fondé pour longtemps encore sur le droit inter-étatique des traités, avec des éléments de droit cosmopolitique émergeant.

À l'occasion de la guerre en Irak, Richard Perle, conseiller de Donald Rumsfeld s'est empressé d'enterrer les Nations unies : « Merci, mon Dieu pour la mort de l'ONU » (*Guardian* 21 mars). Propos excessifs aussitôt amendés d'une provocation supplémentaire : « Oh, pas l'ONU tout entière, la partie bons travaux va survivre : la bureaucratie des opérations de maintien de paix à peu de risques, le moulin à paroles. »

Dominique de Villepin, lui, prend acte des dangereuses ambiguïtés attachées à l'idée du droit d'ingérence : « À travers la crise irakienne, ce sont deux regards sur le monde qui se confrontent, c'est un rapport différent entre le droit et la force, entre la légitimité internationale et la défense des intérêts de sécurité nationaux. » L'opération du Kosovo vue par certains comme « le premier exemple d'un droit coutumier d'intervention humanitaire sans mandat de l'ONU », alors qu'il s'agissait seulement « d'une exception justifiée à la fois par un large soutien et par la menace d'un désastre humanitaire imminent » (Intervention à la conférence annuelle de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, 27 mars 2003).

Quant à Hubert Védrine, il estime imprudent de miser sur le fait que la brouille avec les États-Unis serait passagère et anecdotique, due seulement aux outrances de l'actuelle administration étasunienne. Les conflits d'intérêts se multiplient en Afrique, (autour des Grands Lacs ou du golfe de Guinée), au Qatar, etc. Il serait donc urgent de trouver un nouvel équilibre par la réforme

de l'ONU, en intégrant six nouveaux membres au Conseil permanent de sécurité (Allemagne, Japon, Inde, Arabes, Africains, Latins), et de modifier le chapitre VII de la Charte, de façon à « légaliser le droit d'ingérence tout en empêchant qu'il soit récupéré par les puissances dominantes pour cautionner des guerres préventives ». Hubert Védrine propose aussi au passage « de rendre légitimes les formes modernes de protectorat ou de tutelle, en les plaçant sous mandat du Conseil de sécurité réformé » (*Le Monde*, 23 mai).

L'hypothétique réforme de l'ONU prendra bien du temps. En attendant, l'ordre impérial continuera à fonctionner par des compromis et des équilibres, différents au cas par cas. « Avec l'ONU quand c'est possible, sans l'ONU si nécessaire », disait déjà la doctrine Albright. Sur ce point la continuité règne dans la politique internationale étasunienne.

•••

La guerre impériale permanente se double désormais d'une guerre sociale rampante.

Dans plusieurs pays, et pas seulement en Europe, au nom de l'esprit de réforme, une seconde vague de contre-réformes libérales déferle, sorte de contre-révolution sociale préventive, qui s'attaque aux services publics, aux droits à la retraite, aux droits à la santé et à l'éducation.

Les réformes libérales des années 1980-1990 et les reculs infligés aux salariés au bénéfice des revenus financiers et des profits, n'ont pas suffi à créer les conditions d'une relance durable de la croissance. La récession ou la stagnation s'installent. La concurrence devient acharnée. La guerre de tous contre tous redevient la règle.

En dépit du soutien aux économies dominantes par les dépenses militaires, l'avenir s'obscurcit. Dans ces conditions, les puissances dominantes soignent leur compétitivité sur le dos des salariés, en intensifiant par le chômage la pression sur les coûts de travail (sur les salaires directs et indirects). Fonds de pension et assureurs privés sont déjà à l'affût, convaincus que les retraites et la santé, ça peut être rentable, et même profitable, à condition de privatiser la solidarité et de segmenter les droits sociaux.

•••

En France, la brutalité de cette nouvelle offensive libérale a déjà provoqué la jacquerie enseignante et les mobilisations du printemps 2003, désormais inscrites dans les annales de la lutte sociale aux côtés des grèves de l'hiver 1995.

À partir de griefs particuliers, il est vite apparu, au fil des grèves et des manifestations, que, face à la cohérence des réformes gouvernementales, il s'agit d'un choix de société et d'un tournant historique dans les rapports sociaux. D'ailleurs, alors que le gouvernement Raffarin se défend (mal) de préparer l'ouverture aux fonds de pension, le commissaire européen chargé du marché intérieur estime que « les fonds de pension sont un des moyens qui permettra

de désamorcer en partie la bombe démographique en Europe », car « les retraites vont représenter un poids intolérable sur les finances publiques dans les pays où elles sont la règle ».

Moins spectaculaire que les grandes réformes des retraites, de la sécurité ou de l'éducation, on découvre un éloquent projet de réforme des marchés publics relevant les seuils à partir desquels les appels d'offres sont obligatoires. Grâce à cette modification, 94 % des marchés d'État et 98 % des marchés des collectivités locales échapperaient à toute procédure d'appel d'offre. C'est pain bénit pour les clientèles de copains et de coquins.

•••

Malgré la levée en masse des enseignants et des personnels d'éducation, malgré les manifestations monstres du 13 mai, du 25 mai, du 10 juin, malgré une opinion majoritairement favorable aux manifestants, le gouvernement Raffarin aura tenu bon, ne cédant que quelques miettes. Il a agi ainsi comme un gouvernement de classe, conscient qu'un recul pourrait entraîner sa chute et compromettre durablement les réformes exigées par le patronat.

On ne peut, hélas, pas en dire autant de la plupart des directions syndicales. Certaines ont carrément capitulé en rase campagne. D'autres, au lieu de saisir les moments propices à un mot d'ordre de grève générale qui aurait pu entraîner les hésitants, ont usé une combativité réelle, de journée d'action en journée d'action, sans faire preuve d'une réelle détermination, ni sur le contenu de la réforme, ni sur la stratégie de mobilisation.

Il n'empêche : si le gouvernement a remporté une manche, il a aussi accumulé les pétards à retardement. Le calendrier des réformes à partir de la rentrée est explosif : retraites encore, décentralisation, et surtout réforme annoncée de la sécurité sociale.

D'autant que l'expérience accumulée par ce mai rampant est précieuse. Des dizaines de milliers d'enseignants, de cheminots, d'infirmières, de gaziers, de postiers en tireront les leçons. Pour la première fois, les appareils n'ont pas réussi à dresser leur cordon sanitaire entre les secteurs en lutte. Assemblées et piquets de grève interprofessionnels ont surgi un peu partout. Et nombre de grévistes ont compris que les moyens devaient être à la mesure des enjeux.

•••

Malgré les rodomontades du congrès de Dijon, la gauche plurielle ne s'est toujours pas remise du 21 avril 2002. L'un des rares scoops de ce congrès socialiste aura été l'annonce par un Dominique Strauss-Kahn enthousiaste que le Parti socialiste avait enfin choisi « le réformisme de gauche » (*Le Monde*, 17 mai). Réformiste, le Parti socialiste l'est pourtant de belle lurette. De gauche, il ne l'est plus guère, tout au plus de centre-gauche ou de centre-centre. Les sondages d'opinion indiquent que la majorité des citoyens, à gauche y compris, ne sont pas

•••

dupes, convaincus que s'il avait gagné les élections, il aurait fait à peu de choses près la même réforme que la droite. À force de vouloir rester disponible à toutes les alliances possibles, si contradictoires soient-elles, le parti communiste gesticule sans tirer le bilan de sa participation gouvernementale et sans s'engager dans une alternative claire. Les verts se résignent, avec zèle pour Dominique Voynet, en traînant les pieds pour la majorité actuelle, à une alliance de raison qui vaudrait satellisation par le PS. Cette esquisse d'une UMP plurielle à gauche est conforme à la logique du présidentialisme bipartite, renforcée par les mesures du gouvernement Jospin comme le quinquennat. Pourtant, le 21 avril a mis en lumière la profondeur de la crise institutionnelle de la V^e République, et le printemps 2003 illustre la profondeur de la fracture sociale. Il faudrait, pour inverser une tendance qui risque encore de profiter à la droite extrême, s'attaquer résolument à la crise sociale et renforcer les liens entre les citoyens et leur représentation. Les réformes des modes de scrutin annoncées font très exactement le contraire.

•••

Lors du Forum social européen de Florence, en novembre 2002, et du Forum social de Pôrto Alegre, en janvier 2003, le lien s'est fait tout naturellement entre les résistances à la mondialisation capitaliste et la lutte contre la guerre et le nouveau militarisme impérial. Ce mouvement de résistance globale demeure cependant inégalement enraciné dans les rapports sociaux de chaque pays. La nouvelle vague des grèves et de mobilisations massives contre l'agression libérale doit contribuer à élargir l'assise sociale et à établir une relation organique entre les mouvements sociaux et le mouvement pour une autre mondialisation. La simultanéité entre les grandes manifestations de mai-juin 2003 en France et les manifestations contre la réunion du G8 à Évian illustre cette possibilité de convergence. Elle doit se confirmer contre les projets sur la propriété intellectuelle et la libéralisation des services de l'Organisation mondiale du commerce, réunie en septembre 2003 à Cancun, ainsi qu'à l'occasion des prochains Forums sociaux : européen, à Saint-Denis en novembre 2003 ; mondial, en Inde début 2004.

Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite

Dossier coordonné
par Lilian Mathieu et Sylvain Pattieu



Sylvain Pattieu

Historien, Université Paris VIII

L'illusion immunitaire, ou le fascisme est-il soluble dans la démocratie libérale?

La montée de l'extrême droite en Europe est relativisée à tort par ceux pour qui cinquante ans de démocratie libérale ont prémuni contre des phénomènes similaires aux années 1930. Tout aussi illusoire est la tentation de dégager, selon une conception naturaliste de l'histoire, des mécanismes invariables d'accession au pouvoir des fascistes, pour conclure que les conditions objectives ne sont pas réunies. Il s'agit de penser à nouveaux frais l'implantation de partis comme le FN en France depuis vingt ans : ne pas sous-estimer le danger pour réfléchir aux caractéristiques d'un fascisme du XXI^e siècle.

L'historien antique Plutarque décrit dans *La Vie de Timoléon*, général corinthien qui a chassé les tyrans de Sicile par son expédition de 346 avant J.-C., le sort réservé à Denys le jeune de Syracuse, exilé à Corinthe après sa défaite contre Timoléon : « Un homme qui peu auparavant était tyran de Sicile, passait désormais son temps à Corinthe sur le marché aux viandes ; il allait s'asseoir dans les boutiques de parfumeur, buvait du vin frelaté dans des cabarets, se querellait en public avec des filles qui faisaient commerce de leur beauté, donnait des leçons de chant à des musiciennes et engageait avec elles des discussions passionnées à propos de théâtre et d'harmonie musicale¹ ». Le destin du tyran de Syracuse, rejoint bientôt par Leptinès, tyran d'Apollonie, est exemplaire parce que Timoléon juge qu'il « était beau que les Grecs pussent voir dans la métropole les tyrans de Sicile connaître l'humble condition des exilés² ». Après cinquante ans de démocratie libérale en Europe « occidentale », les militants et dirigeants d'extrême droite seraient, à en croire de nombreux commentateurs politiques, semblables aux tyrans de Sicile, exilés en régime démocratique et de ce fait rendus inoffensifs.

Les événements de l'entre-deux-guerres en Europe sont considérés comme une parenthèse désastreuse mais éphémère, vouée à ne jamais se reproduire. Si cette optique qui pare les démocraties libérales des vertus d'antidote à l'extrême-

misme de droite n'est pas la nôtre, l'objet de cette introduction n'est pas de prédire une reproduction à l'identique des années 1930. Il faut éviter le danger de naturalisation de l'histoire, la tentation déterministe qui proclame des lois absolues, où comme dans les sciences physiques les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Les situations historiques ne peuvent se réduire à des modèles reproductibles à l'identique, et « l'histoire ne repasse pas les plats ». Cependant le choc du 21 avril 2002, la présence de Le Pen au deuxième tour des présidentielles, et plus largement les succès électoraux de partis d'extrême droite dans de nombreux pays européens, jusqu'à leur participation à des gouvernements, peut amener à de légitimes inquiétudes. Ces inquiétudes sont vite relativisées par les tenants des thèses « immunitaires », notamment S. Berstein ou R. Rémond, pour qui la France est préservée, par sa culture politique, de toute tentation fasciste. Si Z. Sternhell³ a pu démontrer en quoi leur théorie, sur le plan de l'histoire des idées (Sternhell lui-même a été contesté parce qu'il s'en tient à ce terrain), était erronée, et reposait sur des présupposés non fondés, M. Dobry critique les « immunitaires⁴ » parce qu'ils observent et analysent les crises et processus à partir de leur issue. Ainsi, tout comme les événements de février 1934 ont pu être minorés du fait de l'issue de la crise, la constitution du cabinet Doumergue et le maintien de la III^e République, la réélection de Chirac avec plus de 82 % des suffrages exprimés, les manifestations de l'entre-deux-tours, peuvent être vues comme une confirmation de l'adhésion à la République, et renvoyer la présence de Le Pen au deuxième tour à une simple poussée de « fièvre hexagonale ». De même, l'échec (apparent) du FPÖ en Autriche, la déconfiture récente de la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, et l'entrée dans le gouvernement Berlusconi d'une Alliance nationale « assagie », peuvent conduire les plus optimistes à décréter les démocraties européennes immunisées, vaccinées contre le « danger fasciste », l'extrême droite absorbée et neutralisée par une droite qui même « dure » reste démocratique. La « conversion » à la démocratie constitue dans ce cas, sur le modèle de l'Italie, l'issue la plus favorable.

Les « nouveaux immunitaires »

Nous ne partageons pas la vision de ceux qu'on pourrait appeler de « nouveaux immunitaires ». Cette immunité supposée, à court ou à long terme, de l'Europe libérale à la menace de l'extrême droite, est partagée par deux sortes de « nouveaux immunitaires ». D'un côté, les zéloteurs béats de la démocratie libérale qui, sans parler forcément de « fin de l'histoire », n'envisagent pas la possibilité que le système politique actuel soit durablement déstabilisé. De l'autre, les adeptes acritiques d'un matérialisme historique déterministe, qui « naturalisent » le fonctionnement de l'histoire, se basent sur les modèles du passé et les prétendues « conditions objectives » pour renvoyer aux « calen-

des grecques » le « danger fasciste ». Si les présupposés idéologiques sont différents, on peut voir dans ces conceptions une posture commune, consistant à minimiser l'importance du FN en France, de l'extrême droite en Europe, une volonté de rabattre l'analyse sur les repères traditionnels de la vie politique, ou sur des situations historiques passées.

Or il semble que la situation actuelle défie les modèles et précédents historiques, surtout en France. L'implantation depuis plus de vingt ans d'un parti d'extrême droite est une situation inédite, qui nécessite de remettre en question les outils théoriques et les analyses traditionnelles. Le titre de ce numéro de *Contretemps*, « Déconstruire l'extrême droite », s'inspire de cette volonté. L'ascension et la prise du pouvoir des partis fascistes ou nazis ont été rapides, tandis que la progression du FN a été plus lente, et néanmoins durable. L'implantation du FN a conduit à l'autonomisation d'une zone particulière de l'espace politique. Quelle qu'ait été l'issue des élections présidentielles, un seuil nouveau a été franchi avec l'accès au deuxième tour de Le Pen.

Pourtant le FN n'est pas un parti de masse, contrairement aux partis des années 1920-1930. La situation diffère aussi du fait de l'absence de violences de masse (même si des militants ont été coupables d'actes de violence, qui restent cependant limités : crimes racistes, comme celui d'Ibrahim Ali en 1997 à Marseille, attaque d'un piquet de grève de routiers à Vitrolles...) : la violence politique reste même en deçà des années 1960 ou 1970, les militants du FN ne constituent pas des bandes armées, et l'on ne peut pas comparer le DPS, service d'ordre musclé et parfois paramilitaire du FN, aux SA. Ces différences avec l'entre-deux-guerres peuvent conduire à minorer le danger du FN. La constatation de telles différences, plutôt qu'à un optimisme béat, plutôt qu'à la dénonciation des manœuvres médiatiques et politiques, réelles, d'instrumentalisation du FN afin de dénoncer en bloc les « extrémismes », devrait conduire à réfléchir aux formes nouvelles de constitution et de nuisance de l'extrême droite, à l'appréhension de la situation historique dans ce qu'elle a de neuf.

Extrême droite et adaptation à la rhétorique démocratique

Il est nécessaire ainsi de combattre la thèse de la virginité retrouvée de la nouvelle extrême droite à l'italienne. Sous une intégration supposée aux vertus de la démocratie libérale, sachons déceler ce que décrit M. Dobry concernant les Ligues des années 1930 en France, surtout les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, qui se transforment suite à leur interdiction en 1936 en Parti social français : les capacités manœuvrières, la maximisation du profit politique obtenue en sachant agir en dehors, mais aussi à l'intérieur de l'arène politique légitime. Il en est ainsi pour le FN, notamment par l'usage d'un discours politique compris à plusieurs niveaux, et qui laisse place au sous-entendu.

L'acceptation formelle des règles de la démocratie libérale peut s'expliquer par la nécessité de participer à cette arène politique légitime. Il faut envisager la capacité de reformulation et de réappropriation du discours politique dominant par l'extrême droite, ne pas négliger sa capacité d'invention ou de réinvention d'un « fascisme du XXI^e siècle ». Les idéologues de la Nouvelle Droite ont pu s'approprier, en la dénaturant, la rhétorique de l'antiracisme des années 1980 sur le « droit à la différence », pour dénoncer le « mythe égalitaire ». Les différences culturelles sont naturalisées pour justifier une organisation hiérarchisée de la société, ainsi qu'un rejet d'un métissage ou de l'immigration. De même, le discours antisexiste est récupéré en « reconnaissance des genres », et « l'universel féminin » opposé aux féministes.

Le flou idéologique des programmes d'extrême droite ne doit pas aboutir à des conclusions abusives sur leur innocuité : la nécessité de satisfaire une clientèle, un électoralat disparate, de contenter les courants du FN, mais aussi de répondre aux considérations stratégiques du moment, conduit à des changements du discours, à la coexistence d'éléments contradictoires, ce qui n'est d'ailleurs pas l'apanage des formations d'extrême droite. Les ligues des années 1930 en France ont été souvent considérées comme inoffensives de par leur prétendue « marginalité » ou leur « manque de sérieux » : se fonder sur de telles appréciations pour qualifier un mouvement politique revient à ne considérer sa dangerosité qu'en cas de prise du pouvoir, bref à juger d'un processus en fonction de son issue.

En ce qui concerne l'extrême droite très contemporaine, il semble qu'on ne peut analyser sa place en Europe sans examiner sa capacité d'influence sur les démocraties. Les bases de leur consensus politique ont été modifiées sous l'influence de l'extrême droite, particulièrement en France après vingt ans d'implantation du FN. Les penseurs de la Nouvelle Droite, qui, n'hésitant pas à citer Gramsci, affirmaient leur volonté de gagner la « bataille des idées », le combat culturel, avant d'envisager la prise du pouvoir politique, ont réussi à imposer certains de leurs thèmes.

Michel Dobry parle du « constant brouillage des frontières et des identités collectives » entretenu par les non-conformistes des années 1930. Le brouillage actuel des frontières et des identités collectives n'est pas dû uniquement à l'extrême droite, mais participe d'une remise en cause du consensus libéral et démocratique. Rappelons en outre les effets de la chute des régimes dits « communistes », la conversion d'une grande partie de la gauche européenne au social-libéralisme depuis le début des années 1980, le déclin du mouvement ouvrier et des sociabilités militantes traditionnelles, la fin décrétée des grandes utopies. Plus récemment, le fait que 2/3 des électeurs en 2002 ne voyaient pas de différence entre Chirac et Jospin, ou le discours « ni droite ni gauche » et le

repli sur la nation des souverainistes, témoignent et contribuent à ce brouillage des repères idéologiques. Ce brouillage permet à Le Pen de jouer sur l'oxymore et de se proclamer « économiquement de droite, socialement de gauche ».

C'est de deux manières que le consensus démocratique a été atteint, en France, par l'existence du FN : par certaines mesures prises au nom de la lutte contre le FN, et par la pénétration de son discours. En France, le « cordon sanitaire » maintenu autour du FN, en partie grâce à l'existence du mouvement antifasciste, notamment Ras L'Front, qui a su organiser des manifestations lors de chaque apparition du FN, ne lui a pas permis d'investir totalement l'arène politique légitime, et a limité la possibilité d'accords avec la droite. Mais le corollaire de ce cantonnement hors du champ politique légitime est qu'il a permis de justifier des atteintes à la démocratie, sur lesquelles ne manquent pas d'insister les dirigeants FN. Les principes de représentativité sont ainsi bafoués, l'abandon de la proportionnelle justifié par la sauvegarde de la démocratie. La notion de « populisme » permet de disqualifier certaines organisations, de dénoncer la montée des « extrêmes », et de stigmatiser l'électorat populaire qui vote « mal » ou s'abstient. Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, dénonce ainsi dans son éditorial du 17 juin 2002 une « abstention délibérée, politique qu'il faut mettre en relation avec le nombre de ceux qui se sont reconnus dans les partis extrêmes et les petits partis, dont le point commun est la méconnaissance des données réelles du monde moderne ». Par « données réelles du monde moderne », il faut entendre présumés libéraux : on peut douter de l'efficacité de cet anti-lepénisme moralisant.

Le FN, en tant que parti, reste exclu de l'arène politique légitime, ce qui n'est pas le cas, loin de là, de son discours. L'autonomisation du FN en tant que zone particulière de l'espace politique lui a permis, malgré une marginalisation, de polariser une grande partie de l'échiquier politique. Ainsi la concurrence à droite se fait en partie sur les thématiques du FN, et c'est même le cas, dans une certaine mesure, à gauche. Le thème de l'immigration, ou celui de la sécurité ont été des enjeux importants des dernières élections, avec des approches très répressives⁵. Cette « lepénisation des esprits » se marque jusque dans le vocabulaire, quand Sarkozy, encensé par les médias après avoir « tenu tête » à Le Pen lors d'un débat télé, reprend le terme de « droits-de-l'hommes » pour stigmatiser ses opposants. Le vote, à l'unanimité de la droite et de la gauche à l'Assemblée, d'un texte visant à sanctionner sévèrement l'outrage à *La Marseillaise* ou au drapeau, en est un autre exemple. Il est difficile de mesurer si les politiques sécuritaires et répressives peuvent couper l'herbe sous le pied du FN, ou contribuer encore à faire son lit. Elles légitiment cependant son discours.

D'autant que cette imprégnation ne doit pas se mesurer seulement au niveau des élites politiques, mais à celui de l'ensemble de la population. Il serait inté-

ressant de mesurer jusqu'où le FN a permis de légitimer l'expression de tentatives racistes ou d'aspirations autoritaires dans toutes les couches de la société, jusqu'à quel point il a contribué à crispier les relations entre « communautés », entre populations immigrées ou d'origine étrangère et populations dites « françaises ». Il serait nécessaire d'analyser l'ancrage local du FN, de l'établissement de stratégies de notables, comme Simonpiéri à Marignane. Enfin, il faudrait pouvoir juger en quoi la présence du FN a permis de relever le seuil de ce qui est acceptable dans une démocratie, notamment en ce qui concerne la répression, ou le sort réservé aux populations immigrées.

Reste à examiner quelles bases sociales ont permis à l'extrême droite de se développer. Prenons garde à la tentation d'une vision trop instrumentale développée par une certaine tradition marxiste. Selon cette conception⁶, les partis fascistes constituent un dernier recours pour la bourgeoisie (considérée comme une classe homogène, ce qu'elle n'est pas forcément), afin de maintenir l'ordre dans des situations économiques et sociales troublées, de rétablir une conjoncture favorable au fonctionnement du capitalisme, et de détruire le mouvement ouvrier. Il est nécessaire de complexifier cette approche, de ne pas réduire le fascisme à une manipulation de la droite ou du patronat, ou au seul moment de la prise du pouvoir, de ne pas en faire un modèle rigide de fascisme « authentique », et de reconnaître la difficulté de donner une définition qui vaudrait de tous temps et en tout lieu. Si les divers mouvements fascistes ou néofascistes ont en commun la défense de hiérarchies sociales naturalisées, le fait de répondre à une crise sociale, économique et morale (ce qui peut correspondre à d'autres mouvements), il est trop réducteur d'en faire l'instrument de « la » bourgeoisie dans une situation de crise, car ce serait nier l'autonomie symbolique et stratégique de cette zone du champ politique, méconnaître qu'il existe des bourgeoisies, dont les intérêts économiques, les représentations symboliques et idéologiques varient.

La progression du FN, et celle de l'extrême droite européenne, s'organise dans un contexte différent de celui des années 1920 et 1930, malgré des similitudes. Si le chômage, la précarité sont un point de comparaison indéniable, la mobilisation des masses en politique n'est pas la même : les nouvelles bases sociales sur lesquelles s'appuie le FN votent pour ce parti mais ne s'y organisent pas. D'autre part, le contexte de l'Europe, de la mondialisation, constituent des éléments nouveaux, tandis que le traumatisme de la « brutalisation des sociétés » suite à la guerre de 1914-1918⁷, n'est plus d'actualité dans une Europe occidentale qui n'a pas connu la guerre sur son territoire depuis 1945. Il s'agit d'examiner maintenant ces éléments nouveaux du contexte, les espaces ouverts pour renouveler et adapter le projet fasciste.

Quel fascisme pour le XXI^e siècle ?

Le rapport de l'extrême droite au projet de construction européenne contredit ceux pour qui ces mouvements sont la marque de survivances archaïques ne pouvant subsister dans le cadre de l'Europe, ainsi que ceux pour qui les « conditions objectives » de cette construction rendent obsolète le soutien de fractions significatives des bourgeoisies européennes à de tels mouvements. La tradition anti-Lumières, la xénophobie, le nationalisme et l'antimarxisme de l'extrême droite peuvent se ressourcer dans un nouveau nationalisme européen, dans l'affirmation de la civilisation européenne. La volonté de construire l'Europe libérale comme un espace fermé, une Europe-forteresse (accords de Schengen), ainsi que l'affirmation de la nécessité de cette construction pour offrir un contrepoids à l'hégémonie étatsunienne, dans le cadre d'une concurrence économique mondiale exacerbée par la mondialisation, ne sont pas contradictoires avec les « valeurs » de l'extrême droite. Déconstruire l'extrême droite, c'est ne pas se contenter de l'*a priori* selon lequel tout projet européen est incompatible avec son nationalisme exacerbé. Il ne faut pas se laisser abuser par le discours de dénonciation de l'Europe, même s'il est indéniable que les partis d'extrême droite doivent une partie de leurs succès au rejet de la construction européenne actuelle. C'est de manière contradictoire, des contradictions caractéristiques des formations d'extrême droite, que se mêlent projet européen et thématiques antieuropéennes. Rappelons néanmoins que l'idée européenne est présente depuis longtemps à l'extrême droite. P. Milza, dans un ouvrage récent⁸, consacre des développements intéressants à l'extrême droite et l'Europe. Déjà durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe des collaborationnistes, engagés pour une Europe hitlérienne, volontaires de la Waffen SS et combattants sur le front de l'Est contre le bolchevisme, a constitué un projet concret d'Europe brune⁹.

Si l'échec du III^e Reich sonne le glas des espoirs collaborationnistes, le projet européen reste un élément important de l'extrême droite depuis cinquante ans. Dans plusieurs pays, les formations d'extrême droite font référence à un projet européen¹⁰. Ce projet est théorisé en France par la Nouvelle Droite, laboratoire de théories pour l'extrême droite française et européenne, et pour une partie de la droite, dont la volonté affirmée est de renouveler l'idéologie. Elle prône le retour aux valeurs antimatérialistes de l'Europe païenne avant la conversion au judéo-christianisme, substitue l'Europe à la nation au cœur de la doctrine et du projet¹¹. Pierre Milza, citant le manifeste *La Nouvelle Droite de l'an 2000*, publié par A. de Benoist et C. Champetier, dégage les caractéristiques de cette Europe, soucieuse de restreindre l'immigration et le métissage, ni « technocratique » ni « bureaucratique », ni un espace de libre-échange, mais une Europe réorganisée « de la base au sommet, les États exis-

tants se fédéralisant à l'intérieur pour mieux se fédérer à l'extérieur, dans une pluralité de statuts particuliers tempérés par un statut commun ».

Sur la question de la mondialisation aussi, la position de l'extrême droite est ambiguë, puisqu'elle joue sans vergogne sur les peurs, dont certaines sont justifiées, liées à ce phénomène. Lors du Forum social européen de Florence, les affiches d'un parti d'extrême droite italien accueillaient pourtant les participants par un slogan *No global? No grazie!* (« Les militants antimondialisation? Non merci! »). Le mouvement altermondialisation s'est construit sur des bases opposées à l'extrême droite: la solidarité internationale, l'abolition de la dette, la libre circulation des personnes. Elle peut néanmoins tenter de récupérer à son profit certaines des thématiques du mouvement: l'anti-impérialisme peut se transformer en antiaméricanisme, la critique du pouvoir des multinationales et des mouvements incontrôlés de capitaux en repli nationaliste ou en célébration de la Troisième force européenne, la défense des cultures mondiales en naturalisation des différences et en opposition au métissage, et l'antisionisme en antisémitisme¹². Lors du procès de J. Bové à Millau en 2000, des militants de Jeune Résistance, mouvement issu du GUD, ont tenté de s'introduire dans la manifestation de soutien. Plus récemment, les débats internes au FN suite au 11 septembre 2001 sont révélateurs d'ambiguïtés, puisque les débats ont été vigoureux entre ceux qui souhaitaient condamner les attentats et la « menace islamique » et ceux qui se réjouissaient du coup porté aux USA. Alignement sur l'atlantisme étatsunien, exaltation d'un nationalisme européen, renforcement du sentiment antimusulman, sont autant d'options que les développements de la mondialisation capitaliste offrent à l'extrême droite. Il est important dès lors pour qui, comme *Contretemps*, construit ou soutient le mouvement altermondialisation, de rester très vigilant sur les thématiques et les postures adoptées, de refuser tout brouillage des repères idéologiques. D'autant que les mouvements d'extrême droite, s'ils peuvent dénoncer verbalement, sur des bases racistes ou nationalistes, la mondialisation libérale, sont prompts aussi à se ranger sur le *No global? No grazie!* et à participer comme en Italie à la répression du mouvement conduite par Berlusconi.

Michael Löwy a intitulé *Avertissement d'incendie* un essai sur les « Thèses sur le concept d'histoire » de W. Benjamin¹³. Notre objectif est d'analyser, confronter, mais aussi de servir autant que possible d'« avertisseur d'incendie », parce que comme l'écrit M. Löwy « l'avertisseur d'incendie de Walter Benjamin garde une étonnante actualité: la catastrophe est possible – sinon probable – à moins que... ». Passé le choc et les manifestations post 21 avril, on peut noter le retour aux repères habituels de la politique. Une jeunesse qu'on disait désintéressée de la politique a su se mobiliser quand les repères ont paru bousculés et menacés, mais le deuxième tour passé l'effervescence est retombée. Or la situation

sociale, économique et morale semble peu modifiée. Prenons garde à ce que le prochain réveil ne soit pas aussi brutal, et à nous de déterminer quelles peuvent être les conditions du « à moins que » de Benjamin.

- 1 Plutarque, *La Vie de Timoléon*, XIV, 3.
- 2 *Ibid.*, (XXIV, 2).
- 3 Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- 4 Michel Dobry, « Février 34 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution française" », *Revue française de sociologie*, XXX, 1989.
- 5 On peut renvoyer au très intéressant ouvrage suivant : Pierre Tévanian, Sylvie Tissot, *Mots à maux – Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, Dagorno, 1998.
- 6 Résumée par exemple par Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Trotsky », introduction à Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ? (Écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*, Paris, Éditions de la Passion, 1993 (1^{re} édition 1973).
- 7 George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
- 8 Discutable par certains aspects, notamment quand il compare Pierre Poujade à José Bové, et dans ses conclusions, ce livre est intéressant pour sa description exhaustive des mouvements d'extrême droite en Europe depuis 1945 : Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire, Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002.
- 9 Ce projet s'appuie sur le Reich hitlérien mais aussi sur des références à Charlemagne, ou au Saint Empire romain germanique.
- 10 C'est le cas d'Ordine Nuovo de Pino Rauti au début des années 1960, qui exalte l'Europe hitlérienne, et exprime le souci de dépasser le cadre national, mais aussi à la même époque du mouvement Jeune Europe en Belgique. Dans le même temps, Oswald Mosley en Grande-Bretagne, fondateur dans les années 1930 de la British Union of Fascists (BUF), tente de créer lors d'un congrès à Venise un parti national européen, et rêve d'une Europe « troisième force » opposée aux États-Unis et à l'Union soviétique, dotée d'un gouvernement et débarrassée de la « dictature des monopoles capitalistes » et des syndicats.
- 11 P. Milza cite cet extrait révélateur de la revue *Europe-Action* de Dominique Venner (fondée en 1963), qui défend un « nationalisme européen » fondé sur l'« héritage occidental » contre un nationalisme français dépassé : « L'Europe est un cœur dont le sang bat à Johannesburg et à Québec, à Sydney et à Budapest, à bord des blanches caravelles et des vaisseaux spatiaux, sur toutes les mers et dans tous les déserts du monde. » Cette revue fournit les bases théoriques de la Nouvelle Droite, qui se constitue autour d'Alain de Benoist et du GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) en 1968.
- 12 Étant entendu que les allégations de R. Cukierman, président du CRIF, sur une supposée coalition rouge-vert-brun sont mensongères et diffamatoires, de même que les élucubrations de Taguieff et consorts sur « le nouvel antisémitisme ».
- 13 Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie, Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.

Définitions et délimitations

Annie Collovald

Politiste, Université Paris X

Le populisme : la catégorie de toutes les illusions mal fondées

Censée inscrire le FN dans une filiation politique (celle du boulangisme et du poujadisme), l'étiquette de « populiste » accolée au parti de J.-M. Le Pen pose de nombreuses difficultés : celle de postuler une toute-puissance des idées développées par un leader « charismatique », celle de l'incompétence politique des classes populaires ou encore celle d'un vote guidé par la frustration. Toutes concourent à une disqualification politique du « populaire » et sont solidaires d'une conception normative de la démocratie.

Les élections présidentielles de 2002 en ont témoigné : le « populisme » occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques pour désigner des phénomènes qui, à l'instar du FN, étaient jusqu'alors pensés comme relevant de l'extrême droite. Lancée par le philosophe politique Pierre-André Taguieff qui la réimportait des actuels débats américains sur la « nouvelle droite », la notion a été reprise d'abord par les historiens du « temps présent » dans sa première acception « national-populiste ». Celle-ci leur a permis de reconstruire une nouvelle filiation de droite dans laquelle le boulangisme et le poujadisme devenaient les précurseurs du FN. La mise en relation, par-delà les différences de contexte historique et de structuration sociale, de tels précédents ayant « raté » une inscription durable dans le jeu politique, venait certifier la conclusion dont ils ont fait leur marque professionnelle : l'inexistence de fascisme en France¹. Qu'à partir des années 1990, le terme de « populisme » se substitue à celui de « national-populisme » n'est pas sans effets. Fonctionnant comme une injure politique tout en prétendant au statut de catégorie d'analyse, le mot, dans les usages journalistiques ou savants qui en sont faits, mêle étroitement jugements en indignité et constats empiriques et renforce, en les systématisant, toute une série de présupposés non explicités.

Le « populisme » paraît certes pouvoir décrire un phénomène politique qui bouscule le clivage droite/gauche en empruntant à l'une et à l'autre de leurs traditions politiques tout en leur donnant une expression qui leur est étrangère : « solution autoritaire » *via* le pouvoir d'un leader et l'appel au « peuple », le tout

s'accomplissant par-delà toutes les médiations établies et contre les représentants politiques en place. S'il est rappelé parfois, comme précédemment, que la mobilisation s'effectue sur des propositions nationalistes, xénophobes sinon racistes, inentendues depuis longtemps sous cette forme (« préférence nationale », « la France au Français »), cette dimension tend à disparaître derrière la singularité des liens unissant le leader à ses adeptes. C'est cette caractéristique, réputée découler du « charisme » du chef, qui retient toutes les attentions et sert à rendre compte de l'engouement naïf ou subjugué des groupes populaires pour des thèses contraires aux idéaux démocratiques les amenant à commettre l'impensable et l'irréparable : voter en faveur du FN. On voudrait montrer ici combien cette conception des raisons du succès frontiste repose sur des illusions très mal fondées et avance des explications qui n'ont pour elles que l'apparence de la plausibilité scientifique. Non seulement elles appauvrissent considérablement la compréhension de ce qu'est concrètement le FN mais elles imposent une vision normative de la démocratie empêchant d'entrevoir les sources empiriques de sa vulnérabilité.

La mobilisation en faveur du FN : un effet de propagande ?

Ce serait donc le charisme de J.-M. Le Pen qui « alimenterait » la séduction de ses thèses auprès de groupes populaires. Cette idée conduit à trouver dans les discours de J.-M. Le Pen les « valeurs et les idées » censées définir ce qu'incarne et ce qui détermine le leader du parti FN (tout comme ceux qui mettent dans l'urne un bulletin en faveur du FN). Elle fait prendre à « la lettre » ce qu'il affirme être, sans s'apercevoir que ses discours publics sont des pratiques politiques et des stratégies de distinction contraintes par un système d'écart dont les possibilités varient en fonction des autres partis politiques présents et en fonction des composantes internes du groupement qu'il rassemble. Cette attitude analytique, qui transforme des déclarations tactiques en véritables motivations, contribue à prêter au FN un sens unitaire et homogène (un mouvement « nationaliste et social ») en ne tenant compte ni de la pluralité de ses modes d'existence (le FN comme électorat, comme structure militante, comme direction, comme représentation que ses dirigeants en donnent ou que les autres lui confèrent) ni de la pluralité des lieux où il intervient (sur la scène publique, dans l'entre soi militant, dans les postes électifs qu'il occupe, dans des actions « coups de poing » en France et à l'étranger, dans la presse, dans les travaux savants) et des modalités sous lesquelles il intervient (directement ou indirectement, par lui-même ou par acteurs interposés, dans des discours mais également dans des élections, des manifestations et des interprétations savantes ou politiques).

Rappeler la pluralité et l'hétérogénéité des formes d'existence politique, c'est rappeler, contre ce qu'il en est dit, qu'il ne peut pas y avoir une seule explica-

tion, globale et générale, susceptible d'en rendre raison (la « crise » ou la « protestation sociale »), rappeler aussi qu'il existe des rapports différenciés au FN (et non un seul organisé par des valeurs) qui constituent précisément un enjeu majeur pour les dirigeants frontistes dont tout le travail politique est de les rassembler et les unifier symboliquement. Non seulement circonscrire la politique à une affaire d'opinions, de valeurs ou d'idéologie revient à penser dans les catégories de l'éthique et de l'idéologique des comportements qui leur sont souvent étrangers car mus par des rationalités pratiques (en « situation » et non en « raison ») entremêlant idéaux, croyances, calculs, et anticipations sur ce qu'il est possible et pensable de faire ou de ne pas faire. Mais cela revient aussi à accréditer ce que le FN à travers son leader prétend être et représenter : « exprimer les mécontentements populaires ». Sa prétention à porter les préoccupations populaires se voit ainsi ratifiée par d'autres que lui à un moment où tout son problème est justement de faire oublier son passé extrémiste, de refuser l'étiquette d'extrême droite et de se faire admettre dans le jeu politique, que ce soit sous la figure de la crainte et de la menace étant de peu d'importance.

Tout comme une cohérence est postulée entre les idées affichées et les pratiques politiques adoptées², l'émergence et la durabilité politique d'un tel mouvement sont recherchées dans la cohérence des idées et des valeurs entre le « chef » et ses troupes populaires et plutôt comprises comme un effet de propagande ou de communication, ce qui est, comme le remarquait un historien du nazisme, « plausible seulement en apparence ». Des travaux de sociologie politique classiques (ceux de Paul Lazarsfeld par exemple) ont déjà réfuté une telle manière de comprendre les préférences politiques en montrant que si endoctrinement il y avait, il ne convainquait que les plus convaincus³ ; mais des travaux d'historiens sur le nazisme (le régime où ce type d'analyse semble le plus aller de soi) en ont souligné toutes les limites. Des crimes effroyables pouvaient être déterminés non par adhésion à l'idéologie nazie mais par conformisme au groupe et accomplis par des « hommes ordinaires » et non par des idéologues nazifiés⁴. Des ralliements à Hitler pouvaient être motivés certes par des croyances mais des croyances placées non pas dans la magie de son verbe et de ses thèses mais dans des calculs politiques fondés sur son image d'« homme sans qualité » qui, à ce titre, laissait envisager qu'il pouvait être tenu et manipulé⁵.

De tels travaux prennent à contre-pied les explications ordinaires du « populisme » sur le « charisme » et sur les conditions d'acceptabilité de thèses extrémistes. Tout d'abord, les raisons du succès du FN ne se trouvent pas dans le FN mais dans la configuration politique dans laquelle il est inscrit. Contre cette forme de dépolitisation de l'analyse qui consiste à isoler le FN du reste du jeu politique

pour ne se focaliser que sur les seules relations entre le chef et ses troupes, c'est l'ensemble de la concurrence entre les élites politiques qu'il convient d'examiner pour repérer les transformations opérées entre hier et aujourd'hui dans ce qu'il est acceptable ou non de dire et de faire en politique. Sous cet angle, les réappropriations et retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration qu'ont accomplies depuis une quinzaine d'années les partis de droite et de gauche n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation plus ou moins involontaire des thèses lepénistes en les posant en seuls problèmes centraux auxquels est affronté aujourd'hui l'ordre démocratique. Ensuite ces travaux montrent qu'il n'y a pas de disposition sociale à l'autoritarisme ou de détermination sociale à une orientation idéologique. C'est pourtant ce que mettent en avant les analyses électorales qui trouvent les causes du FN dans le ralliement de groupes populaires aux thèses de J.-M. Le Pen.

Les défauts autoritaires du populaire

La récurrence des rappels depuis 1995 que le FN est le premier parti ouvrier témoigne de cette inclination à expliquer la vigueur électorale du FN par sa nature ou son essence sociale. Plusieurs remarques s'imposent ici. Il est certes tout à fait plausible (et même certain) que donnent leur voix au FN des membres des classes populaires (même élargies aux employés et aux chômeurs dont il faut cependant indiquer pour ces derniers que leur catégorie de regroupement est purement administrative et qu'elle ne renseigne en rien sur leur appartenance sociale). Mais invoquer sans cesse le « populaire » conduit à le mettre là où il n'est pas forcément.

Insister comme les électoralistes s'y emploient sur le fait que 30 % des membres des groupes populaires sont électeurs du FN, taux-record supposé atteint lors des présidentielles de 1995, revient à prendre une minorité pour le tout de l'électorat frontiste (puisque, à suivre leurs chiffres, 70 % n'appartiennent pas aux classes populaires) et à homogénéiser un électorat qui, comme tout électorat, est composite socialement. Il convient d'ailleurs de rappeler que ce chiffre résulte de sondages « sortie des urnes » et non d'une réalité effective démontrée à partir de l'examen des bureaux de vote : sur cette base, le chiffre a été revu considérablement à la baisse (21 %). En outre, ce « peuple mis en oriflamme » est la part restante des diverses tactiques de dissimulation à l'œuvre parmi les professions indépendantes et les catégories intermédiaires ou supérieures dès que leur est demandé d'indiquer leurs préférences partisans, *a fortiori* pour un FN unanimement présenté comme socialement et politiquement indigne (rappelez encore que 30 % des personnes sollicitées refusent aujourd'hui de répondre à des sondages). Enfin, dernier oubli plus que malencontreux. Si l'on

veut bien admettre que le taux de pénétration du FN dans la catégorie sociale « ouvriers » est de 30 %, alors cela signifie que 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis que le FN et que parmi l'ensemble des membres des classes populaires en mesure de voter ces chiffres « importants » n'en concernent qu'une maigre partie, la plupart ayant préféré l'abstention⁶. C'est ainsi l'abstention qui est le premier parti ouvrier et non le FN : c'est la relégation politique ou l'indifférence à l'égard de la politique qui structurent leur rapport à la politique et non l'acquiescement à une protestation autoritaire.

Reste que l'insistance des électoralistes « force » ainsi le FN à entrer dans les catégories populaires et, l'y ayant fait entrer, confère une reconnaissance populaire à des idées voire des idéaux qu'ils ont eux-mêmes posés comme exemplaires de la marque frontiste (ordre, sécurité, ethnocentrisme) ; ils transforment alors en « demandes populaires » les thèses autoritaires promues par J.-M. Le Pen avec une certitude d'autant plus grande que ces thèses, retravaillées en « lutte contre l'immigration ou l'insécurité », sont placées en haut des agendas intellectuels et politiques, qu'elles font débat entre commentateurs et hommes politiques et qu'eux-mêmes participent à leur élaboration sans s'apercevoir qu'ils sont influencés par la présence même du FN dans le jeu politique.

De telles analyses non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct. Non plus groupement d'individus soudés par des caractéristiques sociales précises et une culture politique spécifique, non plus figure porteuse grâce à ses porte-parole historiquement constitués de propositions ou revendications, mais figure anonyme et vague toujours en instance de révolte : « les gens d'en bas », les « désespérés », les « peu ou mal éduqués ». Le « populaire » est d'autant plus incertain qu'il est appréhendé à partir du miroir déformant de ses nouveaux représentants supposés (et de ses représentants les plus indignes politiquement et moralement). Il devient dès lors possible, et sans contradiction apparente, de porter des jugements contradictoires à usages alternatifs. Le « populaire » tend à être pensé à la fois comme compétent politiquement et mû par sa désespérance sociale, instinctuel et rationnel, émotif et porteur de demandes, très informé voire stratégique et incompatible avec la démocratie au nom de sa mauvaise assimilation culturelle des comportements attendus de citoyens responsables.

Une telle vision du populaire qui alterne (souvent dans le même texte) « misérabilisme » et « populisme » offre la possibilité non seulement de fluctuer en fonction du changement de conjoncture interprétative mais aussi de donner des gages « d'objectivité » par la modulation même des jugements, en exaltant ou

en dénigrant, en dénonçant ou en déplorant (et parfois en même temps) sans avoir forcément le sentiment de se contredire. Cette interprétation à bascule fait perdre du même coup aux différents groupes populaires toute existence morale. En les homogénéisant et présentant leur communauté reconstruite traversée de tensions contradictoires, le commentaire fait perdre de vue que des verrous moraux puissent être prégnants dans cette partie de la population et, partant, leur spécificité. Progressivement inculqués par l'histoire même du groupe ouvrier et par le travail politique de fidélisation qu'ont accompli ses porte-parole anciens grâce auxquels s'est conquise, contre les autres groupes sociaux, une autonomie par la délégation, ces verrous moraux portent le plus souvent à se réfugier dans l'abstention ou au désengagement multisectoriel (politique, syndical, retrait sur la vie privée) pour préserver une dignité menacée plutôt qu'à changer officiellement de représentants ou à revendiquer activement. Avec eux, disparaissent à la fois une éthique étrangère sinon contraire à celle proclamée par les catégories sociales « imposantes » et tout un pan de l'histoire sociale et politique des décennies précédentes au profit d'un « présent » ou d'une « actualité » politique défaite de son passé.

Le retour de thèses explicatives contestables

Un argument explicatif est dès lors avancé pour rendre compte de cet engouement populaire pour le FN : le déclassement ou la frustration sociale.

Les mêmes causes étant supposées produire les mêmes effets quelles que soient les époques, le FN, à l'instar de ses devanciers, boulangiste et poujadiste, ne recevrait, en effet, le soutien que de mécontents, souvent des victimes directes des progrès évoqués. L'argument du déclassement et de la frustration qui tient d'autant mieux qu'il a été très largement convoqué pour expliquer les succès du nazisme (les chômeurs ou les « perdants de la modernisation » auraient été les premiers à soutenir Hitler dans sa montée au pouvoir) et qu'il est devenu une sorte de lieu commun sur les candidats à la rébellion ou à l'extrémisme politiques, outre qu'il invite ici encore à se désintéresser des différentes élites sociales et politiques pour ne retenir que les sans grade et les dépossédés ou en voie de l'être, ouvre sur une explication naturaliste ou étiologique des comportements politiques davantage que sur la restitution des diverses déterminations pratiques qui les ont impulsés. Ainsi que l'a montré A. Hirschman⁷, le mécontentement ne peut entraîner une mobilisation puisque, loin de la précéder, il en est une des conséquences. De plus, le schème du déclassement, tel qu'il est employé ici, est la traduction, au plan de l'analyse, des jugements en illégitimité tenus sur ce qu'est censé représenter le « populisme » (un mouvement honteux, rétrograde, archaïque, menaçant pour la modernité) et ce que sont les groupes

populaires (peu réflexifs, peu éduqués, etc.). Si c'était bien la frustration sociale qui était au principe de la mobilisation en faveur du FN, alors on devrait s'étonner devant l'extrême faiblesse du score frontiste et non devant son ampleur. En effet, la société française compte aujourd'hui entre 8 à 9 millions d'ouvriers et de chômeurs auxquels s'ajoutent les 3 millions de personnes qui sont au seuil de la pauvreté tout en occupant un emploi. Entre 11 et 12 millions de personnes connaissent une vie sociale fragile et un mal-être économique. On ne compte pourtant que 5 millions d'électeurs FN (dont seulement un tiers relève de ces catégories « mal intégrées » ou « frustrées »).

L'explication par la frustration a tout, dès lors, d'une projection incontrôlée de l'imaginaire d'une élite sociale sur les groupes les plus dominés, projection qui rassure moralement. Il est plus confortable en effet de penser que ce sont les plus « pauvres » en toutes sortes de ressources (économiques, sociales, culturelles) qui se retrouvent dans un parti grossier et indigne comme le FN plutôt que les membres de classes supérieures diplômées et « modernes ». Elle autorise de renvoyer dans l'analysé à la fois les autres catégories sociales qui votent pour le FN (petits commerçants et petits patrons, cadres supérieurs du privé) et qui, elles, n'obéissent pas à la logique supposée de la désespérance sociale, et le travail de fidélisation politique accompli par le FN et ses centaines d'élus au fur et à mesure de leur implantation locale et de leur présence politiquement forte dans certaines régions de France (Nord-Est et Sud-Est). Elle autorise surtout le retour de théories explicatives, depuis longtemps contestées dans d'autres secteurs savants, et qui acquièrent, dans la conjoncture interprétative marqué par le « populisme », un crédit scientifique inespéré : « l'autoritarisme des classes populaires » empruntant son vernis scientifique à la « personnalité autoritaire » d'Adorno et aux réflexions de S. Lipset. Cette théorie se conjugue avec celle tenue par les institutionnalistes s'intéressant au « populisme » et qui, eux, ressuscitent pour l'occasion l'idée ancienne de « l'ingouvernabilité » des démocraties lorsqu'elles sont soumises à une « surcharge » de demandes populaires. Cette problématique de l'ingouvernabilité, dans les années 1970, circulait parmi les politistes américains et dans le huis clos des cabinets ministériels pour préconiser de limiter les « excès de démocratie » (excès de libertés d'opinion, excès d'occasions de manifester ou de revendiquer, etc.). S'affichant désormais publiquement, elle devient une justification (vite utilisée par les responsables de partis politiques de gauche et de droite) soit de l'impuissance des hommes politiques à mobiliser des soutiens élargis (l'abstention, longtemps signe d'une carence démocratique, a pu être ainsi la marque d'une démocratie paisible et pacifiée comme les commentaires l'ont avancé lors des élections européennes de 1999) soit des nécessités de ne

pas tenir compte des « émotions populaires » (le terme a été employé par L. Jospin lors du règlement de la mobilisation des SDF en 1997). Le FN en ressort alors transformé : non plus le « révolutionnaire violent » ou le « fasciste déloyal » des origines mais un parti en appelant « au peuple », voulant véritablement lui redonner une place de choix, en quelque sorte un parti « trop démocratique » ou « antidémocratique » pour cause de surenchère démocratique⁶.

Une vision normative de la démocratie

Au bout du compte, on ne le voit pas plus comme injure que comme catégorie d'analyse, le « populisme » n'est pertinent. Le mot valorise plus qu'il ne stigmatise, il aveugle plus qu'il n'éclaire ce qu'est concrètement le FN et ce à quoi la démocratie est vulnérable. Et d'abord parce que les usages qui en sont faits imposent une vision normative du jeu démocratique.

Si l'on examine ses pratiques politiques plutôt que ses discours, ressurgit un FN désaccordé avec l'image qui lui est prêtée. Contrairement aux conclusions vite admises qui le montrent « populaire » à la base, « notabilisé » dans sa représentation au prétexte qu'il a accepté de se plier aux règles du jeu électoral à l'inverse du temps de son passé groupusculaire, il continue à travailler une radicalité venue de son passé et des différents groupements politiques qu'il continue à rassembler : liaisons avec des groupes extrémistes radicaux en France ou à l'étranger, avec des personnalités au passé et au présent idéologiques plus que « sulfureux », entretien d'un militantisme ultraviolent que ce soit par le vocabulaire utilisé pour décrire les « ennemis », par les armes employées contre eux et par ses modes d'action⁷. Ne retenir que l'un ou l'autre de ces deux aspects du FN serait cependant une erreur : il est les deux à la fois. Ce double visage qui est aussi un double jeu constitue son identité politique concrète et révèle une particularité inaperçue : les cadres du FN sont des professionnels expérimentés à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique. C'est cette dualité qui leur offre un répertoire d'actions et de justifications bien plus ouvert que ce qu'il ne semble de prime abord et surtout bien plus corrosif sur les croyances démocratiques voulant que le passage par le suffrage universel acclimate ceux qui en usent à la démocratie.

Pris par le mot de « populisme », et d'autant plus prisonniers de la signification qu'ils lui ont donnée qu'elle reçoit un assentiment élargi de la part de leurs pairs et de ceux avec lesquels ils sont en concurrence, les « experts » en populisme concentrent leur attention sur le cas exemplaire qu'ils se sont choisis, le FN. Or ils s'apercevraient, s'ils élargissaient leur focale, que le « populisme » n'est pas l'apanage des formules autoritaires : elle est une stratégie

politique de nouvel entrant dans un jeu politique démocratisé marqué par la quête des suffrages et du plus grand nombre et suppose pour avoir quelques chances d'être habitée avec succès, un travail politique de vraisemblance de la part de ceux qui l'adoptent visant à créer le « peuple » mobilisé pour mieux rencontrer les préoccupations concrètes. Le « populisme » en ressort beaucoup moins pathologique ou exceptionnel que ce qu'il en est dit : il devient une pratique politique ordinaire parmi d'autres pour des acteurs sans position affermie dans une compétition politique professionnalisée dans la lutte électorale mais aussi dans l'obtention de la reconnaissance du droit d'y participer.

Comment alors le « recours au peuple » a-t-il pu être à ce point aujourd'hui ressenti et compris comme une anomalie politique pour qu'il soit pensé et présenté sous la figure de l'extraordinaire et de la menace pour la démocratie ? Ce n'est plus vers le « peuple » que l'analyse doit se porter mais vers ceux qui l'invoquent en évoquant le « populisme ». L'on peut se demander si la fortune actuelle du « populisme » chez les interprètes de la politique n'indique pas une élévation symbolique du seuil d'accès à la parole politique autorisée allant dans le sens d'une délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre au profit de la légitimation de ceux pour qui le peuple est un problème à résoudre. Si l'on est bien loin de l'autoritarisme populaire, peut-être malgré tout n'est-on pas très éloigné d'une prétention politiquement autoritaire dont la particularité est de s'avancer sous l'aurole de l'expertise et de la science empiriquement fondée.

1. Collovald (A.), « Le "national-populisme" ou le fascisme disparu. Les historiens du "temps présent" et la question du déloyalisme politique contemporain » in Dobry (M.), *La Société française allergique au fascisme ?*, Paris, Albin Michel, 2003, à paraître.
2. Ce qui est déjà plus que problématique puisque dès lors les réalisations accomplies deviennent la conséquence logique d'un « programme » préexistant ou le résultat naturel des « intentions » préalables.
3. Lazarsfeld (P.), Berelson (B.), Gauder (H.), *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944.
4. Browning (Ch.), *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.
5. Kershaw (I.), *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1991.
6. Cf. Héran (F.), Rouault (D.), « La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non inscrits », *Insee Première*, 397, 1995. Clanché (F.), « La participation électorale au printemps 2002. De plus en plus de votants intermittents », *Insee Première*, 877, 2003.
7. In *Face au déclin des petites entreprises et des institutions*, Paris, Éd. ouvrières, 1972.
8. Mény (Y.), Surel (Y.), *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, p. 21. Cette idée rejoint celle développée par P. Rosanvallon (la démocratie comme naturellement toujours tendue vers une réalisation impossible), *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple*, Paris, Gallimard, 2000.
9. Venner (F.), *Les Mobilisations de l'entre soi. Définir et perpétuer une communauté. Le cas de la droite radicale française (1981-1999)*, Thèse de science politique sous la dir. de P. Perrineau, Paris, IEP, 2002.

René Monzat

Journaliste

Les courants de l'extrême droite. Les deux racines idéologiques de l'extrême droite française.

Parler d'« extrême droite » au singulier est une erreur, tant cette mouvance idéologique et politique est hétérogène. De cette nébuleuse, deux mouvances majeures ressortent néanmoins : celle, maurrassienne, du royalisme et du traditionalisme catholique, et celle, formalisée principalement par la Nouvelle Droite, centrée sur la défense d'une identité européenne ethnicisée.

L'extrême droite française, comme ses consœurs d'extrêmes droites ou populistes xénophobes européennes est une incarnation contemporaine, moderne, des droites révolutionnaires, ou des courants de la révolution conservatrice.

Elle exploite un corpus idéologique riche et pluriel. Cet univers idéologique n'est maîtrisé que par une partie de ses cadres, soit quelques centaines ou milliers de personnes. Les 40 000 militants en connaissent des éléments partiels. Les cinq millions et demi de personnes qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen, le 5 mai 2003, en ignorent absolument l'existence.

Cet univers est structuré autour de deux piliers, deux axes fondamentaux.

Le premier est catholique traditionaliste et nourri par la vision du monde de Charles Maurras (1862-1952). Le second postule que les acteurs de l'histoire sont des communautés à base ethnique, et l'une de ses reformulations contemporaines a été effectuée par le courant désigné par les termes « Nouvelle Droite », au sens étroit, français du terme, c'est-à-dire issu de la matrice politique du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne).

S'intéresser aux courants de l'extrême droite, c'est-à-dire aux références idéologiques des familles politico-culturelles et religieuses qui la constituent, revient à s'avancer sur un terrain miné. Ce terrain est ignoré des journalistes, quasiment vierge du point de vue universitaire, puisque les travaux fondateurs en la matière portent tous sur le passé. Il est de plus l'objet de controverses implicites et mal formulées.

Extrême droite ?

Le concept d'extrême droite est en lui-même un problème. L'appellation extrême droite est commode, mais en même temps source de confusion.

Le premier problème gît dans l'emploi du singulier. En effet, il n'existe pas une extrême droite mais des extrêmes droites, plusieurs cultures politiques distinctes voire antagoniques à l'extrême droite du champ politique.

Deuxième problème : l'extrême droite n'est pas une droite extrême, la partie la plus à droite de la droite. L'appellation extrême droite peut laisser supposer qu'elle constitue un sous-ensemble de la droite et qu'elle se caractérise par le fait de pousser à l'extrême les valeurs ou certaines valeurs de cette droite. Or il n'en est rien, l'extrême droite incarne une ou plutôt des culture(s) politique(s) antagonique(s) à celle de la droite démocratique et républicaine.

Le troisième problème, le plus grave et le plus intéressant, n'est pas communément perçu en sciences politiques. Le terme extrême droite suppose qu'on se réfère à un classement de tous les courants politiques sur un axe, un continuum droite-gauche. Or, bien que les notions de « droite » comme celle de « gauche » aient un sens, plus exactement une utilité quotidienne, les positions des différents courants d'extrême droite ne se placent pas sur cet axe.

Certes, cet axe droite-gauche fonctionne tant bien que mal si l'on place à son extrémité droite les ultralibéraux et/ou cléricaux, Madelin ou de Villiers, puis la droite libérale, les néo-gaullistes, puis les démocrates chrétiens « centristes et sociaux », les radicaux de gauche, les sociaux démocrates plus sociaux, le PC – plus nationalisateur – et l'extrême gauche. Du plus libéral au plus « collectiviste » des cléricaux aux anticléricaux, des pro-américains aux anti-impérialistes, de la droite bourgeoise aux tenants de la révolution prolétarienne.

Mais si l'on veut placer les thématiques de l'extrême droite sur un tel axe, plusieurs d'entre elles, le libéralisme (qu'elle exècre), la place de l'État (essentielle), le rôle de la bourgeoisie (force de décadence), l'appréciation de la colonisation (une erreur historique aux yeux de l'extrême droite ethniste) viennent bouleverser ce bel ordonnancement.

On peut espérer que cet axe « fonctionnerait » mieux si on le définissait autrement. Il faut alors choisir un critère plus abstrait, qui définirait, en allant de la droite vers la gauche, l'axe suivant : réaction, conservatisme, progrès ou réforme, révolution.

À l'évidence l'extrême droite est certainement par bien des aspects extrêmement réactionnaire car elle se réclame de valeurs d'avant les Lumières, avant la Révolution française. Mais elle entend néanmoins opérer sur la base de ces valeurs une révolution qui ne soit pas un simple retour en arrière, que les cadres de l'extrême droite savent bien être impossible, mais un bouleversement au nom de ses valeurs pour répondre aux problèmes du monde contemporain. Le

FN revendique sa « modernité », et reflète ce faisant une réalité qu'il nous faut analyser. Ainsi le panorama dressé par Albert O. Hirschman dans *Deux siècles de rhétorique réactionnaire* décrit un univers dont les lignes de force ne coïncident pas avec celles des représentations idéologiques de l'extrême droite.

Mais je ne propose pas pour autant d'écarter absolument le terme « extrême droite ». Cette commodité de langage se révèle utile dès lors que l'on en connaît les limites. De plus les formulations alternatives présentent les mêmes faiblesses et ne s'appliquent pas à tout le champ des extrêmes droites : droite antidémocratique, droite contre révolutionnaire, ou au contraire – en apparence seulement – droite révolutionnaire, voire droite radicale.

Une idéologie de type fasciste ?

Parler de courants fascistes se justifie pour souligner la dynamique politique et idéologique de l'extrême droite française. Le terme alors sert à mettre l'accent sur le caractère de droite révolutionnaire, antidémocratique et xénophobe qui cherche sa dynamique politique dans l'alliance de l'exploitation d'un sentiment nationaliste et xénophobe avec l'exploitation politique d'un profond ressentiment social. Cette définition d'autre part s'applique assez efficacement aussi aux droites révolutionnaires européennes d'entre les deux guerres, courants dont le fascisme italien et le nazisme allemand ne furent que des incarnations nationales particulières.

Si on accepte la définition, on peut laisser de côté le terme « fasciste » lui-même. Car pris dans son sens strict, de courants politiquement et subjectivement néofascistes, il ne saurait concerner qu'une minorité des composantes de l'extrême droite. D'autant qu'une partie des partis dits populistes n'étant ni issus ni héritiers de l'extrême droite « néofasciste », les points d'ancrages et de repère sont moins évidents encore.

Le terme « fascisme » fut trop souvent employé comme un instrument de disqualification à l'égard de gens ou de courants qui n'appartenaient à l'évidence pas à cet univers. Il servait donc, et sert encore partiellement, à éviter de réfléchir. Les extrêmes droites et populismes de droite, xénophobes, autoritaires qui prospèrent aujourd'hui en Europe se distinguent radicalement des droites conservatrices ou libérales d'aujourd'hui. Mais ces courants montrent suffisamment de traits communs, qui les distinguent des droites conservatrices, pour qu'il soit légitime de les considérer comme une vraie famille politique. D'autant plus qu'ils commencent eux-mêmes, sans toujours le crier sur les toits, à reconnaître leur nature politique commune. À titre d'exemple un travail de rédaction du texte devant servir de cadre politique d'alliance pour le groupe commun des extrêmes droites issu des élections européennes de 2004 est mené à l'impulsion du FPÖ autrichien. Les discussions qui ont débuté entre

trois partenaires (FPÖ, Lega Nord et Vlaams Blok) se sont élargies au Parti du progrès norvégien, au Parti du peuple danois et au Front national. Les parties prenantes sont qualifiées de « mouvements plébiscitaires d'émancipation », « formations identitaires européennes », ou de « droites populistes ».

Dans cet ensemble l'extrême droite française possède plusieurs particularités. Elle entretient les liens les plus étroits avec son héritage politique, au même titre que le MSI Flamme tricolore italien. Elle a subi une profonde imprégnation par une culture politique spécifiquement française. Cette empreinte maurrassienne, qui va bien au-delà de l'impact des écrits de Charles Maurras lui-même, est non exportable, comme sont non exportables hors de leurs lieux de naissance respectifs les courants russes slavophiles, les courants pangermanistes. Enfin, elle a durant deux décennies réuni dans un même cadre organisationnel, le Front national qui, depuis sa naissance, coalisait toutes les cultures politiques, tous les courants idéologiques de l'extrême droite.

Deux familles idéologiques

Mais la quasi-totalité des courants se rattachent à seulement deux rameaux principaux.

Ces deux cultures fondamentales bornent et organisent le champ des représentations politiques des cadres de l'extrême droite.

Une tradition maurrassienne catholique traditionaliste, de monarchisme tempéré par la nécessité du « compromis nationaliste » qui justifie la collaboration avec les courants d'extrême droite non monarchistes. Elle insiste sur une structure politique et culturelle, une France régie par les valeurs chrétienne, corporatiste et décentralisée, et sur le mythe de « la France, fille aînée de l'Église ». Une culture « Nouvelle Droite » centrée sur les ethnies, européenne au nom d'une Europe indo-européenne, qui ne se revendique pas, ou de moins en moins, du nationalisme.

Ces deux courants sont profondément antilibéraux, méprisent la droite bourgeoise, subordonnent les mécanismes démocratiques à des impératifs supérieurs. Tous deux estiment que les sociétés européennes sont entrées en décadence depuis au moins la période des Lumières. Le premier est sans doute plus une « révolution conservatrice », l'autre plus une « droite révolutionnaire ».

Chacun se nourrit de traditions politiques, culturelles et religieuses anciennes, riches et diverses dans leurs expressions. Chacun d'entre eux se livre depuis une trentaine d'année à un considérable travail de réappropriation de ses propres racines intellectuelles, politiques et idéologiques. Chacun de ces deux piliers se subdivise en multiples rameaux, entretenant des controverses politiques, sur la stratégie, voire des querelles de personnes.

L'héritage de Charles Maurras

La galaxie catholique ou maurrassienne s'appuie sur toute la tradition du catholicisme, des penseurs contre-révolutionnaires et sur la tentative de modernisation de l'idée monarchiste menée par l'Action française.

Edmund Burke (1729-1797), Joseph de Maistre (1753-1821) et Louis de Bonald sont moins lus que l'abbé Augustin Barruel auteur en 1797 des *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, lecture conspirationniste de la Révolution française.

Le *Syllabus* et les écrits antilibéraux de l'Église catholique du XIX^e siècle (opposée à la liberté de conscience et au libéralisme politique) sont commentés et réédités.

Charles Maurras enfin dont la prégnance explique à la fois la référence au catholicisme comme la méfiance profonde envers l'Église et la hiérarchie religieuse, méfiance réactivée lors du refus de Vatican II par les catholiques traditionalistes.

La Cité catholique des années 1950 et 1960 et Jean Ousset, en particulier son ouvrage principal *Pour qu'il règne* (1959), ont formé les actuels dirigeants de ce courant.

Les catholiques traditionalistes restés en contact avec le Vatican éditent le quotidien *Présent* dirigé par Jean Madiran et lisent la revue *Itinéraires* qu'il a fondée en 1956. Ils sont représentés à la direction du FN par Bernard Antony, Bruno Gollnisch, Jacques Bompard (le maire d'Orange), au sein de *National Hebdo* par Yves Daoudal.

Ceux qui ont suivi le schisme de Mgr Lefebvre dirigent la Fraternité sacerdotale saint Pie X, présente dans tous les départements et sur tous les continents. Ils éditent notamment les revues *Fideliter*, *Certitudes*, animent les éditions Clovis fortes d'une dizaine de salariés permanents. D'autres maisons d'édition de cette mouvance accroissent leur activité. Ainsi DFT, compte 3 000 titres à son catalogue de diffusion et en a édité des dizaines. Le Groupe saint Rémi a édité près de 300 livres, souvent des reprints, depuis 1999. Ces structures rééditent *Le libéralisme est un péché* de Dom Sarda y Salvany (Éditions Pamphiliennes), voire la *Revue internationale des sociétés secrètes* de Mgr Jouin, somme conspirationniste éditée entre les deux guerres. La *RISS* est rééditée aussi en 150 brochures, aux titres parfois aussi explicites que *Le Crime rituel chez les Juifs* (par les Éditions Delacroix, en 2001). En marge de ce courant les Éditions de Chiré rééditent Henry Coston, dont la prose antisémite et antimaçonnique alimenta l'extrême droite depuis les années 1930, pendant l'Occupation, jusqu'aux années 1990, dans *National Hebdo*. Le Pen lui-même admet sa dette à son égard.

La tradition monarchiste, s'exprime avec les petits groupes résiduels issus de l'Action française, mais aussi au sein du FN avec Georges-Paul Wagner, qui

présidait l'Institut de formation du parti. Des groupes plus radicaux font grand cas de la figure de Cornéliu Zelea Codreanu (1899-1938) catholique, antisémite fanatique et chef de la Garde de Fer roumaine.

La communauté ethnique comme acteur de l'histoire

La deuxième famille de courants se définit plus par une structure de pensée que par un contenu. Autant les militants catholiques sont prêts à se faire dévorer par les lions plutôt que de faire une concession sur une virgule, autant ceux de la seconde, qui savent tout autant ce qu'ils veulent, sont capables de dire tout et son contraire pour faire avancer leur cause.

Pour eux, l'essentiel ne réside pas dans l'obéissance des hommes à une loi divine absolue, mais dans la préservation du sujet collectif ethnique (France, région, Europe indo-européenne). Ils peuvent se dire racistes (avec les euphémismes imposés par la loi) ou bien se déclarer radicalement antiracistes.

Certains, disciples du belge Jean Thiriart, sont partisans d'une dictature jacobine à l'échelle européenne, d'autres prônent une sorte de socialisme libertaire ou autogestionnaire sur la base de régions ethniques.

Leur matrice commune est la structure de pensée de la Nouvelle Droite, un héritage critique non point du national socialisme en tant que tel, mais spécifiquement des courants, qui, à l'ombre de Himmler, animaient l'*Ahnenherbe* (l'héritage des ancêtres). Cet héritage a été porté par des gens comme l'ancien officier politique des SS français, Saint-Loup mort en 1991, Henri Fenet un des SS français qui défendaient le bunker de Hitler à Berlin en avril 1945 (qui vient de mourir), Jean Mabire historien et gardien du culte, chroniqueur à *National Hebdo*, par Pierre Vial, qui reconnaît en Saint-Loup un père spirituel.

Paradoxalement, cet héritage est plus apparent chez les courants qui se présentent comme modérés et antiracistes autour du GRECE maintenu par l'équipe d'Alain de Benoist, que chez les radicaux proches de Guillaume Faye, chantre de la guerre ethnique, et de Robert Steuckers, animateur du réseau paneuropéen Synergies européennes. Ces derniers fustigent les « nazisteries » du GRECE et de ses publications.

Plusieurs pôles militants ou idéologiques sont issus de l'éclatement de ce courant.

Le GRECE d'Alain de Benoist avec les revues *Éléments* et *Nouvelle École*.

Un pôle « identitaire » avec Pierre Vial, ex-FN ex-MNR qui anime « Terre et Peuple », ainsi que Guillaume Faye, pôle lui-même divisé sur l'attitude à adopter envers l'islam, les courants sionistes. Le nationaliste-révolutionnaire Christian Bouchet, le converti Tahir de la Nive soutenant les musulmans contre les Américains, Guillaume Faye, qui fait siennes les théories d'Alexandre Del Valle, défendant une alliance identitaires/sionistes contre l'islamisme, Robert

Steuckers et son réseau européen sont alliés aux radicaux et influencent la nébuleuse militante issue de l'explosion du MNR de Bruno Mégret.

Journaux et groupuscules identitaires foisonnent, sans impact électoral mais ils contribuent à la formation des cadres activistes.

L'extrême plasticité sémantique de ces courants leur permet en apparence tout et son contraire. Le MNR de Mégret avait un moment intégré à sa direction des militants catholiques traditionalistes (dont plusieurs, bizarrement, venaient du GRECE) et un disciple du mage sataniste Aleister Crowley (1875-1947). Le Gallou prétend mobiliser les « jeunes guerriers économiques » quand d'autres de ses amis éditent des disques contre la mondialisation dont les textes sonnent, à première écoute, comme les discours sur ce sujet d'Arlette Laguiller, de Besancenot, ou de la CNT!

Les néonazis, forment le courant « simplet » de la famille.

Les références au théoricien du fascisme italien Julius Evola (1898-1974), au traditionaliste français René Guénon (1886-1951), au raciologue nazi Ludwig Ferdinand Clauss (1892-1974), au juriste Carl Schmitt (1888-1985) sont nourries par moult études, articles, et des rééditions ou traductions.

Un bon exemple de l'ambition et de l'éclectisme de ce courant est fourni par le recueil « *Aux sources de l'erreur libérale, pour sortir de l'étatisme et du libéralisme* » publié en 1999. Un collectif d'auteurs essaie de combiner les apports de l'antilibéralisme des droites autoritaires avec celui issu de doctrine sociale de l'Église et pour moderniser le tout, avec les travaux du MAUSS, Mouvement anti utilitariste en sciences sociales, plutôt de gauche et édité par La Découverte!

Et si les droites extrêmes de ce tournant de siècle doivent être comprises d'abord dans leurs interactions sociales, politiques, culturelles avec les sociétés européennes contemporaines, il ne fait pas de doute que les visions du monde forgées par les cadres militants se sont nourries d'une grande intimité avec les divesthériciens de la droite révolutionnaire, de bilans plus ou moins critiques des expériences du passé. Ces cadres ont de surcroît largement intégré à leur outillage intellectuel et politique les réflexions d'auteurs tels Jean-Pierre Faye et surtout Zeev Sternhell. Car ces auteurs prennent au sérieux la dimension proprement idéologique et politique des droites révolutionnaires.

Cette remarque permet de comprendre à quel point le rapport de ces cadres avec leur héritage appartient moins au registre de la nostalgie qu'à celui d'une analyse critique, analyse destinée à forger une ingénierie politique retrouvant l'efficacité et le dynamisme des droites révolutionnaires des années 1930, sans s'encombrer de leurs faiblesses.

Bien sûr, seule une minorité des activistes maîtrise effectivement leur propre univers idéologique, mais il ne s'agit pas de cadres isolés qui auraient réfléchi contre ou en marge des mouvements auxquels ils appartenaient.

Ces idéologues militants sont les meilleurs éléments, les intellectuels organiques issus de la décennie de volontarisme idéologique du FN, qui a permis, entre 1989 et 1999, de transformer la fragile fédération de chapelles politiques ralliées au bagout de Le Pen en un appareil idéologiquement structuré par les intuitions fondamentales des droites révolutionnaires.

Oublier cette ambitieuse entreprise d'aggiornamento qui a fait du FN, durant une décennie sans doute la formation politique la plus soucieuse d'idéologie, de refondation politique, conduit à se méprendre gravement sur la nature de ce parti, et de l'encadrement politique de l'extrême droite française.

Opérer plus qu'un rapide survol est impossible. La tâche nécessaire aurait l'ampleur du travail effectué par Jean-Pierre Faye dans *Langages totalitaires*, et par Zeev Sternhell dans ses principaux ouvrages.

Ce travail est néanmoins indispensable. Il permettrait en effet d'établir, sans contestation possible, la spécificité idéologique de l'appareil du principal parti d'extrême droite européen. Cela ne fait pas des électeurs du FN des fascistes doctrinaires. Mais cela permettrait d'établir qu'en 2001, 20 % des Français ont voté pour les chefs de deux appareils qui méritaient d'être décrits soit par ce terme soit, au moins, par une formulation historiquement moins chargée, mais politiquement équivalente.

Biblio

Alain Bihl, *L'Actualité d'un archaïsme (la pensée d'extrême droite et la crise de la modernité)*, Lausanne, Éditions Page deux, 1998.

Arnaud Imatz, *Par-delà droite et gauche*, Éd. Godefroy de Bouillon, 2002.

Philippe Corcuff

Politiste, Institut d'études politiques de Lyon

Clivage national-racial contre question sociale. Un cadre d'analyse socio-politique pour interpréter les progrès de l'extrême droite en France

L'article analyse la montée de l'extrême droite comme témoignant d'une « crise du sens » et d'une recomposition des identités dans notre société. Ces crises et recomposition s'exprimeraient principalement, depuis les années 1980, par une substitution de l'ancien « clivage de la justice sociale », postulant une société traversée par des inégalités économiques et sociales, par le « clivage national-racial », qui divise la société en groupes ethnicisés.

Je voudrais présenter un cadre d'analyse inscrit dans la sociologie politique afin d'interpréter sous un jour nouveau les avancées de l'extrême droite en France depuis le début des années 1980. Il s'agit de l'hypothèse d'une compétition entre le *clivage national-racial* et le *clivage de la justice sociale* autour de la représentation la plus pertinente des conflits de la société française. Depuis 1996, j'ai déjà esquissé à plusieurs reprises cette hypothèse dans diverses interventions à tonalité militante ou savante. J'essayerai ici d'en donner une version systématique. Ce cadre pourrait constituer un outil global de relecture des travaux fournis par les sciences sociales sur cette question depuis le milieu des années 1980, en les agençant dans un tableau d'ensemble. Par rapport aux analyses plus spécialisées et plus fines des phénomènes observables, ce schéma n'a rien d'exhaustif et peut même se révéler malhabile pour rendre compte d'une partie des données disponibles. Mais je fais le pari que son avantage cognitif principal réside dans la façon dont, à partir d'une vue globale, il est susceptible de mettre en ordre une pluralité de dimensions traitées par les travaux existants comme une diversité d'observations microsociologiques déjà produites (en rendant possibles des passages entre les niveaux micro- et macrosociologiques d'analyse des faits sociaux). Toutefois la taille de cet article ne me permettra pas de déployer systématiquement les indices empiriques qui ont nourri la confection de ce modèle, ils seront simplement

signalés à la fin du texte. Par ailleurs, dans le passage entre le scientifique et l'action politique, ce modèle a l'intérêt d'éclairer des difficultés rencontrées par l'action antifasciste et de pointer des tâches pratiques.

Un cadre analytique constructiviste

Le schéma d'analyse que je propose pour appréhender les développements de l'extrême droite en France ces dernières années puise dans les approches dites *constructivistes* des groupes sociaux¹. Cet ensemble de ressources théoriques prend sa source dans les travaux pionniers de l'historien britannique Edward P. Thompson sur la formation de la classe ouvrière anglaise, mais a surtout été confectionné à la fin des années 1970 et aux débuts des années 1980 en France par Pierre Bourdieu et Luc Boltanski. Tant Bourdieu que Boltanski mettent alors l'accent sur deux aspects principaux : 1) l'importance des « luttes de classements sociaux » dans la vie des groupes sociaux (c'est-à-dire des luttes symboliques autour de la définition des classes et des groupes, constituant une des modalités des luttes de classes), et 2) la contribution de la représentation politique, des porte-parole (associatifs, syndicaux, partisans, etc.), à l'existence publique de ces groupes. Pour synthétiser, on peut dire que dans les lectures constructivistes, les groupes et les clivages sociaux ne sont vus ni comme des « nécessités objectives » (comme chez nombre de « marxistes »), ni comme des « illusions idéologiques » (comme pour une série de « libéraux »), mais comme des construits socio-historiques, dotés d'une épaisseur historique plus ou moins activée dans la vie quotidienne.

Le double travail *symbolique* (d'homogénéisation du sens à travers des représentations communes, des symboles, des discours, etc.) et *politique* (d'unification des identités à travers des représentants et des institutions) apparaît alors central dans ce qui n'est qu'une intégration relative d'expériences et d'intérêts plus ou moins disparates. Le travail symbolique et politique opère à *partir de* réalités inscrites dans les situations concrètes et dans les expériences ordinaires, mais en n'en sélectionnant que certains traits (au détriment d'autres, eux aussi présents dans l'expérience mais non politisés) ; traits qui deviennent alors les traits pertinents dans une construction générale dotée d'une dynamique propre. Ces constructions ont, bien sûr, une part volontaire et réfléchie, mais celle-ci se révèle seconde par rapport aux dynamiques socio-politiques inintentionnelles dont elles se nourrissent et sur lesquelles elles opèrent. Des expériences, des aspirations, des frustrations, des ressentiments assez hétérogènes, dans leurs causes comme dans leurs manifestations, peuvent alors alimenter, dans de nombreux malentendus et ambiguïtés, ce qui devient une machine d'*inter-traduction* (pour emprunter un terme à la sociologie des sciences de Michel Callon et Bruno Latour), de *mise en équivalence* (pour emprunter une notion à la sociologie de la

justification de Luc Boltanski et Laurent Thévenot) d'éléments multiples, une sorte de *conducteur de généralisation* de vécus singuliers.

Cet outillage théorique se présente comme une approche de sociologie politique, dans le sens où loin de se centrer seulement sur le champ politique institutionnel ou, à l'inverse, de chercher les clés du problème dans des évolutions sociales extérieures à ce champ politique, il braque le projecteur sur des passages entre politique institutionnelle et évolutions sociales. À partir de ce cadre analytique, je fais l'hypothèse qu'il existe en France une compétition depuis le début des années 1980 entre deux façons de se représenter le clivage social le plus pertinent : *le clivage de la justice sociale et le clivage national-racial*.

Erwan Lecœur et la dimension symbolique dans la dynamique frontiste

Erwan Lecœur a participé au débat qui a suivi ma communication lors du colloque qui préparait les 31 janvier-1^{er} février 2003 ce numéro de *ContreTemps*, alors que son livre, *Un néo-populisme à la française – Trente ans de Front national* (Paris, La Découverte, février 2003), n'était pas encore paru. Je n'ai donc pris pleinement connaissance de ses thèses qu'après avoir rédigé la première version orale de mon texte. Le cadre théorique que je propose ici converge pour une part avec ses analyses : contexte de « crise du sens² » et de recompositions identitaires dans les sociétés occidentales contemporaines, importance des logiques symboliques de découpage des frontières et des conflits pertinents entre les groupes, place de l'ethnisation notamment. J'ai ainsi traité des symptômes d'une « crise de la Modernité » à travers des matériaux culturels ordinaires (roman noir, cinéma et chansons), des productions de sciences sociales et des débats philosophiques dans *La Société de verre* (Paris, Armand Colin, 2002). Mais ce climat général d'un brouillage de repères antérieure ment stabilisés se révèle à mon sens un contexte trop global pour bien saisir un phénomène comme les progrès actuels de l'extrême droite. Il y a comme un *gap* entre l'histoire politique du FN de la première partie du livre de Lecœur et le cadre de « la crise du sens » de la deuxième partie. Il manque dans son modèle des médiations sociopolitiques et une temporalisation un peu plus précise des processus en jeu. L'hypothèse d'une compétition entre le clivage de la justice sociale et le clivage national-racial me semble pouvoir constituer une telle médiation, tout en demeurant à un niveau d'observation suffisamment global pour intégrer une variété de données. De ce point de vue, elle apparaît complémentaire vis-à-vis des développements plus macrosociologiques de l'ouvrage de Lecœur (qui rejoignent certaines réflexions de *La Société de verre*).

Par ailleurs, le recours au terme de « populisme » me semble une erreur à la fois cognitive et politique, dans un domaine où le choix des catégories savantes a immédiatement des implications pratiques. L'usage de la notion de « popu-

lisme » pour qualifier le FN – opération qui vient au départ de l'univers savant³ – est ainsi devenu assez général chez les commentateurs académiques, les journalistes et le personnel politique (opposé au FN et du FN). Or, deux dimensions véhiculées par ce terme peuvent tant brouiller la vue des analystes qu'apporter une petite contribution symbolique à la légitimité du FN : 1) il permet à l'ethnocentrisme de classe des milieux sociaux à fort capital culturel de s'exprimer en toute bonne conscience par une stigmatisation rampante du « populaire », sans la corde de rappel d'un minimum de vigilance épistémologique du côté des chercheurs, et 2) il participe à l'accréditation, sans distance, du FN comme expression du « peuple ».

Le clivage de la justice sociale, c'est ce qu'on appelle traditionnellement dans le mouvement ouvrier « le clivage de classe ». Je préfère ne pas retenir cette expression, car elle laisse entendre qu'il n'y a *qu'une* façon de construire les classes à un moment donné dans une société comme la nôtre. Cela nous conduirait à emprunter de nouveau une certaine impasse intellectuelle de nombre de marxismes, que justement la sociologie de Bourdieu nous a aidés à identifier. Et puis, politiquement, cela nous orienterait vers l'idée du « vrai » clivage (celui « de classe »), « dur », « objectif », enraciné dans « l'infrastructure économique », opposé aux « faux » clivages, « idéologiques », nés de « l'aliénation des masses », etc. Ce qui nous amènerait à sous-estimer l'ampleur du problème politique et donc des tâches militantes. Partons donc plutôt de l'hypothèse qu'il y a en général dans une société donnée plusieurs façons concurrentes de découper les groupes et les classes ayant des points d'ancrage potentiels dans la réalité des expériences.

Le clivage de la justice sociale, c'est donc le clivage autour de la production et de la répartition des ressources (souvent pensé à propos des ressources économiques, mais qui pourrait être élargi aux ressources culturelles, politiques, aux ressources de reconnaissance sociale, etc.). Il a pu se décliner de différentes façons : riches/pauvres, patrons/ouvriers, gros/petits, etc. Il semble que nombre de machines d'inter-traduction de ce type ménagent un certain flou dans leurs formulations (comme l'avait déjà pointé Boltanski dans *Les Cadres – La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982), tendant ainsi à accroître leurs zones sociales d'appropriabilité et donc leur capacité à se nourrir de davantage d'hétérogénéités. Ici le flou a à voir avec l'efficacité politique. Le bricolage, l'ambiguïté et le flou seraient donc souvent des dimensions plus opératoires pour l'activité symbolique et politique que la cohérence, l'homogénéité et la clarté intellectuelles des « idéologies ».

Le clivage national-racial, c'est l'opposition français/étrangers, non pas au sens juridique mais des apparences « ethniques ». Là aussi, on a du flou, car cette

machine d'inter-translation joue de l'ambiguïté entre le référent « national » et le référent « racial » (ou « ethnique »)⁴. Il vaut mieux parler, afin d'appréhender l'activité de cette machine, d'*ethnicisation* (ou de *racialisation*) que de « racisme », car cela permet d'insister davantage sur la dimension processuelle – processus réversible et non exclusif d'autres logiques chez une même personne – et de ne pas présupposer la présence d'une vision du monde clairement constituée et explicite (à laquelle on peut réserver le terme de « racisme »).

Une vue historique globale

Je voudrais maintenant avancer quelques hypothèses historiques globales et schématiques quant à la compétition des deux clivages retenus dans la société française depuis la fin des années 1970.

La montée du clivage national-racial me semble d'abord liée aux difficultés du clivage de la justice sociale qui avait largement structuré symboliquement et politiquement la gauche depuis la fin du XIX^e siècle (dans ses variantes marxistes, socialistes et chrétiennes sociales). Le recul de ce clivage commence à la fin des années 1970. Il renvoie à une pluralité de facteurs, dont : a) des problèmes du côté des institutions de représentation du clivage (déclin du PCF, désyndicalisation, décrédibilisation sociale de la gauche au pouvoir après 1981 notamment) ; b) des déplacements symboliques et intellectuels (« nouveaux philosophes » tendant à associer visées de justice sociale et « totalitarisme » dès la fin des années 1970, contre-révolution libérale des années 1980, entre autres) ; et c) des transformations de la société française (poussée des formes d'individualisation et transformations du salariat, en particulier). Dans ce recul de la question sociale dans le domaine politique, la déconstruction du groupe ouvrier et sa dévalorisation dans l'espace public, telles qu'elles ont été analysées par Stéphane Beaud et Michel Pialoux⁵, ont joué aussi un grand rôle. Ce groupe ouvrier représentait un moteur symbolique (l'image de « la classe ouvrière » au cœur de la conflictualité sociale) et militant (des réseaux associatifs, syndicaux et partisans) important pour le clivage de la justice sociale. L'activité symbolique et politique s'efforçant d'imposer une vision ternaire du monde social (quelques riches – une immense classe moyenne – quelques pauvres) de Giscard d'Estaing en Fondation Saint-Simon et *Esprit*, en passant par François de Closets, adossée à une critique des « corporatismes », a aussi participé à défaire le clivage de la justice sociale⁶.

Mais ce n'est pas ce clivage ternaire (qui a plutôt « fonctionné » du côté des « élites » économiques, technocratiques, politiques et journalistiques) qui a « pris » dans de larges secteurs de la population, sur les vides laissés par le clivage de la justice sociale, c'est le clivage national-racial porté politiquement par le FN. Certes, ce n'est pas le FN qui crée l'ethnicisation de toutes pièces. Je

fais l'hypothèse que le FN constitue tout à la fois une traduction politique et un instrument d'amplification de logiques d'ethnicisation plus quotidiennes. Ce modèle nous oblige à regarder autant des phénomènes qui travaillent la société (des formes diverses, et même hétérogènes, d'ethnicisation) qu'un travail symbolique et politique effectué par des porte-parole et des institutions. L'angle de sociologie politique retenu permet donc de prendre en compte dans le même temps les hétérogénéités des aspirations et des ressentiments sociaux qui sympathisent avec le FN (souvent pointées par la sociologie électorale et par les approches ethnographiques) et le mouvement proprement politique d'homogénéisation relative à travers des symboles, des discours et une « idéologie » (qui occupe les spécialistes des partis, les historiens des idées ou les analyses de discours)⁷. Par exemple, à partir de ce cadre analytique, on saisit mieux pourquoi la crise de 1998-1999 de l'extrême droite française, avec la création du MNR, freine la traduction sur la scène politique des ethnicisations, sans stopper leurs logiques ordinaires. Et quand cette crise politique est résorbée, le conducteur de généralisation peut être réactivé.

Au niveau de la dialectique actuelle des ethnicisations ordinaires et de leur politisation, on doit être en particulier attentif à trois aspects : 1) l'efficacité politique potentielle d'un slogan comme « la préférence nationale », qui associe une perspective globale de changement de l'ensemble des institutions de notre société (emploi, logement, protection sociale, famille, etc.) à du quotidien plus concret (tel ou tel pourra se dire que son fils va pouvoir occuper l'emploi ou le logement de « l'immigré d'à côté ») ; or, il n'y a pas, pour l'instant, de slogan abstrait-concret doté de telles potentialités du côté du clivage de la justice sociale ; 2) la façon dont la thématique de « l'insécurité » (dans une association travaillée par le FN entre « insécurité » et « immigration » qui a fini par avoir un large écho) est un conducteur de généralisation des ethnicisations quotidiennes (je fais l'hypothèse que lors de la dernière campagne présidentielle, puis dans le marketing sécuritaire de Sarkozy, parler de « délinquance » et d'« insécurité » a suffi pour qu'un nombre non négligeable de personnes entendent *implicitement* « jeunes Arabes ») ; et 3) la renaissance d'identités communautaires déconnectées d'une visée universalisable de justice sociale, tant dans le retournement positif du stigmaté chez certains jeunes issus de l'immigration dans une violence qui s'oriente d'abord contre les plus proches socialement (contre les conducteurs de bus ou du type de ce slogan entendu lors des manifestations lycéennes parisiennes des 15 et 20 octobre 1998 dans la bouche de très jeunes « casseurs » : « Les Gaulois sont foutus, les Arabes sont dans la rue ! »)⁸ que dans les passions communautaires qui se cristallisent autour du conflit israélo-palestinien dans certains secteurs de « la communauté » juive et de « la communauté » arabo-musulmane (avec une recrudescence conjointe de la judéophobie et de l'islamophobie)⁹.

Que faire ?

Le cadre d'analyse proposé pointe au moins trois pistes quant aux perspectives d'action :

- L'action antifasciste a une réelle utilité dans son travail de délégitimation des entreprises politiques de l'extrême droite, en rappelant les connexions entre les expériences fascistes antérieures et les menaces présentes. Mais cette action ne peut être que secondaire dans la lutte contre l'extrême droite. C'est l'activité pour remettre la question sociale, le clivage de la justice sociale, au cœur du débat public qui constitue le principal. Si le secondaire n'est pas associé au principal, il risque même d'avoir des effets contre-productifs ; d'autant plus que l'antifascisme des milieux sociaux disposant d'un certain capital culturel véhicule souvent un racisme de classe antipopulaire (par exemple sous la forme de la stigmatisation des « beaufs »).
- La relance du clivage de la justice sociale ne peut se faire sur le même mode qu'avant. Elle doit tenir compte tant des transformations sociales (modifications du salariat et individualisation notamment) que des effets de la délégitimation de « l'ouvriérisme » qui avait antérieurement joué un rôle central dans la promotion du clivage de la justice sociale tout en réintégrant positivement le référent « ouvrier » parmi d'autres référents. Elle doit donc intégrer une vision élargie de l'inégalité sociale à traiter (pas seulement économique, mais aussi culturelle, de genre, de générations, de reconnaissance sociale, politique, etc.), adossée à une prise en compte d'une pluralité de formes de domination, et être attentive à la singularisation individuelle du vécu des inégalités. Nous aurions ainsi besoin d'une version rénovée du clivage de la justice sociale.
- Je rejoins Lecœur quand il situe deux niveaux d'intervention qui devraient être combinés : le quotidien proche, d'une part, et l'activité symbolique et politique globalisante, de l'autre. Il écrit ainsi : « il s'agit de construire une vision alternative sur deux plans principaux : au plus proche et au plus "symbolique". Le local et le global, comme deux instances où se joue le sens de l'action de chacun au jour le jour » (*op. cit.*, p. 279). Ce qui suppose de rebâtir des réseaux militants qui s'enracinent dans le local et de stimuler une élaboration intellectuelle collective.

• Liste des travaux empiriques ayant nourri la confection du cadre d'analyse

1987, *Au Front* par Anne Tristan, Paris, Gallimard, coll. « Folio actuel » (observation participante du FN dans les quartiers nord de Marseille par une « taupe » de janvier à mai 1987)

1988, « Production de l'étranger dans les couches populaires urbaines » par Gérard Althabe, *Bulletin interne de l'Association critiques sociales*, n° 2,

décembre 1988 (synthèse d'une série d'enquêtes d'ethnologie urbaine dans les années 1980 en France)

1995, *La Perception d'une politique publique par le citoyen ordinaire – L'exemple du grand projet urbain de Vaux-en-Velin* par Marie-Pierre Beaufort, mémoire de fin d'études, IEP de Lyon, septembre 1995, 85 p. hors annexes (18 entretiens en 1994-1995)

1995, *Rapport sur l'analyse secondaire des enquêtes d'opinion relatives à l'immigration et à la présence étrangère en France* par Daniel Gaxie, Loïc Blondiaux, Brigitte Gaïti, Arnaud Richez et Emmanuel Taïeb, Département de science politique de l'université de Paris I, APRED, décembre 1995, 193 p. hors annexes (étude secondaire de sondages entre 1951 et 1993)

1996, *Les Logiques du vote Front national dans le quartier des Plantées à Meyzieux* par Guillaume Antoniotti, mémoire de fin d'études, IEP de Lyon, septembre 1996, 110 p. hors annexes (10 entretiens en 1996)

1997, « L'espace urbain ethnicié », *Revue française des affaires sociales*, vol. 51, n° 2, avril-juin 1997 (voir aussi son rapport plus complet : *Processus de ségrégation et ethnicisation de l'espace*, rapport final, recherche réalisée à la demande de la direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Laboratoire CIVIL-Grenoble, octobre 1994, 232 pages hors annexes : 96 entretiens, 4 communes – Grenoble, Cholet, Vénissieux, Rillieux-la-Pape – et 5 quartiers)

1999, *Retour sur la condition ouvrière* par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Paris, Fayard (une enquête sociologique de longue durée sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard ; voir particulièrement le chapitre 9 : « Affaiblissement du groupe ouvrier et tensions racistes »)

2002, *Itinéraires Vénissiens algériens et d'origine algérienne* par Maurice Corbel et Ahmed Khenniche, rapport d'étude, mairie de Vénissieux, 107 pages (entretiens réalisés en 2001).

1 Sur ces approches, voir mes présentations plus fournies dans le chapitre 4 des *Nouvelles sociologies* (Paris, Nathan, 1985), dans l'article « Marx/Bourdieu : allers-retours sur la question des classes » (*ContreTemps*, n° 4, mai 2002) et dans la première partie de *Bourdieu autrement* (Paris, Textuel, 2003).

2 C'est Alain Bihir qui a, le premier, associé la question de « la crise du sens » dans nos sociétés et la montée de l'extrême droite, notamment dans « Crise du sens et tentation autoritaire », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

3 La notion semble avoir servi pour la première fois à l'analyse de l'extrême droite contemporaine française dans un article de Pierre-André Taguieff sur « La rhétorique du national-populisme », *Cahiers Bernard Lazare*, n° 109, juin-juillet 1984.

4 Lecœur note aussi « le flou des positions du FN » (*op. cit.*, p. 162).

5 Dans *Retour sur la condition ouvrière – Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

- 6 Voir sur ce point ma contribution au livre collectif du club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée* (Paris, La Découverte, 1997) : « Le prêt-à-penser anticorporatiste ».
- 7 Sur ce point, la trop grande globalité du contexte de « la crise du sens » chez Lecœur rencontre tout particulièrement des limites, car elle le conduit à une homogénéisation hâtive et fautive de l'électorat FN, notamment quand il écrit sur un mode idéal-typique que « Glisser un bulletin dans l'urne, c'est renouer avec un "combat", c'est utiliser Le Pen comme une "arme", c'est poser un acte qui inquiète, pour réduire ainsi un peu de sa propre inquiétude dans un monde que l'on ne maîtrise plus et dont on a l'impression d'avoir perdu les codes. » (*op. cit.*, p. 253). Par ailleurs, un tel énoncé tend à confondre conditions sociales de possibilité (un contexte global de « crise du sens » rendant plus probables certains comportements) et significations que les acteurs donnent à leurs actions. *A contrario*, cet exemple met bien en évidence l'utilité d'un cadre analytique associant hétérogénéité des sens/homogénéisation relative du sens.
- 8 Voir une esquisse d'analyse dans mon article intitulé « Quelques hypothèses sociologiques provocatrices », *Rouge*, n° 1808, 24 décembre 1998.
- 9 Voir sur ce point ma chronique de *Charlie Hebdo* (n° 566, 23 avril 2003) sur les « Passions communautaires ».

Fragments d'histoire

Caroline Baudinière

Politiste, Université Paris X

L'extrême droite française de 1944 à 1951 : quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique.

Avec le lancement de l'hebdomadaire Rivarol, l'adoption d'une loi d'amnistie des collaborateurs et la présentation de listes aux élections législatives, l'année 1951 marque le retour politique de l'extrême droite dans le champ politique. Si ce retour a été possible six ans seulement après la Libération, c'est parce que maréchalistes et collaborateurs ont su, en dépit d'un contexte défavorable tant pour leurs idées que pour leur liberté, se réorganiser dès 1944, et ce notamment au travers du lancement d'une nouvelle presse d'extrême droite.

« On nous avait enterrés et grâce à Rivarol, nous renaissions¹ ».

François Brigneau n'est pas le seul à évoquer *Rivarol*, « l'hebdomadaire de l'opposition nationale », en termes de renaissance ou de réapparition possible de l'extrême droite sur la scène politique publique. La plupart des auteurs d'extrême droite, qu'ils se veuillent historiens ou qu'ils rédigent leur autobiographie, semblent partager ce point de vue.

Ce sentiment n'est pas pour autant explicable par le seul lancement de l'hebdomadaire en janvier 1951. En effet, on trouve d'autres publications², regroupant elles aussi les mêmes rédacteurs de « l'opposition nationale », qui ont eu un tirage important avant cette année. Il est possible que la longévité exceptionnelle de l'hebdomadaire (il existe toujours), par rapport aux autres publications, soit la cause de ce sentiment, les acteurs reconstruisant *a posteriori* leur impression du moment. En effet, *Rivarol* est né à la suite du lancement d'un autre périodique, *La Fronde*, qui n'a connu que trois numéros, et rien ne semblait, en 1951, le destiner à échapper aux difficultés financières ou judiciaires qui étaient le lot de l'ensemble de la presse d'extrême droite à ce moment. D'autres événements sont donc à considérer, qui permettent, en 1951, cette « sortie de l'ombre ».

Tout d'abord, le 5 janvier 1951, la loi d'amnistie 51-18 déposée par Georges Bidault est adoptée. La loi lève l'inéligibilité dont étaient frappés les collaborateurs et permet de libérer les auteurs de faits ayant entraîné la dégradation natio-

nale (associée à une peine inférieure à quinze ans de prison). Cette sanction, visant les individus ayant appartenu à un certain nombre d'organisations (telles que la Milice, le PPF, la Francisque...), empêchait l'accès à de nombreux emplois (notamment la direction d'entreprises de presse), privait les journalistes de leur carte de presse, sans renouvellement possible, et frappait tous les condamnés d'inéligibilité. Évoqués depuis 1947, les projets de lois d'amnistie s'étaient succédés. Ils avaient été soutenus, bien sûr, par l'ensemble de l'extrême droite, mais aussi par une partie de la droite classique et par le MRP. Le titre III de la loi, qui concerne la « répression de l'apologie de la collaboration » montre bien les ambiguïtés provoquées tant par l'objet de la loi que par les alliances politiques passées autour d'elle. On peut cependant considérer qu'il s'agit d'un succès pour l'extrême droite, car bien que partielle, et obtenue grâce à d'autres forces politiques, la loi d'amnistie répond non seulement à un besoin, mais aussi à un de leurs principaux combats politiques depuis la Libération. Ainsi, le stigmate de la collaboration n'étant plus ni perceptible, ni permanent, d'anciens responsables politiques ou hauts fonctionnaires de Vichy vont pouvoir se réinsérer dans la vie politique publique, en réapparaissant majoritairement sous l'étiquette UNIR ou CNI. P.-A. Cousteau, L. Rebatet ou Ralph Soupault (ancien caricaturiste de *Je Suis Partout*) reprennent du service entre 1951 et 1953 dans l'hebdomadaire *Rivarolo*. Le deuxième succès réside dans la présentation, aux élections législatives de mars 1951 de listes UNIR (Union des nationaux indépendants et républicains), menées par Jacques Isorni, qui fut l'avocat du maréchal Pétain. Le peu de succès électoral (5 élus³) ne doit pas faire oublier l'importance de cet événement. En peu de temps (puisque le projet de déposer des listes sur la plus grande partie du territoire n'a été pensable qu'à la suite du vote de la loi d'amnistie), Isorni a réussi à rassembler, et les fonds, et les individus, et les soutiens nécessaires à une telle entreprise et à présenter des listes dans près d'un tiers des départements français.

1951 est donc une année cruciale pour la reconstitution de l'extrême droite française; cela révèle la présence de réseaux organisés, qui ne sont bien sûr pas le fait d'une génération spontanée. De plus, les acteurs de 1951 sont majoritairement des épurés. Je pose donc l'hypothèse que loin d'avoir été « éradiquée » à la Libération, l'extrême droite française s'est presque immédiatement reconstituée et restructurée, dans cet intervalle de 1944-1951. Comment ces acteurs ont-ils pu revenir sur la scène politique malgré le discrédit attaché à la collaboration? L'évocation de quelques stratégies qui rendent possible la tenue d'un discours légitime bien que développant des thématiques d'extrême droite, d'une part; les transactions identitaires opérées, après la Libération, par les épurés pour gérer le stigmate que constitue le fait d'avoir été un « collaboro », d'autre part, permettent de répondre à cette question.

Stratégies d'alliances et premières apparitions publiques

De 1944 à 1946, les anciens partisans de Vichy se trouvent en situation de crise: ils ont perdu le pouvoir et leur existence est en péril. Leur univers est lourd de menaces qui pèsent y compris sur leur intégrité physique: condamnations à mort, emprisonnements, indignité nationale et privation des droits civiques, interdictions d'exercer leur activité professionnelle. Ils vivent une période de déclin social intense ou d'ascension sociale avortée, sans certitude sur l'avenir. Les pratiques routinières sont inopérantes, non seulement pour ce qui est des perceptions du monde politique, mais aussi en ce qui concerne les nécessités de survie (se nourrir, se loger, se cacher, assurer sa défense face aux tribunaux). Les choix possibles des acteurs se trouvent donc limités par cette situation, et leur identité est réduite au qualificatif stigmatisant de « collaborateur ». Cette appellation est d'autant plus infamante qu'elle est associée, dans les esprits, à la notion de traîtrise⁴. Un double amalgame se forme à ce moment: d'une part, les collaborateurs sont dans l'ensemble considérés comme des traîtres, quelle que soit la forme de collaboration, d'autre part, cette collaboration est perçue comme ayant des fondements idéologiques. C'est pourquoi les épurés n'ont de possibilité d'engagement politique qu'entre le reniement et l'extrême droite, les deux ne nécessitant pas les mêmes ressources et n'ayant pas le même coût pour tous les individus. L'épuration se révèle donc un moment constituant de l'identité des acteurs, qui devient unidimensionnelle⁵; elle est, en outre, un moment fondateur d'une idéologie du martyr.

Certains épurés cherchent l'oubli, en changeant de nom ou en s'exilant, d'autres décident de continuer à lutter, considérant qu'ils n'ont perdu qu'une bataille et pas la guerre⁶. À partir du moment où ils vont choisir d'assumer ou de revendiquer leur stigmate, ces acteurs (qui constituent la population étudiée) vont devoir composer avec un impératif de survie, donc choisir, au moins jusqu'en 1951, certaines formes de clandestinité. Ces mouvements ou publications clandestins ne seront pas évoqués ici, d'une part, parce qu'ils ne jouent pas un rôle déterminant dans ce qui nous préoccupe, à savoir la réémergence d'une extrême droite sinon forte, du moins organisée, sur la scène politique; d'autre part parce qu'ils ne permettent pas de travailler les stratégies de contournement et d'alliance que les apparitions publiques des « collaborateurs » nécessitent. Il va sans dire que ces deux grands types de stratégies ne sont pas totalement dissociables l'une de l'autre. Certains acteurs mènent des activités légales et clandestines de front, d'autres passent des uns aux autres. Enfin, la virulence des « clandestins » relative la position des « autorisés » qui, par contraste, apparaissent plus modérés. Les premiers combats menés par ces épurés sont ceux pour la réhabilitation du régime de Vichy, du maréchal Pétain et pour l'amnistie. En 1946, André Mutter, ancien Croix-de-Feu, mais surtout membre du Comité national de la

Résistance (CNR), lance l'hebdomadaire *Paroles françaises*, organe du Parti républicain de la liberté (PRL). Deux thèmes favorisent – malgré la plus ou moins grande fidélité manifestée envers le général de Gaulle – le rapprochement avec l'extrême droite : l'anticommunisme et la volonté de « réconciliation nationale ». *Paroles françaises* est le premier journal à pouvoir mener au grand jour – de par la garantie que constitue la présence d'André Mutter et d'autres résistants – une campagne pour la défense des épurés, demandant leur amnistie (« il est l'heure de se tendre la main », éditorial du premier numéro). C'est également la première publication à soutenir la théorie « du glaive et du bouclier », respectivement de Gaulle et Pétain, le Général ayant défendu la France à l'extérieur avant de trahir le Maréchal qui, lui, la défendait de l'intérieur. La suite va de soi ou presque, le Maréchal s'est sacrifié pour la France en accord avec de Gaulle, il n'est pas et n'a jamais été un traître mais au contraire une victime à honorer et à réhabiliter.

André Mutter accueille ainsi plusieurs rédacteurs d'extrême droite⁷. Ces rédacteurs jouent en quelque sorte sur les « deux tableaux », essayant de radicaliser la ligne politique de *Paroles françaises*, d'une part, publiant des pamphlets beaucoup plus violents de l'autre (dans *Réalisme*, ou, surtout, dans *La Dernière Lanterne*, qui font tous deux régulièrement l'objet de poursuites judiciaires). Cet hebdomadaire constitue la première étape qui a permis aux épurés de retrouver une certaine visibilité politique. Seuls des résistants possédaient la légitimité suffisante pour tenter cette entreprise, qui leur permettait en outre de se démarquer du général de Gaulle.

En effet, les autres publications, même légales⁸, ne bénéficiant pas d'une telle caution mais évoquant les mêmes sujets, de manière à peine moins radicale, n'ont pas eu la même audience ou ont eu à subir des poursuites judiciaires. Le mensuel *Écrits de Paris*, de René Malliavin (ancien conseiller juridique de l'agence de presse collaborationniste Inter-France) accueille dans ses colonnes un nombre impressionnant d'anciens collaborateurs et développe un discours de plus en plus antigaulliste, anticommuniste et révisionniste. Cependant, son audience reste limitée, la revue n'étant diffusée – du moins à ses débuts – que par abonnement. Une autre revue, bihebdomadaire celle-ci, *Réalisme*, illustre la nécessité d'une alliance : commençant à paraître en 1948, elle est rapidement dénoncée, dans *Les Cahiers de la Résistance*, comme « pamphlet infâme qui injurie la Résistance, innocente les collaborateurs et présente les événements de la Libération et de septembre 1944 comme le plus grand massacre de l'histoire de France ». Le premier directeur de *Réalisme*, Jacques Bienaimé, y est également fustigé comme ancien directeur d'un journal épuré (le *Publicateur de l'Orme*). En outre, *Réalisme* est poursuivi en justice à de nombreuses reprises, par exemple afin d'interdire la vente d'une affiche représen-

tant le maréchal Pétain⁹, ou pour diffamation envers des résistants, et il est cité lors des débats à l'Assemblée concernant la loi d'amnistie. Il est d'ailleurs probable que le titre III de cette loi (qui permet les poursuites contre des personnes ou des groupes pour « apologie de la collaboration ») vise, entre autres, cette publication qui, au cours des années 1950 et 1951, a fait sa « une » avec des photos du maréchal Pétain, de façon quasi systématique¹¹.

Au même moment, les prises de position médiatiques du colonel Rémy portent la question de la réconciliation sur la scène médiatique. En tant que héros de la Résistance, il détient un fort capital symbolique qui lui permet d'intervenir sans se discréditer, en avril 1950, pour soutenir la thèse du « double jeu » de Vichy. Dans un article intitulé « la justice et l'opprobre », il rapporte des propos que lui aurait tenus de Gaulle en 1947, selon lesquels le général reconnaissait qu'en 1940, il fallait que la France ait deux cordes à son arc, « la corde Pétain aussi bien que la corde de Gaulle ».

Ces soutiens vont permettre à l'extrême droite de développer peu à peu son discours, le champ du « dicible » ou, autrement dit, de ce qui est légitimement abordable en politique, s'accroissant, ainsi que le nombre des intervenants. Ils ont été une condition indispensable à cette réapparition, et ont peut-être même rendu pensable l'idée de l'amnistie ailleurs que dans les rangs des épurés, du moins à cette période (dès 1947). Ces alliés providentiels ne pouvaient être accusés ni de complaisance, ni de solidarité envers le régime de Vichy et ses partisans, ce qui aurait fortement entaché leur crédibilité.

Reconstruction du passé et transactions identitaires

À la Libération, commence en France la période durant laquelle va s'élaborer l'histoire officielle et institutionnalisée de la Seconde Guerre mondiale et de l'Occupation. Les procès de l'épuration vont permettre d'imputer les responsabilités : les torts sont clairement établis et l'histoire est contrôlée (manuels scolaires, cérémonies officielles, censure)¹². Du célèbre « Paris libéré par lui-même » de De Gaulle aux célébrations de l'appel du 18 juin, en passant par la mise « hors la loi » de l'État de Vichy (simple parenthèse dans les manuels de droits constitutionnels) jusqu'au transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964, tout concourt à établir le mythe d'une France résistante, aux mains d'une poignée de collaborateurs et de l'occupant¹³. C'est donc dans les années suivant la Libération que l'histoire de l'Occupation s'écrit, selon la logique qui veut que le rapport à l'objet commande les visions de l'objet¹⁴.

La dénégation de l'infamie de la part des épurés, recoupe la défense du pétainisme, la critique des communistes, du « résistancialisme » et le négationnisme. Les acteurs présentent une autre version de l'histoire, qui s'oppose à l'histoire « officielle » encore en construction, c'est le combat des vaincus

contre l'histoire faite par les vainqueurs¹⁵, qui s'inscrit, fort logiquement, dans une tentative de conversion de leur stigmat. On peut ici identifier différentes formes de ce qu'Henry Rousso appelle « la présence du passé en politique ». L'histoire est révisée, c'est-à-dire que le passé est repensé et reconstruit à la lumière d'événements plus récents, et que chaque nouvel incident en rapport avec l'épuration ou le communisme sera intégré dans cette version de l'histoire, dans le but de la renforcer¹⁶.

C'est dès 1947 que s'élabore dans les rangs de l'extrême droite une autre histoire de France, en concurrence avec l'histoire institutionnelle, qui sert l'argumentation politique et qui est servie par elle. La thématique omniprésente de la menace communiste en est un exemple : explicite ou allusive, elle émaille tous les textes de l'époque. Les communistes sont à la fois l'ennemi qui justifie que l'on oublie le passé – puisque la menace des chars russes sur les Champs-Élysées est à la fois crédible et proche – et celui qui permet de le relire. Les trois citations suivantes illustrent bien cette logique.

« Hitler est, de toute évidence, le principal responsable de tout cela [...]. Mais ce sont les systèmes, les idéologies, les superstitions, les chimères de ses adversaires qui ont fait, autant que lui-même, sa malversation. C'est un Staline, enfin qui, le premier, tire l'épée. » (François Legris, *Écrits de Paris*, 1947).

« Le “collabo” redoutait davantage le danger russe [...] le résistant disait : ce n'est pas le Russe, mais l'Allemand qui a envahi mon pays [...] Le péril allemand a disparu. L'autre, en revanche, n'a jamais été si menaçant. » (François Brigneau, *Mon après-guerre*, 1966).

« Nous ne sommes ni pour ni contre Vichy, ni pour ni contre la Résistance : ces termes passe-partout ont toujours été équivoques, ils sont aujourd'hui sans signification. Il y eu plusieurs “Vichy” et plusieurs “Résistance”. Il y eu un “Vichy résistant” et une “Résistance maréchaliste”. » (Maurice Gaït¹⁷, dans la profession de foi de *La Fronde*, 1950).

En faisant porter la responsabilité de la guerre à la gauche (communistes et munichois), puis aux Juifs, l'extrême droite renvoie le stigmat à ceux qui le leur imposent, trouve en outre un deuxième axe de dénonciation de De Gaulle (qui s'allie au PCF), et admet les bases d'un négationnisme qui continuera à se développer¹⁸. La négation du génocide n'est qu'un aspect de cette relecture systématique de l'histoire : présentes dès le début des années 1950 et très largement diffusées par les publications d'extrême droite, les thèses négationnistes de Maurice Bardèche et Paul Rassinier ne sont pas le thème le plus développé. C'est surtout autour de la question du chiffrage des victimes de l'épuration que les « historiens » d'extrême droite se mobilisent. L'enjeu de ce révisionnisme est plus présent, puisque immédiatement lié à l'identité des acteurs : criminaliser la Résistance leur permet de relativiser les crimes de la collaboration et de se posi-

tionner en victimes. S'ajoutent à cela l'exil de Céline et – surtout – l'exécution de Robert Brasillach¹⁹ (cette dernière ayant en outre été condamnée par une grande partie des intellectuels), qui vont venir illustrer cette thématique du martyr.

Mais l'histoire du pays n'est pas la seule à être revisitée : ce sont les biographies des acteurs eux-mêmes qui vont sans doute faire l'objet de plusieurs « bricolages identitaires ». L'engagement politique après la Libération est ressenti comme la continuité des expériences précédentes. L'investissement à l'extrême droite est vécu comme découlant de choix effectués sous l'Occupation et ces choix sont retraduits à l'aide des grilles de lecture ultérieures. Ainsi, certaines prises de positions, obéissant à diverses logiques font l'objet d'une interprétation rétrospective et univoque, qui ne retient que l'aspect politique²⁰. Plus flagrantes encore sont les reconstructions portant sur les engagements politiques d'avant-guerre : aisées pour les acteurs issus du militantisme d'extrême droite ou pro-allemand, qui se contentent de présenter leur parcours, dont la linéarité apparente parle pour eux, elles sont plus complexes pour les acteurs sans expériences militantes précédentes (qui peuvent toutefois plaider la prise de conscience tardive, certes, mais sincère) et carrément ardues pour ceux qui s'étaient investis... à gauche ou aux côtés des pacifistes²¹.

Cette signification politique de l'engagement affecte tous les autres aspects de la vie sociale et prime sur eux ; il n'y a pas de séparation claire entre ce qui est du domaine du politique et le reste, l'engagement politique devient un système explicatif, fournit une grille d'interprétations du monde. D'une part, nous l'avons vu, parce que l'identité « vécue » comme essentiellement politique, est la seule valorisante, d'autre part, parce que le stigmat peut être employé, dans la même tradition victimologique, pour, dans la présentation de soi, justifier tous les échecs (professionnels ou personnels²²). Ainsi, un nouveau renversement peut s'opérer : ces échecs sont un tribut payé à la cause, et deviennent presque – grâce à la valorisation attachée au désintéressement – des titres honorifiques, ce qui illustre la théorie d'Erving Goffman selon laquelle un individu « affligé d'un stigmat s'en sert souvent en vue de “petits profits”, pour justifier des succès rencontrés pour d'autres raisons²³ ».

Un autre élément facilite la confusion des genres sociaux au profit du politique : les changements d'identités et les pseudonymes. La permanence du nom est l'élément censément le plus stable et linéaire d'une vie²⁴, et celui qui permet une lecture cohérente de sa propre biographie. Or, un grand nombre d'acteurs sont obligés d'adopter des pseudonymes, qui prennent dans de nombreux cas la place du nom d'origine²⁵. Ces changements d'identités étant motivés par l'épuration et par la logique valorisante de l'engagement, les pseudonymes en deviennent le rappel constant et contribuent à la constitution d'une identité construite autour et par le politique.

Dans cette période, les acteurs vivent donc l'imposition d'une identité sociale dégradée qui devient un stigmata; l'étiquetage politique « collabo » affecte l'ensemble de la vie sociale de ces acteurs. Ce stigmata a deux effets: discréditant auprès des « autres », il est socialement dégradant et risqué; il est aussi créateur d'une identité commune pour les membres du groupe (expériences partagées qui ont entraîné le même stigmata, des conséquences semblables et des réseaux de solidarité). Le second de ces effets renforce la proximité qui génère à la fois la croyance « d'avoir raison » – pas encore finalisée en discours idéologique – et le sentiment d'appartenance à une même communauté.

On peut ainsi suivre la mise en place d'une identité de substitution: pour répondre aux infamants « collabo », « traîtres » et « vaincus », les épurés tentent de valoriser leur combat, se présentant – non sans quelques contradictions – comme, dans un premier temps, des hommes ayant combattu pour leurs idées et pour la France, puis comme des victimes et martyrs et, enfin, comme les seuls vrais résistants, qui continuent la lutte pour sauver la France du communisme. La dernière étape dans la conversion du stigmata s'accomplit avec la tentative de capter les profits symboliques appartenant aux vainqueurs, à travers l'appropriation du terme « résistant », mais aussi à travers ce qui pourrait être regroupé sous les termes « idéologie du désintéressement »: le don de soi à une cause, jusqu'au sacrifice si besoin.

Tous ces thèmes (martyre, résistance et dévouement désintéressé) possèdent une propriété commune: ils permettent une transaction réussie entre l'identité personnelle des acteurs telle qu'elle est ressentie (construction d'une image valorisante et héroïque) et l'identité sociale infamante (« collabo ») imposée, en ce sens que la contradiction est traitée sur le mode de l'incompréhension et/ou du complot. Le fait que leur identité personnelle soit en jeu explique, peut-être, la profondeur de leur investissement partisan: c'est le seul lieu où ils peuvent se voir renvoyer une image valorisante d'eux-mêmes.

1 F. Brigneau, *Mon après-guerre*, Paris, éd. Le Clan, 1966.
 2 Entre autres: *Perspectives*, qui devient *Questions actuelles* puis *Écrits de Paris* (1944), *Paroles françaises* (1946), *Aspects de la France* (1947), *La Dernière Lanterne* (1947), *Réalisme* (1948), *L'Indépendance française* (1949), *La Fronde* (1950), *Rivarol* (1951), *Défense de l'Occident* (1951).
 3 Élus UNIR: Isorni (Paris), J. Le Roy Ladurie, ancien ministre du maréchal (Caen), Paul Estèbe, ancien chef de cabinet du maréchal et nouveau directeur de *Paroles Françaises*

(Bordeaux), Roger de Saivre, ancien officier d'ordonnance du maréchal (Oran). Parmi les candidats, étaient aussi présents Jacques et Pierre Sidos.
 4 Voir P. Milza, *L'Europe en chemise noire*, Paris, Fayard, 2003.
 5 M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1992, sur « l'unidimensionnalisation de l'identité » des acteurs en situation de crise.
 6 *Questions actuelles*, juillet-août 1949.
 7 Notamment, P. Boutang, F. Brigneau, B. Guittoneau et A. Blondin, qui contribuent, dans le même temps,

à différentes publications, légales ou clandestines.

- 8 Par « légales », j'entends les journaux et revues bénéficiant d'une autorisation de publication et d'une allocation de papier. Les deux étaient délivrées par le ministère à l'Information, l'autorisation n'étant accordée qu'après vérification des qualités, requises légalement, des directeurs et gérants (notamment ne pas avoir été condamné à l'indignité nationale); l'allocation de papier étant en principe fonction du tirage.
- 9 *Cahiers de la Résistance*, n° 3, 1949.
- 10 Avec comme légende « Le plus vieux prisonnier du monde », *Réalisme*, n° 19, 1^{er} octobre 1949.
- 11 30 couvertures sur 39 numéros, entre février 1950 et novembre 1951, comportent des photographies se rapportant au maréchal Pétain (lui-même ou des photographies ayant trait à son enterrement).
- 12 Voir, P. Assouline, *L'Épuration des intellectuels*, Paris, éd. Complexe, 1985; R. Aron, *Histoire de l'épuration*, Paris, Fayard, 1975; P. Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1987; sur le contexte de l'épuration littéraire, voir G. Sapiro, *La Guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999, p. 561 et suivantes.
- 13 Sur l'élaboration d'un « mythe résistancialiste », voir H. Rouso, « La Seconde Guerre mondiale dans la mémoire des droites », in J.-F. Sirinelli, *L'Histoire des droites* en France, ch. 14, Paris, Gallimard, 1992.
- 14 P. Bourdieu, « le mort saisi le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, 1980.
- 15 P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1971.
- 16 Sur l'illusion rétrospective, voir M. Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "révolution fasciste" », RFS, vol. XXX, 1989, p. 511-533.
- 17 Qui fut haut commissaire à la Jeunesse de 1942 à 1944.
- 18 Maurice Bardèche, dès 1948, dans *Nuremberg ou la Terre Promise*, ouvrage qui jette les bases du négationnisme, mais aussi, abbé Desgranges, *Les Crimes masqués du résistancialisme*, Paris, L'Élan, 1948; G.-A. Amaudruz, *Ubu, justicier au premier procès de Nuremberg*, Les actes des apôtres, Paris, Charles de Jonquières Éditeur, 1949; Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, Paris, la Vieille Taupe, 6^e édition, 1979; Paul Sérant, *Les Vaincus de la Libération*, Paris, éd. Laffont, 1964.
- 19 Brasillach est l'auteur le plus évoqué, notamment par son beau-frère M. Bardèche; l'Association des amis de Robert Brasillach (créée en 1950 à Lausanne), qui a pour but de promouvoir son œuvre et de défendre sa mémoire, semble être un passage obligé dans les parcours militants des années 1950.
- 20 Voir notamment le cas des écrivains ou journalistes en manque de copies qui pour des raisons tant professionnelles que personnelles ou politiques collaborent aux journaux de l'Occupation.
- 21 Pour l'exemple, voir F. Brigneau, qui explique son engagement au PC par l'influence de son milieu familial et son inexpérience politique, qui l'ont conduit à croire que le communisme était la seule voie d'opposition au « système ». Il ne manque pas de souligner les désaccords idéologiques qu'il a – très rapidement – eus avec les autres militants et, là encore bel exemple de renversement, en tire une expérience positive puisqu'il peut critiquer les communistes en connaissance de cause.
- 22 Là encore, voir F. Brigneau, expliquant le manque de réussite de J. Laurent dans les courses aux prix littéraires, ou son propre échec quand il fut « nominé » pour le prix Albert Londres du journalisme et ne l'obtint pas.
- 23 E. Goffman, *Stigmata – les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- 24 P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, 1986.
- 25 Par exemple J. Madiran, P. Dominique, Michel Dacier, Saint-Loup, pour ne pas citer tous ceux qui, militant activement mais clandestinement, ont eu recours de façon plus ou moins permanente aux pseudonymes.

Jean-Paul Gautier

Docteur en sciences politiques. A publié en 2002 aux Éditions Syllepse, *La Restauration nationale : un mouvement royaliste sous la V^e République*, préface de Nonna Mayer.

Les héritiers de l'Action française

Reconstituée après la Libération sous le nom de Restauration nationale, l'Action française n'est plus aujourd'hui que l'ombre de ce qu'elle fut à l'époque de Maurras et Daudet. Pour autant, si la mouvance royaliste est aujourd'hui minée par des scissions à répétition et figée dans le ressassement perpétuel de l'idéologie maurrassienne, elle n'en a pas moins formé politiquement plusieurs cadres de l'extrême droite et constitué une source d'inspiration pour le Front national.

La plupart des études consacrées à l'extrême droite depuis 1945 ne traitent que ponctuellement du royalisme, négligeant les caractères propres au royalisme pour les noyer dans la nébuleuse d'extrême droite. D'autre part, le monde royaliste connaît depuis la Libération une telle dispersion qu'on peut parler de galaxie royaliste. Dans l'extrême droite française, composite, multiforme, l'Action française tient une place particulière, tant par sa spécificité que par les caractères intrinsèques du mouvement. Ce qui fait dire à Pierre Pujo, responsable du mouvement, que « L'AF est inclassable ». Petit groupe fondé en 1898, doté en 1905 d'un Institut puis d'une ligue militante, l'Action française a donné son nom en 1908 à un célèbre quotidien. Entre-temps de républicaine, elle était devenue royaliste sous l'impulsion de Charles Maurras (responsable de l'élaboration et des choix doctrinaux) et regroupait autour de ses fondateurs (Maurice Pujo, Henry Vaugois) des collaborateurs tels Léon Daudet et Jacques Bainville. Le quotidien qui dure jusqu'en 1944 et dont l'impact a été énorme semble incarner à lui seul le mouvement. C'est le journal qui assure la solidité de l'ensemble et surtout de la troupe de ceux qui se disent « d'AF ».

L'Action française fut au cœur des bouleversements et des crises qui marquèrent la première moitié du vingtième siècle français et européen. On ne peut négliger son poids politique, son rôle dans certains événements majeurs, ni surtout le redoutable pouvoir de pénétration et de fascination de ses idées. Elle a été essentiellement un mouvement conservateur et extrémiste tout à la fois, se réclamant de la contre-révolution et cherchant dans le traditionalisme

un encouragement à l'action violente : un « traditionalisme musclé » pour reprendre l'expression de Pierre Milza. Son influence s'est fait sentir bien au-delà des stricts cercles de sympathisants pour toucher de larges couches de l'opinion. Elle a fourni à la droite une philosophie délibérément réactionnaire. Née des retombées de l'affaire Dreyfus, elle disparaît avec elle de la guerre de 1939-1945. C'est en fait un des principaux mouvements représentatifs et porteurs de la contre-révolution en France.

Maurras l'idéologue

L'Action française perd son rôle dans la vie politique française en même temps qu'elle perd son quotidien. Cependant, elle reste une école de pensée d'une doctrine politique qui survit à la mort de Maurras en 1952. La démarche de Charles Maurras a marqué l'histoire intellectuelle de notre pays et s'est voulue une tentative globale d'explication. La pensée de Maurras a joué un rôle capital et on est maurrassien avant d'être royaliste. L'AF représente une forme d'hégémonie (au sens gramscien) dans certains milieux politiques. Maurras n'a rien inventé. Sa construction dogmatique est une synthèse de courants historiquement différents, souvent même contradictoires (abbé Barruel, Bonald, Maistre, Le Play, Taine, Renan, Comte, Fustel de Coulanges, la Tour du Pin...). Il a su fondre ces éléments disparates en un système apparemment logique et cohérent : « un conglomérat royaliste ». Charles Maurras a proposé une greffe originale, celle de la contre-révolution sur le nationalisme. Fondamentalement antidémocratique, refusant l'idéologie républicaine, s'appuyant sur l'empirisme organisateur et le nationalisme intégral et voulant restaurer un État monarchique (traditionnel, héréditaire, antiparlementaire, décentralisé, dont l'héritier appartient à la maison d'Orléans), le système a joué un rôle décisif dans le déplacement du centre de gravité du nationalisme français de la gauche vers la droite (Raoul Girardet). L'AF est la formation d'extrême droite la plus ancienne. Elle a pu « servir d'abcès de fixation à la purulence antidémocratique » (Michel Winock). La catastrophe politique de Charles Maurras n'a pas anéanti l'influence du Maurras doctrinaire. Le courant d'idées maurrassien demeure une constante dans le milieu nationaliste français et a influencé de manière plus ou moins diffuse bon nombre de militants qui ont rejoint d'autres familles de « l'opposition nationale », des milieux catholiques traditionalistes (abbé de Nantes et la contre-réforme catholique) et de la droite conservatrice classique (Philippe de Villiers). Beaucoup ont effectué un « stage à l'AF ».

L'héritage de l'Action française : la Restauration nationale.

L'héritage de l'AF et des Camelots du roi est revendiqué, avec toutes les apparences de la légitimité, par l'hebdomadaire *Aspects de la France* (AF) lancé en

1947 et à partir de 1955 par le mouvement la Restauration nationale. Au cœur de la remontée de l'extrême droite en milieu étudiant autour de l'anticommunisme, de l'Indochine, de la CED et de l'impuissance du régime de la IV^e république, l'AF joue un rôle essentiel dans les années 1950, même si elle ne fut pas le seul mouvement, si sa puissance n'est plus comparable à celle de l'avant-guerre et un rôle moteur dans la lente renaissance des groupes nationalistes dès le lendemain de la Libération. Fidèle à Pétain, favorable à l'Algérie française, elle a appelé à voter « oui » lors du référendum de 1958, considérant le retour de De Gaulle comme un moindre mal. Dès 1959, la rupture avec le chef de l'État est consommée. La Restauration nationale choisit le « camp des patriotes » contre celui des « bradeurs ». Elle apporte son soutien logistique à l'OAS-Métro de Pierre Sergent. À l'élection présidentielle de 1965, elle se range derrière la candidature de Tixier-Vignancourt. En mai 1968, elle développe une active propagande, considérant que la crise met en lumière les « vices » du régime républicain (« la République à la voirie »), incapable de saisir les « aspirations du pays réel », et que la seule solution pour sortir le pays du chaos est la monarchie et le rappel du comte de Paris. Elle enregistre de nombreuses adhésions, en particulier son secteur jeune, dans l'immédiat après-68. Il s'agit de « royaliser la contestation ». Fin 1969 elle s'oppose à Pompidou (héritier du gaullisme) et à Poher (« européiste »). À partir de 1974, secoué par deux scissions (la Nouvelle Action française de Bertrand Renouvin et la Fédération des unions royalistes de France), le mouvement royaliste, après avoir soutenu la candidature de Jean Royer, combat la politique de Giscard d'Estaing accusé de « faire le lit du socialisme ». Deux aspects sont particulièrement dénoncés : la politique européenne du nouveau locataire de l'Élysée et la loi Veil (réactivant pour l'occasion son « antisémitisme intégral »). Les années 1980, après l'élection de François Mitterrand, voient la relance de la RN autour du secteur jeune, la « génération Maurras » : manifestation contre la loi Savary, campagne contre le droit de vote des immigrés, défense de la « Calédonie française », commémoration du millénaire capétien, actions musclées contre le centenaire de 1789, opposition à la guerre du Golfe, au développement de la construction européenne, à la réunification allemande (antigermanisme classique de l'AF élaboré par Maurras) qui menace de transformer la France en « vassale de l'Allemagne » (thématique proche de celle développée par Jean-Pierre Chevènement). Ce regain d'activisme est porteur des futures crises internes.

En politique intérieure la RN combat pour le retour de la monarchie et prononce une condamnation absolue de la démocratie parlementaire et de la République (la « gueuse »), convaincue que les institutions existantes compromettent l'avenir et la sauvegarde de la communauté nationale (cf. Mayotte et Anjouan), elle se considère chargée d'une mission de « salut public ». En politique exté-

rieure, elle défend la « seule France » contre l'Union européenne, rejoignant les souverainistes (le traité de Maastricht est un « agent de la dislocation de la France », le Parlement européen un « carrefour des internationales partisanses »). Elle entend défendre l'identité, la nation et lutter contre « l'abdication nationale ». Elle participe depuis 1998 à une structure unitaire, « l'Alliance pour la souveraineté française », et au conseil national souverainiste (avec des vieux gaullistes comme Jean Foyer). Elle applique aussi sa tactique de « compromis nationaliste » (alliances ponctuelles avec un objectif précis) tout en gardant comme objectif « la royalisation du pays » (Charles Maurras).

L'actualité du maurrassisme

Actuellement le maurrassisme représenté par la RN se trouve hors du champ politique, sa problématique est datée, son apologétique monarchique est hors-jeu de la problématique politique présente. La traçabilité maurrassienne se retrouve dans certaines fractions du mouvement national-populiste. La thématique maurrassienne transparaît dans l'idéologie du Front national et dans le courant national-catholique (Bernard Antony).

En 1998, le très néodroitiste « Première ligne » (bulletin FNJ Paris) fait ouvertement référence à Maurras dans l'article « La région au service de la nation ». Maurras a fait le lien entre la partie locale (région) et la patrie comme la France. L'idée nationale frontiste puise sa source dans ce creuset idéologique. Jean-Yves Le Gallou s'inspire de la même référence idéologique dans une brochure FN : « La bataille des régions de France de 1986 à 1996 ». Faisant le bilan de l'action des élus frontistes dans les conseils généraux, il définit la région comme une « petite patrie » qui « ne s'oppose pas à la nation. Elle y mène ou elle y ramène ». La « petite patrie » correspond aux « petites républiques » de Maurras c'est-à-dire les communautés publiques. Comme l'Action française, le Front national peut se dire « régionaliste de cœur et de raison » et développer une conception du régionalisme comme une réponse politique au problème du « déracinement des hommes » et du « nivellement des cultures ». Prolongeant la pensée de Maurras lorsqu'il déclarait que « tout ce qui est national est nôtre », le FN peut affirmer que « tout ce qui est identitaire est nôtre ».

En utilisant des thèmes empruntés à Charles Maurras, Jean-Marie Le Pen s'autoproclame le principal défenseur de « l'identité française » face au cosmopolitisme, à la décadence et à un supposé ennemi intérieur (immigrés). Même si, à l'opposé de l'orthodoxie maurrassienne, Le Pen se réclame de la démocratie plébiscitaire et si le FN développe le culte d'un chef en relation directe avec le peuple (« Le Pen, le peuple »). Cette conception d'un pouvoir autonome avait obtenu en son temps les faveurs d'un Maurras, admirateur du fascisme mussolinien¹ mais surtout des dictatures salazaristes et franquistes.

Jean-Marie Le Pen récupère également d'autres points forts de la thématique maurrassienne, en particulier la xénophobie, le binôme « Pays légal, pays réel » et la question de l'immigration. À travers le discours anti-égalitaire lepéniste sont repris textuellement la dénonciation des « Quatre États confédérés », les attaques contre les Droits de l'homme et la systématisation d'un « lobby cosmopolite », de la « fortune anonyme et vagabonde », d'une « internationale juive ». En août 1989, à l'université d'été du FN à La Baule, Carl Lang se réfère à « l'empirisme organisateur » qui oppose la nature humaine qui a fixé un « ordre naturel des choses » à l'égalité qui « n'existe pas naturellement³ ». Abordant la question de la nation, Carl Lang considère certes qu'elle s'est créée politiquement en se séparant de la monarchie au moment de la Révolution, mais il insiste sur le fait que ce sont les rois qui sont la matrice de la nation française. Selon la formule chère à l'AF, « les quarante rois qui ont fait la France ». À travers ses dénonciations de « l'établissement », Le Pen ne fait qu'actualiser le concept maurrassien opposant le « pays légal au pays réel ». Dans *L'Enquête sur la monarchie*, Charles Maurras définit le « pays légal » comme le monde politicien et le « pays réel » comme celui « qui travaille et ne politique pas ». Le « pays réel » est ce sur quoi le « pays légal » vit en parasite : c'est-à-dire la société civile, l'ensemble des forces vives de la nation. C'est en termes lepéniens « l'établissement qui vit aux crochets du peuple ».

L'utilisation de l'immigration comme « fonds de commerce » (Jean-Yves Le Gallou) n'est qu'une adaptation à l'actualité de la pensée de Maurras. La stigmatisation de l'immigration remplace l'antisémitisme. Il suffit de désigner un bouc émissaire⁴. Concernant l'accueil et le droit des étrangers, Le Pen peut faire sien cet article publié dans *L'Action française* du 6 juillet 1912 : « Nous avons le droit absolu de faire nos conditions aux nomades que nous recevons sous nos toits et nous avons aussi le droit de fixer la mesure dans laquelle se donne une hospitalité que nous pouvons ne pas donner. »

Ponctuellement, le FN reprend à son compte la tactique de « compromis nationaliste ». Ce compromis nationaliste a également une fonction interne. Il permet à Le Pen de fédérer les différents courants dans le FN : nationaux-catholiques, solidaristes, païens.

Ainsi dans l'actuelle résurgence du maurrassisme la RN semble quelque peu hors-jeu. La référence au monarchisme a été réduite à néant par le mouvement frontiste qui a relancé un nationalisme autoritaire et d'exclusion, héritier du XIX^e siècle et de l'affaire Dreyfus. Le nationalisme ethnocentrique d'un Le Pen reflète l'accentuation d'un des points majeurs du nationalisme. En résumé, il est possible de suivre Nonna Mayer lorsqu'elle emprunte une citation à Raymond Boudon : « Comme les champignons dans les sous-bois, les idéologies qui paraissent le plus définitivement enterrées sont toujours prêtes à reparaître à la moindre averse. »

Où en est l'Action française ?

La doctrine élaborée par Charles Maurras est considérée comme dogme immuable duquel il n'y a rien à retrancher. Les rédacteurs d'*Aspects de la France* et les dirigeants de la Restauration nationale se drapent dans leurs certitudes éternelles : « *L'AF 2000* [nouveau titre du journal], continue et illustre la pensée de Maurras. Il y a cinquante ans, le grand débat était entre Marx et Maurras... Aujourd'hui, Marx est mort, le communisme s'est effondré, mais Maurras est toujours vivant. » Il convient de préserver l'orthodoxie du « maurrassisme intégral ». *Aspects de la France* est l'expression même de la foi maurrassienne. Le lire, c'est relire les mêmes leçons, les mêmes attaques inaltérables contre la démocratie parlementaire, l'Allemagne, l'Europe : un discours stéréotypé. Selon Philippe Ariès, *Aspects* « est un réduit où les plus formels, les plus désuets de l'idéologie maurrassienne achevaient de mourir ». Philippe Burrin affirme que l'AF est devenue « un objet d'antiquité qui prenait la poussière sur les rayons des historiens ». On conçoit mal qu'un système élaboré dans et pour une France rurale et stable (soubassement social du début du XX^e siècle) peut encore signifier dans une France fortement urbanisée et industrialisée, ancrée dans la mondialisation. Ayant perdu tout espoir de voir se réaliser ses vœux, le mouvement a explosé en de multiples chapelles, toutes plus impuissantes les unes que les autres. Divisés sur le choix des institutions de la future monarchie et sur la personne du Prince chargé de les incarner, les royalistes se regroupent dans une myriade de groupements de plus en plus insignifiants, chacun ruminant sa propre vérité. Cette division n'est pas nouvelle. Il y a toujours eu des royalistes, tels Bernanos, pour réfuter les thèses maurrassiennes. Il y a toujours eu des royalistes, tels les légitimistes, pour refuser de se rallier aux Orléans. Le carcan idéologique dans lequel se meut la RN lui permet certes de tenir le cap en période difficile, mais en retour, elle se trouve coupée de toute perspective d'évolution et incapable de peser réellement sur la vie politique (sauf pendant la guerre d'Algérie). Dès que des militants, en particulier des jeunes, ont voulu ou veulent « redécouvrir Maurras » à la lumière des événements récents et se dégager d'un maurrassisme obsessionnel, ils se sont heurtés et se heurtent toujours à la rigidité dogmatique de la direction car « l'AF a toujours raison ». Surtout quand le mouvement est identifié à ses seuls dirigeants. Les quelques tentatives de jeunes maurrassiens pour tenter d'exercer un droit d'inventaire, pour renouveler le discours, ont débouché soit sur des crises et des scissions, avec dans le cas de la Nouvelle Action française, devenue la Nouvelle Action royaliste, une volonté totale de refondation qui a entraîné une rupture complète avec le maurrassisme, soit sur des départs individuels, mais en nombre dans les années 1990. La RN développe des prises de position convenues, se livre à des répétitions de slogans de l'AF des années 1930 et des commémorations tous azimuts. La direction semble profon-

dément et durablement marquée par le « syndrome nafiste ». Elle a tendance à bloquer toute velléité de rénovation. Elle contrôle étroitement son principal moyen d'expression politique (*AF 2000*) qui ne doit sa survie qu'à une souscription permanente.

La vocation de « salut public » du mouvement royaliste se concrétise autour de deux objectifs : sauver la France des conséquences néfastes de la politique républicaine (« L'enfant de l'abominable révolution : la république, n'est pas améliorable ») en la terrassant, ce qui implique nécessairement pour les maurrassiens d'atteindre le deuxième objectif salutaire, la disparition de la République et le retour sur le trône de l'héritier de la maison de France. Tâche compliquée par le Prétendant qui, lui, compte arriver au pouvoir non pas en s'appuyant sur ses fidèles partisans mais par des voies légales. Un tel programme ne peut déboucher que sur une impasse et un constat d'échec à trois niveaux : échec d'un projet politique (« l'actualité de la monarchie »), échec idéologique, à nuancer cependant par le maurrassisme diffus présent dans certains courants d'extrême droite, et un échec organisationnel (crises à répétition, décision de justice à la suite de la dernière scission lui interdisant l'appellation RN : le mouvement s'appelle désormais Centre de propagande d'Action française).

La RN souffre d'une carence d'élaboration, d'incapacité à proposer un contre-projet crédible, d'un manque d'emprise sur la réalité politique, d'un manque d'espace et de visibilité politiques. Cette faillite traduit le décalage entre d'un côté le monde virtuel maurrassien et de l'autre le monde réel. Échec de ce « parti royaliste archéologique débris » (Maurice Clavel). Il y a impossibilité de concilier une vision traditionnelle de l'homme et de la politique dans un monde gagné par la modernité démocratique et d'espérer un recours incantatoire et miraculeux d'une monarchie bonne à tout faire. La RN n'a jamais menacé la République que dans les rêves de ses dirigeants et dans ceux des rédacteurs d'*Aspects de la France*. Comme Maurras, elle a reporté l'éventualité « d'un coup de force » (comme l'AF le 6 février 1934) et l'arrivée d'un chimerique monarque aux calendes grecques. Pour reprendre l'expression de Bertrand Renouvin, il y a « un royalisme de cimetière », une manière de vivre l'angoisse de la décadence et la haine de la modernité fort bien représentées par la RN. La culture politique de Maurras et de ses héritiers est essentiellement tournée sur le passé. Maurras a été un défenseur d'une citadelle assiégée, il a développé une méditation sur la décadence. L'action royaliste s'inscrit dans une logique de disparition. Le royalisme organisé, auquel appartient la RN, et qui a déclaré la guerre à « la religion démocratique », selon l'expression de Maurras, est appelé à se dissoudre dès que l'objectif de la restauration monarchique est atteint. Le retour des monarchies en Europe, ces dernières décennies (Espagne), est aux antipodes de la conception d'AF.

Si tout le nationalisme français se caractérise par un mouvement de repli cette tendance touche au paroxysme dans l'interprétation qu'en a donné le maurrassisme. Le système se voulait empirique et s'est finalement dégradé en une sorte de dogmatisme rigide, à la gestion « sénaculaire de l'icône maurrassienne » (B. Goyet).

- 1 Charles Maurras écrivait : « Dans une certaine mesure, le fascisme italien, anticapitaliste, antirépublicain (jusqu'en 1943) offre certains rapports avec nos idées. Rapports très limités : le fascisme mussolinien est profondément étatiste centralisateur. Nous sommes le contraire. »
- 2 Cette thématique était présente en 1954 dans les attaques de l'AF contre Pierre Mendès France : « La France soumise à la dictature juive, au juif Mendès tout frétilant de souffrance. »

- 3 Pour Maurras « l'égalité n'existe qu'au cimetière », pour Léon Daudet « l'égalité c'est le néant. »
- 4 Charles Maurras écrit dans *L'Action française* du 28 mars 1911 : « Tout paraît impossible ou affreusement difficile sans cette providence de l'antisémitisme. Par elle tout s'arrange, tout s'aplanit, se simplifie. Si l'on n'était pas antisémite par volonté politique on le deviendrait par simple sentiment de l'opportunité. »

Stéphane Hélière

Politiste, Université Paris X

D'« Occident » à Démocratie libérale: la trajectoire politique d'Alain Madelin.

Le passage d'Alain Madelin du groupuscule Occident à la droite libérale au cours des années 1968-1978 ne témoigne pas seulement des liens entre extrême droite et droite « classique ». Il est aussi significatif du travail d'acquisition et de reconversion de savoirs et savoir-faire idéologiques et politiques qu'a réalisés l'ancien militant nationaliste pour s'engager dans une longue carrière de professionnel de la politique.

Réfléchir à la trajectoire politique d'Alain Madelin, c'est appréhender la « série de positions successivement occupées par un même individu dans un univers lui-même en évolution et soumis à d'incessantes transformations¹ », analyser l'ordre de détention des attributs partisans et électifs, en questionnant ce qui lui permet d'intégrer les Républicains indépendants après son militantisme au sein du mouvement extrémiste « Occident² ». Nous centrerons nos développements sur un moment crucial dans la trajectoire politique d'Alain Madelin: son reclassement après Mai 1968 au sein de la droite parlementaire jusqu'en 1978, date de sa consécration électorale. C'est alors revenir sur le mode de constitution du capital politique d'un des « cadets de la droite³ » sur la manière dont s'effectue la conquête des postes d'une organisation politique et s'opère sa rapide reconversion au sein du parti giscardien.

Alors que le passage de membres de l'extrême droite vers la droite parlementaire est souvent analysé comme la résultante de « passerelles⁴ » entre leurs organisations respectives, nous aimerions montrer que, dans le cas d'A. Madelin, il est nécessaire de mettre également l'accent sur les compétences et les ressources acquises au cours de sa « carrière militante » et qui expliquent pour une large part la possibilité et la réussite de sa conversion. Il convient alors d'étudier les ressources réinvesties dans ces organisations partisanses mais aussi les conditions d'accueil offertes par celles-ci en analysant les transformations qu'elles connaissent.

Les compétences militantes développées dans les deux organisations de lycéens et d'étudiants nationalistes (Fédération des étudiants nationalistes (FEN) et Occident) sont variées: confection de tracts, d'affiches, de journaux, rédaction d'articles, organisation des actions collectives, prise de parole en public. A. Madelin devient responsable du travail « ronéo » et de la publication du bulletin ronéotypé des lycéens nationalistes *Militant* et l'un de ses rédacteurs. À ces compétences, il ajoute celles plus « militantes » de responsable du groupe « Action militante » de la FEN. Il fait ensuite partie des fondateurs d'Occident en avril 1964 avec Gérard Longuet, Alain Robert, Ph. Asselin, F. Duprat. Il en est un des principaux responsables et, dans ce cadre, participe à l'ensemble des actions. À partir de 1967, il assure la direction effective d'Occident avec A. Robert. Cette capacité à diriger se fonde sur le savoir-faire organisationnel acquis dans ces mouvements mais aussi sur des qualités d'orateur.

Ce sont sur cette connaissance du militantisme et son expérience de la direction d'un mouvement étudiant qu'il va s'appuyer pour intégrer l'Institut d'histoire sociale (IHS)⁵. A. Madelin, par l'intermédiaire d'un membre d'Occident, N. Tandler, entre en contact au cours de l'année 1968 avec l'IHS⁶ et en particulier Claude Harmel⁷ qui s'intéressent aux étudiants anticommunistes du Quartier Latin. L'IHS représente une issue possible pour de jeunes nationalistes souhaitant sortir de ce qui peut représenter à ce moment de leur trajectoire sociale une « impasse ». Selon Cl. Harmel, A. Madelin « se rendait compte de la stérilité de ce type de mouvement, sans qu'il fut un carriériste en politique, il voyait que ça ne menait à rien ». Gérard Longuet a pu reconnaître que « c'est nécessairement une impasse » et qu'il « en voit [à ce moment là] le côté limité⁸ ». Leur trajectoire ascendante les amène à s'investir dans une organisation où les chances d'accès au jeu politique sont réelles plutôt que de rester dans des mouvements « activistes » où les possibilités d'accès aux arènes politiques légitimes sont fort réduites, les mouvements d'extrême droite connaissant leur « traversée du désert ». La perception de cet « avenir bouché » amène ces jeunes à adopter des stratégies d'*exit* des organisations d'extrême droite. En outre, l'IHS animé par d'anciens collaborateurs, peut apparaître comme une « machine à blanchir les néofascistes⁹ ». Ces individus, désirant faire une carrière politique, savent que pour ses responsables leur « extrémisme » ne constituait en rien un stigmate, au contraire leur anticommunisme virulent peut représenter un atout. Au sein de l'IHS, A. Madelin entre en contact avec les « structures Albertini¹⁰ », « lieux où on faisait de l'anticommunisme systématique, viscéral et primaire » et met ses compétences à leur service.

Mettant en pratique son savoir-faire organisationnel du service d'ordre d'Occident dont le rôle était essentiel dans la lutte physique avec les « groupuscules » gauchistes, il participe à l'organisation matérielle des « Semaines de la pensée libérale » en septembre 1968 en liaison avec Cl. Harmel¹¹. L'échec du mouvement en Mai 1968 puis sa dissolution en octobre 1968 semblent être perçus comme une opportunité de reclassement pour certains de ses membres¹². Continuer dans l'activisme politique représente alors un coût social trop élevé. Il devient difficile pour des étudiants qui commencent à être âgés, y compris pour des raisons financières, de continuer. La poursuite du militantisme mettrait en danger leur statut social et leurs possibilités de reclassement professionnel ultérieur. Intégrer l'IHS leur permet de terminer des études souvent « prolongées » par le militantisme tout en subvenant à leurs besoins : A. Madelin achève ses études de droit et passe son certificat d'aptitude à la profession d'avocat en 1971.

À l'IHS, Cl. Harmel se rend vite compte des qualités intellectuelles d'A. Madelin : « On voyait qu'il était capable d'acquérir une culture. Je distinguais dans ceux qui venaient me voir ceux qui valaient la peine d'être formés ». Cl. Harmel entreprend alors de compléter la formation intellectuelle d'A. Madelin¹³ qui acquiert, à l'Institut, des ressources intellectuelles. Il y lit beaucoup, apprend à connaître les mouvements communistes et gauchistes, leurs stratégies, leur histoire, leurs modes d'action, les syndicats et leur action dans l'entreprise ; il s'initie aux auteurs libéraux, se convertissant même au libéralisme selon Cl. Harmel : « C'est moi qui l'ai converti au libéralisme : je lui ai fait lire Bastiat, il a lu énormément la littérature économique libérale ». La reconversion est alors autant professionnelle qu'idéologique (conversion au libéralisme) en fonction des espaces qu'il investit et des opportunités que procurent ces investissements.

Ainsi est-il amené à écrire des articles dans les publications de l'IHS : dans *Est et Ouest*, sur l'action des syndicats trotskistes et maoïstes à l'intérieur de la CGT lors de grèves dans les usines Renault de Boulogne-Billancourt¹⁴ dès 1972 et sur l'action du CERES au sein du PS en 1977¹⁵, mais aussi dans les *Études syndicales et sociales* dont il devient le directeur de publication et le gérant à partir de novembre 1973. Au sein de l'IHS, A. Madelin devient le spécialiste des mouvements gauchistes et un « expert en communisme¹⁶ ». Cl. Harmel en fait un conférencier spécialisé dans les questions syndicales et politiques dans les entreprises, en direction des cadres et responsables du personnel en formation à l'Institut supérieur du travail (IST)¹⁷. Cet établissement supérieur d'enseignement privé fondé par Cl. Harmel en 1969 « assure dans le cadre de

la formation continue une préparation rigoureuse et opérationnelle des responsables d'entreprises à l'exercice des relations sociales » et est financé à ce titre par les fonds de la formation professionnelle. Dans cet « organisme de lutte antisyndicale¹⁸ », le « professeur Madelin » met en avant ses compétences de fin connaisseur des « groupuscules » trotskistes et maoïstes, de leurs modes d'action dans les entreprises et de spécialiste des « méthodes communistes » en intervenant sur les courroies de transmission du PCF. En outre, en tant qu'avocat, il s'est spécialisé en droit du travail et droit social, domaines du droit particulièrement conflictuels et politisés dans les années 1970 puisqu'il est amené à plaider lors des conflits du travail et des infractions au Code du travail où s'opposent patronat et syndicats devant les prud'hommes. À l'IST, il réinvestit ses connaissances juridiques et pratiques auprès des responsables patronaux. C'est d'ailleurs grâce aux relations nouées au sein de l'IST que le cabinet d'avocats d'A. Madelin obtiendra ses premiers dossiers et clients selon Cl. Harmel : « je l'ai mis en contact avec les patrons de la métallurgie parisienne (UIMM), avec le groupe patronal de la région parisienne, le GIM et je lui ai fait avoir des plaidoiries dans les conseils de prud'hommes, donc il connaît bien tout ces domaines ». C'est au sein de ces institutions qu'A. Madelin acquiert *des savoirs et des savoir-faire idéologiques*, qu'il peut réimporter¹⁹ dans les brochures, les argumentaires, et les « cours » qu'il donnera aux cadres et candidats RI.

Par l'acquisition de ressources extra-partisanes au sein du « réseau Albertini » et son investissement parallèle dans les tâches militantes de l'organisation giscardienne, A. Madelin y gravit rapidement les échelons. C'est que l'IHS, *via* le carnet d'adresses d'Albertini et ses liens avec certains hommes politiques²⁰ a été pour lui un moyen de se constituer un « capital social » et un réseau de fidélité (cf. les clients de son cabinet d'avocat). Alors que le passé politique d'A. Madelin aurait pu représenter un stigmate, les responsables RI se révèlent accueillants pour ces « jeunes talents » pour deux raisons au moins : la principale est que la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI) est un « parti de cadres²¹ », un rassemblement de notables, où les ressources collectives et militantes sont quasi inexistantes, ce qui oblige ses candidats à recruter des colleurs d'affiches et un service d'ordre pour leurs campagnes électorales. En 1975 le siège national des RI ne dispose que de 4 permanents : J. Dominati, son secrétaire général, constate en mars 1976 que la « FNRI dispose de peu de moyens ; nous avons moins de permanents au niveau national que le PCF au niveau de la seule fédération des Hauts-de-Seine²² ». Les responsables de la formation libérale souhaitent renforcer leurs moyens d'action, d'information et de formation par la mise en place de secrétaires natio-

naux responsables de ces secteurs dans le cadre d'une concurrence plus vive entre giscardiens et gaullistes de l'UDR²³, qui s'organise en véritable « machine électorale²⁴ ». Il y a donc un besoin et un appel à des compétences militantes dans l'appareil giscardien, encore embryonnaire. Ces postes de permanents à la FNRI constituent des possibilités d'ascension puisqu'il est fait appel à de jeunes membres aux compétences militantes reconnues, prêts à s'investir dans ces tâches faute de disposer de ressources personnelles. La deuxième raison réside dans le fait que les principaux responsables giscardiens sont eux-mêmes issus ou proches de l'extrême droite anti-gaulliste : mis à part certains responsables RI « le problème c'est que les autres hommes de droite ne nous acceptent pas » selon G. Longuet. En effet, même si la grande peur de Mai 1968 a mis fin à la rupture que la guerre d'Algérie avait créée entre la droite gaulliste au pouvoir et l'extrême droite²⁵, notamment à travers le SAC, il est difficile pour des militants d'Occident d'intégrer le parti gaulliste²⁶, encore dominé à cette date par les « barons ». À l'inverse plusieurs responsables RI ont eu des engagements pro-Algérie française allant parfois jusqu'à des relations poussées avec l'OAS : Michel Poniatowski, Hubert Bassot, Jacques Dominati, ou bien encore Alain Griotteray, dont le rôle dans le reclassement d'A. Madelin et de G. Longuet chez les RI a été primordial. Ces principaux responsables giscardiens ne sont donc pas très regardants sur le passé « fascisant » des recrues « libérales ».

Grâce à ses relations, Alain Madelin est investi candidat de la majorité dès les élections législatives de 1973 pour lesquelles il est aidé matériellement et financièrement par l'IHS. Il devient rapidement un des cadres nationaux des RI lors de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il fait partie des cadres expérimentés disposant d'un savoir-faire militant pour construire une direction collective chez les RI permettant aux giscardiens de poursuivre leur implantation électorale face à leurs associés-rivaux gaullistes. Ses qualités militantes lui sont particulièrement utiles lors de la campagne législative de 1973 dans la circonscription d'Issy-Vanves-Malakoff, « bastion communiste²⁷ » où A. Madelin est candidat, et en 1974 où, adjoint du responsable de l'organisation matérielle de la campagne présidentielle, Hubert Bassot, il recrute des « troupes de choc²⁸ » pour le service d'ordre du candidat Giscard d'Estaing qu'il confie à ses anciens amis d'Ordre nouveau²⁹. En outre, il chapeaute, en liaison avec l'IHS et l'Aleps, le montage des opérations « *France Matin* » et *Spécial Banlieue*, c'est-à-dire la réalisation et la diffusion, quelques jours avant le second tour, de faux journaux anticommunistes et anti-Mitterrand³⁰, décrivant une France « apocalyptique³¹ » après quelques mois de gouvernement « socialo-communiste ».

Les fonctions « d'apparatchik » qu'investit A. Madelin chez les RI correspondent aux compétences militantes et aux ressources intellectuelles qui constituent son capital politique : il devient le responsable de la formation des cadres et des candidats de l'école de formation des RI « Agir pour l'avenir » créée par Michel Poniatowski en 1975, afin de se doter d'une « école des cadres » comme le PCF³² dans un effort d'organisation, d'implantation et de « musculation » de la structure giscardienne pour les élections municipales de 1977 et législatives de 1978. En effet, la conquête de l'UDR par J. Chirac et la création du RPR obligent ses concurrents à se regrouper et se rénover pour renforcer leur structure partisane³³. C'est parce que les giscardiens adoptent une stratégie offensive de conquête des suffrages face à leur concurrent au sein de la majorité qu'ils se dotent d'un « état major de combat³⁴ » afin de rééquilibrer la majorité présidentielle en transformant la « modeste cohorte » et la structure partisane composée d'un « petit nombre d'hommes compétents et efficaces³⁵ » en une organisation ayant des moyens d'action collective.

C'est dans ce cadre qu'A. Madelin peut mettre à profit ses ressources tant militantes acquises à l'Occident qu'intellectuelles développées au sein de l'IHS et de l'IST. À vingt-huit ans, c'est lui qui a pour mission d'apprendre aux cadres giscardiens à devenir de « bons » candidats et de former des militants efficaces³⁶. Pendant une semaine une soixantaine de futurs candidats participe aux séminaires de formation du « professeur » Madelin afin de « parfaire leurs connaissances politiques et améliorer leurs techniques d'action ». Ces « cours » se décomposent en exposés de divers spécialistes sur le socialisme, le communisme, le libéralisme, les syndicats au cours desquels sont mobilisés les relations personnelles et « intellectuelles » d'A. Madelin. À cela, s'ajoutent des travaux pratiques : initiation au débat contradictoire où les candidats doivent défendre le système libéral face aux critiques de l'opposition sur le sujet des « Libertés en France ». Il leur enseigne les principales thématiques politiques, leur donne les arguments à avancer : après dix jours de formation, les candidats « savent mieux désormais quels sont les grands thèmes du libéralisme moderne, comment lancer un journal électoral, analyser la situation politique, élaborer une stratégie électorale, lire un budget³⁷... »

On peut noter à travers les contenus des formations et des brochures réalisées par A. Madelin une valorisation des thèmes idéologiques et une promotion du militantisme : son objectif est de « mener un combat d'idées avec des hommes efficaces et formés », ce qui rend nécessaire le recrutement d'hommes résolus pour gagner et de développer un véritable projet politique défendant la société libérale contre la société collectiviste. La relance d'un organe de presse officiel

soutenant les actions des « giscardiens qui se battent sur le terrain » est un élément essentiel du renforcement de la direction nationale. Cette tâche de rédaction du journal interne des RI puis du PR, *L'Avant Centre*, confiée à Alain Madelin et Bernard Lehideux, donne la mesure des compétences acquises à l'IHS, ses connaissances anticommunistes y étant réinvesties. Ses articles montrent également une radicalisation des thèmes développés par les RI, la mise en avant du combat idéologique, du débat d'idées, de la doctrine : est mise en place une « bibliothèque du militant » rassemblant les lectures indispensables à la lutte idéologique : ouvrages consacrés au PC (A. Kriegel, J. Montaldo, R. Gaucher, P. Robrieux), à la dénonciation des crimes du « totalitarisme soviétique » (A. Soljenitsyne, J.-F. Revel), et les écrits des libéraux (M. Poniatowski, R. Aron, B. de Jouvenel, VGE). En outre, il entreprend la rédaction d'un guide idéologique, *L'Économie enchaînée*, contenant les argumentaires que les candidats RI/PR doivent avancer contre leurs adversaires. Y sont exposés les principaux arguments contre le programme commun. Cette radicalisation idéologique s'inscrit dans le contexte politique particulier des années 1972-1977, marqué par le « Programme Commun de gouvernement » signé par le PS et le PCF en juin 1972 qui réactive l'anticommunisme dans les discours des responsables de la majorité. Enfin, il intervient également en professionnel de communication politique avec la rédaction d'un *Manuel de campagne*, dans lequel il met en pratique ses compétences militantes pour aider les candidats « libéraux » à faire campagne.

Démuni de ressources personnelles, Alain Madelin est obligé d'adopter une stratégie de compensation ou de substitution et de passer par la filière militante dans l'accès à la carrière politique. C'est par sa longue pratique militante qu'il se constitue un capital politique personnel en accumulant et réinvestissant les ressources militantes, intellectuelles et sociales qu'il a pu se constituer au sein d'Occident puis de l'IHS et de l'IST. Ses savoir-faire partisans jouent un rôle déterminant dans son cursus politique et structurent son capital politique. Dans ce mode d'acquisition et de détention des capitaux politiques, l'appareil partisan sert de tremplin à sa consécration électorale en 1978 comme député de Redon. Son parcours politique, fondé sur l'investissement dans l'organisation partisane comme moyen d'acquisition de mandats électifs, se distingue des cursus politiques axés sur la détention de ressources personnelles initiales telles qu'un mandat électif local ou l'expertise d'un haut fonctionnaire. Sa trajectoire est symbolique d'un parcours militant au cours duquel un acteur politique, pour se constituer des ressources personnelles, accumule les ressources collectives que peut offrir l'entreprise politique qu'il investit. En cela, la trajectoire politique d'A. Madelin est caractéristique de cette « génération de militants » qui apparaît dans les partis de droite dans les années 1970 et 1980³⁸.

- 1 Cf. P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *ARSS*, n° 62-63, 1986.
- 2 Sur Occident, cf. J. Algazy, *L'Extrême Droite en France (1965-1984)*, Paris, L'Harmattan, 1989 et F. Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Éd. Albatros, 1972.
- 3 Cf. J. Frémontier, *Les Cadets de la droite*, Paris, Seuil, 1984 et B. Gaiti, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de VGE », *RFSF*, 1990.
- 4 Mode d'analyse dominant des journalistes enquêtant sur ces parcours, cf. R. Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, Paris, Le Monde-Éditions, 1992.
- 5 Sur l'IHS et les institutions liées à Georges Albertini et Claude Harmel, cf. Jean Lévy, *Le Dossier Georges Albertini*, Paris, L'Harmattan, 1992 et François Moreau, « La maison Albertini : d'une collaboration à l'autre », *Les Cahiers de l'Article* 31, 1990.
- 6 Entretien avec Cl. Harmel le 5 décembre 2002, avec N. Tandler le 31 juillet 2002.
- 7 Sur la trajectoire de Guy Lemmonier, dit Claude Harmel, cf. J. Pinard, « De l'hitlérisme aux *Études syndicales et sociales* », *La Pensée*, n° 293, nov-déc. 1993.
- 8 Entretien avec G. Longuet, le 02 septembre 2002. A. Madelin rejoint les analyses de son *ex-camarade d'Occident* : « Cela m'a un peu rassuré de voir de bons éléments ne pas se perdre dans les luttes stériles de l'extrême droite et suivre un cheminement intellectuel parallèle au mien. » in Grégory Pons, *Les Rats noirs*, Paris, JC Simoën, 1977, chap. 5. Les indications données par et sur le pseudonyme « André L. », nous permettent d'affirmer qu'il s'agit d'Alain Madelin.
- 9 Cf. R. Monzat, *op. cit.*
- 10 Cf. J. Lévy, *op. cit.*, L. Lemire, *L'Homme de l'ombre : Georges Albertini*, Paris, Balland, 1990, P. Assouline, « Georges Albertini, l'éminence grise de l'anticommunisme », *L'Histoire*, n° 90, juin 1986.
- 11 Cl. Harmel : « Madelin est arrivé à l'IHS et ça devait être en mai 68, c'était un bagarreur et il ne savait pas quoi faire. [...] Et c'est à ce moment là que ce brave Alain est venu et il m'a aidé à organiser matériellement cette Semaine de la pensée libérale, et notamment le service d'ordre, etc. »
- 12 Cf. A. Madelin : « Le grand déclencheur a été pour moi la panique de Mai 1968. Occident s'est trouvé complètement désemparé par les émeutes qu'il avait provoquées. J'en ai profité pour m'éclipser discrètement. » in G. Pons, *op. cit.*
- 13 À la rentrée 1968, il entre en 2^e année de licence de droit, il a aussi étudié la sociologie à la Sorbonne.
- 14 *Est et Ouest*, n° 486, 1972.
- 15 *Est et Ouest*, n° 559, 1977.
- 16 Il contribue à un chapitre de *l'Histoire secrète du PCF* de R. Gaucher, cf. son récit, in *Les Nationalistes en France*, T.1, 1995.
- 17 Sur l'IST, cf. J. Lévy, *op. cit.*, F. Moreau, art. cit., M. Caille, *Les Truands du Patronat*, Paris, Éd. Sociales, 1977 et C. Angeli, N. Brimo et F. Maspero, *Les Dossiers confidentiels du patronat*, Paris, Maspero, 1978.
- 18 Cf. M. Caille, *op. cit.*
- 19 A. Madelin affirme : « Ces problèmes de communisme m'ont passionné et j'ai mis mes connaissances au service de mon parti. », in G. Pons, *op. cit.*
- 20 Cf. J. Lévy, *op. cit.* et P. Assouline, art. cit.
- 21 Cf. JC Colliard, *Les Républicains indépendants*, Paris, PUF, 1974, *ibid.*, « Le parti giscardien », *Pouvoirs*, n° 9, 1979 et de C. Ysmal, « Le difficile chemin du Parti Républicain », *Projet*, n° 118, sept-oct. 1977.
- 22 *Le Monde*, 27 mars 1976.
- 23 *La Croix*, 10 octobre 1975.
- 24 Cf. M. Offerlé, « Transformation d'une entreprise politique : de l'UDR au RPR », *Pouvoirs*, n° 28, 1984.
- 25 Cf. F. Laurent dans *L'Orchestre noir*, Paris, Stock, 1978.
- 26 A. Madelin confirme : « Et j'ai rejoint la majorité. Pas les gaullistes : j'étais encore trop marqué par les affaires algériennes. Ce n'était pas ma famille politique et trop d'entre eux restaient pour moi les "barbouzes ennemie". » in G. Pons, *op. cit.*
- 27 Il y réalise 45 % au 2nd tour à l'issue d'une campagne farouchement anticommuniste, voir ses journaux de campagne, *Spécial Banlieue*.
- 28 *Le Canard enchaîné*, 24 février 1974 et 02 mai 1974.
- 29 Mouvement d'extrême droite succédant à Occident emmené par Alain Robert.
- 30 Cf. *L'Unité* et *Le Canard enchaîné* de mai 1974.
- 31 Cf. la brochure anticommuniste *M. Dupont voit rouge*.
- 32 Cf. *L'Aurore*, 30 janvier 1975.

- 33 Cf. M. Offerlé, a rt. cit.
34 Cf. *L'Aurore*, 14 janvier 1977.
35 Cf. M. Poniatowski, *Conduire le changement*, Paris, Fayard, 1976.
36 Cf. B. Lecomte et C. Sauvage, *Les Giscardiens. Les mousquetaires de Giscard*, Paris, Albin Michel, 1978.

- 37 *L'Avant Centre*, oct. 1976.
38 C.f. A. Collovald, « La République du militant », in P. Birnbaum (dir.), *Les Élités socialistes au pouvoir*, Paris, PUF, 1984.

Militantisme d'extrême droite

Violaine Roussel

Politiste, Université Paris 8

Les logiques plurielles de l'engagement au Front national.

Se séparant d'hypothèses qui expliquent le militantisme au Front national par une force spécifique des idées frontistes et postulent une unité des logiques d'adhésion propres à ce parti, cet article souligne l'hétérogénéité des rapports à l'engagement existant chez les militants de cette organisation. À partir d'une enquête de terrain menée à Paris et dans la région parisienne, il examine la diversité des parcours conduisant à l'entrée au FN et, par suite, les différences marquant les significations que les individus donnent à leur engagement et les types de pratiques militantes qu'ils privilégient.

Il est courant d'appréhender l'engagement au Front national (FN) en partant de propriétés communes aux militants, ou par ailleurs aux électeurs, de ce parti. Une même idéologie, une même personnalité, une même frustration : ces individus sont supposés partager des caractéristiques spécifiques qui, d'un côté les rassemblent, et de l'autre les distinguent notablement de l'ensemble des militants ou électeurs d'autres organisations. Ils se retrouveraient ainsi dans les valeurs ou idées exprimées dans les discours publics des leaders du parti, l'imprégnation par cette idéologie spécifique étant supposée expliquer leur mobilisation. Pourtant, des entretiens menés avec des militants du FN de la région parisienne font immédiatement apparaître les usages très contrastés que les intéressés font de ces thématiques, lorsqu'ils se les approprient, ce qui est loin d'être toujours le cas. L'examen de leurs trajectoires conduit à souligner d'emblée l'hétérogénéité des parcours et des significations données à l'engagement¹. Pour autant, on ne se trouve pas face à un éparpillement dont on ne pourrait rendre raison. La présentation sous forme idéal-typique des *rapports à l'engagement* rencontrés permet de tracer quelques pistes pour appréhender la pluralité des logiques de mobilisation dans une organisation comme le FN, et pour réexaminer la question de la spécificité de ce militantisme par rapport à d'autres. Si on ne se donne pas pour ambition la construction d'un modèle d'explication systématique de l'entrée au FN, il s'agit bien de mettre en lumière certaines logiques des activités militantes : la manière dont les acteurs concernés mettent de l'ordre et du sens dans leurs histoires de vie participe à délimiter un cadre d'interprétation² pour les expériences politiques et militantes. On peut ainsi construire, à partir des propos des

individus interrogés, des figures de l'engagement militant, en suivant deux oppositions : la première distingue action affichée et investissement discret dans l'organisation, tandis que la seconde oppose un « rapport politisé » à l'engagement au FN à une combinaison d'engagements peu différenciés mêlant les pratiques militantes à des activités sociales qui relèveraient, selon nos classements spontanés, de registres non politiques.

Engagement affiché et engagement discret

Si certains militants affichent ouvertement leur appartenance et leurs activités, d'autres ont opté pour un dévoilement partiel et ponctuel de cette identité politique, dont ils savent qu'elle peut être discréditante. Ces stratégies de dissimulation peuvent aller jusqu'à maintenir secrètes, pour l'extérieur de l'organisation, l'adhésion au FN et les activités menées dans son cadre. Les individus qui veulent protéger de cette manière le secret autour de leur appartenance politique se trouvent de ce fait exclus du groupe de militants acceptant d'être interrogés dans le cadre de l'enquête, ce qui constitue bien sûr une difficulté pour le chercheur, d'autant plus sérieuse qu'il ne s'agit pas seulement de quelques cas isolés. De même, certains militants chercheront à vérifier que l'enquêteur a bien reçu l'accord de la hiérarchie du parti avant de se livrer à l'exercice de l'entretien. Ces précautions révèlent la force du stigmatisme³ lié, dans les représentations de ces acteurs, au dévoilement de leur appartenance. Même s'ils ne jugent pas leur engagement indicible, ils peuvent anticiper les risques de discrédit qu'ils courent en rendant publique cette identité. Certains font même état de conséquences – simplement redoutées ou réellement vécues – d'un tel dévoilement sur leurs parcours professionnels. On tient sans doute là une véritable spécificité de ces militants par rapport à ceux d'autres mouvements.

La propension à afficher l'étiquette FN ou à la dissimuler dépend d'abord d'une histoire militante qui oriente la manière dont on se définit à un moment donné : l'existence d'un engagement continu et déjà ancien, quelquefois inscrit dans une tradition familiale et vécu comme évident, est souvent corrélée à la non-dissimulation de cette appartenance, et ce d'autant plus qu'une personne aura préalablement été, par exemple, membre d'une organisation au moins aussi « marquante » politiquement que le FN (en ayant appartenu au PSF notamment), et/ou qu'elle aura payé le prix de la révélation de cet engagement, dans son milieu professionnel en particulier. À l'inverse, le coût du dévoilement apparaîtra plus élevé au militant qui aura réussi à maintenir dans l'ombre cette identité politique, dans le cadre de son métier notamment, pendant plusieurs années. C'est ainsi que les individus les plus discrets sont couramment ceux dont l'engagement militant de jeunesse a été interrompu pour n'être renouvelé, dans d'autres conditions et dans une autre organisation,

qu'après la fin de la vie professionnelle, ou ceux dont l'entrée au parti est encore récente. De même, le fait d'être permanent de l'organisation, ou d'y passer une grande partie de son temps, en réduisant les risques de rencontrer ce type de contradiction entre identité professionnelle et identité militante, favorise un engagement plus ouvert.

Les militants peuvent mesurer la faisabilité du dévoilement non seulement en regard de ces situations personnelles, professionnelles ou familiales, mais aussi en vertu de ce qui leur semble socialement autorisé en politique, dans un contexte donné. Il s'agit alors de *variations conjoncturelles du coût de l'étiquetage* – tel que les individus l'évaluent – qui peuvent tenir, par exemple, à des victoires électorales largement discutées dans les médias, conduisant à la levée partielle de censures. Les intéressés peuvent croire qu'un basculement a eu lieu et anticiper des lendemains plus favorables. Le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour des élections présidentielles, le 21 avril 2002, a pu, ponctuellement, produire ce type d'effets. De manière plus générale, tous les militants tendent à passer, en fonction de leurs représentations des situations, de ce qu'elle permettent ou prescrivent, d'un dévoilement contrôlé à un silence plus ou moins total. L'affichage de l'appartenance politique suit ce que Goffman appelle une « étiquette de la divulgation », c'est-à-dire qu'il dépend de savoirs pratiques préconstitués, en même temps que sans cesse modifiés par l'expérience, portant sur les lieux et les moments opportuns, sur les formes possibles et adéquates de cette présentation de soi. La majeure partie des militants oscille, en pratique, entre la discrétion sur leur engagement hors de l'organisation elle-même et la multiplication des signes d'appartenance (pins, badges, discours...) lorsque l'on est « dans l'entre soi », entre membres du FN, ou au moins entre militants politiques.

Un rapport inégalement politisé à l'engagement

Cependant, contrairement à ce que nos classements spontanés pourraient nous porter à croire, tous les militants frontistes interrogés ne donnent pas à leur activité pour le parti un sens politique strictement distinct de celui d'autres engagements qu'ils peuvent adopter simultanément. Seuls certains développent ce qu'on nomme ici un *rapport politisé* à leur adhésion au FN. Ils peuvent avoir reçu une éducation catholique, mais leur militantisme reste clairement séparé de leurs convictions religieuses dans la définition qu'ils donnent de leurs pratiques. Ils sont ceux qui font le plus souvent usage des catégories et thématiques politiques publiques pour décrire leurs activités et leur donner sens. Parmi ces militants, deux portraits types peuvent être dressés et mis en regard. Le premier, celui de « Monsieur A », correspond à un groupe de militants que j'appelle les *engagés*. Issus d'une bourgeoisie aisée, ces derniers

manifestent un sentiment marqué de compétence politique⁴. Ils maîtrisent le vocabulaire politique et se repèrent facilement dans le système des mouvements politiques. Ils datent clairement les étapes de leur parcours militant et se constituent une trajectoire politique précise et cohérente, séparée d'autres types d'engagement éventuels.

« Monsieur A », militant très actif, est un entrepreneur de travaux publics retraité. Il est issu d'une famille de la bourgeoisie provinciale : son père était à la tête d'une entreprise de serrurerie prospère, sa mère ne travaillait pas. Il est élevé dans un milieu familial très traditionaliste et religieux – « on faisait la prière le soir dans le grand salon, avec la grand-mère qui récitait » – d'où il tire « l'esprit de famille » et « ce besoin de continuer les traditions familiales » avec ses quatre enfants – qui « votent au Front comme papa » –, ses treize petits-enfants et ses treize arrière-petits-enfants. Se plaçant dans la continuité de ses parents qui « ont toujours été très à droite, enfin très monarchistes, légitimistes », il décrit sa trajectoire comme un militantisme largement continu, depuis l'âge de seize ans : « D'abord dans les rangs de l'Action française, dans les Camelots du roi, puis la guerre est arrivée, j'ai été prisonnier, blessé, j'ai pu m'évader d'Allemagne, revenir dans mon Narbonne natal, puis j'ai fait un assez long séjour au Maroc, donc là, pas question de faire de la politique. Et puis quand je suis rentré en 1956, les événements algériens ont commencé. Alors là, je me suis remis à faire du militantisme jusqu'à aujourd'hui : d'abord chez Tixier-Vignancour, puis chez Le Pen, depuis vingt-cinq ans. » Il a toujours été bénévole et n'a pas occupé de poste dans l'organisation. Il assume de défendre des valeurs « qui remontent à l'époque du Maréchal », « d'abord la Patrie » et « les valeurs de la famille », c'est-à-dire qu'« il y a des choses que l'on n'acceptera jamais : c'est la contraception, c'est le divorce ». Il affiche volontiers, en portant un insigne du FN, son engagement politique, et son sentiment d'être « moderne ». Catholique très peu pratiquant, il sépare scrupuleusement la religion de ses convictions politiques : « je pense qu'il faut laisser aux gens, surtout dans ce domaine religieux, beaucoup de liberté ».

À côté des *engagés*, les *fidèles* forment un deuxième type. Davantage issus de la petite bourgeoisie ou d'une classe moyenne en mobilité descendante, ils mobilisent plus un registre éthique que des catégories politiques, ou allient les deux : ils défendent par exemple « la Nation » et sa morale, contre le communisme. Ils manifestent souvent un sentiment d'incompétence politique sur les questions en jeu dans le débat public et se rabattent sur « les valeurs », présentant la probité morale et la fidélité à un homme – Le Pen – comme le ressort et justification de leur engagement. Comme « Madame B », ils peinent à s'y retrouver dans un système d'organisations et de mouvances politiques qui leur semble complexe et ne peuvent pas toujours dater leur entrée en politique.

« Madame B » est retraitée et affirme qu'elle a « toujours été dans l'extrême droite ». À dix-sept ans, elle milite « dans un parti d'extrême droite, du colonel de La Rocque », tout en apprenant le métier qu'elle exercera toute sa vie : couturière dans une maison de haute couture. D'une famille de militaires, elle tient « un idéal qui a rapport à son pays [...], la gloriole, la patrie ». Sa vie militante est marquée d'une longue période creuse puisqu'elle ne se réengage qu'en 1984, au FN. Cette période correspond à son mariage avec un homme qui partageait son « idéal ». Elle se dit effrayée par « l'islamisme et le communisme », ce dernier ayant motivé son engagement initial : « Je ne comprends pas qu'il y ait encore un parti communiste en France, après ce que nous savons maintenant, je ne comprends pas. Qu'est-ce qu'ils veulent les communistes ? La révolution ? Ça, le communisme, c'est affreux ! Je n'admets pas qu'un Français chante l'Internationale. Des riches, il en faut, s'il n'y avait que des pauvres, que ferions-nous ? Il faut des riches, enfin tout de même ! C'est élémentaire ça. » On comprend ce que signifie pour elle la proclamation selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France » lorsqu'elle parle de sa situation économique : « Moi, j'ai 4 000 francs de retraite, avec ma complémentaire, alors... Non mais, la France est généreuse, mais pas avec les Français. Je vais vous dire, ce qui est inquiétant, c'est cette invasion de... nous avons cinq millions d'immigrés en France, je ne sais pas si vous vous rendez compte, ça va nous ruiner ça ! » Catholique mais non pratiquante, elle sépare son engagement politique de toute référence religieuse affichant une certaine méfiance à l'égard des prêtres puisqu'on « voit des prêtres communistes ». Elle affirme avec une fierté affichée qu'elle fait partie de l'« Association nationale Pétain-Verdun » qui constitue son seul autre engagement.

À l'opposé de l'engagement politisé se trouve l'*indifférenciation des engagements*. Elle signifie que l'entrée en politique peut passer quasi inaperçue aux yeux des individus, qui ont le sentiment que cela dure « depuis toujours », mais aussi que le militantisme au FN se confond avec ce qui est au principe d'autres activités : ce qui détermine les pratiques familiales, religieuses, politiques est décrit comme unique. L'action militante est englobée dans un ensemble plus large de pratiques et n'est pas d'abord interprétée dans un registre spécifique politique. Le discours s'organise souvent autour d'une catégorie centrale : la famille et ses valeurs qui doivent être transmises. Les pratiques politiques sont également décrites selon les principes du discours religieux (catholique) : c'est le don de soi, l'action par devoir. Par conséquent, ces militants tendent à manifester plus de distance vis-à-vis des labels et thématiques proprement politiques. Ils se divisent également en deux groupes. Les *héritiers*, issus de la bourgeoisie provinciale ou de classes moyennes en mobilité ascendante, se présentent comme artisans d'une conservation, de la défense

d'une tradition dans tous les domaines de la vie sociale. Ils se situent dans une lignée, la vie et l'action de leurs ancêtres font figure de modèle. Ces militants sont engagés dans de multiples organisations dans différents champs, en particulier dans l'univers religieux.

« Madame C » est retraitée. Issue d'une famille d'agriculteurs propriétaires, catholique traditionaliste, elle reçoit une éducation religieuse rigoureuse et son parcours scolaire passe également par l'école des religieuses du « Sacré-Cœur ». Elle réussit le concours des PTT comme standardiste internationale et « monte » à Paris où elle réside chez un médecin engagé « à droite » sans qu'elle puisse se souvenir plus précisément dans quelle tendance. Elle attrape « le virus de la politique » en le suivant dans ses activités politiques. Elle ne peut pas dater précisément son entrée au FN qui est son seul engagement dans un parti, mais elle l'évalue à quelques années après la création (1972), et considère que cela correspond à une tradition familiale de pensée « depuis la nuit des temps », et à un « devoir civique », qui la conduit, de même que ses frères, à tenir toujours le bureau de vote lors des élections. Mariée à un agent de l'administration de la marine nationale, elle a voulu « rendre à ses filles » l'éducation religieuse qu'elle avait reçue. Elle présente son adhésion au FN comme le produit de « cet amour de la France, de la patrie, de la famille, de la religion, tout ce qui était dans mes principes d'éducation ». Avec son mari, militant au FN depuis qu'il est en retraite seulement, elle va systématiquement aux meetings et congrès, elle se rend régulièrement à la permanence de son quartier pour effectuer les diverses tâches demandées : « un simple coup de téléphone et on arrive ici. Dans la journée s'il y a besoin, ou le lendemain, voilà. Et moi, tous les services que je peux rendre, je les rends ». C'est sur ce mode du devoir moral mais surtout chrétien que son engagement est vécu. On retrouve constamment le vocabulaire religieux dans la manière dont elle décrit ses activités politiques : « notre militantisme à nous c'est d'en parler, surtout de bien se conduire, pour faire honneur au Front national, c'est très important, extrêmement important, être charitable toutes les fois où on le peut, sans dire qu'on est au Front national ». La scission avec les mégrétistes est également considérée comme une « épreuve surmontée » à même de fortifier « la foi » dans l'engagement. Fidèle de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, elle affiche ses convictions religieuses et ne dissimule pas plus son engagement au FN en portant l'insigne du parti. Elle est engagée dans de nombreuses autres associations (associations de quartier, Petits Frères des pauvres, Ordre de Malte).

Au contraire des *héritiers*, continuateurs d'un passé glorieux, les *nostalgiques de l'ordre* défendent une image idéale de la France correspondant à une grandeur révolue et perdue qu'ils aspirent à restaurer. Leurs propriétés socioprofessionnelles sont hétérogènes, mais ils partagent le sentiment d'un déclin

social, si bien que dans leur engagement se jouent des mécanismes de rattrapage ou de compensation symbolique. Chez ceux de ces militants qui sont les plus démunis, la lecture religieuse de l'engagement va de pair avec un fort sentiment d'incompétence politique. Ils peuvent éprouver des difficultés à dire spontanément quelles idées leur plaisent au FN. Quelquefois isolés familialement et socialement, ils font état des peurs qui les habitent et d'une vision catastrophique de la/leur situation. D'autres militants, mieux dotés en ressources sociales et politiques, ont connu des trajectoires accidentées, interrompues par des changements radicaux de lieu et de mode de vie, en particulier par un retour en France après de longues années à l'étranger ou dans d'anciennes colonies françaises. Ils ont pu faire l'expérience d'un abaissement brutal de leur niveau de vie et d'une certaine dissonance entre l'identité sociale qu'ils s'attribuaient et celle qu'ils peuvent maintenir après leur arrivée en France métropolitaine. Ils définissent leur engagement, faiblement politisé et indissociablement religieux dans sa signification, comme destiné à la restauration d'un ordre perdu plus qu'à la simple reproduction de traditions héritées. Le jeune « Monsieur D » en constitue un exemple :

« Monsieur D » est un militant du FNJ au sein duquel il occupe plusieurs postes, aux niveaux national, régional et départemental, tout en travaillant comme assistant politique d'élus du FN. Il a suivi à Paris des études de comptabilité et gestion, conclues par un BTS et un DECF. Encarté depuis deux ans, il se dit « engagé au niveau des idées depuis toujours » sans savoir « vraiment d'où ça [lui] vient ». Il rapporte son adhésion au FN à sa jeunesse passée en grande partie à l'étranger : « J'ai vécu huit ans en Afrique et, aussi bizarre que ça puisse paraître, c'est là-bas que j'ai découvert toute la beauté de la France. Je me réveillais tous les matins au son de *La Marseillaise* qui était à l'époque diffusée sur Radio France Internationale. [...] C'est pour ça que je suis devenu un très grand patriote. » Ces années passées au Gabon, en Côte-d'Ivoire et au Tchad sont vécues comme celles de la défense d'une identité française, et d'une France idéalisée qui ne tiendra pas toutes ses promesses. Une expérience en partie similaire est vécue par sa mère, enseignante, qui « a un peu souffert de son passage en Afrique et de l'isolement de la France » et qui « a eu quelques difficultés avec les gens locaux ». De ce fait, elle se montre d'emblée « plus réceptive aux idées du Front national » que son père, colonel de police, qui « a commencé plutôt à gauche gauche », a participé aux campagnes électorales de Raymond Barre et est récemment devenu, à la suite de son fils, électeur du FN. Il ne dissocie pas ses convictions religieuses catholiques de son engagement politique : « le Front national, bien qu'étant un parti politique qui n'est pas censé être affilié à une quelconque tendance religieuse, est quand même le parti qui défend le plus, non seulement la religion, mais également l'histoire chrétienne de la France. Donc c'est vrai que ça forme un

ensemble avec les positions que défend le Front national ». Il est membre d'associations catholiques traditionalistes proches du FN (l'Agrif – Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne – et les comités Chrétienté-Solidarité) et du cercle Bastien-Thiry.

Ces quatre portraits donnent à voir des rapports à l'engagement et des logiques du militantisme hétérogènes, tout en recelant des éléments permettant de rendre raison de la relative diversité de ces pratiques et de ces perceptions. On comprend que la manière dont les militants peuvent, le cas échéant, se réapproprier certains discours des leaders du FN, les interpréter, les modifier, en faire usage dans des situations diverses, ne se comprend qu'en regard des mécanismes qui les ont conduits à entrer dans le parti et des significations qui sont, pour eux, attachées à cette appartenance.

Trois observations sur la force des idées en politique

Trois séries de remarques reviendront de manière plus systématique sur la question du lien causal, supposé particulièrement fort concernant le FN, entre l'adhésion aux slogans, thèmes et valeurs que le parti affiche et l'engagement militant.

1. La diversité des rapports à la politique aperçue ici permet de comprendre que les thématiques et valeurs professées par le parti ne se retrouvent pas toujours, ou pas toujours à l'identique, dans les propos des militants. Ce décalage apparaît notamment si on considère la fréquence d'occurrence de l'anticommunisme en tant que motivation de l'engagement, tel que les militants le décrivent. L'écart avec les discours des leaders, dans lesquels la référence à un « danger communiste » tend à disparaître, est ici très net. On voit que les représentations et les prises de position de nombreux militants, loin d'avoir la cohérence quelquefois prêtée aux idéologies, constituent des « bricolages » composites, partiellement faits d'arguments hérités de discours publics plus anciens, datant d'un état antérieur du jeu. Les significations transportées par les termes varient pour ceux qui s'en saisissent en fonction des configurations dans lesquelles ils mobilisent ces armes discursives, comme en fonction de représentations du « problème » forgées dans des expériences préalables. Ainsi, cette militante parisienne, qui fut membre de l'OAS, entend par son « nationalisme » défendre « d'abord l'intégrité de la France, l'intégrité du territoire. [...] Il ne faut pas se leurrer, quand on voit ce flot, cette invasion d'immigration qu'on a chez nous, nous savons très bien qu'il y a des gens armés jusqu'aux dents, des entrepôts, des armes cachées, si un jour ça doit exploser, il y a de quoi mettre Paris à feu et à sang ». En décalage avec cet emploi du terme, une autre militante associe surtout « la Nation » et « le drapeau français ». « Je suis un peu comme ceux qui sont en

train de manifester là-bas en Amérique, antimondialiste, parce qu'on est en train de détruire la France, on commence par nous prendre nos monnaies, on va nous prendre notre drapeau, pour détruire la Nation, on a détruit déjà les valeurs morales » (militante Paris, infirmière).

2. Même les individus les plus « dominés », habités par un fort sentiment d'incompétence politique (tels que les « fidèles » et les « nostalgiques de l'ordre »), se révèlent capables d'emprunter des éléments du discours officiel des leaders pour justifier leur adhésion et leur action. On constate ici les effets de la reconnaissance et de la diffusion de certains thèmes ou mots au sein des jeux médiatique, politique et intellectuel. L'immigration, l'insécurité, le terrorisme constituent ainsi des *thématiques disponibles* à un moment donné pour expliquer ou légitimer l'engagement, notamment en raison de l'indétermination qui entoure leur définition. Le flou dans la présentation médiatique des arguments et des petites phrases par les porte-parole se révèle donc tout à fait fonctionnel politiquement, il permet un jeu sur la polysémie : des individus diversifiés pourront, par exemple, se reconnaître dans l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés » précisément parce qu'ils n'interprètent pas cette affirmation de la même manière.
3. Une telle convergence d'investissements hétérogènes dans l'usage d'une catégorie ou d'un thème apparaît comme une condition du succès de cette composante du discours, ainsi que l'imposition d'une « question de l'immigration », que plus aucun responsable politique ne peut esquiver, qu'il soit ou non d'extrême droite (et même de droite), l'a bien illustré. Dans le même temps, la diversité des parcours, des façons de voir et de faire, qui se rencontre au sein du FN constitue aux yeux des responsables de l'organisation une contrainte à gérer. Ils travaillent alors à restaurer une unité de façade conforme aux images publiques du parti. Il leur revient, en effet, de faire tenir ensemble au quotidien des engagements hétéroclites : l'organisation produit et offre ainsi des « instruments d'unification », tels qu'en forment par exemple les discours plus ou moins cohérents inculqués lors des réunions de formation aux cadres du parti⁵. Ces mécanismes d'homogénéisation ne sont cependant jamais assez puissants pour faire disparaître entièrement les effets évoqués de la pluralité des logiques d'engagement.

1 Cet article s'appuie sur une enquête par entretiens réalisée entre février et juin 2000, auprès de militants du Front national et du FNJ, à Paris et en région parisienne. Voir aussi, « Labels politiques et construction de l'identité militante. Le cas du Front national », dans Dobry (M.), *La Société française allergique au fascisme ?*, Paris, Albin Michel, 2003.

2 Goffman (E.), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.

3 Goffman (E.), *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

4 Gaxie (D.), *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

5 Matonti (F.), « Le Front national forme ses cadres », *Genèses*, janvier 1993, p. 136-145.

Lilian Mathieu

Sociologue, CNRS

L'extrême droite mouvementiste : le cas d'Unité radicale.

S'il en constitue le pivot central, le Front national n'est pas seul au sein de l'extrême droite. L'article se penche sur l'histoire, l'idéologie et les pratiques militantes d'un des principaux groupuscules de l'extrême droite « mouvementiste », Unité radicale. Méfiante à l'égard du jeu électoral et tournée vers l'agitation et l'élaboration idéologique, cette mouvance nationaliste-révolutionnaire entretient des rapports complexes, faits autant de répulsion que d'attraction, à l'égard du FN.

L'importance de la place occupée par l'extrême droite dans le champ politique depuis une vingtaine d'années constitue une sorte de paradoxe : foncièrement antidémocratique, cette mouvance doit l'essentiel de son succès aux scores qu'elle obtient en participant au jeu électoral. Ce paradoxe n'est pas nouveau : il fut aussi celui de l'Allemagne hitlérienne. Dans le cas présent, il tend à masquer que la participation aux élections n'est pour l'extrême droite qu'une voie d'accès au pouvoir parmi d'autres, et que si la fondation du Front national, en 1972, visait précisément à la doter d'une organisation apte à défendre ses positions dans l'arène électorale, ce choix tactique fut alors loin de faire l'unanimité. Les scores en progression quasi constante du FN depuis vingt ans et sa position désormais centrale dans l'espace politique d'extrême droite montrent que cette stratégie d'adhésion au moins formelle aux principes de la compétition démocratique était judicieuse ; ils ne doivent pas pour autant dissimuler la persistance au sein de cette mouvance de fractions s'affirmant révolutionnaires et situant leur action à distance du jeu électoral. Cette extrême droite « mouvementiste » est éclatée en de multiples tendances, et intervient selon des formes et sur des terrains divers. Faute de place, nous n'en présenterons pas une vision d'ensemble¹, mais nous nous limiterons à l'évocation de l'une de ses organisations les plus connues, Unité radicale (UR).

Genèse d'Unité radicale

UR s'est rendue célèbre le 14 juillet 2002 par la tentative d'attentat de son militant Maxime Brunerie contre Jacques Chirac — un attentat manqué qui a

conduit à sa dissolution le 6 août 2002, puis à sa reconstitution quelques mois plus tard sous le nom de Bloc identitaire. UR a été créée en juin 1998 par la fusion des deux mouvances du GUD et de Nouvelle résistance, auxquelles se sont ralliés des militants de l'Œuvre française et du PNFE (Parti nationaliste français et européen)². Si le but affiché de cette alliance était de « structurer la tendance radicale et extra-parlementaire du mouvement national en France³ », elle devait aussi une large part de sa logique à la concurrence entre fractions depuis longtemps rivales au sein de l'extrême droite.

UR — qui n'a jamais compté plus de cent cinquante adhérents — apparaît ainsi comme un des derniers avatars des mouvances nationaliste-révolutionnaire et solidariste. La première, incarnée par le GUD, est l'héritière des organisations nationalistes-révolutionnaires des années soixante et soixante-dix (Occident et Ordre nouveau, principalement). Le GUD fait sa première apparition en 1969, lorsque des militants étudiants issus d'Occident décident de concentrer leurs efforts sur la faculté de droit d'Assas, où ils obtiennent de bons scores aux élections étudiantes. Les années suivantes, son activité est marquée par de fréquents affrontements avec des militants d'extrême gauche, à Assas devenue son bastion, mais aussi dans d'autres universités. Après la dissolution d'Ordre nouveau, en 1973, la plupart de ses militants rejoint le Parti des forces nouvelles (PFN), alors principal concurrent d'un FN encore groupusculaire⁴. Le GUD se dissout en 1981 après plusieurs années de déclin, mais renaît en 1983 à l'occasion des manifestations de défense de l'école privée. À l'analyse, le GUD n'apparaît pas comme un mouvement doté d'une véritable assise organisationnelle, mais davantage comme un label dont se sont saisies plusieurs générations de jeunes militants, généralement méfiants à l'égard des partis et portés sur l'action violente. Pour autant, si sa composition a fortement varié au fil de plus de trente ans d'existence, son discours comme ses pratiques sont restés globalement les mêmes, alliant dénonciation des autres syndicats étudiants (taxés de « marxisme ») et affrontements violents avec des militants de gauche.

Nouvelle résistance est pour sa part la principale organisation solidariste (une mouvance dite aussi « tercériste »). Héritier de l'idéologie fasciste des années trente⁵, le solidarisme entend tracer une « troisième voie » entre capitalisme et communisme, et cela au moyen d'une conception corporatiste de la société unie autour d'un État fort, non démocratique et économiquement interventionniste. Les plus anciens des solidaristes actuels ont commencé à militer au sein du Groupe action jeunesse (GAJ) fondé en 1973 (notamment par Jean-Pierre Stirbois, et auquel se ralliera deux ans plus tard Jean-Gilles Malliarakis) et qui, déjà, regroupait d'anciens militants du GUD et d'Ordre nouveau hostiles à la stratégie électoraliste du FN. En 1979, le GAJ se transforme à la faveur d'un rapprochement avec les Groupes nationalistes révolutionnaires (fondés par

François Duprat) en Mouvement nationaliste révolutionnaire, lequel se fonda lui-même en 1985, avec l'appoint d'anciens militants du PFN, dans le « mouvement d'initiatives sociales européennes pour la Troisième Voie » (TV). En 1991, J.-G. Malliarakis rejoint le FN, ce qui provoque l'éclatement de TV ; emmenés par leur secrétaire général Christian Bouchet, les militants hostiles à cette stratégie fondent alors Nouvelle résistance. Mais en 1996, devant le double constat de la stagnation de cette nouvelle entreprise et de la prise de distance de J.-M. Le Pen avec l'ultralibéralisme au profit d'un discours davantage social, Nouvelle résistance se dissout tout en invitant ses militants (réunis au sein de « L'Union des cercles Résistance ») à pratiquer l'entrisme au sein du FN.

La création d'UR, en juin 1998, s'inscrit dans ces conditions comme une tentative d'ouverture et de structuration d'un espace d'activité non électoral dans un contexte où, le FN voyant ses scores stagner autour de 15 %, la priorité donnée à la voie électorale par un J.-M. Le Pen vieillissant commence à être contestée au sein du parti. Pour ses fondateurs, avec UR les nationalistes-révolutionnaires « ne sont plus dispersés et sans influence » mais « réunis dans une organisation forte à l'idéologie cohérente », et peuvent ainsi « contrer les tentatives des modérés qui voudraient faire dévier le mouvement national vers les marais de la droite libérale ».

Une idéologie fasciste

L'idéologie professée par UR est une critique du capitalisme et du libéralisme antimarxiste, antimatérialiste et antidémocratique. De ce fait, on ne doit pas être surpris de rencontrer des penseurs socialistes parmi les auteurs de référence de ce courant ; ceux-ci ont de longue date été annexés par les différents courants fascistes qui se sont succédés depuis la fin du XIX^e siècle⁶. On pouvait ainsi lire sur le site d'UR que son combat « apparaît en France lors de la Révolution dans les milieux patriotes radicaux, et qu'il se concrétise dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec la fusion idéologique des courants nationalistes et socialistes-révolutionnaires. En conséquence, nous sommes les héritiers des bras-nus de 1793, de Blanqui et de Proudhon, de Barrès, de la Cocarde et du Cercle Proudhon. Mais aussi des "non-conformistes des années 1930" et de Valois ».

UR s'oppose ainsi aux « valeurs de la société marchande, de la démocratie libérale et de l'esprit bourgeois » qui conduiraient à une « homogénéisation idéologique au niveau planétaire » dont l'agent principal serait le « colonialisme yankee ». Ce n'est donc pas seulement par opportunisme qu'UR s'est engagée elle aussi sur le terrain de la critique de la mondialisation. Certes, la création en son sein d'un Comité national anti-McDo, ou la présence dans sa mouvance de Résistance verte (qui entend disputer aux « lobbies bien-pensants, gauchissants voire ultra-gauchistes » le « monopole de l'écologie radicale ») peuvent-

elles être interprétées comme des tentatives de captation d'une part du capital symbolique de l'altermondialisation et de l'écologie ; pour autant, cet opportunisme ne doit pas faire oublier que l'idéologie fasciste est, fondamentalement, une critique de la société marchande et des valeurs bourgeoises.

La domination du système occidental aurait pour effet l'anéantissement des identités nationales et ethniques ; à ce titre, le fait qu'UR entende défendre ceux qu'elle appelle les « petits Blancs » montre combien la dimension sociale est pour elle inextricablement liée à la « question ethnique ». L'objectif de « réduire la fracture ethnique et [de] redonner aux Français de souche leur chance de vivre pleinement leur identité dans la fierté et la sécurité » passe selon UR par une politique des plus répressives en matière d'immigration ; outre un rapatriement des immigrés présents en France, UR exige une « révision drastique et rétroactive de l'acquisition de la nationalité française ». Cette hostilité à l'égard de l'immigration est cependant tempérée par des positions pro-arabes indissociables d'un antisionisme viscéral ; ainsi, pour UR, à condition d'être hors de France, « les islamistes représentent une force multiforme qui peut, dans certains pays et dans certaines circonstances, être une alliée contre l'impérialisme américanisationniste ». L'antisionisme rejoint les thèmes les plus routinisés de l'antisémitisme lorsqu'il sert d'appui à la classique dénonciation du « capitalisme apatride » — un antisémitisme qui s'énonce à découverts dans la condamnation par UR de « l'interdiction de s'exprimer qui frappe les historiens révisionnistes ». Deux traits de la conception identitaire défendue par UR méritent d'être soulignés. Le premier est qu'il s'agit d'une conception raciale, inspirée du GRECE, qui envisage les différences culturelles comme ancrées dans un déterminisme biologique et considère tout métissage comme une source de dégénérescence. Ainsi, pour UR, « dire qu'il y a un danger islamique est une mauvaise approche, car cela signifierait que le problème de l'immigration n'est pas racial mais religieux [...] Un Bosniaque ou un Kosovar musulman mais de souche ethnique européenne sont chez eux en Europe, alors qu'un Malien ou un Vietnamiens catholique n'ont rien à faire sur notre sol ». Le second trait est l'abandon d'un nationalisme étroit au profit d'une défense de l'identité et de la civilisation européennes ; ainsi UR se positionne-t-elle « pour l'Europe impériale de Galway à Vladivostok et contre l'Europe des marchands que constitue l'Europe de Maastricht », ceci afin de « donner aux Européens la possibilité de résister comme force politique et comme bloc ethnique homogène [...] tant face aux USA et à la Chine qu'à la montée vers le Nord des populations du Sud ».

UR dans l'espace de l'extrême droite

À sa fondation, UR refuse d'être un « groupuscule de plus » mais entend être un « pôle de coordination » pour les diverses tendances de la mouvance natio-

naliste. L'enjeu n'est pas de jouer la carte électoraliste dans une visée de prise de pouvoir (rôle laissé au FN), mais de créer une « structure nationaliste radicale — structurée, conséquente et cohérente — qui par son existence même, et par son poids, influe sur les décisions et prises de position du mouvement national dans son entier ». Dans cette optique, l'accent est porté sur la propagande idéologique et culturelle : par des « campagnes militantes ciblées et par un combat culturel adapté », UR entend « contribuer à une “renationalisation” de la jeunesse par imprégnation idéologique, de la même manière que la propagande des divers groupes d'extrême gauche [...] contribue à une imprégnation idéologique favorable au métissage et à la société multiculturelle ».

La scission, intervenue à la fin de 1998, entre FN et MNR va cependant changer la donne et conduire UR à réviser ses intentions initiales. Une tentative des lepénistes d'instrumentaliser les « radicaux » contre les mégrétistes tourne rapidement court, car la majorité des militants UR se rangent aux côtés de B. Mégret et rejoignent son parti, accueilli comme une entreprise salutaire de rénovation de l'extrême droite⁸. Outre sa « dérivemonégasque » (c'est-à-dire la mainmise du clan Le Pen sur le parti), UR reproche au FN d'adopter des « positions aberrantes et suicidaires sur l'immigration » en « renonçant à la nécessaire expulsion des immigrés ». Est de même dénoncée l'influence au sein du FN du courant catholique traditionaliste de Bernard Antony et de *Présent*, jugé « archaïque » et « stratégiquement contre-productif ». Cette hostilité aux catholiques traditionalistes est officiellement légitimée par l'« approche laïque et religieusement neutre de la politique » affichée par UR ; elle peut également s'expliquer par les liens qui unissent de longue date les nationalistes-révolutionnaires aux courants grécistes et néopaiens.

Le soutien affiché par UR à B. Mégret n'est toutefois pas exempt de critiques. Si, conformément à sa mission d'« aiguillon » dépourvu d'ambitions électorales, UR entend compléter le MNR « en créant un espace d'expression pour ceux qui pourraient être insatisfaits par sa nécessaire modération », elle entretient une certaine réserve à l'égard de B. Mégret, dont les options ultralibérales suscitent la méfiance chez des anticapitalistes déclarés. Surtout, lui est reproché de poursuivre une stratégie d'alliance avec la droite « classique », stratégie qui l'amènerait à modérer ses positions, et à dissoudre leur potentiel révolutionnaire, pour les rendre politiquement acceptables.

À cette ambivalence à l'égard de B. Mégret va progressivement s'ajouter, à mesure des résultats électoraux catastrophiques du MNR, le double constat de l'échec de l'entreprise mégrétiste et que le FN reste le pilier central de l'extrême droite, pour infléchir la position d'UR à l'égard du parti lepéniste. Les manifestations d'indépendance à l'égard du MNR vont se multiplier en même temps que les appels à la conciliation entre lepénistes et mégrétistes, comme dans cette

« lettre pour une unité d'action électorale » appelant à des accords de non-concurrence entre FN et MNR aux municipales de 2001. On peut interpréter comme un signe d'ouverture similaire la création en septembre 2000, à l'initiative d'UR, de la « Coordination », qui se veut un lieu de ralliement de tous les « militants des forces nationales » quelle que soit leur appartenance partisane. Le rapprochement avec le FN sera confirmé en avril 2002 par le remplacement du secrétaire général Ch. Bouchet par Fabrice Robert (ancien élu régional FN) et Guillaume Luyt (ancien responsable national du Front national de la jeunesse). Héritier d'un courant solidariste qui s'était toujours tenu à distance du FN, et n'ayant lui-même que très tardivement, et temporairement, opéré un rapprochement avec le parti lepéniste, Ch. Bouchet avait dès la scission clairement opté pour le camps mégrétiste ; le fiasco du MNR a signé l'échec de sa stratégie et conduit à son éviction par d'anciens militants du FN ne partageant pas son hostilité à l'égard de J.-M. Le Pen. Les réactions opposées de Mégret et de Le Pen à l'attentat manqué de Brunerie ont, à leur manière, témoigné de cette recomposition : alors que le premier excluait immédiatement tous les « radicaux » de son parti, le second condamnait la dissolution d'UR, indiquant ainsi qu'il entendait ne pas se priver, au besoin, de l'appui éventuel de ceux qu'il considère comme des « jeunes nationaux turbulents ».

UR semble ainsi avoir un temps constitué une sorte de base de repli pour des militants d'extrême droite déstabilisés par la scission. Les terrains de l'agitation et de l'élaboration idéologique, peu occupés dans un contexte d'hégémonie du FN et de sa stratégie électoraliste, sont apparus suffisamment peu marqués — tout en étant, par les vertus symboliques de la « radicalité », peu suspects de tiédeur politique — pour constituer une zone d'attente relativement neutre le temps que l'orage passe et qu'apparaissent de premiers indices d'un basculement favorable à l'un ou l'autre camp. Les enjeux de cette posture étaient déjà explicites deux ans avant la présidentielle et le constat d'échec de l'entreprise mégrétiste ; un « Appel aux militants des forces nationales » avançait ainsi que « considérant l'impasse de la logique électoraliste adoptée par le FN et le MNR, nous entendons affirmer que les nationalistes français ne sont pas des témoins ou des prophètes mais des hommes et des femmes soucieux d'agir dans le réel pour le redressement national [...] Ni réformateurs, ni conservateurs, les militants nationalistes refusent de concentrer leurs efforts sur le terrain électoral, même si celui-ci est important en termes d'accès aux médias et au financement ».

Ce repli temporaire était sans doute destiné à durer après que les militants ont pris acte de la victoire du FN sur sa dissidence mégrétiste. On peut faire l'hypothèse qu'il s'agissait pour les responsables d'UR de patienter le temps que s'atténue le ressentiment des frontistes à l'égard des « félons » qui avaient originellement choisi le camp MNR, mais aussi dans l'espoir de constituer un pôle

de ralliement solidement constitué au moment où se poserait la question de la succession de J.-M. Le Pen. Cet espoir a été sérieusement compromis par l'attentat manqué contre J. Chirac : désormais politiquement disqualifiée par son stigmate de violence incontrôlable, la mouvance « radicale » ne peut plus prétendre à la légitimité tant idéologique que militante que la création d'UR visait précisément à lui assurer. Même reconstitués sous le nom de Bloc identitaire (mais privés de leurs cadres les plus expérimentés, tels Ch. Bouchet, qui anime désormais le « Réseau radical »), les nationalistes-révolutionnaires semblent aujourd'hui trop marginalisés pour attirer d'autres forces militantes que des jeunes davantage tentés par l'action violente que par de subtiles élaborations tactiques ou idéologiques. La faiblesse des effectifs réunis lors des premières apparitions publiques du Bloc identitaire (cent-trente personnes à un meeting et une cinquantaine de manifestants contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne à Lyon en décembre 2002, quatre-vingts délégués lors des assises nationales d'avril 2003) indiquent que la nouvelle organisation aura du mal à échapper à la logique groupusculaire à laquelle son stigmate paraît la condamner. La brève histoire d'UR et, plus largement, celle des courants solidariste et nationaliste-révolutionnaire apporte plusieurs enseignements. Le premier concerne la configuration du champ politique d'extrême droite, dont le FN est de toute évidence le pôle structurant. C'est en effet en référence au parti lepéniste que s'opèrent tous les calculs tactiques, prises de position, jeux de distinction et de marquage politique, ou anticipations de l'avenir. Cette situation, on l'a vu, dure depuis 1973 : depuis cette date, l'ensemble des scissions et recompositions organisationnelles ont toujours été opérées en référence au FN, que celui-ci joue le rôle d'un attracteur (d'autant plus puissant qu'il offre des opportunités de reconversion dans le champ politique « légitime ») ou à l'inverse de repoussoir, spécialement du fait de la mainmise de son chef sur son appareil et de son engagement dans une logique électoraliste à la légitimité incertaine au sein d'une mouvance qui s'affirme révolutionnaire.

Un second enseignement porte sur le statut d'une entreprise politique telle que UR, et réfère à des processus fréquents dans d'autres milieux militants que l'extrême droite. Originellement destinée à contrebalancer la stratégie électoraliste du FN par l'occupation de la position révolutionnaire, UR s'est muée après la scission en base de repli dans l'attente de futures recomposition et réunification de l'extrême droite partisane. À ce titre elle a joué le rôle de ce que V. Taylor désigne comme une « structure de rémanence » (*abeyance structure*), c'est-à-dire une forme organisationnelle permettant de maintenir un mouvement en vie, quoiqu'en relatif sommeil, pendant une phase de reflux, et cela en convertissant dans d'autres formes d'action les anciennes pratiques militantes ou en formant de futurs cadres aptes à assurer la relève le moment venu⁹. La posture « mouve-

mentiste » adoptée par UR, essentiellement tournée vers l'agitation de rue, l'organisation de manifestations culturelles (concerts de « rock identitaire français », notamment) et l'élaboration idéologique, aura constitué une des modalités de ce changement de registre militant, mais sans être la seule disponible au sein de l'extrême droite : comme l'a souligné V. Lafont, la sphère associative elle aussi « offre une possibilité de retrait et de prise de distance peu coûteuse lorsque les contextes politique et partisan changent et deviennent hostiles à l'engagement, ou simplement lorsqu'ils n'entrent plus en adéquation avec les aspirations des militants, ou encore après la perte d'un leader opportuniste¹⁰ ». Dans cette logique, la disqualification et la marginalisation de la mouvance d'UR après l'attentat manqué de Brunerie semblent aujourd'hui faire de l'association « culturelle » Terre et Peuple¹¹ la principale structure de rémanence de l'extrême droite non électoraliste — ce dont témoigne le relatif succès de sa « Fête des libertés et de l'identité » qui, organisée à Paris en novembre 2002 le jour de l'anniversaire de la Nuit de cristal, a rassemblé plusieurs notables de l'extrême droite en rupture tant avec le FN dominé par le clan Le Pen qu'avec un MNR moribond.

1 Pour une telle vision d'ensemble, cf. Lilian Mathieu, « La droite radicale », in X. Crettiez, I. Sommier (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002 ; Fiammetta Venner, « Ces groupes nationaux-radicaux candidats à la dissolution », *Prochoix*, n° 22, 2002.

2 Sur l'OF et le PNFE, voir L. Mathieu, art. cit. et F. Venner, art. cit.

3 Sauf exception signalée en note, toutes les citations ont été recueillies sur le site d'UR avant sa fermeture en juillet 2002.

4 Le PFN a été fondé par des militants d'Ordre nouveau qui avaient quitté le FN, à la fondation duquel ils avaient contribué, après avoir tiré un constat d'échec de sa participation aux législatives de 1973 (où il obtint un score de 1,3 %). Ce départ, qui permit une prise de contrôle du FN par J.-M. Le Pen, a semblé la stratégie gagnante dans les années 1970, pendant lesquelles le PFN dépassait le FN tant en termes d'adhérents que de visibilité politique ; le ralliement de ses principaux animateurs au Centre national des indépendants a toutefois contribué à vider le PFN de sa substance, laissant à l'orée des années 1980 le FN occuper la quasi-totalité de l'espace partisan nationaliste.

5 Cf. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, n° éd., 2000.

6 Zeev Sternhell et al., *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Folio, 1994 [1^{re} éd. 1989].

7 Entretien avec G. Luyt et F. Robert sur www.les-identitaires.com.

8 Une quinzaine de membres d'UR siègeront au Conseil national du MNR.

9 Verta Taylor, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, 1989.

10 Valérie Lafont, « Lien politique et lien social : la vie associative et l'engagement au Front national », in C. Andrieu et al. (dir.), *Associations et champ politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 425.

11 Terre et Peuple est l'organisation de Pierre Vial, professeur d'histoire à l'université Lyon 3 passé par le GRECE et principal représentant de la mouvance « néo-païenne » au FN. P. Vial a suivi B. Mégret au moment de la scission mais l'a récemment quitté pour se concentrer sur cette association, qui entend étudier et célébrer la « civilisation européenne ».

Nonna Mayer

Politiste, CEVIPOF

Lepénisme et antilepénisme en 2002.

Depuis les premiers succès du FN, plusieurs mobilisations se sont donné pour objectif de faire barrage à l'extrême droite. Basé sur une enquête quantitative, l'article montre que si le recrutement de l'antifascisme est socialement et politiquement très localisé, il est en accord avec une opinion qui est majoritairement hostile au FN et à son leader. Celle-ci se sépare toutefois des positions antifascistes les plus radicales en refusant d'interdire le FN ou de l'empêcher de s'exprimer.

La percée électorale du parti lepéniste a très tôt suscité l'apparition d'un contre-mouvement, structuré par des organisations spécialisées dans la lutte contre le Front national, des SCALP (Sections carrément anti-Le Pen) et de SOS-Racisme en 1984 à Ras L'Front et au Manifeste contre le FN en 1990, en passant par Réflex (Réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie) en 1986 ou No Pasaran! (1992). Les signes les plus visibles en sont les manifestations de rue. Une première vague démarre après la percée du FN aux élections européennes de 1984, une seconde après la profanation du cimetière juif de Carpentras, découverte le 10 mai 1990. Puis les « cinquante mesures concrètes pour lutter contre l'immigration » présentées à la presse par Bruno Mégret, en novembre 1991, déclenchent un tollé, et une campagne de « harcèlement démocratique » accompagne les régionales de 1992, à l'initiative du député socialiste Jean-Christophe Cambadélis. La mobilisation prend un nouvel essor après la présidentielle et les municipales de 1995, la conquête des villes de Toulon, Orange, Marignane puis Vitrolles (1997) par le FN, et son congrès triomphal à Strasbourg en 1997, pour retomber après la scission de 1998. Mais le « séisme » que constitue la présence de l'extrême droite dans un second tour présidentiel provoque une mobilisation sans précédent, culminant le jour du 1^{er} mai, où un million et demi de personnes, dont 500 000 dans la capitale, défilent contre l'extrême droite. Largement battu au second tour, Jean-Marie Le Pen rassemble pourtant encore cinq millions et demi de suffrages, soit un million de plus qu'en 1995. Ce paradoxe conduit à s'interroger sur la relation entre lepénisme et antilepénisme, et sur l'efficacité de l'antifascisme militant. On s'appuie pour cela sur les données du panel électoral français 2002, soit 10 000 Interviews effectuées en

trois vagues, avant le premier tour présidentiel du 21 avril, après le second tour présidentiel puis après le second tour des législatives¹. La seconde vague de l'enquête, en particulier, comprend un large éventail de questions explorant à chaud les réactions aux résultats de ces élections.

Tableau 1. Hiérarchie de l'antilepénisme (%)

- Il y a eu beaucoup de manifestations anti-Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle. Vous-même ou quelqu'un de votre famille y avez-vous participé?

Vous-même	Quelqu'un de votre famille	Vous et/ou votre famille
11	16	20
- Jacques Chirac a refusé de débattre à la télévision avec J.-M. Le Pen entre les deux tours. Selon vous : **Il a eu raison car avec l'extrême droite il n'y a pas de débat possible**/Il a eu tort car J.-M. Le Pen a été démocratiquement désigné pour le second tour 46
- Concernant la présence de J.-M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle avec laquelle de ces deux propositions êtes-vous le plus d'accord : C'est le jeu normal des institutions démocratiques/**C'est dangereux pour la démocratie** 48
- Il y a eu beaucoup de manifestations anti-Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle. Vous-même avez-vous éprouvé de la sympathie pour ces manifestations ? **Oui beaucoup de sympathie, oui assez de sympathie**, non peu de sympathie, non pas du tout de sympathie 49
- S'agissant de la présence de J.-M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, avez-vous été très satisfait, assez satisfait, **assez mécontent, tout à fait mécontent**, ou indifférent ? 58
- Voici une liste de personnalités. Pour chacune d'elles dites-moi votre degré de sympathie à son égard en vous servant de ce thermomètre qui varie de 1 à 10 (**1 correspond à une forte antipathie** et 10 à une forte sympathie). 60
- Et toujours au second tour des législatives estimez-vous que : **la gauche et la droite doivent s'allier si cela peut faire battre le FN**/La gauche et la droite ne doivent pas s'allier même si cela augmente les chances de victoire du FN 60
- Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, assez d'accord, **plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord** avec les idées défendues par J.-M. Le Pen ? 69
- Souhaitez-vous que dans les prochaines années il y ait des ministres du FN dans le gouvernement ? Oui je le souhaite tout à fait, plutôt/Non je ne le souhaite **plutôt pas/pas du tout** 69
- Parmi les partis suivants pouvez-vous me dire celui ou ceux pour lesquels vous ne voteriez en aucun cas : **FN** 72

- Au second tour des prochaines élections législatives estimez-vous que : le RPR et l'UDF doivent s'allier avec le FN si cela peut faire battre la gauche/**Le RPR et l'UDF ne doivent pas s'allier avec le FN même si cela augmente les chances de victoire de la gauche** 77
- S'agissant de J.-M. Le Pen diriez-vous qu'il se situe plutôt : à l'extrême gauche, à gauche, au centre, à droite, **à l'extrême droite** ? 83

Panel électoral français 2002, vague 2.

La force de l'antilepénisme

L'enquête confirme le rejet massif de Jean-Marie Le Pen, de son parti et de ses idées exprimé dans les urnes le 5 mai (tableau 1). Quatre personnes interrogées sur cinq, après le second tour, classent Jean-Marie Le Pen « à l'extrême droite », plus de trois sur quatre rejettent le principe d'une alliance entre droite modérée et FN, même si cela risque de faire passer des candidats de gauche aux prochaines législatives, 72 % excluent de voter un jour pour le parti lepéniste, près de sept sur dix ne souhaitent pas de ministres Front national au gouvernement et désapprouvent les idées de Jean-Marie Le Pen. Trois sur cinq enfin environ ressentent une forte antipathie pour lui, sont mécontentes de sa présence au second tour, et approuveraient une alliance entre la gauche et la droite, si elle peut permettre de faire battre le FN. Aucun autre parti, aucun autre leader ne suscite un tel rejet. Comparé aux autres candidats, Le Pen bat tous les records d'antipathie (tableau 2). Comparé aux autres partis, le FN est celui pour lequel on trouve la plus forte proportion d'électeurs déterminés à ne jamais voter (tableau 3). Ce rejet ne reflète pas seulement le contexte particulier de ces élections 2002, il remonte aux propos de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz de l'automne 1987, qui va faire basculer l'opinion contre lui et contre son parti². Et il s'est plutôt accentué au fil du temps (tableau 4), puisque la proportion d'électeurs qui ne voteraient en aucun cas pour le FN a augmenté de 20 points depuis son émergence électorale en 1984 (tableau 4).

Tableau 2. Score des principaux candidats présidentiels sur une échelle de sympathie

Note	Le Pen	Besanc.	Laguiller	Mamère	Chevèn.	Jospin	Chirac	Bayrou
1 sur 10	61	26	19	18	12	11	10	8
Note < 5	76	49	47	49	49	32	32	37
Moyenne (1995)*	(2,4)	4,1	4,3	4,4	4,4	5,6	5,6	5,1
			(4,8)			(5,8)	(5,7)	

PEF 2002, vague 2 et enquête CEVIPOF 1995.

*Scores divisés par 10, l'échelle de sympathie de 1995 allant de 1 à 100.

Tableau 3. Partis pour lesquels on ne voterait « en aucun cas » (%)

PS	20	Verts	28
MDC	21	CPNT	41
UDF	20	PC	44
RPR	21	MNR	49
RPF	24	Extrême gauche	55
DL	25	FN	72

Panel électoral français 2002, vague 2.

Tableau 4. Proportion d'électeurs qui ne voteraient « en aucun cas » pour ce parti (%)

	1984	1988	1989	1996	1997	1998	1999	2002
FN	52	65	68	72	68	73	77	72

Sondages Sofres/Panel électoral français 2002, vague 2.

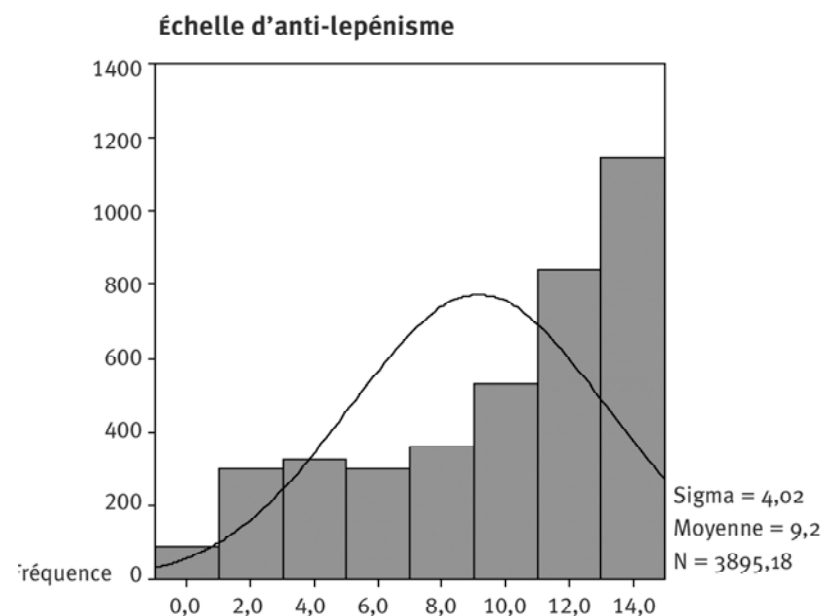
On note par ailleurs la forte cohérence de ces attitudes. À l'aide des quatre questions dont les réponses sont les plus corrélées entre elles, concernant l'accord avec les idées de Le Pen (tout à fait d'accord = 1/ pas du tout d'accord=4), l'acceptation de la présence de ministres de son parti au gouvernement (tout à fait d'accord=0, pas du tout d'accord=3), le degré de satisfaction à l'égard de sa qualification pour le second tour (tout à fait content=0, pas du tout content=4) et le score qui lui est attribué sur une échelle de sympathie (graduée de 1 à 10 et recodé en quatre positions, de 0 à 3, par niveau d'antipathie croissante) ³, on peut construire une échelle d'anti-lepénisme, prenant en compte à la fois l'orientation des réponses et l'intensité du rejet. Sur cette échelle les opinions sont tranchées, elles s'écartent nettement d'une distribution « normale » indiquée sur le graphique par la courbe de Gauss (graphique 1). 29 % de l'échantillon obtiennent la note maximale de 13, ils ont donné systématiquement la réponse la plus hostile à Le Pen, son parti et ses idées. Ces antilepénistes convaincus sont aussi les plus nombreux à avoir participé aux manifestations anti-Le Pen qui ont suivi le premier tour (personnellement un quart, si on tient compte de leurs proches 41 %), et 98 % excluent de jamais voter pour ce parti.

Les limites de l'antilepénisme

En revanche sur les autres questions l'opinion est plus partagée (tableau 1). Si les manifestations anti-Le Pen ont largement mobilisé, puisqu'une personne interrogée sur cinq dit y avoir participé, personnellement ou par l'intermédiaire de quelqu'un de sa famille, l'échantillon se partage à peu près également entre ceux qui ont de la sympathie et ceux qui ont de l'antipathie pour ces démonstrations d'hostilité (49 et 50 %). Ceux qui approuvent Jacques Chirac d'avoir

refusé par principe un débat avec le leader de l'extrême droite sont un peu moins nombreux que ceux qui pensent qu'il aurait dû accepter (46 % contre 52 %). Et la présence de Le Pen au second tour n'est jugée dangereuse pour la démocratie que pour 48 % des personnes interrogées, 51 % y voyant le jeu normal des institutions démocratiques. On peut rejeter clairement l'homme, son parti et ses idées, tout en lui reconnaissant les mêmes droits que les autres candidats au nom des principes démocratiques. S'il y a une corrélation forte entre les réponses à toutes les questions du tableau 1, celles qui viennent d'être citées le sont quand même nettement moins que celles qui forment notre échelle d'antilepénisme. Parmi les personnes qui ont la note maximale sur cette échelle, trois sur quatre n'ont pas personnellement manifesté contre Le Pen, un tiers voit dans sa présence au second tour le jeu normal des institutions démocratiques, et un gros quart considère que Chirac a eu tort de refuser le débat.

Graph 1. Distribution des notes d'antilepénisme



On trouvait ces mêmes réserves en 1992 lors de la campagne de « harcèlement démocratique » prônée par le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis. Moins d'un tiers de l'électorat approuvait alors les manifestations anti-FN,

48 % y voyant « plutôt une mauvaise chose » contre 30 % « plutôt une bonne chose⁴ ». Même après la profanation du carré juif du cimetière de Carpentras, dont les idées du FN étaient perçues comme indirectement responsables, ne plus inviter Le Pen aux grandes émissions de télévision ne recueillait l'approbation que de 38 % de l'échantillon, 54 % estimant qu'il fallait continuer à l'inviter parce qu'il représentait une partie de l'électorat⁵. De même une des expériences menées dans notre enquête sur la démocratie (mai-juin 2000) montrait qu'aux yeux de la majorité des personnes interrogées (environ 60 %) le FN devait bénéficier par principe, en tant que parti politique, tout autant que la LCR, de la liberté de réunion, même s'il s'agissait de partis situés aux extrêmes du champ politique, même s'ils suscitaient la plus vive antipathie chez la personne interrogée, même s'ils les sentaient idéologiquement à l'opposé de leurs convictions⁶.

Le profil des antilepénistes

L'antilepénisme est enfin inégalement réparti dans la population (tableau 5). Son niveau s'élève avec le niveau de diplômes, le revenu, la position sociale, culminant chez les diplômés du supérieur, les étudiants et les enseignants, dont respectivement 45, 51 et 55 % obtiennent le score maximal sur notre échelle. Il est un peu plus élevé chez les femmes et chez les jeunes⁷, chez ceux qui ont des parents ou des grands-parents étrangers, chez les enquêtés de confession juive ou musulmane, et chez ceux qui se déclarent sans religion. Mais surtout il est beaucoup plus marqué au sein de la gauche, qui retrouve face au succès de Le Pen les vieux réflexes « antifascistes » hérités des années t rente. Les interviewés qui se disent de gauche sont trois fois plus nombreux que ceux qui se disent de droite à avoir la note maximale sur notre échelle et ils ont été dix fois plus nombreux à descendre dans la rue, seuls ou en famille (tableau 6). Les écarts sont encore plus nets si on tient compte des votes du premier tour. La proportion frôle les 60 % chez les électeurs de Jospin et de Mamère, les 70 % chez les communistes. Dans tous les électors de gauche, à la seule exception de celui de Chevènement et de Laguiller, elle frôle ou dépasse les 50 %. Dans tous les électors de droite à l'exception de celui de François Bayrou elle est inférieure à un quart, tombant à 11 % chez les Chasseurs⁸. De même les électeurs et sympathisants de la droite ont été beaucoup moins nombreux à descendre dans la rue (tableau 6). Comme l'exprime François Fillon « il n'est pas dans notre culture de manifester⁹ ». Les réponses à la question sur la perception des manifestations anti-Le Pen entre les deux tours sont révélatrices à cet égard. Chez les électeurs qui ont donné leur voix à la gauche ou à l'extrême gauche au premier tour, la proportion de sympathisants atteint 71 % tandis que chez ceux de la droite classique elle chute à 47 %.

Tableau 5. Facteurs socioculturels de l'antilepénisme (% de note la plus élevée)

<i>Sexe</i>		<i>Échelle gauche droite</i>	
Homme	27	Extrême gauche	52
Femme	32	Gauche	51
		Centre	21
<i>Âge</i>		Droite	16
18-24 ans	35	Extrême droite	0
25-34 ans	34		
35-49 ans	29	<i>Votes le 21 avril 2002</i>	
50 -64 ans	27	Non vote	26
65 ans et +	25	Gauche	52
		Laguiller	33
<i>Diplôme</i>		Besancenot	48
Primaire	21	Hue	67
Bepc, brevet	23	Mamère, Jospin	59
Bac	33	Chevènement	32
Bac +2	39	Droite	23
Supérieur	45	Bayrou	29
		Chirac	22
<i>Catégorie socioprofessionnelle</i>		Madelin	20
Indépendants	20	Saint-Josse	11
Cadres supérieurs	34	Extrême droite	0
Enseignants	57		
Prof. intermédiaires	33		
Employés	25		
Ouvriers	19		
Étudiants	51		

Panel électoral français 2002, vague 2.

Tableau 6. Facteurs socioculturels de la participation aux manifestations anti-Le Pen (%)

<i>Sexe</i>		<i>Âge</i>	
Homme	10	18-24 ans	25
Femme	8	25-34 ans	11
		35-49 ans	10
		50 -64 ans	7
		65 ans et +	3

<i>Diplôme</i>		<i>Autodéfinition politique</i>	
Primaire	3,5	Plutôt de gauche	19
Bepc, brevet	7	Plutôt de droite	2
Bac	13	Ni gauche ni droite	5
bac +2	13		
Supérieur	17	<i>Échelle gauche droite</i>	
		Extrême gauche	36
<i>Catégorie socioprofessionnelle</i>		Gauche	19
Indépendants	2	Centre	4
Cadres supérieurs	11	Droite	3
Enseignants	20	Extrême droite	1
Prof. intermédiaires	10		
Employés, ouvriers	5	<i>Vote 21 avril 2002</i>	
Étudiants	36	Non vote	6
		Gauche	21
		Droite	4
		Extrême droite	1

Panel électoral français 2002, vague 2, participation personnelle aux manifestations.

*

Ces résultats tracent à la fois la portée et les limites de la mobilisation antilepéniste. Elle bénéficie d'un large soutien de l'opinion dans la mesure où le rejet de Le Pen et de ses idées est massif et constant, où son parti reste exclu du jeu des alliances électorales et des accords de gouvernement. Une majorité d'électeurs reconnaît néanmoins au FN et à son leader les droits et libertés fondamentales dans une démocratie : celui de se présenter aux élections, celui de s'exprimer et de débattre. Dans ces conditions vouloir l'interdire, limiter son expression ou contester le verdict des urnes risque d'être contre-productif en le faisant passer pour une victime.

C'est au sein de la gauche que l'antilepénisme apparaît le plus ancré et les mouvements aujourd'hui mobilisés contre le FN en reflètent toute la palette, des socialistes et des Verts à l'extrême gauche et aux libertaires. Autrement dit, ils prêchent essentiellement des convaincus. C'est la droite ainsi que l'entre-deux des « ni gauche ni droite », les plus perméables aux idées du FN, qu'il faudrait parvenir à toucher.

L'antifascisme enfin est un mot d'ordre efficace parce qu'il joue sur le registre de la morale et de l'émotion, situant Le Pen et son parti dans la continuité du nazisme et de ses crimes. Cette stratégie de délégitimation ne saurait dispen-

ser d'une réflexion globale sur la nature et les causes du phénomène, dans une perspective à la fois contemporaine et comparative. Car c'est l'ensemble des démocraties occidentales qui est confronté aujourd'hui, sous des formes très diverses, à l'émergence électorale de nouvelles droites, symétriques des nouvelles gauches, issues des transformations économiques et culturelles de la société post-industrielle, qui bousculent les partis traditionnels.

Enfin par définition l'antifascisme est un contre-mouvement. Combattre le FN efficacement nécessite un contenu positif, un projet politique à opposer à celui de « la préférence nationale ». Les associations ne remplacent pas les partis, c'est dans l'arène électorale qu'il faut combattre le FN. Mais elles peuvent nourrir le débat sur les questions fondamentales qui préoccupent ses électeurs, la justice et la sécurité, et réinventer les termes du « contrat social ».

- 1 Cet article s'appuie sur le « Panel électoral français 2002 », essentiellement la seconde vague effectuée après le second tour présidentiel au téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de la population électorale française de métropole (15-31 mai 2002, N=4017). Les échantillons sont construits selon la méthode des quotas (âge, sexe, profession du chef de ménage, stratification par région et catégorie d'agglomération), et sont représentatifs de la population inscrite sur les listes électorales.
- 2 Sur la formation du rejet voir N. Mayer, P. Perrineau, « La puissance et le rejet ou le lepénisme dans l'opinion », Sofres, *L'État de l'opinion 1993*, Paris, Seuil, 1993, p. 63-78.
- 3 Les scores varient entre 4 et 17. Les corrélations entre les réponses à ces quatre questions mesurées par le R de Pearsons varient de 68 à 76 et le degré de fiabilité de l'échelle mesuré par l'alpha de Cronbach est de 90.
- 4 Sondage Sofres, voir N. Mayer, P. Perrineau, art. cit. 1993, p. 77.
- 5 *Idem*, p. 76.
- 6 P. Sniderman, S. Jackman, « Intolérance et culture politique : la spécificité française », in G. Grunberg, N. Mayer, P.M. Sniderman (dir.), *La Démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, chapitre 6.
- 7 Sur la mobilisation des jeunes entre les deux tours voir l'article d'Anne Muxel « La participation des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements » dans la *Revue française de science politique*, 52 (5-6), octobre décembre 2002, p. 521-544.
- 8 Une analyse de régression logistique sur le niveau d'antilepénisme (note maximale opposée à toutes les autres) reprenant l'ensemble de ces variables montre que si l'âge seul n'a pas d'effet statistiquement significatif, le sexe, le diplôme, l'ascendance et la religion en ont un, mais sans commune mesure avec celui de l'orientation idéologique.
- 9 *Le Monde*, 3 mai 2002.

Philippe Mesnard

Enseignant, essayiste

Sous la mémoire, le ressentiment.

Les droits de l'homme et la mémoire des victimes du nazisme sont, depuis maintenant une vingtaine d'années, régulièrement convoqués pour faire barrage à la montée de l'extrême droite. La présence de Le Pen au second tour de la présidentielle a de facto montré la faiblesse de cette « problématique mémorielle ». L'article interroge cette faiblesse en explorant la piste d'un ressentiment qui, paradoxalement, pourrait trouver dans la culture mémorielle de quoi se nourrir plutôt qu'une ouverture vers des valeurs de paix et de justice.

D'abord, revenir en 1990. Le 10 mai, trente-quatre tombes juives sont profanées dans le cimetière de Carpentras. Immédiatement, l'événement prend une dimension nationale, morale et politique à la fois. Il n'est pas un média qui ne traite de l'affaire. Le 14, à Paris, plus de 200 000 personnes auxquelles s'était joint le président de la République, François Mitterrand, défilent à l'appel de tous les partis. À l'exception du Front national, mis en cause. *Nuit et brouillard* est aussitôt diffusé à la télévision. Depuis, les professeurs d'histoire du secondaire ont la cassette en réserve. Au cas où. Ensuite, laisser passer douze ans, douze ans de commémorations, douze ans chargés de mémoire comme rarement auparavant. Le 21 avril 2002, au premier tour des élections présidentielles, une majorité de Carpentrais choisissent Jean-Marie Le Pen. Ils se rangent au nombre des 5,5 millions qui ont voté pour lui.

1990-2002. Aussi bien au niveau *micro* (Carpentras), que *macro* (la France), quelque chose de la culture mémorielle a mal fonctionné. Comment se fait-il que les Droits de l'homme, l'antiracisme, la mémoire des crimes ont si peu de poids ou une influence si temporaire sur l'opinion des gens, qu'un quart des votants ont délibérément choisi le Front national qui symbolise l'opposé de ces valeurs ? Voilà les questions et l'inquiétude qui sont au départ de cette réflexion.

1. Discours des Droits de l'homme et de la mémoire

Il y a une vingtaine d'années que la culture mémorielle liée aux victimes civiles, avec comme centre de gravité le génocide des Juifs, a pris une ampleur médiatique, culturelle et politique sans précédent. Les discours publics se sont tous moralisés. Les *mea culpa* et les déclarations de repentance consti-

tuent un nouveau protocole discursif pour les représentants politiques – Le Pen excepté –, les hommes d'État, les gradés de haut vol, les ecclésiastiques de haut rang, les grands patrons. Bien sûr, en avant-garde, les Droits de l'homme et la mémoire ont été promus et portés par les nombreuses associations et ONG nées, depuis les années 1970, de ce que l'on appelle maintenant la « société civile ». Mouvement qui a été accompagné d'une progressive dépolitisation, au regard des engagements des décades précédentes. C'est le moment où « les Droits de l'homme ne s'éprouvent plus comme capacités politiques », dit Jacques Rancière.

Ce mouvement est également marqué par la reconnaissance officielle ou simplement publique de crimes qui ne parvenaient pas à l'être (la responsabilité de l'État français dans le génocide des Juifs, les fusillés de 1917, etc.). Les unes des journaux et les chaînes de télévision et de radio portent au grand jour la cruauté des exactions de l'armée française en Algérie. Ces examens de conscience, qui ont eu lieu la plupart du temps dans les années 1990, ont eux-mêmes été accompagnés de grands procès, celui de Maurice Papon aura clos la série. Tout cela s'est passé avant-hier et hier. Le désir de justice, plus fort et transparent que jamais, désignait un avenir où, à plus ou moins brève échéance, il en serait fini de l'impunité des criminels et de l'amnésie, pensait-on. La « société civile » assurerait comme une nécessité collective la transparence du passé et, dans une certaine mesure, celle du présent. Pourtant, contrairement à l'unanimité que laissent supposer ces discours et la culture qui les sous-tend, nul n'est tenu en son for intérieur d'être pour le bien et le juste comme valeurs universelles. Une forte proportion de la population peut délibérément choisir des mesures ultrasécuritaires, le nationalisme, la xénophobie, un « ancien » tortionnaire de la guerre d'Algérie – et qui s'en vante –, solidaire des négationnistes... dirigeant un parti déclaré moribond.

De là, plusieurs hypothèses. Se dire, par exemple, que toute collectivité est divisée et rongée de l'intérieur par la guerre qui couve entre ses membres. Se rappeler que l'Espagne comptait son quota de franquistes, le Chili de pinochistes, la France de pétainistes, etc., et que ce quota n'était pas une minorité. En somme, qu'il n'est jamais sûr que son voisin ne soit pas son pire ennemi. Ce qui a été démontré au Rwanda, en 1994. Ou bien, se dire que le thème de l'insécurité et ses pendants sécuritaires ont fini par renverser les valeurs morales des Droits de l'homme et du mémoriel. Que si la question de la fin se pose, ce n'est pas en termes de *Happy end*, ou d'eschatologie de l'espoir, disait Ricœur. Se dire, encore, qu'il y a quelque chose qui dysfonctionne dans un système en apparence si éprouvé comme celui des Droits de l'homme et du mémoriel. Les trois hypothèses sont liées, je commencerai à les commenter par la question que j'appellerai du dysfonctionnement.

2. La question du dysfonctionnement

Partons du postulat suivant : tout système politique, institutionnel ou, ici en particulier, un système de discours et de représentations, qui fonctionne admet une part de (dys)fonctionnements techniques et disciplinaires qui contredit potentiellement ses fins et ses valeurs, si humanistes soient-elles, voire qui contredit ce qui justifie l'existence de ce système, jusqu'aux fondements qu'il s'est donnés ou qui lui ont été attribués. Ce postulat n'a rien d'original. Il a notamment été inspiré par la réflexion de Foucault quand celui-ci a voulu montrer que la modernité, en même temps qu'elle offrait l'idéologie émancipatrice des Lumières, mettait en place des procédures disciplinaires inédites en ce qui concerne leur pouvoir de contrôle et l'étendue de leur domaine d'application (biais qui fait sortir du binôme des fins et des moyens, du rapport individu-collectif et de l'illusion de l'intentionnalité).

Pour le présent sujet, mon commentaire critique porte sur les dysfonctionnements sémantiques des discours et des représentations de l'idéologie des Droits de l'homme et de la mémoire. Ces dysfonctionnements se résument par le truisme suivant : l'on ne prend pas forcément les discours des Droits de l'homme dans le sens qu'ils nous indiquent. On peut tout à fait en suivre la direction à contresens. Une partie de la population – pour des raisons esquissées par la suite – peut y entendre, non des variantes, non des nuances, mais le contraire de ce qui lui est communiqué. Cela peut même être, pour elle, un choix. Par exemple, dans le domaine humanitaire, le rapport entre la représentation de la victime et ce qu'y projette le spectateur peut ne pas être seulement qualifié de rapport de pitié ou de compassion. Le regard que le passant jette sur les silhouettes d'Africains faméliques, sur les voiles des musulmanes réduites au silence, ne déclenche pas forcément un désir de justice, ni de l'indifférence. Ce regard peut renforcer un sentiment d'intégrité et d'appartenance du groupe auquel le passant-spectateur s'apparente, au mépris de la solidarité au genre humain. Peut-être même est-ce pour certains une façon de se sentir en position de sujet, ce que l'adhésion à l'idéologie mémorielle et des Droits de l'homme ne lui procure pas. C'est pourquoi faire du « tapage médiatique » – adage humanitaire –, dénoncer la ségrégation et la répression, prôner des valeurs d'humanité, ne met pas du tout à l'abri de ces contre-effets.

L'analyse sémiologique a depuis longtemps mis en évidence que l'on saisit tout autre chose que ce qu'une publicité donne à voir. C'est en ce sens que les formats d'expression que prennent les discours de la conscience morale, parce qu'ils empruntent à la mise en représentation marchande ses propres logiques (urgence de l'interpellation, injonction morale sans recours ni nuance, marketing culturel), produisent du sens dans l'équivoque la plus totale. Produisent le sens de l'équivoque. Aujourd'hui d'ailleurs, ce n'est plus

tant que *medium is message*, mais que le sens du message devient ses pro-pres distorsions. Quand il s'agit de confiture ou de lessive, cela ne peut qu'ajouter aux fluctuations de la consommation. Mais quand il s'agit des valeurs fondatrices de la démocratie moderne ?

À partir de ces constats, les *possibles* s'avèrent ne plus être contrôlables, des volontés s'affrontent, le partage du bien et du mal ne va plus de soi. Les meilleures intentions ne maîtrisent pas le système. D'autant qu'un système qui entre en fonction dépend, en retour, de la validation du monde auquel il s'applique et, quand il est discursif, du monde auquel il s'adresse. Ainsi, il en va de la question même de la réception, espace ambivalent auquel – si paradoxal que cela puisse paraître – les publicitaires ne s'intéressent que de loin, à travers le filtre de leurs tests.

Le vote Le Pen, du moins la proportion qui dérange (l'ensemble mouvant et *insondable* de ceux qui n'ont pas leur carte), aurait été une « opération des usagers, supposés voués à la passivité et à la discipline ». Il s'agit ici d'une formule de Michel de Certeau répondant toujours si justement à Foucault. Dans la citation, le terme « passivité » dit, ici, la soumission dépolitisée des gens aux normes du social. Et « discipline » dit, en l'occurrence, que la mémoire dicte des conduites qu'elle inscrit dans un horizon de paix et de réconciliation, alors que la précarité et la désolation ne cessent de démultiplier des potentialités conflictuelles au cœur de la société.

À travers ce vote se sont exprimées, pour encore paraphraser de Certeau, des « contre-procédures et des ruses de consommateurs qui composent, à la limite, le réseau d'une antidisdiscipline ». Le malaise dans la société vient évidemment de ce que ce « réseau » a élu les thèmes que la culture politique compte parmi les plus violents et intolérants et antidémocratiques. Et si cette réaction n'est pas indifférente à la problématique mémorielle contemporaine, c'est que celle-ci néglige ce qui passe souvent pour la seconde nature de la mémoire – mais qui pourrait bien en être la première –, et qui reste coupée d'un accès direct aux mots, à savoir le ressentiment. Dans ces conditions, on ne s'étonnera plus que ceux qui ont pour seule mémoire leur ressentiment s'expriment sciemment contre toute norme du mémoriel, qu'ils persistent et signent.

3. L'appel du ressentiment

Marc Angenot rappelle que la pensée du ressentiment apparaît « comme une tentative de maquiller une position frustrante et sans gloire, que l'on perçoit comme imposée et subie », sans avoir à chercher à s'en sortir. On peut ajouter aussi que le ressentiment est une disposition sous-jacente à l'horizon d'attente. Il est à ce titre regrettable que l'on s'intéresse généralement à ce qui peut faire effraction à l'horizon d'attente pour mettre au jour de nouveaux possibles, non

à l'en deçà de l'horizon, à cela qui ne prétend pas à la visibilité ou qui y prétend, mais sans espoir, à cela qui est gris et aigri. L'insatisfaction permanente, travaillant de l'intérieur une société qui ne cesse de promettre bien-être et réussite, est un facteur d'exaspération du ressentiment. La *révolte aliénée*, autre nom du ressentiment, se double ainsi d'une attente tout aussi aliénée.

Pour parler encore du ressentiment, j'emprunterai la piste nietzschéenne. Quand la force est séparée de l'action, dit Nietzsche (j'ajouterai du sens de l'action *politique et historique*), alors s'affirme une force qui ne peut plus que *ressentir* et qui se ressaisit dans des conduites négatrices. « Celui qui souffre, écrit-il, cherche toujours une cause à sa souffrance. » Il lui faut un « auteur coupable, susceptible de souffrir – bref un être vivant quelconque sur lequel il puisse décharger ses affects ». Effectivement, il n'est pas besoin de délinquants à Frœschwiller en Alsace, d'Arabes à Brison en Haute-Savoie, pour que s'excite l'envie que le pays soit nettoyé de ses étrangers. Le ressentiment n'a pas son pareil pour puiser son inspiration dans l'imaginaire et pour s'approvisionner à la culture même. Point n'est besoin de présence réelle pour qu'il s'énerve. C'est pourquoi il est important de prendre en compte les conditions culturelles des constructions sociales et les déplacements des pôles de subjectivation.

La conscience de l'homme du ressentiment est envahie par la mémoire. On comprend alors d'où vient le dysfonctionnement majeur d'une mémoire publiquement omniprésente qui ne cesse d'interpeller chacun et, donc, parmi nous, ceux qui n'ont que leur ressentiment pour sol et pour ciel à la fois. Cette omniprésence expose moins la mémoire à un « trop plein », comme on a dit, qu'à faire remonter à sa surface les parcours de vie des laissés-pour-compte, de ceux qui ont vécu ou qui vivent de façon réelle ou imaginaire l'humiliation de la domination. Ceux aussi qui se sentent héritiers des humiliations du passé. C'est ainsi que, par renversement, des immigrés ou enfants d'immigrés ont voté pour un parti qui aurait volontiers invité à les passer à tabac. Le ressentiment se présente comme un mode d'individuation de rapports de domination vécus sous le signe conjugué du passé et d'une passivité, d'un passif dont l'*autre* reste débiteur à jamais, d'un tort qui a déjà eu lieu – même si ce passé appartient au présent. Quand vit-on au passé *même* sa condition présente ?

Quand la politique ne pourvoit plus, par un programme ou un récit historique, l'avenir en sens, qu'on ne croit plus en elle comme opérateur de justice, quand elle ne donne tout simplement pas de devenir, que l'avenir qui reste est absorbé par le crédit à la consommation. La politique ne détourne aujourd'hui le ressentiment de sa souffrance qu'en lui proposant des solutions sécuritaires et des objets qui flattent ses fantasmes. Cette régression de la politique en agent d'énonciation de la doctrine et de l'exécutif policiers a une conséquence grave pour les valeurs des Droits de l'homme – ce que Sarkozy a, sitôt promu,

exprimé par son mépris pour le *droit de l'homme*. La conséquence est le retournement de la volonté de justice et d'égalité en sentiment d'injustice. Aujourd'hui, on ne fait pas l'expérience de la justice comme principe égalitaire à vocation historique, ni comme valeur collective, on en fait l'expérience sous le sentiment de l'injustice, une injustice dont le seul remède serait les mesures répressives. À ce titre, je pense que l'importance croissante du juridique dans la société, et à travers le monde, contribue certainement à renforcer le sentiment d'injustice plus que la justice.

De là, il est *naturel* que le ressentiment s'exprime en opposition à la morale universelle. Il ne reste plus à ceux qui sont installés dans le ressentiment que le défi par le passage à l'acte – passage à l'acte qui est évidemment très différent de l'action, d'autant qu'il a pour lieu l'isoloir et cible l'urne. Si la compréhension du ressentiment ne peut faire l'économie de l'émergence du sentiment d'injustice, elle doit également s'attarder sur la misère sociale et ses déterminations économiques. Quel type d'électorat et, avant lui, quel type de rapports sociaux et de conscience du collectif résulteront des « plans sociaux » dont on apprend chaque jour la multiplication. Deux séquences de films récents illustrent ces situations vers lesquelles on va, mais qui sont déjà combien actuelles. L'héroïne de *Rosetta* des frères Dardenne dénonçant son ami pour récupérer l'emploi qu'il occupait. Les cheminots de *Navigators* de Ken Loach qui laissent mourir leur compagnon heurté par un train, pour ne pas perdre leur job intérimaire. Jusqu'où la situation économique peut-elle entraîner la dégradation des rapports sociaux en deçà de la dignité humaine ? Le ressentiment est-il une maladie générationnellement transmissible ?

Ainsi retrouve-t-on étroitement corrélées les trois précédentes hypothèses. Pour cause d'un écart croissant entre mémoire et ressentiment, entre discours et réalité sociale, tout cela peut très mal finir, moins avec des « événements » fracassants que par une dégradation continue des sociétés rongées par des guerres sourdes et leurs contre-mesures. Il apparaît alors que la collectivité est divisée et sclérosée de l'intérieur, et le ciment républicain, de moins en moins fiable pour la faire tenir...

4. Une grande chose ?

Mais, me dira-t-on, les manifestations de l'entre deux tours des élections de 2002 ont-elles été *rien*, plutôt qu'une grande « chose publique » ? Si une partie de ceux qui ont voté Le Pen ont fait machine arrière, si sa figure et son personnage n'ont pas résisté à la pression généralisée, je ne pense pas que la population potentiellement favorable aux thèses et aux positions de l'extrême droite ait véritablement diminué. « Réveil républicain », a-t-on dit. À ce sujet, j'ai une critique et une inquiétude.

La critique. Il y a eu dans ces manifestations quelque chose qui s'est rejoué en décalage, et qui se rejouait avec d'autant plus de véhémence que la mauvaise conscience se cachait, pour ainsi dire, derrière sa propre mise en représentation. Cette mise en représentation de *soi* (plus que son groupe, sa communauté politique au sens large définit l'opposition unanime au Front) est une dimension inhérente à toute manifestation publique qui procure une autosatisfaction évidente et « porteuse », mais il ne faut pas que cette forme de satisfaction (ce n'a r'cissisme collectif) déréalise les enjeux réels. Ainsi, était-ce en brandissant des panneaux « J'ai honte » que l'on allait prendre acte de la misère qui avait conduit une grande partie des 5,5 millions de votants de Le Pen à choisir en toute bonne conscience ce symbole et son argumentation politico-musclée ?

En ce sens, il y a bien un problème avec quelques complaisances discursives, lesquelles complaisances appellent des correctifs lexicaux et sémantiques. Il s'agit notamment de mettre à distance les analogies avec le fascisme, Hitler, les nazis, Vichy, la « bête immonde ». Il en est de même pour cette rhétorique portée, entre les deux tours, par quelques revues qui ont proposé des « États généraux », qui s'autoproclamaient « constituante ». La lourdeur de ces modèles imaginaires et de leurs références surannées renseignait sur la difficulté actuelle à saisir le social. De même que pour le non-rapport entre le mémoriel comme idéologie et la misère sociale comme fait et expérience, c'est ici le problème des cadres d'interprétation qui est posé. Il ne s'agit pas de défendre un purisme de la langue et rejoindre ceux qui s'élèvent contre les analogies historiques comme source de banalisation, mais d'insister sur le fait que c'est la banalité qu'il faut regarder en face et ne cesser d'interroger. C'est d'elle que sourd ce qui m'inquiète.

Mon inquiétude, donc. Elle concerne les prochaines têtes sur lesquelles se porteront les voix du ressentiment. Le Pen fera son temps, s'il ne l'a déjà fait, et la demande d'une autorité traditionnelle peut dès aujourd'hui être obsolète, pour se déplacer vers d'autres types. C'est la relève qui s'avère préoccupante en ce qu'elle peut tout à fait revêtir une apparence aux antipodes des stéréotypes que Le Pen s'est fait fort d'endosser. Les figures sont échangeables, transformables, interchangeable. L'originalité d'un Pim Fortuyn n'avait pas de précédent (remarquable figure et destin de victime), pas plus que la stratégie de Fini en 1994. Aux élections législatives belges du 18 mai 2003, le Vlaams Blok a encore progressé et le chef de son groupe parlementaire, Philip Dewinter, ressemble à un « jeune chef d'entreprise dynamique », ou à un présentateur du journal télévisé, pas à un dinosaure politicien. Par ailleurs, sans négliger les dommages que l'extrême droite peut encore occasionner, le danger *historique* me semble venir des tendances lourdement policières qui occupent durablement l'espace politique aux différentes échelles, des quartiers et des

municipalités jusqu'aux territoires national, européen et mondial. Tendances dont l'argumentation est contiguë des discours d'extrême droite.

À quelle condition la mémoire peut-elle alors prendre en charge cette part *médite* d'elle-même qu'est le ressentiment social, sans le dénier et pour qu'il ne soit pas un soutien acquis d'office aux forces identitaires et xénophobes ? Avant d'essayer de répondre, on peut déjà reconnaître la fonction conservatrice de la mémoire, fonction qui ne facilite en rien l'engagement politique pour la justice. Il faudrait même se demander si la mémoire telle que nous la vivons en ce moment n'est pas antagonique aux valeurs émancipatrices que portent les Droits de l'homme quand ils sont traversés par la question politique, et non dissociés d'elle.

Anne Tristan

Anne Tristan est l'auteure de l'ouvrage *Au front*¹, publié après avoir passé plusieurs mois dans une section du FN à Marseille en 1987.

Elle a participé aux débuts du réseau antifasciste Ras L'Front.

Ras L'Front

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'association Ras L'Front, quels ont été ses axes de lutte et ses différences avec les associations antiracistes traditionnelles type SOS Racisme ?

Ras L'Front est né d'un appel, paru dans le journal *Politis*, et intitulé « Le temps de la contre-offensive est venu », en 1990. Cet appel est publié alors que la progression électorale du FN ne cesse de se confirmer depuis 1983, et sous un gouvernement de gauche qui prend des mesures contre l'immigration, avec notamment des attaques contre le droit d'asile, une modification de la politique des visas, du regroupement familial. Cette série de mesures sur l'immigration montre que le gouvernement au lieu de la combattre fait écho à cette poussée xénophobe, et partant, la légitime.

L'appel est rédigé par une vingtaine de personnalités, notamment Gilles Perrault, par certains auteurs de polars ou d'essais, mais il est publié en tant qu'appel des 250 car il recueille d'autres signatures. Il repose sur trois idées majeures. Tout d'abord, il s'agit d'appeler un chat un chat, et de désigner le FN comme un parti fasciste, de ne pas se tromper sur sa nature alors que certains parlent de l'intégrer au jeu démocratique. Deuxième idée, ce n'est pas en faisant des compromis douteux avec ce type de courant qu'on lutte efficacement contre le FN. Il y a là une critique directe des projets anti-immigration. Enfin, ce n'est pas en cassant le tissu social, en menant des politiques antisociales et libérales, qu'on lutte contre le FN. L'appel exprime donc la volonté de dénoncer le fascisme, de refuser tout compromis xénophobe, et de se saisir du problème politique, social et économique : il s'agit de se battre contre le FN sur tous les terrains et par tous les moyens. Cet appel tranche avec la tonalité morale des dénonciations précédentes du FN, avec la dénonciation du racisme en général et de manière abstraite. Il s'attaque spécifiquement à une force politique, le FN. Il y a donc un passage au champ politique, et la question est posée du fonctionnement démocratique de la société française, ainsi que de la nécessité de faire d'autres propositions sur le terrain social pour combattre le FN.

L'appel se transforme en mouvement suite à la profanation du cimetière juif de Carpentras en mai 1990. Cette agression antisémite provoque un sursaut de

dégoût et de rejet. Des manifestations de taille expriment une indignation collective, et la question de l'influence du FN sur la société française est posée par de nombreuses personnes. Les déclarations de Le Pen sur un plateau de télévision présentant en 1987 le génocide des Juifs comme un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale sont alors très présentes dans les mémoires. En tous cas, le constat est là, dans la foulée, l'appel devient pétition, est signé par des milliers de personnes, et *Politis* centralise les signatures.

Quels sont les relais politiques ou associatifs de l'appel ?

Décrire tous ces relais à l'échelle nationale est complexe ; au début les situations varient d'un endroit à l'autre. Des individualités, des militants antiracistes, engagés dans la défense des droits des immigrés, des droits de l'homme s'investissent ; des militants politiques font individuellement signer l'appel, mais il n'y a pas de décision centralisée d'une quelconque organisation. Cependant les initiateurs de l'appel se situent dans ce qu'on a appelé la gauche de la gauche.

Quelle a été l'origine des collectifs, quelles forces individuelles et organisationnelles s'y sont investies ?

À l'automne 1990, la question se pose, face à ces milliers de signatures, de savoir comment organiser toutes ces personnes. Les signataires qui le désirent sont mis en contact ville par ville et incités à monter des collectifs qui ne s'intitulent pas encore Ras L'Front. Certains milieux, journalistes, artistes, syndicalistes sont sollicités de la même manière... Les premiers collectifs rassemblent des personnes d'horizons très divers. Il y a des gens qui n'ont jamais eu aucune pratique politique ni même associative, d'autres qui l'ont perdue et espèrent retrouver un espace d'expression, d'autres enfin qui sont militants. Si quelques personnes de droite – rares – peuvent reconnaître sur le premier principe de l'appel, la nécessité de dénoncer le fascisme, voire sur le deuxième, le refus de toute compromission, le troisième point, la nécessité d'une réponse sociale d'ampleur, les éloigne toutefois assez vite des collectifs.

Le lien qui unit les différents collectifs est d'abord un bulletin, puis le journal *Ras L'Front*. Cette presse permet d'investir l'espace public, de vendre sur les marchés et de s'opposer ainsi aux militants FN. Elle devient, à la suite de l'appel, un outil du réseau, comme un besoin naturel qui correspond aux objectifs de Ras L'Front : il permet un travail quotidien entre les élections pour combattre le FN.

Sociologiquement, quelle est la composition des collectifs Ras L'Front ?

La majorité des forces militantes régulières qui composent Ras L'Front sont très liées à la gauche de la gauche, et au mouvement social. Sociologiquement, il s'agit de personnes relativement préservées du chômage, avec des

emplois plutôt stables. Il y a également beaucoup de jeunes et des implantations dans les facultés. Mais notre société connaît un fort degré de ségrégation sociale, et rares sont les collectifs Ras L'front qui ont pu entraîner un nombre significatif d'immigrés ou enfants d'immigrés. Les collectifs se situent aussi bien dans des zones très marquées par le vote FN, comme à Marseille, Vitrolles, dans l'est parisien que dans des endroits moins touchés, comme l'ouest de la France.

N'y a-t-il pas un décalage avec la population des quartiers qui vote ou peut voter FN, celle qu'il s'agit de toucher, et les militants de Ras L'Front ?

Il faut tout d'abord rappeler que le vote FN n'est pas exclusivement un vote des pauvres, ou du *Lumpenproletariat*. Il concerne toutes les couches sociales. D'autre part, réussir à s'implanter dans des quartiers où la majorité de la population vit dans la précarité ou la peur du chômage est un problème qui ne touche pas que Ras L'Front, mais l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives. Les militants de Ras L'Front, issus pour beaucoup des sociabilités militantes traditionnelles (syndicalisme...), ont autant de mal à trouver des relais actifs dans les quartiers populaires que les autres militants. Redonner l'espoir dans l'action collective et solidaire ne se décrète pas, cela se construit, et chaque collectif Ras L'Front, dans son contexte local, tente d'y contribuer.

La préoccupation du réseau était de pallier cette désertion de certains espaces publics par les militants politiques ou syndicalistes, au profit des militants du FN. Il s'agissait ainsi de tenir les marchés, de ne pas laisser seuls les militants FN, de ne pas laisser entendre que leurs voix. La vente régulière de *Ras L'Front* sur les marchés, la distribution de tracts, a parfois permis de les chasser, en clair de les dissuader d'y revenir. Elle a en tout cas permis de lutter contre l'idée selon laquelle Le Pen disait tout haut ce que tout le monde pensait tout bas : nous sommes là, et nous disons le contraire de ce que dit Le Pen.

Se battre contre le FN et par tous les moyens, c'est aussi tenter de répondre aux activités du FN par des contre-activités. Si le FN se construit par une présence sur les marchés, il le fait également par une activité de porte-à-porte, au plus près des populations. La convivialité, les réunions « Tupperware », jouent aussi ce rôle, reconstituent du lien social en faveur du FN. Nous avons essayé de reconstruire du lien social en organisant des débats, des fêtes. L'idée était d'aller au plus près, d'irriguer par notre militantisme ces espaces désertés par la politique, de retrouver des liens sociaux forts. Le bilan n'est pas forcément convaincant mais la volonté a existé : Ras L'Front Vitrolles par exemple organisait des débats publics et des fêtes au cœur du quartier des Pins, ce n'est qu'un exemple.

Mais Ras L'Front ne pouvait et ne peut pas être la réponse à un problème d'ensemble de la société.

Quelle a été l'évolution de ces investissements ?

Il y a eu des moments forts de Ras L'Front. Il n'a pas échappé aux recrutements cycliques, au moment des échéances électorales, qui permettaient de fortes mobilisations contre le FN. Le réseau a connu un mouvement ascendant jusqu'en 1998, date de la scission du FN. Il a souffert de l'impression que le FN était devenu un phénomène périphérique. Si ce sentiment a peu joué sur les petites équipes d'animation de Ras L'Front, qui pensaient que le phénomène allait malheureusement persister, il a touché plus largement ceux qui aidaient à diffuser le journal et à tenir les marchés, ceux qui venaient aux réunions publiques. De cent-quatre-vingts collectifs en 1998, le réseau est passé à une petite centaine fonctionnant de manière beaucoup plus réduite.

Quels ont été les types d'action privilégiés par Ras L'Front, comment peut-on évaluer les résultats ?

Ras L'Front a surtout permis d'éviter une banalisation du FN. Certaines initiatives spectaculaires, comme le lâcher d'une banderole FN = fasciste place de l'Opéra lors d'un discours de Le Pen, les contre-manifestations systématiques, les manifestations aux portes des conseils régionaux en 1998, ont contribué à laisser présent dans les esprits que le FN n'était pas un parti banal mais dangereux. Une position, une attitude et un comportement antifascistes ont été exprimés par Ras L'Front et se sont diffusés au-delà des cercles politisés. Il s'agit là d'un acquis positif. Le principe de manifestations unitaires systématiques a été développé souvent sous l'influence de Ras L'Front. Tout cela a permis d'éviter pour la France une situation à l'italienne ou à l'autrichienne. Ras L'Front a contribué à diffuser l'idée que c'est en recourant à fond aux droits démocratiques, en usant de notre liberté de manifester, de nous associer, que nous pouvons lutter contre le FN.

Comment ont été ressentis par Ras L'Front le 21 avril 2002 et les mois qui ont suivi ?

Les militants réguliers de Ras L'Front n'ont pas été surpris par le score de Le Pen. Le numéro du journal paru avant les élections annonçait un score en progression du FN. Ce qui a constitué une surprise, c'est la présence de Le Pen au deuxième tour, due à la décomposition de la gauche gouvernementale, au rejet de la politique menée par le gouvernement Jospin.

Les collectifs existants, parfois en sommeil, les équipes anciennes, se sont reconstitués. De toute façon, au printemps 2002, la mobilisation dépassait de loin la seule zone d'influence de Ras L'Front. Le réseau a bien fonctionné, et beaucoup de choses se sont remises en route, comme on pourra sans doute le constater lors des prochaines échéances électorales. Mais depuis, le réseau, comme tout le mouvement social, a été confronté aux attaques du

gouvernement, et tout d'abord aux lois sécuritaires, aux mesures contre les sans-papiers, aux démantèlement sans précédent du droit d'asile. Des militants se sont engagés dans des collectifs contre ces lois, et le réseau Ras L'Front s'est retrouvé encore à lutter sur plusieurs fronts à la fois. Par ailleurs, un grand nombre de ceux qui s'étaient agrégés à la lutte antifasciste en avril-mai n'y étaient plus en septembre.

Ras L'Front porte une aspiration qui le dépasse et sur laquelle il n'a pas plus de réponses que les autres : la nécessité d'une alternative, d'une réponse politique au FN. Cette dimension existe dès l'origine. L'appel des 250 expliquait que « Le temps de la contre-offensive est venu », posait la nécessité d'un programme d'action politique. Cette alternative, Ras L'Front n'est pas en mesure de la proposer, puisqu'il ne s'agit pas d'un parti mais d'un réseau.

Une partie de la jeunesse s'est mobilisée en avril 2002. Ras L'Front a semé sa petite graine, celle d'une dénonciation pas seulement morale du FN. Une chose cependant est de participer à une manifestation antifasciste. Une autre est de passer à un engagement quotidien, et au-delà à la construction d'une alternative. L'individualisme des années 1980 et 1990 a fait des ravages, et de nombreux jeunes ont peu de références montrant qu'une action collective peut payer. Même la référence à novembre-décembre 1995 n'appartient pas forcément au patrimoine de ceux qui étaient trop jeunes pour y participer. Les militants des partis, associations, syndicats, appartiennent souvent à une génération plus ancienne, avec des pratiques qui étonnent ou rebutent les plus jeunes. Mais il ne faut pas être pessimiste, on a retrouvé beaucoup de jeunes manifestants du 21 avril dans la rue contre la guerre, et des jeunes enseignants dans le mouvement en cours.

Comment voyez-vous l'avenir du FN ?

Malheureusement inchangé, sauf s'il y avait un bouleversement de la donne politique à la suite des grèves en cours. D'autres chocs sont à venir : depuis son origine ce parti est perçu en terme de chocs : choc de 1983 (municipales à Dreux), de 1986 (élection de députés FN à l'Assemblée nationale), de 1988 (14 % pour Le Pen à l'élection présidentielle)... Le 21 avril 2002 s'inscrit dans cette lignée. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de réponse adaptée, et le fait que le FN séduise une partie de l'électorat et influe fortement les politiques des gouvernements qui se suivent reste un problème. Ce n'est pas le moment pour Ras L'front de lever le pied.

Propos recueillis par Sylvain Pattieu.

1 Gallimard, 1987, rééd. 2002, coll. « Folio ».

Une internationale brune ?

Jean-Yves Camus

Politologue (Centre européen de recherche sur le racisme et l'antisémitisme). Auteur notamment de : *Le Front national* (éditions Milan) et, avec René Monzat, des *Droites nationales et radicales en France*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.

Extrême droite européenne : la rupture de la filiation fasciste ?

Pour quiconque cherche à comprendre et à interpréter les succès électoraux (et les revers, qui ont commencé) des partis politiques classés en Europe occidentale à l'extrême droite, une question récurrente est celle de leur filiation ou de leur différence avec les idéologies que furent le national-socialisme allemand, le fascisme italien ou les diverses formations nationalistes autoritaires qui apparurent dans les années 1930, et dont certaines (Garde de Fer roumaine et Rexisme belge en particulier) continuent de faire l'objet d'un véritable culte parmi les plus radicaux des militants nationalistes de droite. Nous avons défendu, depuis quelque temps déjà, la thèse selon laquelle les partis d'extrême droite qui recueillent les scores électoraux les plus élevés n'ont plus guère de liens, voire pas du tout, avec les formations historiques de ce courant, à l'exception notable du Front national français et du Vlaams Blok flamand¹. Nous les avons catégorisés comme des populismes ultra-libéraux et xénophobes, en insistant sur la rupture essentielle que constitue, vis-à-vis du fascisme, l'adhésion à l'idée d'un État-minimum, réduit à ses fonctions régaliennes, ainsi que l'hyper-individualisme qui transparaît dans l'idée omniprésente du *struggle for life* fondateur du projet social du Front national français, par exemple, et qui est évidemment antinomique avec le corporatisme propre aux fascismes.

Une telle analyse est d'ailleurs désormais partagée par des chercheurs d'inspiration marxiste orthodoxe et des militants du mouvement « antifasciste » nettement engagés à gauche. Ainsi Carlos Nelson Coutinho, spécialiste brésilien de Gramsci, se référant au cas des dictatures militaires sud-américaines des années 1960-1970, les définit comme des « régimes dictatoriaux modernisateurs non fascistes », terme qu'il étend au franquisme². Et Graeme Atkinson, un des principaux animateurs du magazine britannique *Searchlight*, admet que « ne pas comprendre que la plupart des partis d'extrême droite ne sont pas fascistes ou néonazis serait lourd de conséquences » pour les orga-

nisations qui luttent contre les thèses populistes et xénophobes³. Il s'agit évidemment d'une révision déchirante pour nombre d'entre nous, y compris pour l'auteur de ces lignes, qui, au temps de son premier engagement politique, après le coup d'État chilien de 1973, croyait sincèrement, en lisant chaque jour la pensée des militaires putschistes dans le quotidien de Santiago, *El Mercurio*, que Pinochet comme Videla, appartenait à la catégorie politique des fascismes. Mais la réalité est largement plus complexe et la déconstruction de l'extrême droite passe aussi par la redéfinition des concepts.

En effet, toutes les consultations électorales le prouvent, les mouvements qui, en 2003, se réclament d'une filiation avec l'Italie mussolinienne, le Reich nazi ou même le franquisme et le salazarisme, sont réduits à l'état de groupuscules sans prise sur la réalité sociale et politique. Ainsi, lors des élections régionales et municipales du 25 mai 2003 en Italie, le Movimento Sociale-Fiamma Tricolore, qui assume sa filiation avec le programme de la République de Salò, ne dépasse presque jamais la barre des 1 % (Rome : 0,6 % ; Trévise : 0,6 %) hormis en Sicile (Agrigente : 1,7 % ; Catane : 1,7 %). Les deux autres formations radicales, le Fronte Nazionale d'Adriano Tilgher, et Forza Nuova, de l'ancien « terroriste noir » Roberto Fiore, sont eux aussi marginaux, avec pour le premier 0,8 % dans le Latium et pour le second des scores autour de 0,3 % (avec une exception à Sondrio : 3,7 %). Le 18 mai, le même signal est venu de Belgique : aux élections à la Chambre, le mouvement Nation, dirigé par Hervé Van Laethem, a obtenu 0,1 % (1090 voix) dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvoorde et 0,4 % en Hainaut, avec une pointe à Mouscron (1,5 %). Enfin, le même mois, les élections régionales et municipales espagnoles ont confirmé l'absolue marginalité des groupes phalangistes (quelques milliers de voix au total), tout comme d'ailleurs des listes populistes xénophobes « modérées » du type Plataforma per Catalunya⁴. Cet échec des groupes radicaux ne signifie évidemment pas qu'ils ne représentent plus une menace pour la démocratie. Mais celle-ci est désormais d'une nature différente : elle ne réside plus dans le risque d'une participation au pouvoir, même local, mais dans le recours à la violence qui peut paraître aux militants radicaux comme une manière de compenser leur impuissance politique. Tout juste fera-t-on une exception pour le British National Party britannique, qui a remporté d'incontestables succès locaux lors des municipales de 2003 et souhaite au minimum remporter un siège lors des européennes de 2004. Cependant, le score de ce parti ouvertement raciste et antisémite doit être relativisé : ses bastions sont circonscrits à quelques villes moyennes du nord-ouest de l'Angleterre (Burnley ; Oldham) où il arrive certes premier ou second dans certains quartiers (Brunshaw et Bank Hall, à Burnley, avec respectivement 37 et 33,5 %), mais ce dans le contexte d'une participation

très faible qui ne lui donne jamais plus de quelques centaines de voix (à Bank Hall, le candidat BNP est second... avec 505 voix).

Les principaux partis nationalistes xénophobes ouest-européens partagent un programme minimum qui les classe assez clairement parmi les droites ultra-libérales, pour tout ce qui a trait au programme économique et social. C'est évidemment très clair dans le cas des partis scandinaves comme le Parti du progrès norvégien et le Parti du peuple danois, qui incarnent une réaction de rejet du modèle égalitaire qui a été mis en place par la sociale-démocratie, dans un contexte de relative prospérité (Danemark) voire de réelle richesse (Norvège, où le taux de chômage est résiduel), l'extrême droite captant alors le vote de ceux qui refusent toute forme de redistribution par le *welfare state*. De même, la Lega Nord italienne a-t-elle un électorat socialement typé, celui des gagnants de l'explosion microcapitaliste qui fait la prospérité de l'Italie du Nord, lui aussi acquis à une sorte d'égoïsme régional qui manifeste son mécontentement vis-à-vis des transferts fiscaux de la « Padanie industrielle » vers le « Sud assisté », schéma que l'on retrouve dans l'argumentaire du Vlaams Blok flamand pour les élections de mai 2003 : la revendication indépendantiste y était justifiée par le fait que « des fleuves de milliards coulent du nord vers le sud, sans aider la Wallonie en rien, puisque celle-ci devient de plus en plus pauvre⁵ ». Quiconque a étudié l'action des ministres du FPÖ autrichien dans le premier gouvernement Schüssel (2000-2003) ne peut également que confirmer la stricte orthodoxie libérale de l'action du ministre des Finances, Karlheinz Grassler, suffisamment conforme à la vulgate du marché-roi pour que celui-ci rejoigne d'ailleurs le ÖVP chrétien-conservateur... et que le FPÖ, qui avait remporté en 1999 le score record de 26,9 %, retombe à 10 %, ayant notamment perdu tout crédit dans les classes populaires puisque, choisi par 48 % des ouvriers qualifiés pour « dénoncer les scandales et les injustices » (première motivation du vote pour 65 % des électeurs FPÖ)⁶, il s'empressait, arrivé au pouvoir, de renforcer l'action de démantèlement de l'État et des acquis sociaux inaugurée par les sociaux-démocrates et poursuivie par les conservateurs. De même, l'orientation libérale du SVP/UDC suisse, conduite par l'industriel milliardaire Christoph Blocher, est évidente, tout comme l'incapacité du FN français, malgré le slogan « Ni droite, ni gauche » adopté juste avant les mouvements sociaux de décembre 1995, à être en prise avec le mouvement social et syndical, ce qui n'est guère étonnant puisque Jean-Marie Le Pen propose la semaine de 42 heures et la retraite à 70 ans⁷, tout en dénonçant « les gréviculteurs publics (qui) passent de l'anarchie à la sédition⁸ ».

Que reste-t-il donc de la filiation fasciste ? Dans la majorité des cas, rien. L'émergence météorique de la Liste Pim Fortuyn, aux Pays-Bas, lors des élec-

tions législatives de mai 2002 et sa quasi-disparition lors du scrutin de janvier 2003 ont offert un exemple très concret d'erreur d'interprétation sur la nature du phénomène. Qualifié par la majorité des observateurs étrangers d'extrême droite néerlandaise, laquelle avait pourtant disparu corps et bien dès le milieu des années 1990 avec la déconfiture des très radicaux Centrumdemokraten, la LPF n'était en fait qu'un « extrémisme du centre », captant un « vote sur enjeu », sur la question de la citoyenneté et de l'immigration. La LPF avait une idée fixe : empêcher l'émergence, dans un pays gouverné selon les termes d'un fragile accord entre les groupes religieux chrétiens et les laïcs, d'un « pilier » supplémentaire de la société, celui de l'islam. Mais l'idée selon laquelle le *verzuiling* (le compartimentage) sur lequel repose depuis 1917 le consensus néerlandais allait exploser du fait de l'immigration musulmane, la remise en cause du multiculturalisme, débouchant sur l'obligation imposée aux étrangers de suivre un cursus de *inburgering* (intégration par assimilation), n'avaient pas été lancées par la LPF ou l'extrême-droite, mais bien par les partis politiques de droite comme de gauche ! Processus classique, connu également au Danemark, qui voit un parti populiste de droite percer en récupérant et en radicalisant une idée, celle de l'impossible intégration des cultures et religions non européennes, par ailleurs partagée, de façon euphémique, par les partis du « système ».

Thème qui a fait la fortune électorale des nationaux-populismes, la xénophobie et la volonté d'arrêter l'immigration, puis d'expulser les étrangers, ont pour fondement la vision de l'islam comme d'un mal absolu, intrinsèquement porteur de la violence terroriste et de la volonté de destruction de la civilisation occidentale. Or, depuis les attentats du 11 septembre 2001, cette hostilité constante aux étrangers musulmans s'est encore renforcée, se muant en une véritable islamophobie qui a conduit nombre de partis d'extrême droite à se chercher des alliés inattendus dans une sorte de quête de l'union sacrée contre le « péril musulman ». Une des évolutions importantes de l'extrême droite européenne est donc sa découverte récente d'autres « fronts » de combat. Ainsi, l'extrême-droite découvre des vertus à la Russie poutinienne, qui prend prétexte de la présence de groupes islamistes liés à al Qaida en Tchétchénie, pour mener une entreprise de liquidation de l'identité nationale tchétchène. En outre, elle se prend de passion pour le mouvement identitaire connu en Inde sous le nom de « hindutva », dont l'aile modérée est actuellement au pouvoir à Delhi par le biais du BJP et du Shiv Sena. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'un des théoriciens les plus délirants de l'hindutva, le Belge Koenraad Elst, auteur d'une monumentale étude sur le nationalisme hindou intitulée *The Saffron Swastika*⁹, est par ailleurs contributeur régulier de la

revue flamande *TeKos*, émanation de la « nouvelle droite ». Mais le changement le plus surprenant est sans doute celui qui affecte la vision qu'a l'extrême droite de l'État d'Israël, du sionisme et des juifs, désormais acceptés, par le Front national et le MNR, comme des alliés, au moins tactiques, contre l'islam. L'ancien théoricien du GRECE, Guillaume Faye, a emboîté le pas, au nom d'une vision apocalyptique de l'avenir de la France où se préparerait une guerre civile entre « autochtones » et « allogènes » musulmans¹⁰ et, de manière moins anecdotique, la rencontre entre le leader « blokker » Filip Dewinter et plusieurs dirigeants de la communauté juive d'Anvers, a confirmé le processus en cours depuis plusieurs années d'une recherche d'alliance entre le parti nationaliste flamand et une communauté radicalisée par l'augmentation importante des actes antisémites commis par de jeunes immigrants¹¹. Ce renversement de position n'a pour l'instant qu'un impact marginal dans les communautés juives d'Europe, qui préfèrent, aux textes islamophobes des groupes nationalistes, les ouvrages d'apparence scientifique d'auteurs de droite en vogue, comme Alexandre Del Valle, élogieusement cité tant par les tenants de l'hindutva¹² que par les nationalistes russes radicaux¹³. Mais il est incontestable que l'apparition en France de la Ligue de défense juive, branche du groupe américain du même nom et inspirée par le rabbin raciste Meir Kahane¹⁴, ou l'existence, pour la première fois en Israël, en vue des élections de 2003, d'un réseau francophone assez dense faisant la campagne du parti d'extrême droite l'oud ha Leoumi, témoignent de la chute d'un interdit : celui qui faisait qu'aucun juif ne pouvait considérer l'extrême droite comme une alliée, même dans le contexte d'une recrudescence très inquiétante des actes antisémites, qui, en France, ont atteint leur plus haut niveau depuis 1945.

L'extrême droite en Europe montre donc, par ses transformations successives, sa capacité à s'adapter aux mutations du monde contemporain. Ceux qui la combattent n'ont pu manquer de s'apercevoir que toute mobilisation contre elle qui se fondait prioritairement, sinon uniquement, sur le critère de l'indignation morale et du « devoir de mémoire » était condamnée à n'être qu'un feu de paille, aussi utile qu'il ait été sur le moment (ainsi de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2002). Riposter efficacement à l'extrême droite suppose, après avoir préalablement admis qu'elle diffère en tout du nazisme et du fascisme dans son programme économique et social, d'insérer le combat contre ses idées et ses pratiques dans le cadre plus large de la mobilisation contre la mondialisation libérale, dont la progression explique largement les avancées des populismes xénophobes dans les couches les plus précarisées des sociétés occidentales.

- 1 Ainsi dans l'article « Métamorphoses de l'extrême-droite en Europe », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.
- 2 C. Nelson Coutinho : « El concepto de sociedad civil en Gramsci y la lucha ideologica en le Brasil de hoy », in *Paradigmas y Utopias*, revue théorique du Partido del Trabajo, Mexico City, n° 5, juillet-août 2002, p. 339.
- 3 Entretien avec l'auteur, Paris, 22 mai 2003.
- 4 Sur ce point, et sur l'échec de l'extrême droite espagnole, on se reportera à l'ouvrage très complet de Xavier Casals Meseguer : *Ultrapatriotas*, Editorial Critica, Barcelone, 2003, 486 pages.
- 5 Cité par le quotidien *Le Soir*, 19 mai 2003, p. 7.
- 6 Source : Exit poll Fessel-GfK, 1999.
- 7 Interview de J. M. Le Pen au quotidien *Le Monde*, 19 avril 2003, p. 8.
- 8 Communiqué de presse de Jean-Marie Le Pen, 4 juin 2003.
- 9 *The Saffron Swastika, Voice of India*, New-Delhi 2001, 2 vol. 1070 pages.
- 10 G. Faye, *La Colonisation de l'Europe*, Paris, Éditions Aencre, 2000.
- 11 Cf. Manuel Abramowicz, « Des juifs parmi les électeurs du Blok ? », *Regards* (Bruxelles), 12 septembre 2000.
- 12 Ainsi son livre, *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe* (Éd. L'Age d'Homme, 1999), fait l'objet d'une recension élogieuse du Bharatvani Institute sur son site, www.bharatvani.org. Celui-ci écrit notamment : « Del Valle seems to have drawn on the work of Indian scholars, though only Harsh Narain is mentioned in the bibliography. »
- 13 Des extraits du même livre sont parus dans les n° 31 et 32 de la revue *Russkij Vestnik*.
- 14 En Israël, le mouvement Kahana Hai, qui rassemble ses disciples, a été interdit et est considéré comme terroriste.

Une internationale brune ?

Jim Wolfreys

Enseignant à King's College, Londres

Sur les pas du Front national, le British National Party.

Le succès du Front national fait rêver nombre de partis d'extrême droite européens. C'est notamment le cas du British National Party anglais, qui a tenté de reproduire les recettes de son modèle français. Pour autant, sa quête de respectabilité électorale n'a pas été sans entrer en forte tension avec le fascisme du noyau dur de ses leaders et militants.

Les tentatives pour comprendre la ré-émergence d'organisations d'extrême droite en

Europe durant les deux dernières décennies ont souvent été gâchées par la tendance à accorder un crédit indu aux proclamations de ses représentants. On considère ainsi largement que Le Pen, leader de la « droite nationale, sociale et populaire », est un « national-populiste », tandis que les médias ont repris l'usage par Gianfranco Fini de l'étiquette « post-fasciste » et l'appliquent sans discernement aux adeptes de Mussolini et de la République de Salò, qui forment une partie significative des membres de l'Alliance nationale. On peut observer un schéma similaire en Grande-Bretagne après les récents succès électoraux du British National Party (BNP) aux élections locales. Jusqu'à il y a quelques années, le BNP, dans la mesure où on en parlait, se voyait invariablement raillé comme assortiment marginal de brutes néonazies. Aujourd'hui pratiquement aucun commentateur des médias ne semble capable de discuter de cette organisation sans d'abord admirer sa nouvelle « respectabilité ».

Il ne s'agit pas de dire que tous ceux qui pensent que l'extrême droite contemporaine est nationale-populiste ou post-fasciste sont dupes ou particulièrement naïfs vis-à-vis des dangers représentés par ces organisations. En effet, pour prendre l'exemple de la France, certaines analyses plus sophistiquées du langage utilisé par l'extrême droite font preuve d'une grande sensibilité à la manière dont les codes et les insinuations que celle-ci déploie sont utilisés de façon à masquer un projet politique plus sinistre¹. De même, divers historiens ont établi d'utiles comparaisons entre le Front national (FN) et les thèmes de propagande de ses précurseurs, du boulangisme aux ligues antidreyfusardes, en passant par le poujadisme. Mais bien que de telles mises au jour des influences culturelles pesant sur l'extrême droite soient d'une valeur indéniable pour expliquer une partie de la rhétorique de la direction du FN, elles ne nous

disent pas grand-chose des raisons de son succès. L'absence d'une analyse cohérente de la dynamique qui fait progresser le FN s'est traduit par une insistance disproportionnée sur le rôle de la personnalité de Le Pen, par exemple dans les explications de la scission de 1999. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le succès ultérieur du parti lors des élections présidentielles de 2002 a été accueilli avec une telle incrédulité. En effet, un défaut majeur de la lecture « nationale-populiste » du phénomène FN a été son incapacité à expliquer la durabilité de cette organisation, qui est l'un des aspects les plus flagrants, mais en aucun cas le seul, de la trajectoire du Front, aspect la séparant clairement d'autres prétendues « fièvres hexagonales² ». Cet article se concentre sur une question fréquemment éludée par les commentateurs habituels de l'extrême droite : la relation entre sa stratégie électorale et la construction d'un encadrement fasciste. Bien que notre principal objet soit le récent succès du British National Party, nous verrons que le rôle de leader que joue le FN dans la réorganisation du fascisme n'est pas passée inaperçue chez les autres groupes se réclamant du même héritage.

Le modèle FN

Comment le BNP évalue-t-il l'importance du Front national ? Rédigeant le compte-rendu de la première histoire du FN à être publiée en anglais, une figure importante du BNP (par ailleurs condamnée pour attentat) déclara : « malgré les différences culturelles, juridiques, et d'expérience historique [le FN représente] un vrai mode d'emploi ». En particulier, la victoire aux élections municipales à Dreux en 1983 est tenue pour un moment charnière dans la métamorphose « d'un parti d'extrême droite contenant des figures embarrassantes et usant d'un langage strident, en un parti plus lisse, sophistiqué et séduisant électoralement ». Cette transformation « signifia qu'alors que le Front conservait ses soutiens radicaux, il pouvait aussi atteindre un public beaucoup plus large³ ». Selon le leader du BNP Nick Griffin, la transformation de groupes d'extrême droite marginaux en des alternatives viables à l'*establishment*, sur le modèle du FN, n'est pas le résultat de « la conversion spontanée de masses de gens devenant ouvertement nationalistes » :

« Plutôt, dans chaque pays où les nationalistes ont commencé à connaître de sérieuses avancées, c'est parce qu'ils ont d'abord fait un réel effort pour se tourner vers le peuple. Ce qui signifie trouver des façons de décrire la position nationaliste en des termes avec lesquels les gens ordinaires se sentent à l'aise... » (*Identity*, janvier/février 2000).

Griffin, fin connaisseur de la Nouvelle Droite française, fait grand cas du remaniement par celle-ci de divers aspects de la doctrine fasciste dans un contexte contemporain. Mais Griffin est aussi conscient du fait que le fascisme français

n'aurait pas pu assimiler les innovations de la Nouvelle Droite dans les années 1980 sans d'abord repenser son propre *modus operandi*. L'adoption par le FN de sa stratégie électorale fut le résultat d'une longue période de réflexion à l'extrême droite sur les manières de reconstruire des organisations fascistes à l'ère de l'après-guerre. Au début des années 1970, des organisations comme Ordre nouveau étaient arrivées à la conclusion que leur seul espoir d'échapper au « ghetto » d'une activité à petite échelle était de se débarrasser non seulement de l'étiquette « fasciste » mais de toute identification explicite avec l'héritage de cette dernière, notamment la rhétorique de la suprématie raciale et l'antisémitisme, et d'éviter les confrontations violentes avec la gauche, qui avaient caractérisé ses interventions depuis 1968. La décision de participer à des élections, prise à la fondation du parti en 1972, a été centrale dans la stratégie visant à gagner un soutien périphérique et « modéré » [*soft*] pour transformer celui-ci « à notre image⁴ ».

Les origines du British National Party

Bien sûr, il n'y a rien d'unique à cela. La résurgence d'organisations fascistes en Europe dans les deux dernières décennies s'est fondée sur la capacité de groupes au passé fasciste à se remodeler en partis à l'attrait électoral plus large. En Grande-Bretagne, le précurseur du BNP, le National Front (NF) essaya de faire la même chose, avec un succès limité, entre sa formation en 1967 et le début des années 1980. En effet, le NF obtenait dans les années 1970 de meilleurs résultats électoraux que ceux enregistrés par le BNP dans les deux dernières années, remportant 119 000 voix aux élections du conseil du Grand Londres en 1977 et recrutant, selon certaines estimations, un nombre d'adhérents allant jusqu'à 17 500⁵. Cependant, le National Front n'a jamais été capable de se débarrasser de son image néonazie et de se poser en rival sérieux du Parti conservateur. Le BNP, formé en 1982 par l'ancien dirigeant du NF John Tyndall, consacra la première décennie de son existence à la construction d'une organisation structurée, renonçant à la possibilité de présenter des candidats à l'élection de 1987, pour pouvoir canaliser les ressources vers l'établissement d'un quartier général du parti à Welling dans le sud-est de Londres. En 1993 son candidat à Millwall, dans l'est de Londres, Derek Beackon, devint le premier fasciste à gagner une élection en Grande-Bretagne depuis les années 1930, lorsqu'il gagna un siège au conseil municipal [*local council*]. À l'époque le parti imaginait que le succès le dispenserait d'une quête de respectabilité, croyant que « si on vous perçoit comme un gagnant, alors le public ignore ra ou vous pardonnera toutes sortes de choses » (*Patriot*, automne 1999). Mais une impressionnante riposte antifasciste, comprenant une grande marche sur le quartier général du BNP, de concert avec une campagne de mobilisation politique dans la zone de Millwall, empêcha l'or-

ganisation de se développer à partir de cette victoire. En 1994, Beackon perdit son siège, ce qui jeta le parti dans l'embarras. Tyndall proposa un « retour à la rue », prônant des manifestations et des marches pour attirer un « élément plus vigoureux » dans le parti. Mais les membres du parti, se souvenant des mobilisations de masse de l'Anti-Nazi League à la fin des années 1970 et au lendemain de la victoire de Beackon, ne se sentaient pas d'attaque. Un certain nombre de ses cadres dirigeants, dont l'organisateur qui était à l'origine du succès électoral de Millwall, démissionnèrent du parti, le croyant incapable de se dépouiller de son image violente. Comme le dit l'un d'eux, « les activités comme les marches donnent au public l'impression que les accusations (des médias) pourraient être vraies... notre tactique étant réduite à "attirer-une-foule-pour-nous-attaquer" [*attract-a-mob-to-attack-us*]... une telle approche de la politique n'est pas vraiment un bon calcul pour encourager les gens à nous rejoindre » (*Patriot*, été 1999). S'agissant ultérieurement de refaçoner l'image du BNP, l'exemple du Front national allait exercer une influence significative.

Le « nouveau » BNP

Le rejet par Tyndall des tentatives d'amélioration de l'image du BNP, qu'il considérait comme « du nombrilisme agonisant » (*Patriot*, automne 1999), a convaincu une partie de la direction qu'à moins que le parti ne « ponce toutes ses aspérités », le succès électoral apportait avec lui le risque « qu'au premier obstacle entravant une avance continue, il serait probable que la marche en avant se transforme rapidement en déroute » (*Patriot*, automne 1999). Ces membres expliquaient que si le BNP avait gagné à Millwall c'était parce que sur place les militants avaient été capables de développer un programme « minimaliste » fondé sur les questions politiques locales [*community politics*]. Le retour de bâton après la victoire avait imposé au parti une image déférente. « Pour qu'il y ait un quelconque moyen d'y retourner, il serait d'abord nécessaire d'effacer l'image négative du parti dans l'esprit du public. Ce qui requiert [...] l'adoption sincère du programme minimaliste qui a permis la première percée. » L'agenda « minimaliste » impliquait d'« adopter la ligne de plus petite résistance encore compatible avec l'idéologie centrale. Ce qui veut dire qu'il faut se débarrasser de tout bagage superflu » (*Patriot*, automne 1999). Ces idées ont trouvé un fer de lance au sein de l'organisation en la personne de Nick Griffin, qui a présenté aux membres du BNP ainsi les grandes lignes de sa stratégie : « Pourquoi les nationalistes, et eux seuls, s'évertuent-ils à s'exprimer avec des mots d'une seule syllabe pour expliquer d'où ils viennent, et où ils veulent aller?... C'est une lutte à mort pour la survie des Blancs, et pas une soirée costumée... Aussi longtemps que nos cadres, eux, comprennent toutes les implications de notre lutte, alors il n'y a aucun besoin

pour nous de faire quoi que ce soit qui puisse susciter l'inquiétude du public. Au contraire, puisque nous avons besoin de son soutien pour être capables de transformer une théorie impuissante en réalité pratique, il nous faut à tout moment nous présenter à eux avec une image de raisonnable modération » (*Patriot*, printemps 1999).

En cherchant à faire des victoires électorales locales un pas vers la participation aux élections européennes et nationales avec une chance de succès, le BNP a tout misé sur la création d'une image respectable. Cela ne veut pas dire que le parti serait devenu en quoi que ce soit plus modéré. Son but est de gagner les électeurs au fascisme en masquant ses buts réels sous son « programme minimaliste ». À cette fin, il a mis de l'eau dans le vin d'une partie de sa propagande, laissant tomber les appels au rapatriement obligatoire des immigrés, et a adopté une politique officielle d'évitement de la confrontation avec la gauche. Griffin tente d'orienter la propagande du BNP autour de quatre thèmes centraux : la Liberté (opposition à l'Union européenne et à la bureaucratie d'État) ; la Démocratie (appels plébiscitaires pour le retour de la peine de mort et le durcissement des politiques d'immigration) ; la Sécurité (crime et chômage) ; et l'Identité. Cette dernière, selon Griffin, est un thème « qui soulève toutes les questions liées à l'immigration de masse sans déclencher le conditionnement pavlovien négatif que des décennies de lavage de cerveau ont associé au mot "race" » (*Patriot*, printemps 1999). Juste au cas où quelqu'un n'aurait pas compris la fonction de ces thèmes, Griffin souligne que les membres « devraient toujours finir par s'efforcer de créer des liens entre le BNP et ces quatre concepts idéalistes, maternels, "fleur bleue" [*apple pie*], et à qui on ne peut rien reprocher » (*Patriot*, printemps 1999).

Diplômé de Cambridge, propriétaire d'une ferme, Griffin a évincé Tyndall au poste de leader en 1999. Il avait rejoint le National Front au milieu des années 1970, et s'était impliqué à la fin des années 1980 dans une faction du NF connue sous le nom de *Political Soldiers*, un groupe élitiste proche des Noyaux révolutionnaires armés italiens, qui s'inspirent fortement des idées du fasciste italien Julius Evola et de la Nouvelle Droite française. En 1989 Griffin quitte le NF pour fonder la Troisième Position internationale, un autre regroupement s'inspirant de la Nouvelle Droite et qui se décrivait comme un « centre de ressources » offrant un entraînement politique à l'extrême droite (*Patriot*, été 1999). À la suite d'un accident en 1989 lors duquel il perd un œil, Griffin abandonne progressivement ses activités jusqu'à ce que Tyndall fasse appel à lui et lui demande de rejoindre le BNP pour l'aider à affronter les « modernisateurs » qui menacent sa direction (*Searchlight*, février 2002). Les déclarations de Griffin datant de cette période soulignent sa compréhension du besoin d'un mouvement extra-parlementaire. En 1997 il donne une interview à des journalistes qui se présentent comme des représentants du Front national. Se référant au suc-

cès de Beackon en 1993 il leur dit que : « Les électeurs de Millwall n'ont pas soutenu un parti de droite post-moderne, mais bien ce qu'ils ont perçu comme une organisation forte, disciplinée, possédant la capacité d'appuyer son slogan "Défendre les droits des Blancs" avec des bottes et des poings bien dirigés. Quand arrive le moment crucial, le pouvoir est le produit de la force et de la volonté, et non du débat rationnel. » (*Searchlight*, Juin 1997).

C'est la conscience de l'utilité de petits groupes de combat de rue, « dont nous avons néanmoins besoin », qui a guidé Griffin dans son désir d'établir une organisation-vitrine, l'Association européenne des arts martiaux, pour entraîner « de jeunes hommes capables de défendre nos opérations ». Cette conscience s'accompagne d'un mépris total pour les « rebuts du *Lumpen prolétariat* ». Croyant toujours s'adresser à des membres du FN il continua, « Je ne sais pas si vos skin-heads sont des rebuts, mais beaucoup des nôtres en sont, ils sont plus bas que terre, ce sont vraiment des nuls... On en a besoin dans notre orbite, mais pas dans notre organisation... » (*Searchlight*, juin 1997). Griffin a désigné le recrutement d'éléments des classes moyennes comme la priorité du BNP. Il a condamné le genre de gens qui avaient voté pour Beackon dans les quartiers est de Londres soit comme décadents, soit comme « trop stupides pour faire quoi que ce soit ». Le futur du BNP se trouvait au contraire dans la capacité à s'attirer le soutien de la « classe moyenne frustrée et désorientée » (*Searchlight*, Octobre 1999). Effectivement, lorsque Griffin rencontra Le Pen pendant la campagne pour les élections locales, il tint à lui demander conseil, selon le *Sunday Times*, « sur la manière de reproduire le succès du Front national français en attirant des membres instruits et bien payés » (4 mai 2003). Cette volonté de Griffin de gagner au BNP un encadrement fait de classes moyennes se reflète dans ses références au parti comme une « petite entreprise », dans son utilisation du langage du management au sein de ses publications, dans ses déclarations sur le nombre de consultants en management et de cadres du marketing gagnés à l'organisation, et dans les « séminaires d'entraînement », « audits de compétences » et « études de faisabilité » menés par la direction, elle-même organisée autour de « structures de management » internes soutenues par un Groupe de recherche et de développement et un *Think Tank* de la direction [*Leadership Think Tank*].

La race, la respectabilité et les élections

Les similitudes entre les stratégies suivies par le BNP et par le FN sont claires. De plus, Griffin a remis sur pied les publications du BNP, introduisant un magazine bimensuel en papier glacé dont le titre, *Identity*, a été emprunté à la publication « théorique » du FN. La fête Bleu-Blanc-Rouge s'est aussi attiré beaucoup d'admiration de la part de la direction du BNP. Sa propre expérience, le Red-White-And-Blue Festival, à qui il reste à rassembler plus de trois

ou quatre cents participants, fait partie d'une tentative réfléchie du parti pour s'enraciner socialement sur le modèle du FN. Les organisations satellites du BNP comportent également des similitudes avec les organisations affiliées au FN, de la campagne « Land and People » (la terre et le peuple) à l'Association des anciens combattants britanniques, l'organisation de jeunesse du BNP, le cercle familial « Renaissance », le Groupe des retraités [*Pensioners' Awareness Group*] et l'Association des étudiants britanniques.

Pendant la campagne contre Tyndall, Griffin en fit beaucoup sur l'image extrémiste attachée à son rival, souvent représenté dans la littérature antifasciste portant l'uniforme néonazi du Greater Britain Movement. Non pas que les opinions de Griffin aient été en quoi que ce soit plus modérées que celles de Tyndall. En avril 1998 il s'assura le soutien du révisionniste Robert Faurisson pour le défendre contre des accusations d'incitation à la haine raciale visant un article antisémite dans une publication du BNP. « Fier » de la condamnation qui s'ensuivit (*Patriot*, été 1999), Griffin exprime son négationnisme dans les termes les plus francs : « Je suis bien conscient du fait que l'opinion orthodoxe veut que six millions de Juifs aient été gazés et incinérés ou transformés en abat-jour. Il fut aussi un temps où l'opinion orthodoxe soutenait que la terre était plate... Je suis arrivé à la conclusion que la légende de "l'extermination" est un mélange de propagande de guerre alliée, d'un mensonge extrêmement rentable, de l'hystérie et de la chasse aux sorcières qui ont suivi. » (cité dans *Searchlight*, mai 2000).

Comme Le Pen, il comprend l'importance pour les organisations fascistes de contester l'existence de l'Holocauste : « La raison pour laquelle les gens comme moi ne sont ni polis ni raisonnables à propos de l'Holocauste a [...] à voir avec la frustration devant la manière dont celui-ci est utilisé pour empêcher tout débat authentique sur les questions ayant trait à l'immigration, l'ethnicité et la survie culturelle des nations occidentales. » (*The Observer*, 1^{er} septembre 2002). En direction des membres du BNP, le message est énoncé plus clairement : « Durant les cinquante dernières années la vision qui a sous-tendu la nausée infâme de cette ère a été le soit-disant "Holocauste"... Le Nouveau Monde luttant pour sa naissance ne peut pas y parvenir tant que ce mensonge n'est pas publiquement dévoilé, ridiculisé, et détruit... Si les nationalistes n'enterrent pas ce mensonge funeste, personne ne le fera. Dans le cas de la Grande-Bretagne, cela veut dire que les membres du British National Party ont le devoir de s'impliquer en tant que participants actifs dans la lutte révisionniste. » (*Searchlight*, septembre 2002).

Bien que le FN ait passé de nombreuses années à instruire ses membres sur la manière d'approcher les questions de race ou d'antisémitisme en utilisant un langage à même de dévier les accusations de racisme, le vernis de « respectabilité »

du BNP est beaucoup plus fin. « Nous devons préserver la race blanche », déclarait Griffin à *Wales on Sunday* en 1966, « parce qu'elle a été responsable de toutes les bonnes choses de la civilisation⁶ ». *Identity* comporte des articles qui posent « la survie et en dernière instance l'avancement de la race blanche » comme « l'objectif final » du parti : « une fois notre race abâtardie et mulâtrée, comment pourrions jamais la récupérer ? » L'attitude de Griffin vis-à-vis de la présentation de la question de la race a longtemps été façonnée par le travail de la Nouvelle Droite. Dès 1987, Griffin et la faction des Political Soldiers utilisaient leur influence éditoriale sur les publications du NF pour diriger l'extrême droite britannique vers les lignes développées en France par le GRECE et le club de l'Horloge dans les années 1970 : « Le racisme négatif qui a infecté des sections du Front jusqu'à récemment était largement un produit de l'impérialisme britannique, qui cherchait à justifier la domination sur les pays d'autres peuples en décrivant ces derniers comme les membres de races "inférieures" qui auraient besoin d'être "civilisées" et transformées en Britanniques de couleur... En contraste total, la position raciste désormais adoptée par le National Front se fonde sur le principe nationaliste qui veut que l'autodétermination et la préservation de l'identité raciale et culturelle est un droit inaliénable de tous les peuples du monde, quels que soient leur religion ou leur couleur⁷. » (*National Front News*, août 1987).

Aujourd'hui, les publications du BNP soulignent constamment le besoin d'exprimer les idées racistes en termes de culture : « Le BNP ne prône pas la "suprématie raciale". Le BNP ne prétend pas qu'une quelconque race soit supérieure à une autre, simplement qu'elles sont différentes [...] Le BNP n'a également aucun rapport avec la "haine de race" [*race hate*]. En effet ce sont les multi-racistes qui propagent la haine puisque ce sont eux qui sont déterminés à détruire toutes les cultures et toutes les races pour réaliser un méli-mélo multiracial. » (*Identity*, janvier-février 2000).

Cette perspective imprègne la propagande du parti sur les droits des Blancs, une version plus acérée de la notion frontiste de *préférence nationale*, menaçant les Noirs de discrimination sur le marché du travail, l'expulsion des personnes noires (y compris celles nées en Grande-Bretagne) qui commettent des crimes et l'interdiction des couples interracial.

Une des contradictions entre l'électoratisme du parti et son « nationalisme raciste » est apparue pendant la campagne des élections locales de 2003. Le numéro de février 2003 de son journal, *The Voice of Freedom*, comportait un article sur l'un de ses candidats qui avait cherché à désamorcer les accusations de racisme en annonçant qu'il était « le grand-père de deux enfants métis que j'aime tendrement ». L'article a provoqué une réaction furieuse de certains membres, qui, par dégoût, auraient déchiré la page du journal (*Searchlight*, March 2003). La direction s'est sentie obligée d'y insérer une

lettre, présentant ses excuses pour l'article, puisqu'il donnait l'impression que le parti cautionnait les relations interraciales. En réaffirmant l'opposition du BNP au « mélange des races » tout en soulignant d'une même haleine que l'étiquette raciste attachée au parti reste « le plus gros obstacle politique qu'il nous faut surmonter », la lettre offrait une indication de la distance que le parti doit parcourir dans sa recherche de la « respectabilité », et un rappel des tensions qui se trouvent inévitablement sur ce chemin.

Le succès électoral a poussé la direction du BNP à se concentrer sur la tâche de ramener son noyau dur fasciste dans la ligne. Les publications du parti soulignent constamment le besoin de se restreindre : « Les blousons d'aviateur, les têtes polies façon prussienne, les polos noirs et les vêtements du même genre sont simplement pas de bonne politique pour un mouvement qui essaye de gagner à lui les Britanniques ordinaires [...] Il suffit de un ou deux types mal habillés, d'un seul badge ou magazine "extrême" et puéril, d'un tatouage choquant et très visible, ou d'une insulte qui dépasse les bornes, pour convaincre les gens sensés mais prudents qu'il y a du vrai dans les calomnies propagées par les médias. » (*Identity*, mars-avril 2000).

Les bouffonneries du gouvernement du New Labour ont donné un énorme coup de pouce aux efforts du parti pour atteindre la légitimité. Le ministre de l'Intérieur David Blunkett a mené une honteuse campagne raciste contre les demandeurs d'asile, mettant en garde contre la « submersion » [*swamping*] des écoles britanniques par leurs enfants en des termes qui font écho aux fameuses remarques de Margaret Thatcher il y a vingt-cinq ans. D'autres députés ont suivi les pas de Blunkett. En février 2003, Phil Woolas, du New Labour, dont la circonscription de Oldham a été la scène d'émeutes provoquées par le BNP en 2001, a condamné le « racisme noir envers les Blancs » et exhorté les autres hommes politiques à prendre la parole pour le dénoncer (*The Sunday Times*, 2 février 2002). C'est avec joie que Griffin a accueilli l'attitude du gouvernement, soutenue par une véhémente campagne menée par la presse tabloïde contre le droit d'asile : « La question du droit d'asile a été une aubaine pour nous. Nous avons connu une croissance phénoménale du nombre de nos militants. Ça a été assez drôle de regarder les ministres du gouvernement et les Tories jouer la carte raciale dans des termes bien plus crus que nous n'utiliserions, tout en faisant semblant de ne pas le faire. La question nous légitime⁸. »

À un certain niveau la stratégie électorale a connu du succès. Aux élections locales de mai 2003, le parti a atteint le score fasciste le plus important depuis la fin des années 1970. Ses 221 candidats ont remporté plus de 100 000 voix, juste un peu moins que les 119 000 voix gagnées par le National Front aux élections du Grand Londres en 1977. Le BNP a remporté un total de treize sièges, dont sept dans la seule ville de Burnley, au nord-ouest de l'Angleterre. Une idée répandue

voudrait que le soutien au BNP se concentre parmi les anciens électeurs du Labour dans les zones industrielles en déclin. La réalité est plus complexe. À Halifax, où le BNP a remporté le conseil de Mixenden lors de l'élection partielle de janvier 2003, le soutien au BNP a atteint ses sommets non dans des cités délabrées mais dans des villages tories traditionnels. De même, aux élections de mai 2003, les candidats du BNP dans le nord-ouest ont eu souvent plus de succès non dans les bastions de la classe ouvrière travailliste, mais dans des circonscriptions plus aisées comme les zones de Briercliffe, Cliverger et Worsthorne à Burnley, qui ont enregistré les scores les plus élevés du BNP dans la ville, ou dans la circonscription relativement riche de Royton North, où le parti a atteint son meilleur score à Oldham. De la même manière, le BNP a gagné près de 50 % des voix à Broxbourne, une zone tory des classes moyennes de la banlieue de Hertfordshire. À Sunderland, le BNP a fait des percées significatives, mais le vote Labour a aussi augmenté. Il ne s'agit pas de nier que le BNP récolte aussi des voix dans les zones ouvrières et provenant d'anciens partisans du Labour. Mais il faut souligner la nature diverse de ses soutiens électoraux parce qu'elle reflète les tensions qui sous-tendent les organisations fascistes.

Conclusion

Pour le moment, la capacité du parti à traduire ses succès électoraux dans des réserves organisationnelles apparaît limitée. Le nombre de militants du BNP a crû pour atteindre quelques milliers mais les efforts pour organiser de grands rassemblements peinent encore à faire venir plus de quatre cents personnes en même temps. La disparité entre la propagande électorale « populiste » et les pressions pour la fondation d'une organisation partisane fasciste est un trait important de l'extrême droite européenne moderne. Bien que le BNP soit, nationalement, en position plus forte qu'en 1993, cette tension demeure entre son noyau dur fasciste et ses ambitions électorales. Un succès ininterrompu pourrait empêcher ces conflits d'éclater, mais l'activité anti fasciste, qui est capable de mettre des obstacles sur la voie de sa propagande électorale et de casser sa capacité à s'organiser, peut provoquer des disputes internes et empêcher le parti de convertir son audience électorale en adhésions. Le vote BNP a atteint un niveau qui ne s'évanouira pas en une nuit. Mais les campagnes anti-fascistes unitaires à Oldham et Sunderland – les villes, avec Burnley, avec le plus de candidats du BNP – montrent qu'il est possible de les empêcher de gagner des sièges, alors que les années 1990 ont montré qu'en Grande-Bretagne comme en France, l'opposition résolue aux partis fascistes peut réussir à exacerber les divisions entre ses différentes composantes.

Traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin.

- 1 Lire en particulier Pierre-André Taguieff, « La doctrine du national-populisme en France », *Études*, Janvier 1986.
- 2 Lire parmi d'autres Michel Winock, *Les Fièvres hexagonales* (Paris, Calmann-Lévy, 1986) et « Aux origines de M. Le Pen. La vieille histoire du "national-populisme" », *Le Monde*, 12 juin 1987; Pascal Perrineau, « L'Électorat à reconquérir » in David-Martin Castelneau (dir.) *Combattre le Front national* (Paris, Vinci), 1995; et Ariane Chebel d'Appollonia, historienne de l'extrême droite, « Ce n'est pas la fin du national-populisme », *Le Monde*, 24 janvier 1999.
- 3 Tony Lecomber, compte rendu de Jonathon Marcus, *The Front National in French Politics* (Basingstoke, Macmillan, 1995) in *Patriot*, printemps 1999.
- 4 Pour une analyse plus détaillée des origines et du développement du FN, lire Peter Fysh et Jim Wolfreys, *The Politics of Racism in France* (Basingstoke, Macmillan, 2003).
- 5 Gerry Gable, "The far right in contemporary Britain", in Luciano Cheles, Ronnie Ferguson et Michalina Vaughan (dir.), *Neo-fascism in Europe* (London, Longman, 1991) p. 246.
- 6 *Searchlight*, "The Politics of the BNP a summary" (<http://www.searchlight.demon.co.uk/presspack>).
- 7 Cité par Roger Eatwell, "The Esoteric Ideology of the National Front in the 1980s", in Mike Cronin (dir), *The Failure of British Fascism: the Far Right and the Fight for Political Recognition* (Basingstoke, Macmillan, 1996) p. 109.
- 8 *Searchlight*, "The Politics of the BNP: a summary" (<http://www.searchlight.demon.co.uk/presspack>).

Lu d'ailleurs



Sous-commandant Marcos

Sept considérations de mai 2003

Le sous-commandant Marcos a fait parvenir pour publication à la rédaction de ContreTemps ce texte de mai 2003, à paraître simultanément dans la revue mexicaine Rebeldia et dans plusieurs revues européennes ou latino-américaines.

Au fur et à mesure que se détériorent les plans du pouvoir et que les grandes entreprises de communication titubent entre le ridicule et les tragédies promues par la classe politique mondiale, en bas, dans les grandes fondations de la chance-lante Tour de Babel moderne, les mouvements ne cessent, fût-ce de manière balbutiante, de reprendre la parole et de se retrouver dans leur miroir pour mieux aller au-delà de leur propre reflet. Tandis qu'en haut on édicte une politique des rendez-vous manqués, dans les catacombes du monde, les autres se retrouvent eux-mêmes et découvrent l'autre qui, pour être différent, n'en est pas moins un autre « d'en bas. » (l'idée selon laquelle le mouvement zapatiste retrouve la capacité d'être *espejo e cristal* est une idée typiquement zapatiste. Presque intraduisible elle signifie que le mouvement parvient à refléter et à transmettre en même temps l'image sans aucune distorsion : *espejo* (miroir) parce qu'il reflète celui qui le regarde ; et *cristal* parce qu'il s'agit d'une fenêtre pour voir l'autre. NdT)

Partie prenante de cette reconstruction d'une parole réflexive ouverte à la compréhension de l'autre, l'armée zapatiste de Libération nationale (EZLN) a renoué le dialogue avec les mouvements et les organisations sociales et politiques du monde. En commençant pas nos frères et sœurs du Mexique, d'Italie, de France, d'Allemagne, de Suisse, de l'État espagnol, d'Argentine, des États-Unis, il s'agit d'élaborer un ordre du jour commun de discussions. Nous ne prétendons pas parvenir à des accords politiques et programmatiques, ni nous aventurer dans une nouvelle mouture d'Internationale. Il ne s'agit pas davantage d'unifier nos concepts théoriques, mais de trouver et/ou de construire des points communs de débat. De construire en somme des images théoriques et pratiques qui puissent être vues et vécues selon des angles différents.

Comme contribution à cet effort de rencontre, l'EZLN présente aujourd'hui ces sept considérations. Les inscrire dans un horizon spatial et temporel précis signifie reconnaître nos limites théoriques et pratiques, et celles surtout de

notre vision universelle. C'est notre première contribution à un programme mondial de discussion.

Nous remercions la revue mexicaine *Rebeldia* qui a ouvert ses colonnes à ces pensées. Nous remercions également les publications qui, en Italie, en France, dans l'État espagnol, aux États-Unis et en Amérique latine en font de même.

I. Théorie

On oublie souvent la part de la théorie et de l'analyse théorique dans les mouvements sociaux et politiques. Bien sûr, ce qui semble évident dissimule généralement un problème : en ce cas, celui des effets d'une théorie sur une pratique et le rebond théorique de cette pratique. Le problème de la théorie est aussi celui de savoir qui produit cette théorie. Je ne confonds pas la notion de théorie ou d'analyse théorique avec celle d'intellectuel. Cette dernière est plus large. Le théoricien est un intellectuel, mais tout intellectuel n'est pas un théoricien.

L'intellectuel (par conséquent, aussi, le théoricien) se sent autorisé à opiner sur les mouvements. Ce n'est même pas un droit, c'est un devoir. Certains intellectuels vont plus loin et se transforment en « nouveaux commissaires politiques » de la pensée et de l'action. Ils distribuent les bons et les mauvais points. Leur « jugement » a cependant à voir avec le lieu où ils se trouvent et avec celui auquel ils espèrent accéder.

Nous, nous pensons qu'un mouvement ne doit pas « rendre » les jugements dont il fait l'objet, en classant les intellectuels en bons et mauvais, selon la manière dont ils apprécient le mouvement. L'anti-intellectualisme n'est rien d'autre qu'une auto-apologie inconsciente caractéristique de la puberté d'un mouvement.

Nous croyons, quant à nous, que la parole laisse des traces, que les traces indiquent une direction, que la direction implique des choix et des engagements. Ceux qui prennent la parole pour ou contre un mouvement n'ont pas seulement le droit de l'énoncer, mais aussi de « l'éprouver » en réfléchissant à ses objectifs : « Pour quoi ? » et « Contre quoi ? » sont des questions qui doivent toujours accompagner la parole. Non point pour l'édulcorer ou pour en réduire la portée, mais pour la compléter et pour la rendre effective, pour qu'elle devienne audible par celui ou celle à qui elle est destinée.

Produire de la théorie à partir d'un mouvement social, ce n'est pas la même chose que de le faire à partir d'une position académique. Je n'emploie pas le terme « académique » dans un sens aseptique d'objectivité scientifique (au demeurant inexistante), mais seulement pour indiquer un espace de réflexion et de production intellectuelle « extérieur » au mouvement. Extérieur ne veut pas dire qu'il n'y ait pas « d'empathie » ou « d'antipathie », mais que cette pro-

duction intellectuelle ne vient pas du mouvement lui-même, elle lui est appliquée. Ainsi, l'analyste académique évalue et juge les bons et les mauvais côtés, les succès et les échecs des mouvements passés et présents, et il risque des prophéties sur les voies et les destinées.

Certains analystes académiques aspirent parfois à diriger un mouvement. Autrement dit, ils prétendent que le mouvement doit suivre leurs directives. Le reproche fondamental de l'académique est alors que le mouvement ne lui « obéit » pas, de sorte que toutes ses « erreurs » viendraient fondamentalement de ce qu'il ne perçoit pas clairement ce qui est évident pour l'académicien. L'amnésie et la malhonnêteté s'insinuent souvent (pas toujours) chez ces analystes de bureau. Un jour, ils disent une chose et prédisent quelque chose, le jour suivant arrive le contraire ; mais l'analyste a perdu la mémoire et se met à théoriser en oubliant ce qu'il disait la veille. C'est, de plus, malhonnête parce qu'il ne se donne pas la peine de respecter ses lecteurs ou ses auditeurs. Il ne dira jamais : « Hier, j'ai dit ceci et ce n'est pas arrivé, ou il s'est passé le contraire, je me suis trompé. » Tout au jour d'aujourd'hui, le théoricien de bureau en profite pour oublier. Dans la théorie, cet académique produit l'équivalent d'une nourriture avariée de l'intellect qui sustente mais ne nourrit pas. Certains mouvements justifient parfois leur spontanéisme en se plaçant sous le parrainage théorique de l'académie. La solution est alors plus préjudiciable encore. Si l'académie se trompe, elle « oublie » ; si le mouvement se trompe, il se brise. Il arrive que la direction d'un mouvement cherche une « couverture théorique », autrement dit une manière de donner à sa pratique un semblant de cohérence, et qu'il demande à l'académie de la lui fournir. Dans ce cas, la théorie n'est rien d'autre qu'une apologie acritique et quelque peu rhétorique. Nous, nous pensons qu'un mouvement doit produire sa propre réflexion théorique (à ne pas confondre avec sa propre apologie). Elle peut assimiler, chose impossible pour un théoricien de bureau, la propre pratique formatrice de ce mouvement. Nous, nous préférons écouter et discuter avec ceux qui analysent et réfléchissent théoriquement dans et avec les mouvements et les organisations, et non pas en dehors, ou, ce qui est pire, sur le dos de ces mouvements. Bien sûr, nous nous efforçons d'écouter toutes les voix et de prêter attention non à ceux qui en sont porteurs, mais aux lieux d'où ils parlent.

Dans nos réflexions théoriques, nous parlons de ce que nous percevons à l'état de tendances, et non comme des faits accomplis ou inévitables. Des tendances qui ne sont pas encore devenues homogènes ou hégémoniques, mais qui peuvent (et doivent) être inversées. Notre réflexion théorique, en tant que zapatistes, ne s'applique pas à nous-mêmes, mais à la réalité dans laquelle nous évoluons. Elle est, de plus, relative et limitée dans le temps, dans l'espace, dans ses concepts et dans la structure de ces concepts. C'est pour-

quoi nous refusons toute prétention à l'universalité et à l'éternité de ce que nous disons et faisons.

Les réponses aux questions sur le zapatisme ne se trouvent pas dans nos réflexions et dans nos analyses théoriques, mais dans notre pratique. Dans notre cas, cette pratique comporte une forte charge morale, éthique. Autrement dit, nous essayons (pas toujours avec succès, bien sûr) de développer notre action, non seulement en conformité avec une analyse théorique, mais aussi et surtout en accord avec ce que nous estimons être notre devoir. Nous nous efforçons d'être toujours conséquents. Peut-être sommes-nous des « pragmatiques » (ce qui est généralement une manière de dénigrer « une pratique sans théorie ni principes »). Les avant-gardes ressentent le devoir de diriger quelque chose ou quelqu'un (et en ce sens elles ont bien des similitudes avec les théoriciens de bureau). Elles se proposent de diriger, et elles y travaillent. Certaines sont même disposées à payer pour cela le prix des erreurs et des biais de leur actions politiques. L'académie, non.

Nous pensons que notre devoir est d'initier, de suivre, d'accompagner, de trouver et d'ouvrir des espaces pour quelque chose et pour quelqu'un, y compris pour nous-mêmes.

Un panorama, fût-il purement énumératif, des diverses résistances dans un pays donné ou à l'échelle de la planète, n'est pas un simple inventaire. Plus que des présents, il laisse entrevoir des futurs. Ceux qui font partie de ce paysage et de cet inventaire peuvent découvrir des choses que ceux qui additionnent en restant dans leurs bureaux de chercheurs en sciences sociales ne parviennent pas à percevoir, à savoir que l'important n'est pas celui qui chemine, ni son pas, mais le chemin, la direction, la tendance. Dans l'analyse, la discussion, la polémique, il ne s'agit pas seulement de comprendre ce qui arrive, mais aussi et surtout de s'employer à le transformer.

La réflexion théorique sur la théorie se nomme métathéorie.

La métathéorie des zapatistes, c'est notre pratique.

II. L'État-nation et la cité

Dans l'agonie programmée des États nationaux, c'est la classe politique qui avait le pouvoir de décision. Son Pouvoir qui prenait certes en compte les pouvoirs économique, idéologique et social, mais il conservait vis-à-vis d'eux, une autonomie relative. Cette autonomie relative lui donnait la possibilité de voir « plus loin » et de conduire les sociétés nationales vers le futur. Dans cet avenir, non seulement le pouvoir économique se maintenait comme pouvoir, mais il devenait plus puissant encore.

Dans l'art de la politique, le gouvernant, l'artiste de la cité, était alors un guide spécialisé, détenteur des sciences et des arts, y compris de l'art militaire. La

sagesse des gouvernants résidait dans l'usage adéquat des différents moyens de pilotage de l'État. Le recours plus ou moins important à ces différents moyens définissait le mode de gouvernement. L'équilibre entre l'administration, la politique et la répression, une démocratie avancée. Beaucoup de politique, peu d'administration et une répression masquée, un régime populiste. Beaucoup de répression et un degré de politique et d'administration, une dictature militaire.

Dans la division internationale du travail, aux pays capitalistes développés revenaient alors des gouvernants qui étaient des hommes (ou des femmes) d'État; aux pays du capitalisme déformé, revenaient les gouvernements de gorilles. Les dictatures militaires représentaient le vrai visage de la modernité: un visage bestial, souillé de sang. Les démocraties n'étaient pas simplement un masque de la brutalité, elles préparaient aussi les nations à une nouvelle étape où l'argent jouirait de meilleures conditions d'accumulation. La globalisation, autrement dit la mondialisation du monde, n'est pas seulement marquée par la révolution technologique digitale. La volonté internationaliste omniprésente de l'argent a trouvé les moyens et les conditions pour renverser les obstacles qui l'empêchaient d'accomplir sa vocation: imposer sa logique à la planète entière. Ces obstacles, les frontières et les États nationaux, ont connu et connaissent une nouvelle guerre mondiale (la Quatrième). Les États nationaux affrontent cette guerre sans ressources économiques, politiques, militaires, idéologiques, et, comme le montrent les guerres récentes et les traités de libre commerce, sans défenses juridiques.

L'histoire ne s'est pas achevée avec la chute du mur de Berlin et la désintégration du camp socialiste. Le nouvel ordre mondial demeure un objectif de bataille de l'argent; mais, sur le terrain, l'État national gît déjà, agonisant, en attendant de l'aide.

Nous appelons « société de pouvoir » le collectif dirigeant qui se substitue à la classe politique pour la prise des décisions essentielles. Il s'agit d'un groupe qui ne détient pas seulement le pouvoir économique et qui ne l'exerce pas seulement dans le cadre d'une nation. La société de pouvoir s'agrège organiquement (selon le modèle d'une société anonyme) et se constitue de manière à partager des objectifs et des méthodes. Y compris dans son procès de formation et de consolidation, « la société de pouvoir » tente de remplir le vide laissé par les États nationaux et par leurs classes politiques. Elle contrôle les organismes financiers (et au-delà des pays entiers), les moyens de communication, les corporations industrielles et commerciales, des centres éducatifs, des armées et des polices publiques et privées. La « société de pouvoir » aspire à un État mondial, à un gouvernement supranational, mais elle n'œuvrepas à sa construction.

La globalisation a été une expérience traumatisante, pour l'humanité bien sûr, mais surtout pour la société du pouvoir. Épuisée par l'effort pour passer sans transition des quartiers ou des communautés à l'*hyper-polis*, du local au global, tandis que prend forme le gouvernement supranational, la société du pouvoir se réfugie à nouveau dans l'État national défaillant. L'État national de la société du pouvoir conserve une vigueur qui s'apparente à celle de la schizophrénie. L'État-nation en offre dans les métropoles une sorte d'hologramme. Présenté pendant des décennies comme une garantie de stabilité, l'État-nation tend à s'éteindre, mais son hologramme subsiste, alimenté par les dogmes qui prétendent remplir le vide produit et entretenu par la mondialisation. La mondialisation du monde, dans le temps et dans l'espace, est une chose que le Pouvoir ne parvient pas à digérer. Les « autres » ne sont déjà plus « ailleurs », ils sont partout et à toute heure. Et, pour le pouvoir, l'autre est une menace. Comment faire face à cette menace? En brandissant l'hologramme de la nation et en présentant l'autre comme l'agresseur. L'argument de Bush pour justifier ses guerres en Afghanistan et en Irak n'a-t-il pas été que ces pays menaçaient « la nation américaine »? Mais, à part dans la réalité fabriquée sur mesure par CNN, les drapeaux qui ont été déployés à Kaboul et à Bagdad ne sont pas la bannière étoilée, mais les étendards des grandes firmes multinationales.

Dans l'hologramme de l'État nation, l'illusion type de la modernité, c'est-à-dire « la liberté individuelle » est prisonnière d'une prison qui, pour n'être pas globale, n'en est pas moins oppressive. L'individu est constitué de sorte que l'image des « héros » d'antan ne puisse même plus offrir la moindre espérance de dépassement. Le « self-made man » n'existe plus et, puisqu'il n'est guère concevable de parler de « self-made firme », l'attente sociale part à la dérive. Où est désormais l'espérance? Revenir à la dispute pour le contrôle de la rue ou du quartier? La fragmentation atteint un tel degré que même ces unités élémentaires ont perdu toute stabilité. Le foyer familial? Où et comment? Si la télévision est entrée en reine par la porte principale, l'internet a fait irruption comme un golpiste dans la brèche de l'espace cybernétique. Ces derniers temps, chaque maison de la planète a été envahie par les troupes britanniques et américaines qui ont occupé l'Irak.

L'État-nation qui s'attribue le titre de « main divine de Dieu » (c'est-à-dire les États-Unis d'Amérique) n'existe qu'à la télévision, à la radio, dans certains journaux et revues..., et au cinéma. D'après l'usine à rêves des grands consortiums médiatiques, les présidents sont intelligents et sympathiques, la justice finit toujours par triompher, la communauté renverse le tyran, la rébellion répond à l'arbitraire, et ils « vivront heureux » est toujours le dénouement promis à la société nationale. Dans la réalité, il en va tout autrement.

Où sont donc les héros de l'invasion de l'Afghanistan ? Où sont ceux de l'occupation de l'Irak ? Je veux dire que le 11 septembre 2001 a eu ses héros : les pompiers et les citoyens de la ville de New York qui ont travaillé à secourir les victimes du délire messianique. Mais ces héros réels ne sont pas utiles au pouvoir. C'est pourquoi ils ont vite été oubliés. Pour le pouvoir, le « héros », c'est celui qui conquiert (détruit) et non celui qui sauve (construit). L'image du pompier couvert de cendres, creusant dans les décombres des tours jumelles, a vite été remplacée par celle du char d'assaut renversant la statue de Saddam à Bagdad.

La *polis* moderne (j'utilise ce terme de *polis* au lieu de cité pour marquer la référence à un espace urbain de relations économiques, idéologiques, culturelles, religieuses et politiques) ne garde de la *polis* classique selon Platon que l'image superficielle des brebis (le peuple) et du berger (le gouvernement). Mais la modernité a complètement bouleversé cette image platonicienne. Il s'agit aujourd'hui d'un complexe industriel : certaines brebis sont tondues et d'autres sacrifiées pour de la nourriture ; celles qui sont « malades » sont isolées, éliminées, et brûlées pour éviter qu'elles ne contaminent le troupeau.

Le néolibéralisme s'est présenté comme l'administration efficace de ce mélange d'abattoir et de corral qu'est la *polis*, en prétendant que l'efficacité ne serait désormais possible qu'à la condition d'abolir les frontières de la *polis*, et de les étendre (par l'invasion) à toute la planète : l'*hyper-polis*.

Mais il apparaît que « l'administrateur » (le berger gouvernant) est devenu fou et qu'il a décidé de sacrifier toutes les brebis, bien que le maître ne puisse pas toutes les manger..., et bien qu'il ne reste plus alors de brebis à tondre, ni à sacrifier. Le vieux politique d'antan (je ne me réfère pas à celui d'avant Jésus-Christ, mais de la fin du xx^e siècle) se spécialisait dans la tâche de maintenir les conditions de croissance du troupeau et d'assurer qu'il y aurait des brebis pour telle et telle chose, et, de garantir que les brebis ne se révolteraient pas. Le néopolitique n'est plus un berger cultivé. C'est un loup stupide et ignorant (incapable même de se cacher derrière la patte d'une brebis), qui se contente de manger la part de troupeau qu'on lui accorde, mais il a renoncé à ses devoirs fondamentaux. Le troupeau ne tardera donc pas à disparaître..., ou à se rebeller. Peut-on concevoir qu'il ne s'agit plus d'humaniser le corral-usine-abattoir de la *polis* moderne, mais plutôt d'anéantir sa logique, de s'arracher la peau de brebis, et de découvrir que le berger-boucher-tondeur est devenu non seulement inutile, mais carrément gênant ?

La logique des États-nations était, à grands traits : qu'une *polis*-cité regroupe un territoire (et non l'inverse), qu'une province regroupe une série de *polis*, une nation une série de provinces. La cité-*polis* était donc la cellule de base de la nation-État et la *polis*-capitale imposait sa logique au reste des *polis*.

Il existait alors une espèce de cause commune, un ou plusieurs éléments qui unifiaient organiquement la *polis*, tout comme il existait des éléments qui agglutinaient l'État-nation (le territoire, la langue, la monnaie, le système juridique-politique, la culture, l'histoire, etc.). Ces éléments ont été érodés et dynamités (souvent au sens propre) par la globalisation. Mais qu'advient-il de la *polis* dans la débâcle actuelle (jusqu'à la quasi-disparition) de l'État-nation ? Et qu'est-ce qui est premier, de la débâcle de l'État-nation ou de celle de la *polis* ? Peu importe, pour ce que j'ai à dire ici, que la fragmentation (et, à la fin, la disparition tendancielle) de l'État national résulte de la fragmentation de la *polis*, ou l'inverse. Ce n'est pas mon problème.

Comme pour l'État-nation, faisant la cohésion de la *polis* s'est décomposé. Chaque *polis* n'est plus qu'un puzzle désordonné et chaotique, une superposition de *polis* non seulement différentes, mais souvent contradictoires entre elles.

Le pouvoir de l'argent exige un espace spécial, qui soit non seulement le miroir de sa grandeur et de sa bienfaisance, mais qui en plus le protège des autres *polis* (celles des « autres »), qui l'encerclent et la menacent. Ces « autres » *polis* ne ressemblent pas aux communautés barbares d'antan. La *polis* de l'argent tente de les incorporer à sa logique, en même temps qu'elle doit se faire craindre d'elles.

Où existait jadis un État-nation, il n'y a plus désormais qu'une accumulation désordonnée de *polis*. Les *polis* de l'argent qui existent dans le monde sont les « maisons » de la « société du pouvoir ». Bien sûr, là où naguère un système juridique et institutionnel régulait la vie interne des États-nations et les relations entre eux, il n'y a désormais plus rien. Le système juridique international est obsolète. Sa place est occupée par le système « juridique » spontané du capital : la concurrence brutale et effrénée par tous les moyens, et entre autres, par la guerre.

Que sont les programmes de sécurité publique des cités, sinon la protection de ceux qui ont tout, contre ceux qui n'ont rien ? *Mutatis mutandis*, les programmes de sécurité nationale ne sont déjà plus nationaux (contre d'autres nations), ils sont contre tout et partout. L'image de la cité assiégée (et menacée) par une ceinture de misère, et l'image de la nation agressée par d'autres pays ont commencé à se modifier. La pauvreté et la dissidence (ces « autres » qui n'ont pas le bon goût de s'effacer) ne sont déjà plus à la périphérie, mais dans presque toutes les zones urbaines et à l'intérieur même des pays. Ce que je veux souligner, c'est que la réorganisation des gouvernements de la *polis*, comme les tentatives de réorganisation nationale, sont inutiles. Ce dont il s'agit, plutôt que d'une remise en ordre, c'est en effet d'isoler les « fragments nocifs » et d'amortir l'impact de leurs revendications, luttes, et résistances à la *polis* de l'argent.

Qui gouverne la cité administre seulement le procès de fragmentation de la *polis*, en attendant d'administrer le procès de fragmentation national. Avec la privatisation des espaces urbains, la *polis* est devenue un espace anarchique d'ilôts. La coexistence n'y est possible qu'entre un petit nombre uni par une peur commune de l'autre. Vivent les rues privées ! Viendront ensuite les quartiers privés, les villes, les provinces, les nations, le monde entier... Tout privatisé, autrement dit, tout isolé et protégé de l'autre. Mais le voisin prospère lui-même sera bientôt perçu lui aussi comme un « autre ».

Ce que la guerre nucléaire n'est pas parvenue à faire, les entreprises peuvent y réussir : tout détruire, y compris ce qui leur apporte la richesse. Un monde où n'existe plus aucun monde, pas même le leur. Tel est le projet de l'hyper-*polis* qui s'élève déjà sur les ruines de l'État-nation.

III. La politique

N'y a-t-il déjà plus de causes nationales susceptibles de rassembler la *polis*, les nations, les sociétés ? Ou bien n'y a-t-il plus d'hommes politiques capables d'incarner ces causes ? Le discrédit de la politique va bien au-delà. Il comporte une dimension de haine et de rancœur. Le citoyen ordinaire glisse, tendanciellement, de l'indifférence face aux turpitudes de la classe politique, à un rejet qui revêt des formes de plus en plus expressives. Le troupeau résiste à la logique nouvelle. Le politique d'antan définissait un but commun. Le politique moderne essaie de le faire et il échoue. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il entretient lui-même son discrédit, ou plutôt parce qu'il n'a pas seulement substitué une cause, il a substitué l'action politique elle-même.

Manquant de référence réelle, la classe politique moderne se fabrique un hologramme, non pas à la mesure de ses aspirations, mais à la mesure de son quotidien : qui gère un village n'a pas renoncé à gérer une ville, une province, une nation, le monde entier, mais son présent est seulement déterminé par l'horizon de son village. Et il faut attendre les prochaines élections pour franchir un autre pas. Si, auparavant, l'État-nation offrait la possibilité de « voir plus loin », de projeter les conditions nécessaires au capital pour se reproduire *crescendo* et pour surmonter ses crises périodiques, la destruction de ses bases fondamentales ne lui permet plus désormais de remplir cette tâche.

Le « navire » social va à la dérive, et le problème ne se réduit pas à l'absence de capitaine compétent. Il semble que le gouvernail ait été volé et qu'il soit introuvable. Si l'argent a servi de dynamite, les « ouvriers » de cette démolition furent les politiques eux-mêmes. En détruisant les bases de l'État national, la classe politique traditionnelle a également détruit son propre alibi : les athlètes tout-puissants de la politique se retrouvent surpris et incrédules : un

commerçant novice, sans la moindre idée de l'art de l'État, les a supplantés sans même avoir à les vaincre.

Cette classe politique traditionnelle est incapable de reconstruire les bases de l'État national. Elle se contente de se nourrir des dépouilles des pays, et de se gaver. Pendant qu'elle engraisse, le maître de l'argent l'attend à la table...

La liberté de marché a connu une terrible métamorphose : tu es libre, désormais, de choisir à quel centre commercial tu vas faire tes courses, mais l'étal est le même, ainsi que la marque du produit. La liberté illusoire originaire, soumise à la tyrannie de la marchandise, « offre libre et demande libre », est devenue anémique. Les fondements de la démocratie occidentale ont volé en éclats. Sur ses décombres se déroulent encore des campagnes électorales. La pyrotechnie électorale brille haut dans le ciel, mais elle ne parvient même plus à illuminer les décombres qui englobent l'action politique.

La colonne vertébrale de l'action gouvernementale, la raison d'État, est elle aussi devenue caduque. C'est désormais la raison de marché qui commande la politique. Pourquoi employer des hommes politiques, si les « mercadologues » comprennent mieux à présent la nouvelle logique du pouvoir ?

Le politique, autrement dit le professionnel de l'État, a été remplacé par le gérant. La vision de l'État s'efface ainsi devant la mercatique (le gérant n'est plus qu'un contremaître d'antan : il croit dur comme fer que le succès de l'entreprise est son propre succès), et l'horizon rétrécit, non seulement en distance, mais aussi en volume. Les députés et les sénateurs ne font déjà plus les lois. C'est la tâche des lobbies, des conseillers et des consultants.

Veufs et orphelins, les politiques traditionnels, et leurs intellectuels se gominent les cheveux (ceux qui leur restent) et cherchent de nouvelles hardes à offrir sur le marché aux idées. C'est inutile : il y a déjà là plus de vendeurs qu'il n'en faut, et pas d'acheteurs. Appeler la classe politique traditionnelle à la rescousse en tant « qu'alliée » dans les luttes de résistance, c'est un bon exercice... de nostalgie. En appeler aux néopolitiques, c'est un symptôme de schizophrénie. Il n'y a là rien à attendre, à moins qu'il ne s'agisse de jouer à faire comme si on y pouvait quelque chose.

Il y en a qui croient encore que le gouvernail existe encore, et qui se le disputent, convaincus qu'il doit bien être quelque part. Et il y a ceux qui conçoivent leur île, non comme un refuge d'autosatisfaction, mais comme une barque pour partir à la rencontre d'une autre île, et encore d'une autre...

IV. La guerre

Dans le stress postmoderne de la « société de pouvoir », la guerre est une sorte de divan. La catharsis de mort et de destruction soulage, mais ne soigne pas. Les crises actuelles sont pires que celles d'antan, et, à la fin, la manière

radicale dont le pouvoir les résout par la guerre est également pire que celle d'antan.

La plus grande escroquerie de l'histoire de l'humanité, la globalisation, n'a même plus aujourd'hui la délicatesse de chercher à se justifier. Des milliers d'années après l'apparition de la parole et de l'argumentation rationnelle, la force joue à nouveau un rôle décisif et décisoire.

Dans l'histoire de la consolidation du pouvoir, la convivialité humaine s'est transformée en simple coexistence guerrière. Le rapport dominant-dominé détermine désormais la communauté mondiale et il constitue comme le nouveau critère « d'humanité », y compris pour les fragments épars de la société globale.

Le vide laissé par les hommes d'État est rempli par les gérants et les carriéristes ; mais, dans l'ordre apparent du capital, les militaires d'entreprise (cette génération nouvelle qui ne se contente pas de lire et d'appliquer Sun Tzu, mais dispose des moyens matériels de réaliser ses mouvements et ses manœuvres) intègrent la guerre militaire (et non seulement les guerres économiques, idéologiques, diplomatiques, psychologiques) à leur stratégie de marché.

La logique du marché (toujours davantage de profits et à tout prix) s'impose à la vieille logique de guerre (détruire la capacité de combat de l'adversaire). La législation internationale devient alors un obstacle qui doit être ignoré ou détruit. Le temps des justifications plausibles est révolu. On ne se soucie même plus de justifications morales, voire « politiques », de la guerre. Les institutions internationales deviennent des monuments inutiles et coûteux.

Pour la société du pouvoir, l'être humain est soit un client, soit un délinquant. Pour séduire le premier et éliminer le second, le politique donne un masque légal à la violence illégitime du pouvoir. La guerre n'a plus besoin de lois pour la légitimer ou pour la cautionner ; il suffit que les politiques la déclarent et signent les ordres. Les États-Unis se sont attribué le rôle de « police » de l'*hyper-polis* ; il faudrait se demander quel est l'ordre qu'ils prétendent ainsi maintenir, quelle propriété ils sont censés défendre, quels délinquants ils entendent punir, et quelle est la loi qui donne sa cohérence à leur action. Autrement dit : qui sont ces « autres » dont ils prétendent protéger la société du Pouvoir ?

Il n'y a pire général, pour mener une guerre, qu'un militaire. C'est pourquoi les grands stratèges d'antan, ceux qui gagnaient les guerres et non ceux qui combattaient sur le champ de bataille, c'étaient des politiques, des hommes d'État. Mais, s'il n'y en a plus, qui donc dirige la bataille actuelle pour la conquête du monde ? Je doute que quiconque puisse prétendre raisonnablement que Bush ou Rumsfeld ont dirigé la guerre en Irak.

Ceux qui dirigent sont ou ne sont pas des militaires. S'ils le sont, le résultat ne tardera pas à apparaître. Car le militaire n'est pas satisfait, jusqu'à ce qu'il ait

anéanti son adversaire. Totalemment. Non seulement jusqu'à ce qu'il l'ait défait, mais qu'il l'ait fait disparaître, achevé, liquidé. Ainsi, la solution à la crise n'est que le prélude à une crise plus grave encore, à une horreur qu'on ne saurait dire avec des mots.

Et, si ce ne sont pas les militaires, qui donc dirige ? On pourrait répondre : les firmes. Mais ces dernières ont des logiques qui s'imposent à celles des individus et les déterminent. Comme un être doué de vie et d'intelligence propres, l'entreprise sélectionne ses membres pour aller dans un sens déterminé. Lequel ? Celui du profit. Suivant cette logique, l'argent va là où il escompte les meilleures conditions d'un profit rapide, croissant, et régulier.

Le résultat de la guerre en Irak résoudra-t-il la crise que connaissent les grandes firmes ? Non, du moins pas dans l'immédiat. L'effet de diversion d'un conflit par rapport aux attentes d'un État-nation-aspirant-à-être-suprational dure ce que dure un spot télévisé.

« Bon, nous avons gagné en Irak ! », dirent les citoyens étasuniens. « Et après ? une autre guerre ? où ça ? est-ce là le nouvel ordre mondial ? une guerre de tous les côtés et à toute heure, interrompue seulement le temps des annonces publicitaires ? »

V. La culture

Prostrée sur le divan de la guerre, la société du pouvoir confesse ses complexes et ses fantasmes. Les uns et les autres ont bien des noms, bien des visages, mais ils ont un dénominateur commun : « l'autre ». Cet « autre » qui, jusqu'à l'ère de la globalisation, était éloigné dans le temps et dans l'espace, mais que la construction désordonnée de l'*hyper-polis* a introduit dans l'arrière-cour de la société du pouvoir.

La culture de l'autre devient un miroir odieux. Non parce qu'elle renverrait l'image de la cruauté inhumaine du pouvoir, mais parce qu'elle raconte l'histoire de l'autre. Cet autre, dont la singularité ne dépend pas seulement du « je » du pouvoir, mais qui a sa propre histoire et sa propre grandeur, qui ne s'est même pas rendu compte de l'existence de ce « je » et qui n'a même pas envisagé son apparition.

Dans la société du pouvoir, l'échec de la convivialité, l'incapacité d'exister en collectivité, se cache derrière la réussite individuelle. Cette dernière cache à son tour le fait qu'elle n'est possible que par la destruction de l'autre, de l'être collectif. Pendant des décennies, dans l'imaginaire du pouvoir, le collectif a tenu le rôle du mal, arbitraire, irascible, cruel, implacable. Dans la nouvelle « Bible » du pouvoir (qui ne prêche plus la rédemption mais la soumission), l'autre a le visage du rebelle Luzbel qu'il faut expulser du nouveau paradis. En lieu et place de l'épée flamboyante, les « bombes propres ».

Le visage de l'autre, c'est sa culture. C'est sa différence. La langue, les croyances, les valeurs, les traditions, les histoires, deviennent une sorte de corps collectif d'une nation qui lui permettent de se distinguer des autres, et d'entrer en relation avec elles à partir de cette différence. Une nation sans culture est une entité sans visage, sans yeux, sans oreilles, sans nez, sans bouche, et sans cerveau. Détruire la culture de l'autre, c'est la façon la plus sûre de l'éliminer. Le pillage des richesses culturelles de l'Irak n'a pas été le résultat d'une inattention ou d'un désintérêt de la part des troupes d'occupation. Ce fut une autre forme d'action militaire en situation de guerre. Dans les grandes guerres, les grands tyrans génocidaires consacrent à la destruction culturelle des efforts particuliers. La phobie de la culture, commune à Hitler et à Bush, ne vient pas de ce qu'ils présentent des symptômes communs de folie. La similitude tient aux visées de mondialisation qui ont animé le premier et qui inspirent le second. La culture est l'une des rares choses qui survivent encore de l'État national. L'élimination de cette culture sera le coup de grâce. Personne n'assistera aux funérailles. Non par manque de connaissance, mais par manque de « *raiting* ».

VI. Manifestes et manifestations

L'acte de guerre fondateur du nouveau siècle, ce n'est pas l'effondrement des tours jumelles, et ce n'est pas davantage la chute sans grâce de la statue de Saddam Hussein. Le XXI^e siècle commence par un « Non à la guerre » globalisé, qui renvoie l'humanité à son essence et la rassemble dans une même cause. Comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, la planète a été secouée par ce « Non ».

D'intellectuels de toutes sortes, jusqu'aux habitants illettrés de recoins ignorés de la terre, ce « non » est devenu un lien unissant les communautés, les villages, les villes, les provinces, les pays, les continents. De manifestes en manifestations, il exprime la revendication de la raison face à la force. Bien qu'il se soit partiellement éteint avec l'occupation de Bagdad, son écho est porteur d'espérance plus que d'impuissance. Pourtant, certains se sont placés sur le terrain théorique et ont échangé la question – « Que faire pour empêcher la guerre ? » – contre cette autre : « Où aura lieu la prochaine invasion ? » Certains prétendent ingénument que la déclaration du gouvernement étasunien, selon laquelle rien ne sera entrepris contre Cuba, prouve qu'il n'y a pas à craindre une action militaire nord-américaine contre l'île des Caraïbes. Le désir du gouvernement nord-américain d'envahir et d'occuper Cuba est pourtant bien réel, et c'est déjà bien plus qu'un désir. Ce sont déjà des plans, des routes, des rythmes, des contingents, des étapes, des objectifs partiels et échelonnés. Cuba ne représente pas seulement un territoire à conquérir. C'est surtout un affront. Une bosse intolérable sur la luxueuse voiture de la moder-

nité néolibérale. Et les marines sont des tauliers. Si ces plans se concrétisent, on verra bien, comme c'est actuellement le cas en Irak, que le but n'était pas de renverser monsieur Castro Ruz, et même pas d'imposer un changement de régime. L'invasion et l'occupation de Cuba (ou de tout autre point de la géographie planétaire) n'a nul besoin des intellectuels « surpris » des actions de l'État national (peut-être le dernier du genre en Amérique latine) pour le contrôle intérieur. Si le gouvernement nord-américain ne s'est pas ému plus que ça du timide désaveu de l'ONU et des gouvernements du premier monde, et si la condamnation explicite de millions d'êtres humains sur la planète ne l'ont guère ébranlé, les paroles de réprobation ou d'encouragement des intellectuels ne le retiendront, ni ne le pousseront (à propos de Cuba : on a eu récemment connaissance de l'action « héroïque » de soldats israéliens qui ont exécuté un Palestinien de dix-sept ans d'un tir dans la nuque ? Cela a-t-il suscité la moindre déclaration ou pétition indignée ? Horreur sélective ? Coup de fatigue du cœur ? Ou bien le « nous condamnons d'où qu'il vienne et de qui que ce soit » suffit-il à inclure une fois pour toutes les actes de terreur infligés à ceux d'en bas par ceux d'en haut ? Suffit-il de dire « non » une fois ?). Les protestations, si massives soient-elles, à l'intérieur de l'Union américaine ne l'empêcheront pas davantage.

Je veux dire : NE SUFFIRONT PAS.

La capacité de résistance de l'agressé, son adresse à combiner les formes de résistance, et – ce qui peut paraître subjectif – la détermination des êtres humains agressés, constituent un élément décisif. Qu'il s'agisse de la Syrie, de Cuba, de l'Iran, ou des montagnes du Sud-Est mexicain, le territoire visé par la conquête devrait donc devenir un territoire en résistance. Je ne me réfère pas à la quantité de tranchées, d'armes, de pièges, de systèmes de sécurité, sans aucun doute nécessaires, mais à la détermination (certains parleraient du « moral ») à résister.

VII. La résistance

Les crises précèdent la prise de conscience de leur existence. Mais la réflexion sur les résultats ou les issues de ces crises se transforment en actions politiques. Le rejet de la classe politique n'est pas un refus de l'action politique, mais une autre manière de la concevoir. Le fait qu'à l'horizon fort limité de l'agenda du pouvoir, n'apparaissent pas encore une nouvelle forme de faire de la politique ne signifie pas que cette forme ne soit pas déjà en marche, dans quelques ou dans plusieurs fragments de la société de par le monde.

Toutes les résistances, dans l'histoire de l'humanité, ont paru inutiles, non seulement la veille, mais le jour même de l'agression ; mais, paradoxalement, le temps joue en leur faveur, si elles savent le gérer. Nombre de statues pour-

ront être renversées ; mais si la détermination subsiste, de génération en génération, le triomphe de la résistance est possible. Il n'y aura pas de date précise, ni de défilés fastueux, mais le délabrement prévisible d'un appareil qui a fait de sa propre machinerie le but de l'ordre nouveau, finira par être total. Je ne suis pas en train de prêcher une espérance creuse, mais de rappeler seulement un peu de l'histoire mondiale, et, pour chaque pays, un peu de l'histoire nationale. Nous allons vaincre, non parce que ce serait notre destin, ou parce que ce serait écrit dans nos bibles rebelles et révolutionnaires, mais parce que nous travaillons et luttons pour y arriver.

Il faut pour cela un peu de respect de l'autre qui persiste dans son être autre ; et beaucoup d'humilité pour se rappeler qu'il y a beaucoup à apprendre de cet autre ; et beaucoup de sagesse pour ne pas se contenter de copier, mais pour produire une théorie et une pratique débarrassées de l'arrogance des principes, qui sache explorer ses horizons et trouver les outils qui leur correspondent.

Il ne s'agit pas de consolider les statues existantes, mais d'œuvrer à un monde où les statues ne soient là que pour que les oiseaux puissent leur chier dessus. Un monde, où de nombreuses résistances aient leur place. Non pas une internationale de la résistance, mais un étendard polychrome, une mélodie polyphonique. Et si elle semble dissonante, c'est seulement parce que ceux d'en bas ne disposent pas encore de la partition où chaque note trouvera sa ligne, son volume, et surtout son lien avec les autres notes.

L'histoire est loin d'être terminée. À l'avenir, il sera possible d'exister ensemble, non grâce aux guerres qui prétendent imposer une domination sur l'autre, mais par tous ces « non » qui ont donné aux êtres humains, comme jadis dans la préhistoire, une cause commune et, à travers elle, une espérance : celle d'une survie de l'humanité contre le libéralisme.

Des montagnes du Sud-Est mexicain
Sous-commandant insurgé Marcos.

Traduit de l'espagnol par Samuel Liberman.

Lu d'ailleurs

Emmanuel Valat

Un autre Marx, après les marxismes
de Jean-Marie Vincent.

Lausanne, Éditions Page deux, 2001.

Ce livre de Jean-Marie Vincent rassemble une série de textes relatifs à Marx et au marxisme en général. Les plus anciens de ces textes datent des années 1980, les plus récents ont été écrits dans les dernières années. Le titre *Un autre Marx, Après les marxismes*, peut laisser croire qu'il s'agit ici de faire retour à Marx, en faisant fi des traditions qui se sont réclamées de lui. Cependant, l'ouvrage, divisé en deux parties d'égale dimension, présente justement en deuxième partie tout un ensemble de textes sur le marxisme regroupés sous le titre « les marxistes dans leurs pratiques ». La première partie est quant à elle intitulée « Marx, ce méconnu » et rassemble non seulement des textes sur Marx, mais aussi des textes sur la dialectique hégélienne, sur l'apport d'Engels, ainsi que sur Althusser. Il est dommage en ce sens, que ces différents titres soient parfois tant en décalage avec les textes qu'ils rassemblent, ce qui pourrait désorienter le lecteur. Pour autant on retrouve dans l'ensemble de ces textes la vivacité d'analyse que l'on connaît de Jean-Marie Vincent. On retrouve également les thèmes qui lui sont particulièrement chers comme ceux de fétichisme ou de valorisation. Dans ce livre, qui n'est en fin de compte qu'en partie sur Marx, est accordée une place importante à toute une tradition marxiste allant de Lukacs jusqu'à Lefebvre et Debord en passant par les théoriciens de l'école de Francfort. On peut ainsi situer ce livre dans la continuation des analyses que Jean-Marie Vincent a mené notamment dans *Fétichisme et Société*, dans *La Théorie critique de l'école de Francfort*, ou encore dans *Critique du Travail*.

On doit notamment à *Fétichisme et Société* (Anthropos, 1973, p. 258), cette citation de Korsch qui nous oriente tout à fait dans le domaine privilégié des analyses de Jean-Marie Vincent. En 1923, dans *Marxisme et philosophie*, Karl Korsch écrit à propos de la critique de l'économie politique, qu'elle « est tout autant une critique des formes de la conscience sociale propres à l'époque capitaliste qu'une critique de ses rapports matériels de production : c'est là un fait universellement reconnu ». Que la critique de l'économie politique soit entendue comme critique des rapports matériels de production, c'est ce qui

est évident pour l'ensemble de la tradition marxiste. Il s'agit alors de penser la critique de l'économie politique comme relative à l'ordre de la marchandise, à sa production, à sa circulation, comme mettant en évidence les contradictions entre rapports de production et forces productives, etc. On peut désigner cet ordre comme ordre objectif, ou comme ontologie au centre de laquelle se situerait la marchandise. Que la critique de l'économie politique soit « tout autant une critique des formes de la conscience sociale », voilà qui est en vérité tout à fait problématique, et contrairement à ce qu'en dit Korsch, on pourrait plutôt dire que cela est universellement méconnu. Qu'est-ce que c'est que la critique de l'économie politique comme « critique des formes de la conscience sociale » ? C'est cette fois au niveau de la subjectivité ou de la subjectivation qu'il faut penser les enjeux de la critique. Autrement dit, elle renvoie ici à l'ordre des représentations. Que les représentations soient modifiées, altérées, déformées par le mode de production marchand, c'est précisément ce que met en évidence le chapitre célèbre du *Capital* intitulé « le caractère fétiche de la marchandise et son secret ». Par sa théorie du fétichisme, Marx inscrit dans son projet de critique de l'économie politique, une dimension subjective, caractérisée par l'emprise que produit le règne de la marchandise sur la subjectivité. Dans *Un autre Marx*, Jean-Marie Vincent écrit : « le fétichisme [...] n'est pas simplement un jeu de formes à la surface de l'économie, il imprègne non seulement les modes de perception et le psychisme des individus, mais aussi leurs façons de penser et leurs rapports sociaux de connaissance » (p. 32). La danse de la marchandise que produit son caractère fétiche – la table qui se dresse sur sa tête – enrôle le sujet de représentation qui ne sort pas indemne de la circulation marchande. Prendre en considération cette théorie du fétichisme, c'est sortir alors d'une lecture objectiviste du *Capital* pour laquelle tout se réglerait autour de la contradiction entre rapports de production et forces productives. Une telle contradiction n'est pas objectivement mortelle et n'implique pas non plus de nécessaire dépassement. C'est en allant ainsi à l'encontre d'un tel type de lecture du *Capital* que Jean-Marie Vincent veut donner à la notion de fétichisme la plus grande importance. L'auteur estime même que cette théorie du fétichisme est restée « ignorée par la plupart des marxistes depuis que l'on parle du marxisme. Du vivant même de Marx, elle n'a été retenue par personne et après sa mort beaucoup n'ont voulu y voir qu'un héritage hégélien sans importance, une sorte de coquetterie intellectuelle » (p. 8). C'est là que se situe pour Jean-Marie Vincent un Marx méconnu, autre que celui qui nous est familier. Mais c'est pourtant également le Marx auquel s'attache non seulement Lukacs, mais aussi Benjamin et Adorno, ou encore des marxistes plus proches de nous dans le temps comme Lefebvre ou Debord. Et c'est cette tradition-là que Jean-Marie

Vincent tient justement à prolonger, en cherchant aussi à la ressaisir à partir de Marx lui-même. C'est ce double mouvement qui, semble-t-il, l'amène et à prendre positivement en considération un certain héritage marxiste, et à parfois le rejeter brutalement comme à travers le titre même du livre, ou à travers le texte intitulé « Comment se débarrasser du marxisme ? » (p. 221). Sans doute que ce rejet se rapporte également à la volonté de Jean-Marie Vincent de se placer à distance du marxisme « scientiste » que représente aussi bien celui de la II^e Internationale que celui de la III^e Internationale. À ce titre, on a du mal à comprendre pourquoi Jean-Marie Vincent accorde tant d'importance à Althusser, alors même que la lecture althussérienne met explicitement la théorie du fétichisme au nombre des restes idéalistes et hégéliens dont Marx ne s'est pas encore entièrement émancipé.

Si le fétichisme correspond à l'emprise de l'ordre marchand sur les subjectivités, ceci porte également à conséquences dans l'ordre politique. Jean-Marie Vincent met en évidence la nécessité de sortir d'une considération naïve du rapport de la conscience à l'ordre marchand. Si la critique de l'économie politique ne se rapportait qu'à l'ordre objectif, il suffirait de voir et de dire ce qui ne va pas, pour pouvoir alors transformer l'ordre social ; l'avant-garde consciente éclairerait simplement les voies de l'émancipation ; la critique de l'économie politique pourrait donner lieu à une science de l'histoire et à une vérité de la transformation sociale à venir. Le parti, sinon le prolétariat lui-même, serait alors à même de guider l'action nécessaire aux bouleversements politiques désirés. Mais si la critique de l'économie politique pointe également la sphère subjective on ne peut alors, hélas ou tant mieux, rester dans un tel paradigme scientifique (voire scientiste) dans lequel l'action politique est elle aussi perçue à l'aune de la science. On voit là comment travaille négativement l'héritage de l'idéalisme allemand chez Marx, et dans la tradition marxiste ; à l'encontre de cela, Jean-Marie Vincent écrit qu'« il ne peut plus être question de réaliser la philosophie en faisant du monde un simple champ d'intervention » (p. 138). La conscience, ou la subjectivité, est à considérer dans son épaisseur, dans sa non-transparence, dans les transformations que lui font subir l'ordre marchand. Adorno et Horkheimer sont en ce sens, des analystes lucides de « l'efficacité de l'industrie culturelle dans la production du rêve et de l'évasion » (p. 137). C'est un des aspects du livre de Jean-Marie Vincent qui nous a le plus séduit que cette interrogation sur la capacité qu'a l'ordre marchand de produire une culture intégratrice pour l'ensemble des couches sociales, capable du même coup d'écarter la possibilité d'un agir émancipateur. Sachant aussi contrebalancer un tel pessimisme théorique par le maintien d'une rigoureuse logique dialectique, Jean-Marie Vincent affirme cependant que « les processus

d'assujettissement auxquels sont soumis les individus ne causent pas seulement de la subordination et de la soumission, mais aussi des résistances, sources de nouvelles subjectivations qui se confrontent avec de nouvelles formes d'objectivation » (p. 260). Il ne s'agit pas alors de penser ces nouvelles résistances comme formant déjà la négation capable de renverser le négatif, mais comme les éléments novateurs d'une pratique d'émancipation à venir, capable de mettre en place « une politique de contre-valorisation » (p. 217) contre la logique de valorisation du capital.

Mars 2003

Lu d'ailleurs

C'est à lire

An Anti-capitalist Manifesto

Alex Callinicos

Cambridge, Polity Press, 2003

Alex Callinicos indique dans sa préface que ce livre au titre ambitieux s'inscrit, rétrospectivement, dans une trilogie commencée en 1999 avec la publication d'*Equality* (une exploration conceptuelle des principes de justice), poursuivie en 2001 avec *Against the Third Way*, qui représente « le moment négatif de la critique », et complété par ce *Manifeste*, qui se propose d'analyser les mouvements concrets en lutte pour un autre monde possible. Ce livre peut « être lu séparément comme un argument sur la nature du mouvement international contre la globalisation capitaliste et sur les stratégies et programmes qui le traversent ».

Une introduction substantielle dresse un état des lieux au début du nouveau siècle, marqué par la renaissance de la critique sociale, par l'essor d'un mouvement anticapitaliste planétaire, pour déboucher sur la nécessité d'un nouveau manifeste : « Il s'agit ici d'un manifeste anticapitaliste. Il peut et il devrait y en avoir bien d'autres. Mon point de vue est celui de quelqu'un qui se réclame de la tradition marxiste révolutionnaire. Je le propose comme contribution au débat au sein du mouvement avec l'espoir de persuader davantage de monde encore qu'un autre monde est réellement possible. »

La première partie dresse un tableau des dégâts sociaux et écologiques infligés par le capitalisme à la planète, ainsi que des menaces dont est gros le nouveau militarisme impérial. Elle s'achève sur un constat de faillite du néolibéralisme et de ses prétentions.

La deuxième partie, s'inspirant de la critique des différents socialisme développée par Marx et Engels dans le *Manifeste communiste*, passe en revue les différentes réponses stratégiques à la crise de civilisation, présentes à des degrés divers dans le mouvement altermondialiste : un anticapitalisme conservateur et réactionnaire, un anticapitalisme bourgeois illustré par les thèses de Noreena Hertz, un anticapitalisme localiste présent notamment dans certains partis verts, un anticapitaliste réformateur en quête de nouvelles régulations dans le cadre du système, un anticapitalisme autonomiste ou libertaire qui voit dans le rhizome et le réseau la forme d'émergence adéquate d'une alternative, un anticapitalisme socialiste enfin qui maintient qu'une alternative à la logique despotique des marchés passe par une remise en cause de la propriété privée et par une économie démocratiquement planifiée. La troisième partie, « Imaginons d'autres mondes », est plus directement programmatique. Elle part de quatre impératifs mutuels, solidaires, indispensables

à toute alternative au capitalisme : justice, efficacité, démocratie, développement durable, pour développer les éléments clefs d'un programme transitoire.

Ce Manifeste est une contribution majeure aux débats stratégiques renaissants dans la gauche anticapitaliste. À lire et à discuter de toute urgence.

Empire of Capital

Ellen Meiksins Wood

Londres, Verso, 2003.

Alors que la pertinence du concept d'impérialisme à l'époque de la globalisation libérale a été contestée, la promesse d'une guerre sans fin contre le terrorisme et la doctrine étasunienne de la guerre préventive, rendent cette notion plus actuelle que jamais. À condition toutefois de préciser ce que signifie « impérialisme » en l'absence de conquêtes coloniales et d'administration impériale directe. Ellen Meiksins Wood analyse le nouvel impérialisme en le comparant aux formes anciennes, de l'Antiquité romaine à l'Europe médiévale, en passant par les conquêtes espagnoles, l'empire commercial hollandais, ou le monde arabo-musulman. Revenant sur les origines de l'impérialisme spécifiquement capitaliste, elle en suit le développement à travers l'Empire britannique aux Amériques et en Inde. Ce livre met en relief la nature du nouvel empire du capital, qui n'est pas géré par un État global mais par un système d'États, marqué par une disproportion sans précédent des forces militaires.

Génocides tropicaux

Mike Davis

Paris, La Découverte, 2003.

Un événement éditorial : la traduction française du *Late Victorian Holocaust*, par l'auteur de la *Cité du Quartz*, publié en 2001 en anglais par les éditions Verso. Plus de cinquante millions de personnes moururent à la fin du XIX^e siècle dans d'épouvantables famines qui se sont produites en Inde, au Brésil, en Afrique, ou en Chine. C'est cette tragédie méconnue que Mike Davis relate dans ce livre. Il montre notamment comment la « négligence active » des administrations coloniales aggrave ces situations catastrophiques. Il fournit quantité de témoignages et de documents accablants, prouvant que la formule d'Hannah Arendt, selon laquelle le colonialisme impérialiste porta en germe toutes les barbaries du XX^e siècle, n'a rien d'excessif. Davis porte ainsi un autre regard sur « la naissance du tiers-monde » : cette « écologie politique des famines coloniales » permet de penser les rapports des deux grandeurs, sociales et naturelles, dans le cadre du système-monde. À ce titre, son livre constitue une contribution majeure à la critique présente de la globalisation marchande et impériale.

Où en est la théorie critique ?

Sous la direction d'Emmanuel Renault et d'Yves Sintomer

Paris, La Découverte, 2003.

Où en est aujourd'hui la théorie critique ? Quels sont ses rapports avec le projet initial des fondateurs de l'école de Francfort ? À quels objets peut-elle être aujourd'hui appliquée ? Quels enseignements les sciences sociales contemporaines peuvent-elles en tirer. Ce riche recueil de contributions tente de répondre à ces questions, à travers des articles d'auteurs contemporains représentatifs des orientations critiques (Habermas, A. Honneth, Nancy Fraser), ainsi que de textes illustrant la réception récente de la théorie critique en France. L'ensemble offre un panorama des débats en cours et esquisse un programme de recherche interdisciplinaire à poursuivre ou à renouveler.

Le Grand Tournant. Une interrogation sur l'avenir du capital.

Isaac Johsua

Paris, Puf, Actuel Marx Confrontation, 2003.

Ce livre traite de l'avenir incertain du capitalisme à la lumière de la pénurie prévisible de main-d'œuvre dans les décennies à venir. L'échéance 2040 peut paraître lointaine. En réalité, le tassement démographique est déjà amorcé. Le propos peut paraître paradoxal alors que la réalité semble marquée par une pléthore de main-d'œuvre et un fort chômage structurel. Pourtant, dans les trente prochaines années, la population active devrait diminuer ou connaître une croissance ralentie. Cet événement original a une portée considérable. Le ressort même du capitalisme, le taux de profit, serait alors menacé. La demande de travail des entreprises se heurterait à une offre décroissante de travail. Les taux de salaire devraient être poussés à la hausse. Ce livre n'a pas pour objet d'annoncer un effondrement apocalyptique du capitalisme, mais de montrer comment la nouvelle donne démographique annonce des difficultés systémiques inédites et une mutation majeure à laquelle le capital n'est nullement préparé.

The Geographies and Politics of Fear

Capital and Class n° 80, été 2003

La revue britannique publie un riche numéro dont le dossier, introduit par un article de Peter Shrilow et Rachel Pain, explore les géographies et les politiques de la peur, à travers des études sur les paysages de la peur (marginalité, spectacle, et surveillance), sur l'anxiété quotidienne dans les cités post-industrielles, sur l'ethno-sectarisme et la peur à Belfast, sur les races, l'espace, et la peur dans le nord de l'Angleterre, sur la jeunesse et la représentation de la peur, sur les manifestations de la peur dans l'espace des homosexualités.

Ça va s'arranger

Piotr Barsony

Paris, Seuil, 2003

Le monde de Piotr et le monde selon Piotr. Piotr Barsony, longtemps militant de la Ligue communiste, dessinateur (entre autres) au quotidien *Rouge* dans les années 1970 et peintre talentueux (le meilleur, annonce-t-il sans fausse modestie) raconte dans ce roman une nuit d'errance et de mésaventures calamiteuses. Ces tribulations nocturnes sont l'occasion de remémorations douces-amères, où défilent l'enfance toulousaine, le père communiste ancien des brigades et de la MOI, les réfugiés espagnols, tout un monde d'ex comme un continent englouti. De la tendresse, de l'humour (beaucoup), noir (et rouge), bien sûr. Piotr ne sait pas seulement peindre et dessiner. Il écrit.

Répliques et controverses



John Holloway¹

Auteur de *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. (Pluto Press, 2002)

Conduis ton char et ta charrue
par-dessus les ossements des morts².

Ceci est ma réponse à ceux³ qui ont critiqués mon livre⁴ en lui reprochant d'être anhistorique. Cet article n'est pas une défense du livre. Il n'y aurait, à mes yeux, rien de plus ennuyant. Nous avons besoin de mener les arguments plus en avant, et non pas de revenir en arrière. Les livres, comme les révolutions, ne peuvent pas être défendus : ils vont de l'avant, ou meurent.

I Conduis ton char

Crache sur l'histoire. L'histoire est histoire de l'oppression racontée par les oppresseurs, une histoire où l'oppression a opportunément disparu, une histoire de héros, de grands hommes.

Crache sur l'histoire. L'histoire, même notre histoire, est une histoire en laquelle la lutte contre l'oppression est contaminée par les catégories des oppresseurs, au point qu'elle devient elle aussi une histoire de héros, de grands hommes, de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline, de Mao.

Crache sur l'histoire, parce que c'est le grand alibi de la gauche, la grande excuse pour ne pas penser. Produis n'importe quel argument théorique ou politique à propos de la révolution et la réponse de la gauche révolutionnaire consiste à te ramener à 1902, à 1905, à 1917, à 1921. L'histoire devient un tourbillon t'avalant par des petits détails de vies mortes depuis longtemps. Les différences politiques présentes sont traduites en controverses à propos de ce qui s'est passé à Kronstadt il y a plus de quatre-vingts ans. Par là on évite de penser notre présent, et on évite également d'assumer la terrible responsabilité selon laquelle le futur de ce monde dépend de nous et non pas de Lénine ou de Trotski.

Crache sur l'histoire, crache sur Staline (cela est facile), mais crache aussi sur le concept de stalinisme. Pour une part importante de la gauche révolutionnaire, le stalinisme est le plus grand alibi, la plus grande excuse pour ne pas penser. « Regarde ce qui a eu lieu en Union soviétique, comment la grande Révolution bolchévique a conduit à la tyrannie et à la détresse. » « Oui », répondent-ils, « le stalinisme. » L'histoire devient un substitut de la pensée critique et autocritique. Entre la Révolution bolchévique et la tyrannie soviétique est intraduite une figure qui délivre les révolutionnaires de leurs responsabilités.

Si nous avons Staline que nous pouvons réprouver, nous n'avons pas besoin alors de nous faire des reproches à nous-mêmes, nous n'avons pas besoin alors d'être critiques ou autocritiques, nous n'avons pas besoin alors de penser. Et surtout, nous n'avons pas besoin de penser que peut-être il y avait quelque chose d'erroné dans le projet léniniste de conquête du pouvoir. Staline devient une feuille de vigne cachant notre culpabilité.

Crache, donc, sur le stalinisme. Ceux qui critiquent mon livre en lui reprochant d'être anhistorique, veulent dire la plupart des fois (mais pas toujours), qu'en ne mentionnant pas Staline, le livre retire cette feuille de vigne et met en évidence notre complicité. « Les révolutions focalisées sur la prise du pouvoir ont conduit au désastre, c'est pourquoi nous devons repenser ce que signifie la révolution », voilà mon argument. « Non », répondent-ils, « c'est vrai que ces révolutions ont conduit au désastre, mais ce fut à cause de l'histoire, à cause du stalinisme ; nous n'avons pas besoin de repenser quoi que ce soit. » Cette histoire, bien entendue, est une histoire choisie : elle met de côté ceux qui ont dit depuis le tout début que le concept de révolution centré sur l'État était défaillant : pas un des critiques ne mentionne le nom de Pannekoek.

Crache sur l'histoire, parce qu'il n'y a rien de plus réactionnaire que le culte du passé⁵. « La tradition de toute les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants⁶ », dit Marx. Penser de manière révolutionnaire signifie se défaire de ce cauchemar, et se réveiller à nos propres responsabilités. L'autodétermination, en d'autres termes le communisme, aussi bien comme mouvement que comme but – est l'émancipation du cauchemar de la tradition. Crache sur l'histoire, parce que « la seule raison d'une idéologie historique est d'empêcher les hommes de faire l'histoire⁷ ».

II Contre Temps

La révolution est le tir sur l'horloge, la rupture du temps⁸.

La loi de la valeur est la loi de la durée. Rompre la durée est l'élément central de la pensée et de l'action révolutionnaires.

Dans le capitalisme, ce que nous produisons s'élève contre nous. Comme la créature de Frankenstein, le produit s'élève hors de nous et dénie le faire créatif qui lui a donné existence. « La marchandise est d'abord un objet extérieur à nous », écrit Marx au début du *Capital*⁹. En tant qu'objet extérieur à nous, elle s'élève contre nous, et se présente elle-même comme ayant sa propre existence, et comme ayant une durée indépendante de notre faire. Le capitalisme est la loi des choses que nous avons produites, qui dénie leur origine et le fait qu'elles dépendent de manière continue de notre faire.

Nous vivons dans un monde de monstres issus de notre propre création, qui se sont retournés contre nous. Ils se tiennent là, apparemment indépendants

de nous, et nous oppriment : marchandise, monnaie, capital, État, etc. Ils étaient là hier, ils étaient là il y a cent ans ou il y a deux cents ans. Il semble certain qu'ils seront encore là demain. Ils nous oppriment, nous déshumanisent, nous tuent. Comment pouvons-nous nous libérer, comment pouvons-nous nous délivrer d'eux ? Ils sont là depuis si longtemps, leur existence semble éternelle. Comment pouvons-nous avoir la possibilité d'échapper à cela ?

« Réveille-toi », dit papa Marx, « ce n'est qu'un cauchemar. Ces monstres sont une illusion. » Nous nous réveillons et les monstres sont partis, nous voyons qu'ils n'étaient pas éternels, leur durée s'est dissoute.

Mais non. Ce n'est pas aussi simple que cela. Peut-être que notre vision de Marx n'était qu'un rêve, puisque lorsque nous ouvrons nos yeux, les monstres sont toujours là, et plus agressifs que jamais : ils attaquent l'Irak, il ferment les usines, il réforment les universités en les rendant conformes à leur propre image, ils soumettent chaque aspect de nos vies à leur domination, ils nous transforment nous-mêmes en petits monstres de telle sorte que nous courons nous aussi rendre culte à la marchandise, à la monnaie, au capital, à l'État.

Le cauchemar continue. Cependant Marx avait raison, c'est un cauchemar, et les monstres sont des illusions. Mais ils ne sont pas de pures illusions, ils sont des illusions réelles. Ils sont ce que Marx nomme des « fétiches ». Mais qu'est-ce qu'une illusion réelle ? C'est là-dessus que repose la signification de la révolution.

Les monstres semblent éternels. Comment briserons-nous leur durée ?

Si nous prenons les monstres tels qu'ils semblent être, comme des créatures indépendantes de nous-mêmes, alors la seule possibilité de les vaincre consiste à opposer nos forces aux leurs, nos capacités aux leurs.

Cela n'est pas l'approche de Marx. Marx dit « les monstres ne sont pas ce qu'ils semblent être. Il nous faut les critiquer. Les monstres existent parce que nous les avons produits ». « Excuse-moi, peux-tu, s'il te plaît, le redire encore une fois ? » Et Marx réplique : « les monstres ne sont pas ce qu'ils semblent être. Il nous faut les critiquer. Les monstres existent parce que nous les produisons ». « Mais ce n'est pas ce que tu as dit la première fois », répondons-nous, « la première fois tu as dit "nous les avons produits", et la seconde fois tu as dit "nous les produisons". Quelle formule veux-tu retenir ? » Mais Marx ne répond pas – il est mort depuis plus d'un siècle. Nous sommes laissés à nous-mêmes et nous devons assumer nos propres responsabilités.

Marchandises, monnaie, capital, État : tout cela sont nos propres créations. Ceci est le cœur de la méthode de Marx, le centre de son argument dans *Le Capital*¹⁰. Nous créons les monstres qui nous oppriment. Mais, même en prenant ceci comme point de départ, il y a encore une question énorme. Quand nous créons ces fétiches (ces relations sociales qui existent comme choses),

sommes-nous comme le Dr. Frankenstein, les créateurs d'un monstre qui acquiert une existence indépendante de nous ? Ou bien créons-nous des fétiches qui apparaissent seulement comme ayant une existence indépendante, mais qui dépendent pour leur existence de notre constante re-création ? Est-ce que le capital existe parce que nous l'avons créé, ou bien est-ce qu'il existe parce que nous le recréons constamment ? Dans le premier cas, la révolution signifie détruire le monstre que nous avons créé. Dans le second cas, la révolution signifie cesser de créer le monstre. Les implications de cette distinction pour notre manière de penser la révolution et l'organisation révolutionnaire sont probablement énormes.

Le capital existe parce que nous le créons. Nous l'avons créé hier (et chaque jour des deux siècles derniers, ou à peu près). Si nous ne le créons pas demain, il cessera d'exister. Son existence dépend de la constante répétition du procès d'exploitation (et de tous les procès sociaux qui rendent possible l'exploitation). Ce n'est pas comme la créature de Frankenstein. Il n'a pas d'existence indépendante de notre faire. Il n'a pas de durée, d'existence durable et indépendante. Il apparaît seulement avoir une telle durée. La même chose est vraie de toutes les formes dérivées du capital (État, monnaie, etc.). La continuité de ces moments (ces formes de relations sociales) n'est pas quelque chose qui existe indépendamment de nous : leur continuité est une continuité qui est constamment générée et re-générée par notre faire. Que nous ayons des raisons pour alimenter le capital ne modifie pas le fait que le capital dépend, pour son existence d'un jour à l'autre, d'un moment à l'autre, de notre acte de création. Le capital dépend de nous : c'est la lueur d'espoir dans un monde qui semble si noir.

Avec cela, l'horloge explose. Si l'existence du capital dépend de notre création de celui-ci, il devient clair que la révolution consiste à faire éclater cet acte répété de création. La révolution est l'éclatement de la continuité, la rupture de la durée, la transformation du temps. L'horloge produit son tic-tac depuis deux cents ans, racontant le mensonge monstrueux dont dépend le capitalisme, le mensonge affirmant que tel moment est le même que le précédent : il faut que cesse ce tic-tac. Le capitalisme est l'établissement de la continuité, de la durée, de la tradition, de la projection du moment présent vers le suivant, puis vers le suivant encore, et ainsi de suite. La révolution n'est pas le progrès, ou la planification, ou l'accomplissement de la tradition, ou le plus haut point de l'histoire : elle est l'opposé de tout cela. Elle est l'éclatement de la tradition, l'abandon de l'histoire (son bannissement au royaume de la préhistoire), la mise en morceaux de l'horloge et la concentration du temps en un moment d'insupportable intensité. Le communisme, ce n'est pas les plans quinquennaux, mais l'autodétermination ; et l'autodétermination est un présent absolu

en lequel aucun cauchemar de la tradition ne vient peser sur nous, en lequel il n'y a pas de monstres. C'est pour cela que Benjamin insiste sur le *Jetztzeit* (l'à-présent) comme clé de la révolution¹¹, c'est pour cela que Bloch voit le communisme comme la poursuite du *Nunc Stans*, le moment de l'intensité parfaite¹², c'est pour cela que Vaneigem dit que notre tâche est de subvertir l'histoire avec le mot d'ordre « Agis comme s'il ne devait jamais exister de futur¹³. »

Peut-être que la continuité existait dans le passé : mais quand nous la projetons dans le futur, nous rendons la révolution conceptuellement impossible, nous nous vainquons nous-mêmes. La périodisation du présent est toujours réactionnaire quand nous catégorisons le présent en termes de longues vagues, ou de mode de régulation, ou de paradigme. La révolution dépend de l'ouverture de chaque moment, de telle sorte que notre production continue de notre propre répression (si cela arrive vraiment) est sujet à étonnement, mais ne peut jamais, jamais, jamais être présumée.

Comprendre que le capital dépend de nous pour son existence d'un moment à l'autre, nous amène à un monde entièrement nouveau de perception, à une grammaire totalement nouvelle¹⁴, à un nouveau rythme¹⁵. On peut croire que nous sommes fous, que nous entrons dans un monde enchanté, perverti, sans dessus-dessous. Mais il n'en va évidemment pas ainsi : c'est le monde que nous critiquons, le monde du capital, le monde de la durée, le monde de l'identité, qui est « le monde enchanté, perverti, sans dessus-dessous¹⁶ » (Marx). Nous sommes si habitués à ce monde perverti que lorsque nous essayons de penser ce monde à partir de notre propre faire, cela semble insensé. Mais nous devons plonger dans cette folie, mettre notre propre faire en sa place propre comme le vrai soleil¹⁷ : ceci est notre lutte.

Quand je dis que le capital dépend pour son existence d'un moment à l'autre de notre création, je ne veux pas dire que se débarrasser du capitalisme peut se réduire à un simple acte de volonté ou de choix. Le capital est une illusion réelle, et non pas une pure illusion : son indépendance par rapport à nous est une illusion, mais c'est une illusion réelle générée par notre travail aliéné, par la rupture de notre faire social. Comprendre que le capital est produit par nous, et dépend pour son existence de tel moment jusqu'à tel autre que nous le produisons, ne veut pas dire que nous cessons de le produire. Cela nous amène cependant à reformuler la question de la révolution, à demander comment nous pouvons stopper la production de la domination qui est en train de nous détruire. Comment pouvons-nous rompre la continuité, non seulement la continuité de leur domination, mais aussi la continuité de notre production de leur domination ? Comment pouvons-nous rompre non seulement leur tradition, mais tout autant notre tradition ?

Brisons l'histoire. Du passé faisons table rase.

III Conduis ton char

Conduis ton char et ta charrue par dessus les ossements des morts. Oui. Premièrement ton char : montre de l'irrespect pour les morts, car ils nous ont légué un monde sans dignité humaine, un monde de l'exploitation et du massacre des masses au nom de la démocratie.

Et ensuite ta charrue : laboure les ossements des morts dans le sol de la révolte. Laboure leur héritage de lutte dans la terre pour la rendre fertile. Honore les morts en leur montrant de l'irrespect.

Ne construis ni mausolée, ni monument, et n'apporte pas non plus de pierres tombales pour les morts ; mais utilise simplement leurs os pour fertiliser directement. Les disparus sont les grands héros du communisme : et pas seulement ceux qu'on a fait disparaître dans la répression étatique¹⁸, mais aussi toutes les personnes invisibles et anonymes qui ont lutté pour vivre avec dignité dans un monde qui nie la dignité, les tricoteurs d'humanité. L'histoire dont nous avons besoin n'est pas tant celle des grands révolutionnaires, mais celle de ceux qui faisaient leur ménage et qui jouaient avec leurs enfants.

L'histoire des invisibles est une histoire négative, le mouvement du cri de (et pour) ce qui n'est pas encore (le communisme qui n'est pas encore, qui pourrait être comme il pourrait ne pas être un jour, mais qui déjà existe aujourd'hui comme mouvement, comme tension vers, comme pas encore, comme négativité). L'histoire du cri n'est pas l'histoire d'un Mouvement, ou d'une Institution, ou de Marx-Engels-Lénine-Trotsky. Et ce n'est pas non plus une histoire continue mais une histoire de sauts et de bonds, et de constante recherche de la rupture. C'est, comme le souligne Bloch, un « parcours difficile, exposé aux dangers, une errance avançant dans le hasard et la douleur, une recherche d'un chez-soi caché, saturée d'interruptions tragiques, mouvement bouillonnant, fragmenté de sauts, d'éclats, de promesses isolées, animé de manière discontinuë de la conscience de la lumière¹⁹ ». Une histoire en laquelle les hommes brisent leur tête contre la durée, une histoire en laquelle le temps lui-même est toujours en question.

Une histoire de connections rompues, de tensions irrésolues, de questions sans réponses. Quand nous nous tournons vers l'histoire, ce n'est pas pour trouver des réponses, mais pour nous saisir des questions qui nous sont léguées par les morts. Pour répondre à ces questions, la seule ressource que nous avons, c'est nous-mêmes, nos réflexions et nos pratiques, maintenant, au présent. L'histoire ouvre des questions qui nous conduisent à la réflexion théorique.

IV Appendice : critiquer les critiques

Le but de cet article est de développer quelques idées suggérées par ceux qui ont critiqué mon livre en lui reprochant de ne pas développer une approche

plus historique de la question de la révolution. Je ne veux pas particulièrement défendre mon livre. Les critiques sont peut-être vraies, mais je pense qu'elles sont fausses.

Elles sont fausses parce que l'histoire, telle qu'ils la présentent, est envisagée comme quelque chose de non problématique. Dire « il n'y a pas assez d'histoire » est l'équivalent du reproche « il n'y a pas assez de sciences sociales » : ceci est dénué de sens, parce que cela présuppose que les catégories propres à la discussion historique sont claires. C'est prendre l'« histoire » comme quelque chose d'évident, comme s'il y avait une histoire neutre catégoriellement, une histoire qui pourrait nous dispenser du besoin de réflexions théoriques. Vega Cantor par exemple se plaint de l'absence d'« histoire réelle » : mais c'est quoi cette « histoire réelle » – une histoire de rois et de reines et de héros de la classe ouvrière? Une histoire de la lutte des classes, probablement, mais comment comprenons-nous la lutte des classes? Comme le mouvement de la dépendance du capital par rapport au travail et par rapport à la conversion du faire en travail? C'est ce que j'essaie de faire dans le chapitre 10 de ce livre, mais il est difficile même de tenter cela sans une discussion théorique préalable.

La question centrale est peut-être la relation entre analyse historique et réflexion théorique. Pour moi, l'analyse historique ouvre des questions et nous pousse à réfléchir sur ces questions. Ainsi, l'histoire des révolutions du xx^e siècle ne démontre pas que les révolutions focalisées sur la prise du pouvoir sont condamnées à l'échec : elle suggère qu'il y a quelque chose de fondamentalement erroné dans le concept de révolution centré sur le pouvoir, et qu'en conséquence nous devons repenser la notion de révolution. Le cœur de l'argument n'est pas historique mais théorique : la réflexion sur le passé nous pousse à nous saisir de nos propres responsabilités réflexives.

Pour mes critiques, au contraire, l'histoire est un univers non de questions sans réponses mais d'explications. En conséquence de quoi, ils comprennent mes arguments comme si j'affirmais que l'histoire *montre* que la révolution centrée sur le pouvoir ne peut réussir ; et ils répondent que l'histoire ne *montre* pas cela. Et au lieu de percevoir que l'analyse historique conduit à la réflexion théorique, ils écartent la théorie, et se penchent sur l'histoire pour y trouver des réponses. La réflexion théorique n'est pas importante : les réponses ont à être trouvées dans l'histoire, affirment-ils. Ainsi Bensaïd : « Il faudra bien oser aller au-delà de l'idéologie, plonger dans les profondeurs de l'expérience historique, pour renouer les fils d'un débat stratégique enseveli sous le poids des défaites accumulées²⁰. »

L'accusation d'ahistoricisme portée à mon livre par ces auteurs va de pair avec une mise à distance de la réflexion théorique. Avant tout, ne nous demandez pas de penser : les réponses ont à être trouvées dans le passé. Ainsi :

« Holloway, parce qu'il regarde les choses à partir du ciel de l'abstraction théorique, ne voit ni la politique ni l'histoire concrètes de la lutte des classes » (Almeyra). Et ne nous demandez pas de réfléchir sur ce que Marx a dit, ce serait vraiment excessif : « Holloway épouse une forme extrême de la théorie de Marx du fétichisme de la marchandise » (Callinicos). Marx n'est pas entièrement congédié (après tout, nous sommes tous marxistes, n'est-ce pas?), mais il est simplement mis de côté dans un coin sans importance. Le concept de fétichisme est reconnu (après tout, Marx a parlé de cela), mais il est alors congédié comme sans importance : après tout, tant de personnes ont parlé de cela auparavant, donc il n'y a là rien de nouveau (Bensaïd). Et surtout, pourquoi est-ce que j'entre dans la question de la révolution de manière théorique, alors que la théorie n'a vraiment rien à voir avec la politique. C'est ma grande erreur, selon Ernesto Manzana, qui affirme avoir compris, de Callinicos, que c'est une « erreur fondamentale » de « mélanger les questions politiques avec des questions épistémologiques ». Tous en chœur ils affirment : « Non, s'il vous plaît, ne nous demandez pas de penser, nous avons toutes les réponses, les réponses sont dans l'histoire, le stalinisme est l'explication de la défaite des révolutions passées. Mais, surtout, s'il vous plaît, ne nous demandez pas de réfléchir sur la signification de la révolution. »

Mais il y a autre chose derrière l'insistance de ces critiques sur l'importance de l'histoire. L'histoire, dit Vega Cantor, « doit être un point essentiel dans la reconstruction de n'importe quel projet anticapitaliste qui ne peut, ni ne doit, partir de zéro, puisqu'il y a toute une expérience et une mémoire historiques accumulées ». C'est peut-être le cœur des arguments des critiques : il existe une accumulation de l'expérience de la lutte, des leçons apprises, des sagesse conquises, des formes d'organisation développées.

Mais non, je ne pense pas. Le capital accumule. Il amasse plus-value sur plus-value, faisant croître sa quantité, devenant de plus en plus énorme. La lutte contre le capital n'accumule pas. Ou peut-être qu'elle accumule, mais elle cesse alors d'être lutte. L'accumulation de la lutte, c'est la position des partis communistes qui, en 1968, disaient : « ce n'est pas la manière de faire la révolution, apprenez donc de notre expérience ». L'accumulation de la lutte c'est la barbe (maintenant) grisonnante de 1968 affirmant aux contestateurs d'aujourd'hui : « ce n'est pas la manière de faire la révolution, apprenez donc de notre expérience ». L'accumulation de la lutte est une vision quantitative de la révolution : « nous avons gagné 1,6 % de vote aux dernières élections, aux prochaines nous devrions avoir quelques députés, et dans vingt ans nous pourrions bien en avoir trente ».

Le mouvement de l'accumulation est un mouvement positif. Mais notre mouvement, le mouvement contre le capitalisme est, et doit être, un mouvement

négatif : un mouvement non seulement contre le capital, mais aussi contre nos propres pratiques et routines et traditions qui reproduisent le capital. L'accumulation de la lutte, est une accumulation de la tradition, de la continuité, mais ce n'est ni par la tradition, ni par la continuité que nous briserons le capitalisme. Pense au cri, pense à la rupture, pense à l'éclatement. « Oui, bien sûr », disent les esprits sages de la tradition, « nous avons durant tant d'années pensé à ces enjeux, laissez-moi vous expliquer ce qui s'est passé en 1905, et en 1917, et en 1921, et en... » Et nous voilà déjà endormis. « La révolution maintenant ! », disons-nous encore. « Ah oui », répondent-ils, « mais premièrement nous devons construire le parti, et nous préparer aux points spécifiques de la prochaine longue vague. » Mais nous voilà déjà morts. Nous et toute l'humanité.

Non, il n'y a pas d'accumulation de la lutte. Des mémoires, des autojustifications, et des identités, peut-être. Le communisme n'est pas un mouvement d'accumulation, mais de négation, de bonds, de sauts et d'éclatements. La rupture, non la continuité, est le centre de la pensée révolutionnaire. La rupture, non la continuité, est le centre de la pratique révolutionnaire.

La nouvelle période de lutte produit une nouvelle musique, un nouveau rythme, une nouvelle grammaire. En utilisant l'Histoire comme prétexte, vous voulez inscrire ces nouvelles luttes dans de vieilles méthodes. Ne faites pas cela. Ces méthodes ont failli. Quelles que soient les excuses que vous pouvez trouver à ces échecs, leur temps est passé. Ne frottez pas nos visages dans la boue du passé. Laissez fleurir les nouvelles formes de lutte. Conduisons nos chars et nos charrues par dessus les ossements des morts.

Traduit de l'anglais par Michel Parnès.

- 1 Mes remerciements à Alberto Bonnet, Eloína Peláez, Lars Stubbe et Sergio Tischler pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte, et à Michel Parnès pour le soin et la patience avec lesquels il a traduit ce texte.
- 2 William Blake, « Proverbes de l'Enfer », dans *Le Mariage du Ciel et de l'Enfer*, traduction par André Gide, Paris, José Corti, 1981, p. 19.
- 3 Je pense particulièrement ici aux critiques de Daniel Bensaïd (« La Révolution sans prendre le pouvoir ? » dans *ContreTemps* N° 6, février 2003, p. 45-59), de Renan Vega Cantor (« La historia brilló por su ausencia » dans *Herramienta*,

n° 22, 191-196), de Guillermo Almeyra (« El dificultoso No-Asalto al No-Cielo » dans *Memoria* N° 68, 2003), d'Aldo Romero (« La renovada actualidad de la Revolución (y del poder para hacerla) » dans *Herramienta*, n° 22, 2003, 173-176), d'Ernesto Manzano et d'Isidoro Cruz Bernal (« Elegante manera de hacerse el distraído » dans *Socialismo o Barbarie* n° 11, May 2002). Je place à part la critique perspicace d'Armando Bartra, qui soulève également la question de l'histoire mais pour des raisons différentes. Les discussions autour du livre sont disponibles sur internet : www.herramienta.com.ar/index.php,

ou bien : www.herramienta.com.ar/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=34. Il va sans dire que je suis immensément reconnaissant à tous ceux qui ont répondu à l'invitation de discuter des positions du livre.

- 4 *Change the World without taking the Power: the Meaning of Revolution Today*, London, Pluto, 2002. La traduction française paraîtra chez Syllepse en septembre 2003.
- 5 Cf. Vaneigem : « dans l'histoire collective comme dans l'histoire individuelle, le culte du passé et le culte du futur sont également réactionnaires. Tout ce qui doit se construire se construit dans le présent » dans *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1992, chapitre « Sacrifice », p. 151.
- 6 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions Sociales, 1969, p. 15. [Remarque du traducteur : la version anglaise utilisée par Holloway, contrairement à la version française, introduit explicitement le terme de cauchemar]
- 7 Vaneigem, *op. cit.*, chapitre « l'espace-temps du vécu et la correction du passé », p. 298.
- 8 Benjamin, dans la Thèse XV des *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, rapporte que lors de la révolution de Juillet, « au soir du premier jour de combat, on vit en plusieurs endroits de Paris, au même moment et sans concertation, des gens tirer sur les horloges », *Œuvres III*, Gallimard, 2000, p. 440.
- 9 Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Flammarion, 1985, p. 41.
- 10 Beaucoup de débats « marxistes » sont en fait pré-critiques et en ce sens pré-marxistes.
- 11 Voir dans *Les Thèses sur la philosophie de l'histoire* de Benjamin, les thèses XIV et XVIII.
- 12 Bloch, *Le Principe Espérance*.
- 13 Vaneigem, *op. cit.*, p. 151.
- 14 C'est le lieu de rencontre de l'autonomisme (l'*operaismo*) et de la théorie critique. La force de « l'inversion copernicienne » de l'*operaismo* dépend de la compréhension que sa perception nous place dans un monde différent de raisonnement (exploré

au mieux dans la tradition de la théorie critique). Similairement en ce qui concerne la théorie critique : pour échapper à son pessimisme chronique, il faut percevoir que démythifier le monde enchanté et sans dessus-dessous du capitalisme signifie : voir le faire comme la force motrice de la société.

- Cf. la discussion éclairante du livre par Wildcat (« Der Schrei und die Arbeiterklasse » dans *Wildcat-Zircular*, n° 65, 2002, p. 48-54).
- 15 Hardt et Negri dans *Empire* ne perçoivent pas du tout ce point. Mais exactement le contraire : ils insistent pour réinscrire la dépendance du capital par rapport au travail (ce qui implique la négation de la durée) dans un monde de paradigmes (qui glorifient la durée). Cf. le chapitre 9 de *Change the world without taking Power*.
 - 16 Marx, *Le Capital*, livre 3, chapitre 48, Paris, Éditions Sociales, 1972, p. 207.
 - 17 Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, traduction Molitor, Paris, Allia, 1998, p. 9.
 - 18 Voir la déclaration de l'HIJOS (l'organisation fondée par les enfants des disparus en Argentine) : « Nous devons créer et réinventer un chemin propre, qui reprenne le sentier qu'ils ont tracé, et qui change de direction lorsque cela est nécessaire. Comme ils firent, eux, avec les générations qui les ont précédés, pour les surpasser, pour être meilleurs, pour arriver pour de bon et concrètement au changement auquel ils rêvèrent et auquel nous rêvons. Pour que dans nos vies, nous ne fassions pas que répéter des schémas qui semblent très réussis, mais qui ne font pas bouger d'un cheveu les maîtres du pouvoir », cité par Raul Zibechi, *Genealogía de la Revuelta argentina*, La Plata, Letra Libre, à paraître.
 - 19 Bloch, *Tübinger Einleitung in die Philosophie*, Frankfurt, Suhrkamp, 1964, vol. II, p. 29.
 - 20 *ContreTemps*, n° 6, février 2003, p. 58.

Daniel Bensaïd

Cris et crachats.

(Douze remarques - plus une - pour continuer

le débat avec John Holloway)

1. « Crache sur l'histoire », nous répond John Holloway. Pourquoi pas ? Mais laquelle ? Pour lui, il semble qu'il n'y ait qu'une seule histoire, à sens unique, celle de l'oppression qui contamine jusqu'à la lutte des opprimés. Comme si l'histoire et la mémoire n'étaient pas aussi des champs de bataille. Comme s'il ne pouvait exister aussi une histoire de l'opprimé, orale souvent (des exploités, des femmes, des homosexuels, des colonisés), de même que l'on peut concevoir un théâtre ou une politique de l'opprimé.
2. L'histoire serait « la grande excuse pour ne pas penser ». Holloway veut-il dire qu'on ne peut pas penser historiquement ? Et qu'appelle-t-on alors « penser » ? Vieille et encombrante question.
3. « Crache aussi sur le concept de stalinisme », qui nous dispenserait de « nous faire des reproches à nous-mêmes », et constituerait une commode « feuille de vigne cachant notre culpabilité ». Nul ne songe aujourd'hui à opposer une révolution lumineuse, celle immaculée des années vingt, aux sombres années trente chargées de tous les péchés. Personne n'est sorti indemne du « siècle des extrêmes ». Un examen de conscience méthodique s'impose à tous et à nous-mêmes. Est-ce une raison pour effacer les discontinuités chères à Michel Foucault ? Pour établir une stricte continuité généalogique entre l'événement révolutionnaire et la contre-révolution bureaucratique ? Pour mettre dans le même sac une culpabilité également partagée par les vainqueurs et les vaincus, par les bourreaux et les victimes ? La question n'est pas morale, mais politique. Elle commande la possibilité de « continuer » ou de « recommencer ». La non-histoire, où tous les chats deviennent gris (sans attraper pour autant la moindre souris), est le terrain de prédilection sur lequel se rejoignent les libéraux et les staliniens repentis, pressés d'effacer leurs traces, sans avoir à réfléchir à ce passé qui passe si mal.
4. « Crache sur l'histoire, car il n'y a rien de plus réactionnaire que le culte du passé. » Soit. Mais qui parle de culte ? La tradition pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ? Certes. Mais laquelle ? D'où vient cette singulière tradition au singulier dans laquelle disparaissent tant de traditions contraires ? Walter Benjamin, qu'Holloway cite volontiers (à tort et à travers), réclame au

contraire de sauver la tradition du conformisme, qui toujours la menace. Cette distinction est essentielle.

5. « Brisons l'histoire. *Du passé faisons table rase.* » La chanson a fière allure. Mais la politique de la page blanche (chère au président Mao) ou de la table rase offre plutôt des précédents inquiétants. Son partisan le plus conséquent ne fut-il pas un certain Pol Pot. « On recommence toujours par le milieu », dit plus sagement Gilles Deleuze.
6. « Crache sur l'histoire » ? Nietzsche lui-même, certainement le plus virulent critique de la raison historique et du mythe du progrès, était plus subtil. Il recommandait, certes, « d'apprendre à oublier pour pouvoir agir ». Il récusait ainsi une histoire qui serait « une sorte de conclusion et de bilan de vie ». Mais, s'il dénonçait implacablement « l'histoire monumentale », « l'histoire antique », « l'excès d'études historiques » et la « sursaturation d'une époque par l'histoire », et l'histoire tout court comme « une théologie masquée », il n'en soutenait pas moins que « la vie a besoin des services de l'histoire » : « Certes, nous avons besoin de l'histoire, mais autrement que n'en a besoin l'oisif promeneur dans le jardin de la science : pour vivre et pour agir, et non pour nous détourner nonchalamment de la vie et de l'action. » Nietzsche défendait par conséquent la nécessité d'une « histoire critique ». Du moins ne prétendait-il pas opposer « aux effets de l'histoire » une politique d'émancipation, mais une esthétique – « les effets de l'art » –, ou encore « les puissances supra-historiques qui détournent le regard du devenir vers l'art et la religion ». Le mythe contre l'histoire ?
7. « Nous vivons dans un monde de monstres issus de notre propre création. » Si marchandise, monnaie, capital, État sont des fétiches, ce ne sont pas « de pures illusions, mais des illusions réelles ». Exact. Qu'en conclure pratiquement ? Que pour abolir ces illusions, il faut abolir le rapport social qui les rend nécessaire et les fabrique ? Ou qu'il faut se contenter, comme le suggère Holloway, d'une grève des fétiches : « Le capital existe par ce que nous le créons ; si nous ne le créons pas demain, il cessera d'exister » ? Au lendemain de Mai 68, certains maoïstes prétendirent qu'il suffisait de « chasser le flic » de notre tête, pour que disparaisse avec lui le flic réel. Le flic réel est pourtant toujours là (plus que jamais), et l'ego tyrannique règne toujours dans les têtes les mieux faites. Suffirait-il donc de « refuser de créer le capital » pour que ses sortilèges s'évanouissent ? Un comportement magique (escamotant imaginaiement un despote imaginaire) n'apporterait qu'une libération tout aussi imaginaire. Abolir effectivement les conditions du fétichisme, c'est renverser le despotisme de marché, le pouvoir de la propriété privée, et briser l'État qui garantit les conditions de la reproduction sociale.
8. Vieilleries, sans doute. Mais où sont les nouveautés en la matière ? C'est toujours avec du vieux (en partie au moins) qu'on fait du neuf. Holloway définit la

révolution comme « l'éclatement de la tradition, l'abandon de l'histoire, la mise en pièce de l'horloge, l'abandon de l'histoire et la concentration du temps en un moment d'insupportable intensité ». Il reprend ainsi l'image utilisée par Benjamin des insurgés de 1830, tirant sur le cadran des horloges publiques. La destruction symbolique de l'image du temps confond encore le fétiche de la temporalité avec le rapport social sur lequel il repose : la mesure « misérable » du temps de travail abstrait.

9. Holloway balaya d'un crachat les critiques que lui adressent Attilio Boron, Alex Callinicos, Guillermo Almeyra, ou moi-même. Il nous reproche d'envisager l'histoire comme « quelque chose de non problématique », au lieu de l'ouvrir à des questions théoriques. Accusation gratuite, sans arguments ni preuves sérieuses : tous ces auteurs ont consacré au contraire une bonne part de leur travail à interroger, réviser, déconstruire et reconstruire leur vision historique du monde. L'histoire est comme le pouvoir. On ne peut l'ignorer. On refuse de prendre le pouvoir, le pouvoir vous prend. On chasse l'histoire par la porte, elle se rebiffe et revient par la fenêtre.
10. « Il y a quelque chose de fondamentalement erroné dans le concept de révolution centré sur le pouvoir. » Mais quoi ? Il y a longtemps que Foucault est passé par là. J'ai écrit, il y a plus de vingt-cinq ans, un livre intitulé *La Révolution et le Pouvoir*, autour de l'idée que le pouvoir d'État est à briser, mais que les « relations de pouvoir » sont à défaire (ou à déconstruire). La question n'est pas nouvelle. Elle nous vient, entre autres, des traditions libertaires et de Mai 68. Pourquoi, sinon par ignorance, faire mine d'innover radicalement (toujours la table rase) au lieu de s'inscrire dans des débats qui ont... une (longue) histoire !
11. « L'accumulation de la lutte est une vision quantitative de la révolution. » C'est un mouvement positif, alors que le mouvement anticapitaliste « doit être un mouvement négatif ». La critique des illusions du progrès, de « l'esprit de caisse d'épargne », du tricot des pénélopes électorales (ajoutant une maille après l'autre), de l'intérêt ajouté à l'intérêt, de la marche inéluctable de l'histoire, par-delà les « dérapages », « les parenthèses », ou « les retards » regrettables est aussi une vieille tradition (illustrée en France par Georges Sorel et Charles Péguy qui ont tant influencé Benjamin). Suffit-il pour autant d'opposer aux continuités du temps long, l'interruption absolue du cri sans passé ni lendemain ? Benjamin récuse le temps homogène et vide des mécaniques du progrès, et avec lui la notion d'un présent évanescant, simple trait d'union éphémère, absolument déterminé par le passé et irrésistiblement aspiré vers un avenir prédestiné. Le présent devient au contraire, chez lui, la catégorie centrale d'une temporalité stratégique : chaque présent est alors investi de la « faible force messianique » de redistribuer les cartes du passé et de battre celles de l'avenir, de redonner leur chance aux vaincus d'hier et de toujours,

de sauver la tradition du conformisme. Ce présent n'est pas pour autant détaché du temps historique. Il entretient, comme chez Blanqui, avec les événements passés des rapports non de causalité, mais d'attraction astrale, de constellation. C'est en ce sens que, selon la formule définitive de Benjamin, « la politique prime désormais l'histoire ».

12. En « utilisant l'Histoire comme prétexte », nous voudrions, dit Holloway, inscrire « les nouvelles luttes dans de vieilles méthodes » : « Laissez fleurir les nouvelles formes de lutte. » C'est parce que nous accueillons en permanence une part de nouveauté qu'il y a... de l'histoire (!) plutôt qu'une éternité divine ou marchande. Mais la dialectique historique de l'ancien et du nouveau est plus subtile que l'opposition binaire ou manichéenne du vieux et du neuf, y compris pour les questions de méthode. « Laisser fleurir certes », ne pas céder à la routine et à l'habitude, rester disponible à la surprise et à l'étonnement. Utiles recommandations. Mais comment évaluer le nouveau, à quelle aune, si l'on perd la mémoire de l'ancien ? La nouveauté, comme l'ancienneté, est toujours une notion relative.

Crier et cracher ne fait pas une pensée.
Encore moins une politique.

Olivier Le Cour Grandmaison

Universitaire, membre du CURAPP. Dernier ouvrage paru : *Haine(s). Philosophie et politique*, avant-propos d'Étienne Balibar, Paris, PUF, 2002.

F. Engels et K. Marx : le colonialisme au service de « l'Histoire » universelle.

« *Fidèles aux mœurs de leurs ancêtres, les Arabes mènent une existence nomade [...]. De tous les habitants [de l'Algérie], ce sont sans doute les Maures qui paraissent les plus déconsidérés. [...] sur le plan moral, ils se situent à un niveau très bas.* »

(1858) F. Engels

« *Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects [...]. Mais la question n'est pas là. [...] quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'Histoire en provoquant cette révolution.* »

(1853) K. Marx.

Algérie, 23 décembre 1847. Après une résistance longue et acharnée mais défaite par les colonnes infernales de l'armée d'Afrique, qui opèrent sous la responsabilité du général Bugeaud, abandonné par le sultan du Maroc, qui a décidé de collaborer avec la France, Abd el-Kader est contraint de se rendre. Les militaires français et le gouvernement à Paris peuvent se féliciter : ils viennent de faire prisonnier celui qui, depuis plusieurs années, leur tenait tête dans la région en s'opposant à leurs desseins : conquérir et pacifier l'ancienne régence d'Alger afin de la transformer en une colonie de peuplement prospère. Lui vaincu, la colonisation du pays, pense-t-on alors, va pouvoir s'engager désormais dans de bonnes conditions. L'importance de ce qui vient d'avoir lieu outre-Méditerranée n'a pas échappé à F. Engels. Un mois plus tard, il publie donc un article dans lequel il analyse la situation nouvelle ainsi créée en se félicitant de la défaite de l'émir et de la soumission de l'Algérie synonymes à ses yeux du « progrès de la civilisation¹ ». Lui, le contempteur impitoyable de l'idéologie bourgeoise dont il traque les moindres signes et manifestations afin de mettre à nu les sordides intérêts de classe qui se cachent toujours derrière l'invocation de principes généreux, partage, avec l'écœurante majorité de ses contemporains, cette idée que la conquête de

l'Algérie est un heureux événement puisqu'il participe de la victoire des nations civilisées sur des peuples arriérés. Sans doute la monarchie française est-elle mue par des considérations peu glorieuses où se mêlent des enjeux politiques nationaux et internationaux mais F. Engels sait voir, au-delà de ces mobiles immédiats et mesquins, les forces souterraines et progressistes qui sont à l'œuvre. S'il s'élève contre les méthodes de guerre employées par le général Bugeaud, c'est pour mieux souligner le fait, autrement plus significatif selon lui, qu'en s'emparant de la régence d'Alger, la France est en quelque sorte l'instrument de l'histoire universelle qui bouleverse des sociétés et des modes de vie condamnés par les développements incessants du système capitaliste. Aussi salue-t-il la défaite de l'émir dont l'un des effets positifs a été de forcer « les beys de Tunis et de Tripoli, ainsi que l'empereur du Maroc à s'engager sur le chemin de la civilisation » en trouvant « d'autres occupations pour leurs peuples que la piraterie... » « Et si l'on peut, ajoute-t-il, regretter que la liberté ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins sont un peuple de voleurs dont les principaux moyens d'existence consistaient à faire des incursions chez les uns et les autres, ou chez les villageois sédentaires, prenant ce qu'ils trouvaient, massacrant tous ceux qui résistaient, et vendant le reste de prisonniers comme esclaves². » Rien ne manque à cette description où tous les lieux communs de l'époque, présents dans la littérature extrêmement abondante consacrée à la question algérienne dans laquelle les colonistes, comme on disait alors, puisaient nombre de leurs arguments, sont mobilisés et intégrés à la conception marxienne de l'histoire. Improductifs, pillards et végétant jusque-là hors de la civilisation incarnée par l'Europe soumise à des transformations continues engendrées par la révolution industrielle, les Arabes sont à leur tour arrachés, comme les Indiens d'Amérique et ceux des Indes avant eux, à un état réputé stationnaire et nuisible par la France. C'est elle qui les force à entrer ainsi dans une ère nouvelle puisque, débarrassés par une intervention extérieure du féodalisme auquel ils étaient asservis, ils pourront désormais progresser grâce à leur intégration au commerce mondial et au perfectionnement des moyens de production, qui seront les suites nécessaires de la conquête et de la colonisation. C'est pourquoi la lutte des troupes d'Abdel-Kader ne pouvait être qu'un échec en même temps qu'elle témoignait de résistances au fond réactionnaires puisqu'elle visait à défendre un ordre économique, social et politique tôt ou tard voué à disparaître. « Après tout, conclut F. Engels sûr de son fait, le bourgeois moderne, avec la civilisation, l'industrie, l'ordre et les "lumières" qu'il apporte tout de même avec lui, est préférable au seigneur féodal ou au pillard de grand chemin, et à l'état barbare de société à laquelle ils appartiennent³. » Pour qui est capable d'intégrer les événements de l'actualité aux mouvements dialectiques de l'histoire sans se laisser impressionner indûment par les quelques

maux présents engendrés par la guerre totale menée par l'armée française en Algérie, la conquête et la colonisation de territoires nouveaux placés jusque-là hors de la sphère d'influence du capital sont, en dernière instance, les fourriers du progrès puisqu'elles précipitent la ruine du féodalisme et celle d'un mode de production, de relations sociales et de valeurs depuis longtemps condamnés comme l'atteste le passé récent de l'Europe.

De telles analyses ne sont pas isolées; on les trouve également, sous une forme ramassée à l'extrême en raison des finalités particulières de l'ouvrage, dans *Le Manifeste du parti communiste* élaboré peu de temps auparavant. Au premier chapitre, consacré à l'histoire de l'avènement de la grande industrie moderne et de la bourgeoisie, K. Marx et F. Engels brossent le tableau grandiose des bouleversements qui en ont résulté, d'abord sur la scène des différents États à l'intérieur desquels ils se sont produits, puis à l'échelle mondiale. En effet, cette dernière classe, qui « a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire », ne s'en tient pas au cadre étroit de la nation; ses intérêts, la logique même du capitalisme et le besoin de « débouchés toujours nouveaux » la poussent à s'affranchir des frontières nationales pour se tourner vers d'autres pays et continents qu'elle soumet à leur tour aux lois d'airain du capital en détruisant toutes les structures économiques, sociales et politiques traditionnelles, et incompatibles pour cela avec l'expansion de ce dernier. C'est ainsi que « la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares » en les forçant « à adopter (son) style de production⁴ ». Au cœur de ces analyses se trouve l'équivalence posée et admise entre l'universalisation du capitalisme et celle de la civilisation. Outre que ce premier mouvement est pensé comme étant historiquement nécessaire, il est aussi paré, en raison même de son articulation au second, de nombreuses vertus puisqu'il ne fait que précipiter la disparition d'un monde ancien, qualifié de barbare comme ne cessent de le répéter K. Marx et F. Engels qui ne sauraient s'opposer dans ces conditions à une telle issue⁵. On comprend mieux pourquoi la conquête et la colonisation de territoires situés hors des frontières de la vieille Europe ne sont pas dénoncées. Les causes de cette position ne sont pas conjoncturelles ou liées à quelques méconnaissances; elles sont structurelles au contraire en ce sens qu'elles renvoient à la philosophie de l'histoire de K. Marx et de F. Engels qui, sur ce point particulier mais nullement secondaire, marchent sur les traces de Hegel dont ils reconduisent certaines des analyses quand bien même ils usent d'une phraséologie qui n'est pas celle de l'auteur de la *Phénoménologie de l'esprit*⁶.

Dix ans plus tard, F. Engels récidive d'ailleurs lorsqu'il accepte de rédiger, pour la prestigieuse *New American Encyclopedia* publiée en 1858, l'article consacré à l'Algérie. Une telle demande témoigne certainement du fait qu'il passait alors pour un bon spécialiste de la question aux yeux de ses contemporains que ses

positions, conformes à l'esprit du temps, ne pouvaient effrayer. Ce texte débute par une présentation classique de la situation géographique du pays, de son climat, de sa végétation et de sa faune; viennent ensuite des considérations relatives aux différentes populations indigènes présentes en ce territoire. Après un passage consacré aux Kabyles, dont il loue le travail puisqu'ils constituent « un peuple *laborieux* qui vit dans de *vrais* villages » dont les membres, « *excellents* cultivateurs », exploitent aussi des mines, fabriquent des armes et fournissent les villes en marchandises diverses et en produits alimentaires, F. Engels aborde alors le cas des Arabes nomades qui sont « fidèles aux mœurs de leurs ancêtres » puis celui des Maures enfin. De ces derniers, il écrit ceci: « la longue oppression que les dominateurs turcs leur ont fait subir les a rendus pusillanimes bien qu'ils aient conservé leurs habitudes de cruauté et de vengeance », et le père fondateur du marxisme d'ajouter sèchement en guise de conclusion définitive: « *sur le plan moral, ils se situent très bas* ». Remarquable est ce passage qui s'appuie implicitement sur une hiérarchie que structure le double rapport au travail et au territoire. Au sommet de celle-ci se trouvent donc les Kabyles salués par l'auteur en raison de leurs nombreuses et diverses activités laborieuses; elles les constituent en une sorte de peuple complet qui, sans être tout à fait moderne, est déjà soumis à la civilisation du travail et à celle des échanges marchands puisqu'on y trouve des agriculteurs, des artisans et des commerçants notamment. Sédentaires depuis longtemps et ayant donc rompu avec un mode de vie réputé archaïque, les Kabyles, en dépit de leurs particularités, présentent une organisation économique, sociale et spatiale qui se rapproche au fond beaucoup de celle qui prévalait en Europe avant que la révolution industrielle ne vienne la bouleverser. Eux savent s'imposer à la nature, l'exploiter et la transformer afin de produire des richesses utiles qui sont mises en circulation, et l'ensemble de ces caractéristiques explique certainement l'attention que F. Engels leur accorde, les louanges dont il les gratifie et la place qu'il leur assigne dans la hiérarchie des populations algériennes. Du burnous du Kabyle à la rude casquette du prolétaire, le chemin est encore long sans doute mais il a du moins le mérite d'exister.

Il n'en est pas de même des Arabes qui, continuant de se déplacer avec leurs troupeaux au gré des pâturages qu'ils rencontrent, sont restés étrangers à toute évolution et hostiles à la civilisation qu'ils ne cessent de combattre en menaçant sa progression. Quant aux Maures, le père du matérialisme historique, et grand pourfendeur de la morale bourgeoise, les relègue au plus bas en vertu d'appréciations éthiques que les fervents défenseurs de la colonisation n'auraient pas reniées puisqu'ils les partagent avec lui. Nul doute, les lecteurs de l'époque n'ignoraient pas les raisons de cette condamnation sans appel qui se soutient de considérations relatives à la paresse, très souvent dénoncée, et aux passions violentes de ces Maures dangereux auxquels il est impossible de se fier et qui

constituent, à cause de cela, une source permanente de troubles pour l'ordre public colonial. Le mépris éprouvé par F. Engels pour les Maures s'étend à la langue arabe – à moins que ce ne soit l'inverse – qu'il avoue haïr comme toutes les langues sémitiques d'ailleurs, ce pourquoi, en plus des difficultés qui lui sont propres, il a renoncé à l'apprendre. Il lui préfère le persan plus facile et sans doute plus digne à ses yeux de faire l'objet d'études sérieuses⁸. De telles distinctions, fondatrices d'une hiérarchie raciale et/ou morale sont, au XIX^e siècle, fort courantes et l'on se plaît alors à opposer les Berbères aux autres indigènes d'Algérie en établissant les tableaux comparés de leurs caractéristiques qui sont au principe d'une distribution inégalitaire de leurs qualités et de leurs défauts. « Le Kabyle est actif, propriétaire individuel, industriel, monogame ; l'Arabe est indolent, nomade, contemplatif, polygame. Au point de vue des caractères physiques, les différences sont aussi tranchées ⁹ », écrit ainsi un démographe français quelques années plus tard en attribuant au premier des origines raciales qui les rattachent aux peuples supérieurs du Nord comme sa blondeur et ses mœurs sont supposées en témoigner.

Ajoutons que F. Engels n'est pas le seul à commettre des textes de cette nature où, d'autant plus dominé par l'idéologie dominante qu'il l'ignore puisqu'il est convaincu d'avoir radicalement rompu avec elle, il laisse libre cours à ses préjugés conformes aux représentations les plus communes que se font les Européens de son temps des indigènes algériens. Son fidèle compagnon de luttes intellectuelles et politiques, et grand théoricien que la répression des insurrections ouvrières dans l'Europe des années 1848 révolte à juste titre, produit des analyses similaires quand bien même elles se parent du prestige d'une philosophie de l'histoire. En effet, si Karl Marx connaît Alger puisqu'il y a séjourné plusieurs mois pour des raisons de santé au début de l'année 1882, il s'intéresse plutôt à l'expansion de la Grande-Bretagne en Inde et à la constitution, par cette puissance européenne, d'un empire à nul autre pareil au moment où il écrit les lignes qui suivent. « Certes l'Angleterre, en suscitant une révolution sociale en Hindoustan, était mue uniquement par les plus sordides intérêts et sa manière de les imposer était stupide. Mais là n'est pas la question » s'empresse de préciser K. Marx à l'attention des lecteurs susceptibles de s'en tenir à ce seul événement, de s'en indigner et de condamner ceux qui ont agi de la sorte. Ce n'est là que l'apparence des choses dont on sait depuis longtemps qu'elle égare la raison en lui masquant une vérité d'autant plus importante qu'elle est plus cachée et plus difficile à atteindre. Pour découvrir cette dernière, il faut donc savoir aller au-delà et surmonter aussi des sentiments trompeurs qui interdisent de prendre connaissance des forces historiques qui sont souterrainement à l'œuvre. Pour se dérober aux regards de ceux qui ne voient que l'écume superficielle des jours, ces forces n'en sont pas moins essentielles puisqu'elles fixent le sens des événements et

déterminent la position qu'il convient d'adopter face à eux. S'étant ainsi élevé au-dessus du sens commun et des perceptions qui le soutiennent et l'alimentent, K. Marx peut alors formuler ce qui, à ses yeux, relève de la seule interrogation digne d'être examinée. « La question, ajoute-t-il alors, est de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie. » La réponse, qui n'est pas donnée parce qu'elle est implicitement contenue dans cet énoncé même, plus rhétorique que véritablement interrogatif, est évidemment non. Aussi peut-il affirmer sans hésiter : « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution ». Telle est donc la vérité majeure qu'il a su découvrir, et qu'il dévoile à ses lecteurs et aux colons britanniques qui font l'histoire sans savoir l'histoire qu'ils font puisqu'ils ignorent qu'ils sont les pionniers d'un bouleversement social sans précédent au sortir duquel une société nouvelle naîtra. « C'est pourquoi, peut-il alors conclure, quelque amertume personnelle que nous puissions éprouver devant le spectacle de la ruine d'un monde ancien, nous avons le droit, en fait d'histoire, de nous exclamer avec Goethe : "Il faut que mille roses périclent dans les flammes pour produire le minuscule flacon de parfum que Boulboul offre à sa bien-aimée"¹⁰... » Pour qui sait, comme K. Marx, manier ces instruments exceptionnels de connaissance que sont la dialectique et le matérialisme historique, tout s'éclaire. La conquête de l'Inde, aussi brutale et criminelle soit-elle, n'est qu'un moment dans un processus autrement plus vaste et plus complexe puisque les épreuves imposées par la Grande-Bretagne à cette partie du monde servent l'humanité toute entière. En effet, sous la poussée des forces du capital qui s'étendent à de nouveaux continents, cette dernière progresse et s'unifie en étant prise désormais dans le cours d'une histoire véritablement universelle. Inutile donc de se laisser émouvoir par les souffrances des Indiens et par la disparition programmée de ce qui fut leur monde puisque l'histoire emprunte des voies sanglantes certes, mais nécessaires et positives en dernière instance. À cette aune, le réel, ce réel du moins, est donc rationnel dès lors qu'on sait, comme l'auteur de *L'Idéologie allemande*, s'élever au-dessus de la contingence apparente des événements, ce pourquoi il est dérisoire et vain de s'y opposer. Ces différents passages, longuement reproduits à dessein afin de ne pas laisser croire que nous nous serions laissés aller à des interprétations abusives sur la base de quelques méchantes et brèves citations, éclaire d'un jour singulier les positions de K. Marx et de F. Engels sur la colonisation. Colonisation dont ils furent les analystes convenus et les témoins plutôt distraits en vérité au regard du peu d'attention qu'ils lui accordèrent puisque selon eux, c'est ailleurs, sur le vieux continent bien sûr, que s'écrivent les pages les plus glorieuses de l'Histoire. Incontestablement prisonniers des représentations ethnocentriques de leur temps qu'ils reconduisent allégrement et avec une remarquable constance lors-

qu'ils se penchent sur le sort des indigènes d'Afrique ou d'Asie, aveuglés par leur conception de l'histoire - progrès quelles qu'en soient les spécificités par ailleurs, convaincus que les seuls sujets aptes à combattre véritablement le Capital et la bourgeoisie sont les prolétaires et les exploités d'Europe ou d'Amérique, ils ont été incapables de voir dans les affrontements coloniaux autre chose que la réplique exotique et quelque peu surannée des luttes qui avaient opposé le capitalisme au féodalisme sur le vieux continent. De là leurs positions qui, pour être critiques sur les moyens employés par la France en Algérie et par l'Angleterre en Inde, ne sauraient pour autant en faire des adversaires résolus du colonialisme. Colonialisme dont les conséquences destructrices sont finalement peu de choses au regard de ses effets éminemment civilisateurs car, en arrachant des sociétés traditionnelles à leur état de stagnation, il les place sur la voie de la modernisation économique, sociale et politique. Cela vaut pour ce qui s'est passé dans la régence d'Alger depuis que les Français y ont débarqué, et pour l'Asie depuis que les Britanniques ont réussi à s'emparer de ce qu'on appelle aussi à l'époque l'Hindoustan. Ici des tribus arriérées ont été soumises et contraintes, on l'a vu, d'abandonner une activité économiquement improductive et moralement indigne : la piraterie. Là des communautés villageoises, ayant constitué depuis des siècles les fondements du despotisme oriental, ont été détruites par une puissance européenne qui est à l'origine de « la seule révolution *sociale* qui ait jamais eu lieu en Asie¹¹ ». Aussi K. Marx n'hésite-t-il pas à affirmer qu'il préfère la conquête de l'Angleterre à celles qui se sont produites antérieurement car pour la première fois des conquérants supérieurs aux peuples conquis, sur le plan économique, militaire et culturel, et pour cela « inaccessibles à leur civilisation », n'ont pas été « hindouisés » comme ce fut le cas, selon lui, des Arabes, des Turcs, des Tatars et des Mongols avant eux. Ce qui s'est passé en Afrique et en Orient confirme donc, sur une autre scène de l'histoire et du monde, le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie et, de ce point de vue, elle fait œuvre utile puisqu'elle contribue à libérer les forces productives et les hommes des contraintes archaïques qui les entravaient et les empêchaient de se développer. Cela étant admis, que K. Marx soutienne la classe qui, en Inde, est à l'origine de ces bouleversements, est assez peu surprenant puisqu'elle agit avec résolution, c'est le moins qu'on puisse dire, contre le despotisme¹² et des formes barbares, selon lui, de propriétés et d'organisation sociale dont il ne cesse de souligner l'arriération effroyable en dénonçant pêle-mêle la violence, les superstitions et la servitude qui règnent là-bas.

Dans ce cadre, les massacres coloniaux perpétrés par la France et l'Angleterre deviennent assez secondaires quand ils ne sont pas considérés, par K. Marx lorsqu'il traite de l'Hindoustan en particulier, comme des instruments nécessaires grâce auxquels une classe sociale « l'emporte et met en pièces des

formes politiques figées et mortes¹³ ». Si les crimes commis par les troupes françaises sont dénoncés, c'est pour mieux souligner, notamment dans le cas de l'Algérie et sous la plume de F. Engels cette fois, l'hypocrisie des classes dominantes qui, tout en parlant le langage de la liberté et du progrès, ont livré une guerre particulièrement meurtrière et ruineuse pour les indigènes, souvent massacrés et plus souvent encore razzisés. Cela, le compagnon de K. Marx ne l'ignore pas ; comme beaucoup de ses contemporains il est bien informé des pratiques de l'armée d'Afrique engagée dans un conflit d'une rare brutalité. De même, il critique le décalage, immense à ses yeux, entre les moyens déployés pour conquérir le pays et les résultats obtenus puisque la colonisation est, au moment où il écrit, toujours un échec. En effet, ils sont peu nombreux les Français et les Européens à s'être installés durablement dans cette nouvelle colonie qui semble servir d'abord et avant tout d'école de guerre pour militaires en mal de promotion rapide. Ces analyses¹⁴, dont il faut souligner l'assez grande banalité puisqu'elles sont partagées par de nombreux observateurs et acteurs de l'époque, ne débouchent jamais sur l'identification des indigènes comme opprimés ou persécutés dont les combats ressortiraient à des résistances légitimes face aux menées expansionnistes de la France. À aucun moment, F. Engels, par ailleurs si prompt à voir dans les mouvements conduits par les dominés et les exploités contre la bourgeoisie l'expression positive de la lutte des classes, ou celle de peuples agissant pour défendre ou conquérir leur indépendance, ne pense les conflits coloniaux qui se déroulent en Afrique ou en Asie en ces termes. Sans doute parce qu'en Algérie notamment, il n'y a ni ouvriers, ni peuple véritablement constitué à ses yeux mais seulement des indigènes qu'il décrit souvent comme des fanatiques aux mœurs cruelles sans jamais s'interroger sur les causes immédiates des actions qu'ils engagent contre les troupes françaises ou les colons. C'est pourquoi ni ces indigènes ni les tribus ne sont pensés comme des sujets capables de faire l'histoire, et avec lesquels il faudrait se solidariser en les défendant contre les agressions dont ils sont les victimes. Si victimes ils ont été, c'est d'abord et avant tout de l'ordre féodal auxquels ils étaient encore assujettis lorsque la France s'est emparée d'Alger.

Quant à l'appel : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » ; on découvre, dans ce contexte, et au regard des différents articles cités et des analyses qui y sont développées, ses limites et l'eurocentrisme qu'il exprime, et qui le grève aussi puisque des populations entières, dont les conditions d'existence et de travail sont en passe d'être irrémédiablement détruites, sont placées hors du champ de l'histoire et de la politique telles que K. Marx et F. Engels les conçoivent. Généreux et universel en apparence, cet appel ne s'adresse qu'aux classes ouvrières du vieux continent et de l'Amérique, là où concentrées dans des usines et dans de nouveaux centres urbains elles accumulent des forces

avant de se lancer à l'assaut de la société bourgeoise; en aucun cas il ne concerne ceux qui sont désignés, et stigmatisés en fait par les auteurs du *Manifeste du parti communiste*, comme des peuples barbares ou semi-barbares⁵⁵. Parce qu'ils n'ont pas encore été soumis à la rude école du travail industriel et dépouillés, grâce à elle, de leurs mœurs et de leurs croyances ancestrales réputées si nocives pour la raison humaine et le progrès, ces peuples ne sauraient, pour le moment en tout cas, retenir l'attention de ceux qui luttent pour l'émancipation de la classe ouvrière. Pour susciter l'intérêt et pour être défendus contre la bourgeoisie qui impose des conditions de travail et d'existence toujours plus dures, l'opprimé et l'exploité doivent coïncider avec la figure, harassée mais digne, du prolétaire d'Europe toujours fidèle aux intérêts immédiats et historiques de sa classe. Gare à eux, si poussés par le paupérisme et la faim, attirés par la perspective d'un maigre revenu, ils les trahissent en se faisant les auxiliaires des capitalistes car ils rejoignent alors les cohortes indignes, méprisables et méprisées du *Lumpenproletariat*. Ailleurs, dans les contrées arriérées d'Afrique et de l'Inde notamment, les souffrances et la misère de l'autre soumis aux ravages de la colonisation sont secondaires puisqu'elles sont inévitables. À quoi s'ajoute le fait que ce n'est pas là que doivent s'écrire les pages glorieuses de l'Histoire qui verront le système capitaliste s'effondrer sous les assauts enfin victorieux de la classe ouvrière et de ses alliés.

Pour les auteurs du *Manifeste du parti communiste*, la constitution, par les puissances européennes, de vastes empires sont donc des moments nécessaires qui ne peuvent être combattus puisqu'ils s'inscrivent dans un mouvement plus vaste d'expansion positive et nécessaire elle aussi du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale au terme duquel surgiront, sans doute, des prolétaires qui, tôt ou tard, engageront contre la bourgeoisie des actions décisives. Tel est certainement le sens de cette analyse de K. Marx qui, fort de sa conception de l'histoire, sait apercevoir, sous les décombres de la « société indigène » – il s'agit de la société indienne – impitoyablement détruite par l'action conjuguée du militaire et du capitaliste, « l'œuvre de la régénération » conduite par l'Angleterre. Bien sûr, ce pays agit pour défendre ses intérêts de puissance et ceux des capitalistes mais il n'en contribue pas moins au progrès général de l'humanité. Quant à cette régénération, si elle « perce à peine au travers d'un monceau de ruines », elle « a néanmoins commencé⁵⁶ » écrit K. Marx doctement. Comment et où? Il n'en dit rien et cette affirmation péremptoire ne se soutient d'aucune démonstration qui viendrait l'étayer. Il faut donc conjecturer que cet optimisme a partie liée avec les mutations attendues et à venir qui ne manqueront pas de bouleverser cette contrée. Alors, des grands centres urbains et des filatures de coton, où les paysans et les artisans indiens ruinés par l'avènement de l'industrie moderne vont s'entasser toujours plus nombreux, surgiront d'honorables prolétaires capables

de s'instituer en sujets de l'histoire et de mettre à bas le système qui les exploite et les opprime. En attendant cette heureuse mais lointaine époque où le développement du capital aura enfin produit les dignes fossoyeurs de la société bourgeoise, « Marx et Engels, comme le note E. W. Said, pouvaient parler comme les porte-parole des gouvernements français et britanniques⁵⁷ »; les quelques textes qu'ils ont consacrés à l'expansion coloniale des puissances européennes en témoignent. Les aveuglements d'hier, ceux des pères fondateurs de ce qu'il est convenu d'appeler le « marxisme », expliquent sans doute bien des aveuglements plus contemporains ceux-là et relatifs à la dernière guerre d'Algérie.

- 1 F. Engels. *The Northern Star*, 22 janvier 1848, n° 535, in *Marx, Marxisme et Algérie. Textes de Marx et Engels présentés par R. Gallissot*, Paris, UGE, 10/18, 1976, p. 25.
- 2 *Idem*.
- 3 F. Engels. *The Northern Star*, 22 janvier 1848, n° 535, in *Marx, marxisme et Algérie, op. cit.*, p. 26.
- 4 K. Marx et F. Engels. *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, UGE 10/18, 1975, p. 21 et 24. Ils ajoutent : « De même que (la bourgeoisie) a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident. »
- 5 Des analyses identiques sont mobilisées pour rendre compte de l'accélération de la conquête des États-Unis après la découverte des mines d'or en Californie. De cet événement, qualifié par K. Marx d'événement « plus important même que la révolution de Février », il écrit qu'il va entraîner « les nations barbares récalcitrantes dans le commerce mondial, dans la civilisation ». *Œuvres IV, Politique I*, Paris, Gallimard La Pléiade, 1994, p. 379.
- 6 « La même condition, écrit Hegel, entraîne que des nations civilisées en face d'autres qui n'ont pas atteint le même moment substantiel de l'État [...] les considèrent comme des barbares, leur reconnaissant dans leur conscience un droit inégal et traitent leur indépendance comme quelque chose de formel. » Il ajoute : « Dans les guerres et les rivalités qui résultent de telles situations, on a des combats pour la reconnaissance d'une certaine valeur de civilisation et c'est ce trait qui leur

- donne une signification pour l'histoire universelle. » *Principe de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, 1983, 3^e partie, 3^e section, § 351, p. 371.
- 7 F. Engels. Article « Algérie » in *The New American Encyclopedia* (1858), in *Marx, marxisme et Algérie, op. cit.*, p. 93. (Souligné par nous.) Il n'est pas rare de trouver chez K. Marx également des considérations relatives à l'esprit des peuples. Citons, à titre d'exemple, ce passage où il écrit : « On connaît le penchant des peuples latins pour les conspirations et le rôle qu'elles ont joué dans l'histoire de l'Espagne, de l'Italie et de la France. » *Œuvres IV, Politique I, op. cit.*, p. 359.
 - 8 « Puisque je suis condamné, écrit-il à K. Marx, à m'occuper, pendant quelques semaines, des affaires orientales, j'ai profité de l'occasion pour apprendre le persan. Je recule devant l'arabe, d'abord à cause de ma haine innée contre les langues sémitiques... » Lettre du 6 juin 1853, in *Marx, marxisme et Algérie, op. cit.*, p. 86.
 - 9 R. Ricoux. *La Démographie figurée de l'Algérie*, Paris, G. Masson, 1880, p. 256. Pour fonder scientifiquement ses dires, l'auteur ajoute que ces caractéristiques ont pour cause les origines raciales des Kabyles qui ont bénéficié « d'une infusion de sang d'hommes venus du Nord » ce pourquoi il ne doute pas qu'ils se mêleront « plus facilement aux Français que les Arabes venus de l'Asie ». *Idem*. En d'autres termes, les premiers sont les plus européens des Algériens ce qui explique leur supériorité relative car ces quelques qualités n'empêchent pas

Sebastian Budgen

Éditeur de la revue *Historical Materialism*

Notes critiques sur l'article d'Olivier Le Cour Grandmaison.

La thèse soutenue dans cet article par Olivier Le Cour Grandmaison n'est pas nouvelle et

elle est bien plus unilatérale et sans nuance que celles développées notamment par René Gallissot, Edward Saïd, Cedric Robinson (dans *Black Marxism*), ou Roman Rosdolsky sur Engels et les peuples « non-historiques », etc. L'auteur ignore la riche littérature anglophone sur la question¹.

Olivier Le Cour Grandmaison commet cinq types de confusions :

- entre Engels et Marx ;
- entre les différents types d'écrits (lettres, carnets, articles journalistiques, écrits théoriques, etc.) ;
- entre les préjugés personnels de Marx et d'Engels, qu'ils partagent avec l'esprit de l'époque, et la logique profonde de leur méthode ;
- entre les écrits de Marx des années 1840 et 1850, qui peuvent effectivement paraître naïfs et étapistes du fait notamment d'une information approximative sur les pays non-européens, ceux de la période postérieure aux *Grundrisse* et au *Capital*, et, surtout, ceux de la dernière période (carnets ethnologiques, études sur la Russie, etc.)
- entre les écrits sur l'Algérie et ceux qui traitent d'autres pays colonisés (Inde, Chine) ou arriérés (Russie).

Comme Ahmad le montre dans sa critique de Saïd, l'article de 1853 sur l'Inde et l'image que Marx se fait d'une société statique sont très influencés par les « Travels » de Bernier. Il ne prétend pas émettre un jugement moral sur le colonialisme, mais considérer la possibilité d'un développement capitaliste en Inde susceptible de jeter les bases d'une révolution socialiste. Dans son deuxième article, le 22 juillet de la même année, Marx dit explicitement qu'une pré-condition d'un tel développement serait l'émancipation de l'Inde de la tutelle coloniale : « Les Hindous ne récolteront pas les fruits des éléments sociaux nouveaux semés chez eux par la bourgeoisie britannique, à moins qu'en Grande-Bretagne même, les nouvelles classes dominantes aient été renversées par le prolétariat, ou que les Hindous eux-mêmes soient devenus assez forts pour se débarrasser du joug britannique. »

R. Ricoux de les tenir pour une race inférieure et dégénérée. Pour J.-L. de Lanessan, ces traits raciaux, et la caractérodlogie qui en découle, témoignent d'un « certain degré de sociabilité et d'association susceptible de développement » que l'on ne trouve pas chez l'Arabe. *L'Expansion coloniale de la France*, Paris, Félix Alcan, 1886, p. 19.

- 10 K. Marx. « Chroniques anglaises » in *Œuvres IV. Politique I, op. cit.*, p. 720. Lors de son séjour en Algérie, Marx rédige une lettre dans laquelle on peut lire ceci : «... dans le jardin, dansait un Nègre à la peau d'un noir de poix, jouant sur un petit violon [...] tout en se livrant à des contorsions bizarres, son visage tordu par un large et joyeux sourire ». Des Maures, il fait le portrait en des termes également convenus : «... des visages ovales, des nez en bec d'aigle, de grands yeux brillants, des cheveux et une barbe noire et la couleur de leur peau représente une échelle qui va du blanc au bronze foncé ». « Lettre à Jenny Longuet », 6 avril 1882, in *Marx, marxisme et Algérie, op. cit.*, p. 328. Le regard porté par Marx sur les indigènes est fidèle à celui de ses contemporains, européens comme lui, car la description, apparemment objective, qu'il en donne, est travaillée par des préjugés et des classements implicites qui reconduisent, de façon anodine en apparence, les représentations dominantes que se font les Blancs des habitants de l'Afrique. Ainsi, sous sa plume la danse du « Nègre » est-elle immédiatement ravalée au rang de simples contorsions dont le sens lui échappe, ce qui a pour effet de disqualifier cette activité, laquelle cesse aussitôt d'être de l'art pour n'être plus qu'une somme de gestes singuliers, privés de toute beauté et de toute signification, de simples contorsions donc. Quant au sourire du Noir, légendaire lui aussi, il n'éclaire pas son visage mais le tord. Dans les deux cas, le jugement esthétique, délivré sous la forme d'un simple et pur constat, décline l'autre et rabaisse ce qu'il fait pour le constituer en un inférieur étranger et étrange.
- 11 K. Marx. « Chroniques anglaises » in *Œuvres IV. Politique I, op. cit.*, p. 720. Ailleurs, il écrit ceci : « L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde : l'une

destructrice, l'autre régénératrice – l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie. » Article paru dans le *New York Daily Tribune*, n° 3840, 8 août 1853 in *Du colonialisme en Asie*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p. 44.

- 12 Ces analyses, et les positions politiques qui en découlent, doivent être rapprochées de celles exposées dans *Le Manifeste du parti communiste* où l'on peut lire le passage suivant : « En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. » *op. cit.*, p. 60.
- 13 F. Engels. *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, Paris, Éditions Sociales, 1971, p. 38. Passage dans lequel, polémiquant contre Dühring, il cite les paroles de K. Marx relatives à la violence, cette « accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ».
- 14 Le texte de F. Engels auquel nous faisons ici référence est l'article « Algérie » rédigé pour *The New American Encyclopedia* (1858), in *Marx, marxisme et Algérie, op. cit.*, p. 100 et suiv.
- 15 Les mêmes remarques peuvent être faites à propos de certaines résolutions de l'Association internationale des travailleurs dont on sait que plusieurs d'entre elles furent rédigées par K. Marx. C'est le cas de la première dans laquelle il est proposé au Congrès « d'adopter, comme une "grande combinaison d'efforts", une statistique des conditions des classes ouvrières de tous les pays civilisés, faite par les ouvriers eux-mêmes ». Plus loin, il est écrit que le « Congrès appelle tous les ouvriers de l'Europe et de l'Amérique à collaborer » à cette tâche. (Souligné par nous) « Résolutions du premier Congrès de l'A. I. T. » (Réuni à Genève en septembre 1866), in *Œuvres, Economie I, op. cit.*, p. 1464-1465.
- 16 K. Marx. Article paru dans le *New York Daily Tribune*, n° 3840, 8 août 1853 in *Du colonialisme en Asie, op. cit.*, p. 44.
- 17 E. W. Saïd, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000, p. 247.

L'avenir de l'humanité est ainsi lié à une révolution sociale en Asie. Quand Marx pose explicitement la question de savoir si l'humanité peut accomplir son destin sans une révolution dans les rapports sociaux en Asie (« The question is, can mankind fulfill its destiny without a fundamental revolution in the social state of Asia ? »), sa question s'inscrit clairement dans la problématique de la révolution en permanence. La radicalisation de son soutien à la résistance indienne et chinoise entre 1856-59 est confirmée par son soutien à la mutinerie des Cipayes de 1857 et par sa condamnation radicale de la barbarie des guerres de l'opium en Chine : « La soldatesque britannique a commis des abominations gratuites; ses débordements n'étaient pas sanctifiés par un fanatisme religieux, ni exacerbés par la haine d'une race conquérante, ni poussés à bout par la résistance d'un ennemi héroïque. Le viol des femmes, le meurtre des enfants, l'incendie de villages entiers n'étaient donc qu'un simple divertissement sportif. Ils ne sont pas relatés par des mandarins, mais par les officiers britanniques eux-mêmes. » (MECW, 15, p. 353.)

Sous l'influence probable des mouvements de paysans en Russie, on note pendant la même période, un changement sensible dans sa compréhension de la Russie, jusqu'alors décrite comme une société socialement stérile. Dans son article de 1858 du *Tribune*, Marx envisage la possibilité d'une révolution sociale qui signifierait « un second tournant dans l'histoire de la Russie et marquerait finalement l'avènement d'une civilisation authentique en lieu et place de la comédie et du simulacre inaugurés par Pierre le Grand » (MECW 16, p. 147). En 1877, Marx écrit encore à Sorge : « Cette fois, la révolution commence à l'Est, dans cet Orient que nous avons considéré comme le soutien invincible et comme l'armée de réserve de la contre-révolution. »

Comme le montre Lawrence Krader dans son édition des *Grundrisse*, Marx ébauche ici la notion d'un développement historique non-unilinéaire.

Olivier Le Cour fait complètement l'impasse sur les nombreux passages consacrés à l'accumulation primitive et sur le chapitre supprimé du tome I du *Capital*.

Il ne mentionne pas non plus le soutien aux forces anti-esclavagistes dans la guerre civile américaine, ni le soutien à la lutte pour l'émancipation nationale de l'Irlande. S'il peut expliquer le premier par le fait que Marx soutenait les forces progressistes du capitalisme industriel contre les forces réactionnaires du capitalisme agricole, le même argument ne saurait être avancé pour l'Irlande ! C'est pendant la décennie 1872-83 que Marx commence vraiment à étudier les sociétés non-européennes avec, comme le montre Kevin Anderson (« Marx's Late Writings on Non-Western and Pre-Capitalist Societies and Gender », in *Rethinking Marxism*), trois grands mouvements :

a) Des changements introduits à l'édition française de 1872-75 du *Capital* :

Le passage suivant de l'édition anglaise, « Le pays le plus développé industriellement montre seulement aux moins développés l'image de leur propre avenir », est modifié comme suit : « Le pays le plus développé industriellement montre seulement à ceux qui le suivent sur la voie de l'industrialisation l'image de leur propre avenir. » (Marx, 1963, p. 549, – je souligne, SB). Il parle donc bien spécifiquement des pays en voie d'industrialisation.

Là où l'édition anglaise (et allemande) dit : « L'expropriation du producteur agricole, l'expropriation du paysan de la terre, est la base de tout le processus... C'est en Angleterre seulement – qui nous sert par conséquent d'exemple – qu'elle a revêtu sa forme classique. » (Marx, 1976, p. 876 – je souligne, SB). Ce passage est remplacé dans l'édition française par : « Mais la base de tout ce développement est l'expropriation des paysans. L'Angleterre est par conséquent le seul pays où ce processus a été développé jusqu'au bout..., mais tous les pays d'Europe occidentale connaissant un processus similaire. » (Marx, 1963, pp. 1170-71); ceci laisse ouverte la possibilité d'une autre trajectoire historique pour la Russie ou d'autres pays.

b) Les lettres et écrits sur la Russie :

- dans la lettre de 1877 à Mikhailovsky, Marx relativise le chapitre sur l'accumulation primitive : « Le chapitre sur l'accumulation primitive ne prétend rien de plus que de retracer la voie par laquelle, en Europe occidentale, l'ordre capitaliste a émergé de la décomposition de l'ordre féodal » ; il prend ses distances avec « la théorie historico-philosophique d'un cours général de l'histoire qui s'imposerait fatalement à tous les peuples » (Shanin, 1983, p. 136)
- dans la lettre de 1881 à Vera Zassoulitch, il écrit que « l'inévitabilité de ce développement est limité aux pays d'Europe occidentale » (Shanin, 1983, p. 124), et il parle de la commune agraire comme de la « possibilité d'une régénérescence sociale en Russie » ; dans le brouillon de cette même lettre, il établit explicitement un lien entre cette forme russe et la forme indienne.
- enfin, dans la préface à l'édition russe de 1882 du *Manifeste*, il écrit sur le mir/obstina : « La communauté villageoise, forme déjà fort érodée de la propriété communale primitive sur la terre, peut elle passer directement à une forme communiste supérieure de propriété communale ? Ou bien doit-elle passer d'abord par le même procès de dissolution qui caractérise le développement historique occidental ? Il n'y a aujourd'hui qu'une réponse possible. Si la révolution russe devient le signal d'une révolution prolétarienne à l'Ouest, de sorte que ces révolutions deviennent mutuellement complémentaires, alors la propriété communautaire villageoise de la terre pourrait servir de point de départ à un développement communiste. » (Shanin, 1983, p. 139).

Si..., alors... : le développement historique n'est pas le produit d'un déterminisme économique mécanique. Il est toujours conditionnel. Et la condition, c'est la lutte, donc la politique, qui en détient la clef.

c) Enfin, il y a les carnets de 1879-82, dont la moitié seulement a été publiée jusqu'ici (dans Krader éd., 1972), mais qui vont être publiés intégralement par la *MEGA*. Ils traitent des Iroquois d'Amérique, des Aztèques, des aborigènes australiens, des paysans de l'Inde du nord, de l'Irlande antique, de l'Indonésie et de la Rome antique. Dans ces carnets, Marx développe une analyse multilinéaire et critique l'usage abusif de catégories eurocentriques, comme celle de féodalisme, pour des sociétés non-européennes comme l'Inde ou l'Amérique latine pré-colombienne. Dans les écrits sur l'Inde, il insiste particulièrement sur les révoltes anti-coloniales.

Kevin Anderson en tire la conclusion suivante : « Pour résumer, ces textes et d'autres, à paraître dans l'édition *MEGA2*, Vol. IV/27, éclaireront d'un jour nouveau l'évolution de sa pensée dans les dernières années de sa vie, 1879-1882, sur des sociétés pré-capitalistes non-occidentales, comme l'Inde, l'Indonésie, l'Algérie, l'Amérique latine ou la Rome ancienne. Ils montreront aussi son intérêt dans cette période pour les questions de genre. Dans l'ensemble, les écrits de Marx dans cette dernière décennie indiquent un tournant qui l'éloigne des modèles modernistes de développement adoptés dans le *Manifeste Communiste* et autres écrits de jeunesse, où il voit le capitalisme occidental comme une étape par laquelle toute l'humanité devrait inévitablement passer. »

Dans ces écrits, Marx insiste notamment sur le caractère « artificiel » et non-progressiste de la destruction coloniale : « Les officiers britanniques en Inde, de même que des critiques comme Sir Henry Main, décrivent la dissolution de la propriété foncière au Penjab comme s'il s'agissait de la conséquence inévitable du progrès économique, en dépit du goût des britanniques pour ces formes archaïques. La vérité, c'est plutôt que les Britanniques sont eux-mêmes les agents actifs de cette dissolution. » (Krader, 1975, p. 391.) « En ce qui concerne l'Inde orientale, par exemple, tout le monde, à part Sir Henry Maine et autres auteurs du même acabit, ne sait que trop que la suppression de la propriété communale de la terre ne fut qu'un acte de vandalisme britannique, qui n'a pas signifié une avancée pour les peuples autochtones, mais une régression. L'apparition du système de chemin de fer dans les États capitalistes dominants a permis, et même forcé, les États où le capitalisme était limité à certains sommets de la société, de développer brusquement et d'élar-

gir leur superstructure de type capitaliste pour atteindre des dimensions disproportionnées par rapport au corps social dans son ensemble, où le mode traditionnel domine encore la production. Il n'y a donc pas le moindre doute sur le fait que le chemin de fer a accéléré pour ces pays la désintégration sociale et politique, alors que dans la plupart des États avancés, il a précipité le développement ultime... de la production capitaliste. »

« En Inde, le gouvernement britannique va être confronté à de sérieuses complications, si ce n'est à un soulèvement généralisé. Ce que les Britanniques enfoncent annuellement, sous forme de rentes, de dividendes, de pensions pour leurs officiers et leurs fonctionnaires, pour leurs guerres en Afghanistan ou ailleurs, etc., – tout ce qu'ils lui prennent sans contrepartie et sans même compter ce qu'ils s'approprient pour eux-mêmes chaque année en Inde même (sans parler des marchandises que les Hindous doivent envoyer chaque année gratuitement vers l'Angleterre) – tout cela représente au total plus que le revenu total des 60 millions de travailleurs agricoles et industriels d'Inde. Cette saignée exige vengeance. »

- 1 Horace B. Davis, *Nationalism and Socialism*, New York, Monthly Review Press, 1967.
- Lawrence Krader éd., *The Ethnological Notebooks of Karl Marx*, Assen, Van Gorcum, 1972.
- Lawrence Krader, *The Asiatic Mode of Production*, Assen, Van Gorcum, 1975.
- Kenzo Mohri, « Marx and "Underdevelopment" », *Monthly Review*, vol. 30, n° 11, avril 1979, pp. 32-42.
- Teodor Shanin et al., *Marx and the Russian Road*, New York, Monthly Review Press, 1983.
- Peter Hudis, *Marx and the Third World*. Detroit, News & Letters, 1983.
- Suniti Kumar Ghosh, « Marx on India », *Monthly Review*, vol. 35, n° 8 (january 1984), pp. 39-53.
- Aijaz Ahmad, *In Theory; Nations, Classes, Literatures*, London, Verso, 1994.
- Irfan Habib, « Marx's Perception of India », dans *Essays in Indian History*, New Delhi, Tulika, 1995.
- Erica Benner, *Really Existing Nationalisms: A Post-Communist View from Marx and Engels*, New York, Oxford University Press, 1995.
- Jeffrey Vogel, « The Tragedy of History », dans *New Left Review*, 1, 220, nov.-déc. 1996, pp. 36-61.
- Ellen Meiksins Wood, « A Critique of Eurocentric Eurocentrism », *Against the Current*, n° 92, mai-juin 2001, disponible à <http://solidarity.igc.org/atc/92Wood.html>
- Pranav Jani, « Karl Marx, Eurocentrism, and the 1857 Revolt in British India », in *Marxism, Modernity, and Postcolonial Studies*, édité par Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, Cambridge University Press, 2002.
- August Nimtz, « The Eurocentric Marx and Engels and Other Related Myths », in *Marxism, Modernity, and Postcolonial Studies*, édité par Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, Cambridge University Press, 2002.
- Kevin Anderson, « Marx's Late Writings on Non-Western and Pre-Capitalist Societies and Gender », à paraître dans la revue *Rethinking Marxism*.